

Les Étrangers devant la Justice en Syrie et au Liban

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 13 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

Fouad CHEBAT

LICENCIÉ EN DROIT DE LA FACULTÉ SYRIENNE

ET DE LA FACULTÉ FRANÇAISE DE BEYROUTH

D. E. S. DE DROIT PRIVÉ

D. E. S. DE DROIT PUBLIC

Jury :

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.

Suffragants { M. GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur.
M. SOLUS, Professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1938

**Les Étrangers devant la Justice
en Syrie et au Liban**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les Étrangers devant la Justice en Syrie et au Liban

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 13 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

Fouad CHEBAT

LICENCIÉ EN DROIT DE LA FACULTÉ SYRIENNE

ET DE LA FACULTÉ FRANÇAISE DE BEYROUTH

D. E. S. DE DROIT PRIVÉ

D. E. S. DE DROIT PUBLIC

Jury :

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.

Suffragants { M. GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur.
 { M. SOLUS, Professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1938

*47803

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le problème de l'admission des étrangers devant les Tribunaux locaux est une de ces questions juridiques qui ont reçu différentes solutions à travers les âges, et qui ont été en transformation perpétuelle dans les différents pays. Les étrangers sont-ils soumis à la Juridiction des Tribunaux locaux ?

Si l'affirmative est unanimement admise de notre temps quant aux actions réelles immobilières, elle est quant aux actions personnelles, toujours discutée, même dans les pays les plus civilisés.

De nos jours, les étrangers ne sont donc pas en général soumis au régime judiciaire de droit commun. C'est là une survivance du droit ancien qui les mettait dans une situation d'infériorité par rapport aux sujets nationaux en leur interdisant l'accès des Tribunaux locaux.

Dans la Grèce antique, quand deux cités établissaient entre elles des liens d'hospitalité publique, elles étaient tenues de désigner chacune auprès de l'autre un ou deux délégués appelés « proxènes » pour veiller sur les intérêts des étrangers et prêter au besoin leur médiation en cas de contestations survenues entre ces derniers. Les découvertes récentes montrent que les proxènes formaient, le cas échéant, des Tribunaux d'arbitres.

A Rome, les étrangers étaient tenus dans une situation d'infériorité du fait qu'ils n'étaient pas considérés comme dignes du Jus civile et devaient être jugés par le Jus gentium. Du reste, ils y étaient justiciables pour leurs affaires commerciales et fiscales devant des sortes de magistrats *ad hoc* dits « priores mercatorum » et « telonarii ».

Quand les barbares et les mahométans ont succédé à la puissance romaine, les premiers en occident et les seconds sur les rives asiatiques et africaines, du morcellement de l'Empire naquit un rapprochement et l'institution consulaire qui a été supprimée par les Romains fut remise en honneur.

Cependant quand les mahométans conquièrent Constantinople, ce n'est point pour mettre les étrangers dans une situation d'infériorité qu'ils ont consenti à les soumettre à leurs propres lois et à les rendre justiciables de leurs propres consuls, mais ce fut de leur part un geste de libéralisme, inspiré par l'idée que si la loi religieuse musulmane, la Charia, est l'expression de la justice suprême, on ne peut cependant pas contraindre les étrangers à se soumettre à ses dispositions quand ils jugent que celles-ci sont nettement opposées à leurs doctrines religieuses.

Voilà pourquoi, des conventions, les Capitulations, sont venues régler entre autres la condition judiciaire des étrangers résidant dans les pays musulmans.

Ces conventions dureront en principe et sous une forme plus ou moins déguisée, tant que les étrangers seront soumis à l'autorité des lois d'inspiration nettement religieuse et dont les principes leur sont complètement étrangers.

Aussi elles n'ont été abolies — disons plutôt suspen-

dues — dans les pays musulmans qui faisaient partie de l'Empire Ottoman que du jour où en Turquie le pouvoir fut confié à un gouvernement qui a pris à charge de laïciser le droit et dans les pays du Levant à des Puissances Mandataires dont la principale mission est d'aider ces pays à moderniser leur législation pour la mettre au niveau du standard législatif des pays civilisés.

Mais, pour ménager les transitions, ces Puissances Mandataires s'étant engagées à garantir les droits des étrangers, elles ont créé un régime judiciaire exorbitant du droit commun en leur faveur pour valoir durant la période du Mandat.

Ce régime doit disparaître au jour où les pays sous Mandat seront considérés comme aptes à se gouverner librement.

Voilà pourquoi notre plan doit s'inspirer de la méthode historique. Pour tracer l'évolution du problème des étrangers devant la justice en Syrie et au Liban, nous l'envisagerons sous les trois régimes politiques que ces pays ont connu :

- I. — *Sous le régime capitulaire* (Première Partie).
- II. — *Sous le régime mandataire* (Seconde Partie).
- III. — *Sous le régime contractuel* (Troisième Partie).

Le régime capitulaire ayant souvent été jusqu'ici l'objet d'une étude approfondie et le régime contractuel n'étant qu'à ses débuts, c'est la seconde partie qui devra recevoir dans notre étude les plus grands développements.

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME CAPITULAIRE

**(LES JURIDICTIONS CONSULAIRES ET TRIBUNAUX
DES CAUSES MIXTES OTTOMANS)**

L'ORIGINE DU RÉGIME CAPITULAIRE

Jusqu'à la fin de la Grande Guerre, la Syrie et le Liban faisaient partie de l'Empire Ottoman. La condition judiciaire des Etrangers dans cet Empire était réglée par des textes internationaux qui, à l'origine, c'est-à-dire au xvi^e siècle, constituaient de véritables Chartes octroyées par les Sultans à leur avènement pour la durée de leur règne et qui par la suite, ont revêtu le caractère de traités bilatéraux permanents et que l'on désigne par « Capitulations ».

Le mot « Capitulations » n'a pas un sens humiliant pour les autorités ottomanes qui l'ont volontairement adopté. Il n'indique point comme l'ont pensé certains auteurs, des traités qui leur étaient arrachés par la force. Bien au contraire, les capitulations ont pris jour quand les Ottomans étaient à l'apogée de leur puissance, et le mot « Capitulations » désignait dans le style du temps, « toutes sortes de traités de droit public et privé » (1). Il n'a du reste fait son apparition que dans les Capitulations de 1604, aux lieu et place de « Chapitre et Accords » par lesquels étaient désignées les premières Capitulations qui avaient été signées avec la France en 1535. De plus, si l'on recherche le sens étymologique

(1) G. Goyau : *Condition Internationale des Missions Catholiques*, Acad. de Droit International, 1925, p. 108.

du mot, « Capitulations » signifie « Chapitre » (dans le bas latin *caput*, *capitulum*).

Historiquement, les Capitulations paraissent d'ailleurs avoir nettement revêtu le caractère de concessions. Le monde de l'Islam étant régi par le Coran, Code universel, lien intime entre l'idée juridique et l'idée religieuse, il a fallu déterminer de bonne heure le *modus vivendi* des étrangers à la religion qui habitaient le pays.

Le Grand Prophète de l'Islam ne voulant pas de la violence en matière religieuse prescrivit à ses partisans dans plusieurs versets du Coran, de respecter les droits des chrétiens. Un grand geste de libéralisme de sa part à l'égard des chrétiens a été également réalisé par l'Edit qu'il adressa lui-même à tous les hommes. Son successeur Omar Ibn El-Khattab a reconnu par la suite au Patriarche de Jérusalem Sofronios, par Edit qui date de l'année 637 de l'ère chrétienne, des attributions d'ordre judiciaire à l'égard des membres du Clergé et d'ordre fiscal à l'égard de tous les chrétiens (1). Tous les Khalifes ont reconnu aux « *asshab el kitab* », « Les adeptes du livre », chrétiens et israélites, le droit de se gérer par les règles de statut personnel qui leur sont propres et qui sont contenues dans leur « Livre » (en matière de mariage, par exemple) et, en cas de laconisme de celui-ci, l'usage s'est établi pour que les non-musulmans adoptent les règles mahométanes (en matière successorale, notamment).

Quand les Osmanlis ont conquis Constantinople le 29 mai 1453, ils ont vite confirmé les Capitulations ri-

(1) Le manuscrit de cet Edit est conservé jusqu'à nos jours aux archives du Patriarcat Orthodoxe de Jérusalem. « Capitulations des communautés chrétiennes dans l'Empire Ottoman » Stavros Photiras. Traduit par G. Kandalaf, 1912, p. 5 et suiv.

tuelles qui ont ainsi revêtu un caractère traditionnel. Mouhanmad El-Fateh (le Conquérant) qui s'occupait en même temps de la conquête du pays et de sa conservation sous la domination des Osmanlis a compris que le voisinage des pays chrétiens impose des concessions en faveur des étrangers à la religion habitant le nouveau pays conquis. Voilà pourquoi dès son installation à Constantinople, il reçut le Patriarche Oecuménique Génadios, lui remit dans la main une crosse d'or et de diamant, signe qu'il lui faisait *tradition* d'une partie de ses pouvoirs et s'adressa à lui en ces termes « Soyez Patriarche en paix, conservez notre amitié et jouissez de tous les droits autrefois reconnus à vos prédécesseurs ». Il lui remit ensuite un diplôme d'investiture (bérat) dont les dispositions sont en grande partie inspirées du droit canonique byzantin et qui lui reconnaît « le droit d'administrer, de légiférer, de taxer, de juger, de condamner les raïyas (sujets) de même religion dans leurs rapports réciproques » (1). Après l'investiture du Patriarche Cénadios, ce fut celle du Patriarche arménien et les israélites eux-mêmes ont eu à Constantinople un tribunal suprême composé de trois rabbins.

En fait, il est intéressant de noter que les juridictions patriarcales tranchaient, au début, des conflits intéressant des Grecs-Orthodoxes, et des Arméniens ou même des Orthodoxes et des Musulmans quand ceux-ci le réclamaient de plein gré.

Tous les Sultans qui sont venus après Mouhammad le Conquérant ont suivi son exemple en reconnaissant par des bérats, aux Chefs des non-musulmans habitant l'Empire les privilèges traditionnels de leur communauté. Cette reconnaissance était toujours renouvelée lors

(1) Saba : L'Islam et la nationalité, Paris, 1931, p. 27.

de l'investiture d'un nouveau Patriarche et cela jusqu'à l'expiration du régime Ottoman et l'institution du Mandat.

Or, si de telles concessions ont été accordées aux étrangers à la religion, elles devraient *à fortiori* être accordées aux étrangers à l'Empire que l'on confondait tous au début sous le nom de « Francs », étant donné, d'une part, que ceux-ci sont en général étrangers à la religion et que, d'autre part, pour l'Islam, c'est la foi qui forme la nation, le Prophète ayant dit à ses adeptes « vous êtes la nation unique ».

Voici en effet comment on confondait dans la Capitulation de 1535, signée entre François I^{er} et Solaïman le Magnifique et qui constitue le premier anneau d'une chaîne de capitulations, les deux notions de religion et de nationalité : « Quant à ce qui touche la *religion*, a esté expressément promis, accordé et conclud que lesdits marchantz, leurs agentz et serviteurs et tous autres subgetz du Roi ne puyssent jamais estre molestez, ne jugez par Caddis, sangiacbeys, soubassy, ne autres que par l'Excelse Porte seulement, et qu'ilz ne puyssent estre faietz ne tenuz pour *Turcs*, si eulx-mêmes ne le veulent et le confessent de bouche sans violence, ains leur soit licite observer leur *religion* ».

Le texte précité nous indique l'étroite liaison qui existait également entre la condition religieuse et la condition judiciaire d'un habitant de l'Empire et comment les considérations d'ordre religieux ont entraîné des immunités juridictionnelles en faveur de l'étranger.

D'ailleurs les byzantins eux-mêmes avaient reconnu les mêmes immunités juridictionnelles aux musulmans résidant dans le pays avant sa conquête par les Osmanlis. En effet, les musulmans de Constantinople rele-

vaient judiciairement soixante ans avant la conquête de cette ville, d'un Cadi spécialement habilité pour dire le droit dans leurs affaires civiles conformément aux dispositions de la loi Chérié.

Mais bientôt les considérations d'ordre religieux vont faire place aux considérations d'ordre commercial et les nécessités créées par les échanges commerciaux vont déterminer tant dans l'intérêt de la Porte que dans celui des Puissances, de nouvelles et nombreuses Capitulations.

Les Capitulations obtenues par les Puissances étrangères sont, en ce qui concerne la France, outre les Capitulations précitées de 1535, celles du 18 octobre 1569, conclues entre Charles IX et Sélim II ; celles de juillet 1581 entre Henri III et Mourad III et renouvelées en 1597, 1604, 1618, 1640, 1673 et 1684. La dernière et la plus importante des Capitulations intéressant la France date du 28 Mai 1740. Elle se compose de 84 articles dans lesquels viennent fondre toutes les Capitulations antérieures, et elle est demeurée en vigueur jusqu'à la fin du régime Ottoman, car elle a toujours été confirmée par les traités de commerce conclus subséquemment entre la France et la Porte, traités qui lui ont apporté certains amendements de détail.

A l'exemple de la France, beaucoup d'autres nations ont obtenu des Capitulations : l'Angleterre en 1580, 1593 et 1675; les Pays-Bas en 1612; l'Autriche en 1718; la Prusse en 1761, la Russie en 1783, les Etats-Unis d'Amérique en 1830, la Grèce en 1855, etc.... Ce dernier pays jouissait d'ailleurs pratiquement de Capitulations dès la proclamation de son indépendance en 1832, comme conséquence du protocole de la conférence de Londres du 3 Février 1830.

Nous n'avons cité ci-dessus que les principales Capitulations, leur énumération complète pouvant paraître fastidieuse. Pise en 1173, Gênes en 1453, la République de Venise en 1454 et Florence en 1488 s'étaient déjà fait octroyer des Capitulations qui ont été confirmées plus tard par les Sultans et à différentes dates, la Suède, les Deux-Siciles, le Danemark, l'Espagne, la Sardaigne et par suite l'Italie, la Belgique et le Portugal ont eu également leurs Capitulations.

A quoi tendent toutes ces Capitulations qui, hâtons-nous de le dire, ont été retouchées et polies par la force de la coutume et de l'usage et développées par la Jurisprudence ?

Nous n'envisageons dans notre travail que les immunités de Juridiction qui en constituent l'institution essentielle. A ce point de vue, les Capitulations ont projeté sur le domaine international les anciennes Capitulations rituelles reconnues aux Patriarches en transférant les pouvoirs judiciaires de ceux-ci à l'égard des étrangers proprement dits aux Consuls des Puissances étrangères. De plus, elles ont consacré dans l'Empire un « principe de subjection », le principe de la personnalité des lois qui dépouille la souveraineté d'un de ses attributs essentiels, la territorialité et institue plusieurs Etats dans l'Etat.

Voici comment dans le mémoire communiqué aux Missions et publié dans « la Turquie » du 7 juillet 1869, la Sublime Porte elle-même reconnaît l'autorité de ce principe et les conséquences que en découlent : « En matière civile comme en matière criminelle, y est-il dit, le pouvoir judiciaire de chaque nation s'arrête à la frontière de son territoire, et il ne peut exercer ses effets

dans les pays étrangers ; mais ce pouvoir s'étend sur tous ceux, indigènes ou étrangers, qui se trouvent dans le territoire, ainsi que sur les faits perpétrés par les uns et par les autres.

« Ces principes du droit des gens souffrent de graves exceptions en Turquie.

« Les Capitulations veulent qu'en matière civile on distingue le différend, soit qu'il concerne exclusivement des sujets étrangers, soit qu'un intérêt Ottoman s'y trouve en cause.

« Les premiers sont exclusivement laissés à la décision de l'Ambassadeur ou du Consul dont relèvent ces étrangers et les seconds seulement sont réservés aux tribunaux ottomans. De même, en matière criminelle, ces actes exigent qu'on distingue les crimes ou délits commis par un étranger au préjudice d'un autre étranger, de ceux commis au préjudice d'un sujet Ottoman ou de l'Etat, et ils stipulent que le droit de poursuite et la punition appartiendront, dans le premier cas, à l'Ambassadeur ou Consul dont relève l'étranger et, dans le second cas, seulement à la juridiction des Autorités locales ».

De ce qui précède, il apparaît nettement que sous le régime Capitulaire, l'étranger était dans l'Empire Ottoman tantôt justiciable des tribunaux Ottomans eux-mêmes et tantôt envoyé devant les représentants de son pays investis de pouvoirs juridictionnels.

Nous allons étudier l'organisation des Tribunaux étrangers devant lesquels l'étranger devait comparaître (Chapitre I). Nous déterminerons ensuite leur compétence (Chapitre II) et nous parlerons de leur fonctionnement (Chapitre III). Nous consacrerons également un

Chapitre à l'étude de l'exécution de leurs jugements (Chapitre IV) et nous indiquerons en dernier lieu le sort qui leur fut réservé par les traités et actes diplomatiques d'après-guerre (Chapitre V).

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DES JURIDICTIONS CONSULAIRES ET TRIBUNAUX MIXTES OTTOMANS

Pour étudier cette organisation, nous allons distinguer les Juridictions dites Consulaires, qui étaient saisies lorsque les deux parties en cause au procès étaient de nationalité étrangère et les Tribunaux dits mixtes qui étaient saisis lorsque l'une des deux parties était de nationalité Ottomane, la deuxième étant étrangère.

SECTION I

Juridictions Consulaires

Chaque nation capitulaire a, à sa guise, organisé sa juridiction consulaire, réglé sa procédure et établi la loi à appliquer. Mais sa législation sur ce sujet n'était appliquée qu'en tant qu'elle n'était pas en contradiction avec les dispositions des capitulations auxquelles leur caractère international conférait une autorité supralégale.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le pouvoir juridictionnel à l'égard des étrangers était concentré entre les mains de leurs ambassadeurs ou Consuls, ceux-ci à l'instar de ceux-là étant dans les pays hors chrétienté de véritables « Ministres publics » représentant la souveraineté nationale.

Plus tard, quand les affaires judiciaires se multiplient, les Ambassadeurs et Consuls ont dû déléguer leurs fonctions judiciaires à des tribunaux spéciaux et le développement des voies des communications a eu pour effet, pour la plupart des Consuls, de déférer une partie de leurs fonctions aux tribunaux de la métropole.

Les Tribunaux Consulaires se rattachent, au point de vue de leur organisation, à l'un des deux types suivants :

A) *Type français* : Il se caractérise par une étroite liaison entre les Juridictions Consulaires et les Tribunaux de la métropole. Notamment le recours en appel ou en cassation ne peut être formé que devant ces derniers tribunaux, les juridictions consulaires jouant uniquement le rôle de tribunaux de première instance.

Le système français a été établi en ce qui concerne les affaires civiles par la Capitulation de 1740 (art. 26), l'édit de Juin 1778, l'ordonnance du 3 Mars 1781 et en ce qui concerne les affaires pénales par la loi du 28 Mai 1836. Il a été adopté par la plupart des Puissances capitulaires et notamment par l'Italie, la Grèce, la Belgique, la Russie et l'Allemagne (à laquelle a été étendue en 1870 la Capitulation consentie à la Prusse en 1761).

Voici comment, d'après ce système, les tribunaux consulaires étaient organisés :

1^o En matière civile, le tribunal consulaire français

de Première Instance était composé du Consul lui-même et de deux notables assermentés jouant le rôle d'assesseurs et pris parmi les commerçants français habitant la circonscription consulaire. Toutefois le Tribunal était réduit au Consul seul s'il y avait impossibilité de se procurer les notables. Le Chancelier, également assermenté, siégeait comme greffier et faisait fonction d'huissier et de notaire.

Quant à l'appel, il devait être formé, d'après l'ordonnance de 1681 et l'édit de 1778 devant le Parlement d'Aix et, plus tard, ce sera la Cour d'appel de cette ville qui héritera de ces pouvoirs.

2° En matière pénale, la composition de la juridiction consulaire variait suivant qu'il s'agissait de contraventions, de délits ou de crimes :

a) Les contraventions étaient jugées par le Consul, faisant fonctions de juge de paix statuant seul et en dernier ressort ;

b) Les délits étaient déférés devant un Tribunal composé du Consul et de deux assesseurs choisis par lui pour un an parmi les notables français résidant dans le ressort du Consulat. Le Chancelier de la résidence remplissait toujours les fonctions de greffier ;

c) Les crimes étaient instruits par le Consul, ensuite le Tribunal consulaire dont la composition était identique à celui qui connaissait des délits, se réunissait et délibérait sur le caractère délictueux ou criminel de l'affaire, et, si pour ce tribunal l'infraction revêtait le caractère d'un crime, il prononçait le renvoi de l'affaire devant la première Chambre de la Cour d'Aix qui devait statuer sur pièces.

B) *Type anglais de juridiction consulaire* : Contrai-

rement au système français, le système anglais admettait une indépendance quasi complète de ses juridictions consulaires à l'égard des juridictions métropolitaines, de sorte que les ressortissants anglais étaient en mesure d'arriver à une solution définitive de leurs litiges entrant dans la compétence des juridictions consulaires, sans avoir recours aux juridictions de la Métropole.

Dans les Echelles du Levant, les plaideurs anglais pouvaient s'adresser :

a) à des tribunaux de première instance, tribunaux consulaires provinciaux ou locaux qui étaient composés les premiers d'un Consul et les seconds d'un agent consulaire. Dans tous les cas, le Consul ou l'agent consulaire siégeait seul ;

b) à une Cour dite Cour suprême ou Haute Cour comprenant deux juges nommés par le roi et assistés tant au civil qu'au criminel, d'assesseurs et de jury dans certains cas expressément déterminés par les Orders in Council.

Cette juridiction siégeait à Constantinople et statuait en Appel à l'égard des jugements rendus par les Tribunaux Consulaires provinciaux ou locaux, et en première Instance en ce qui concerne les affaires de la capitale.

c) Les plaideurs anglais pouvaient également s'adresser dans l'Empire à un Conseil Privé « Privy Council » qui jouait le rôle de juridiction d'appel à l'égard des jugements rendus en premier ressort par la Cour Suprême.

Le système anglais, notons-le, n'a été adopté que par l'Autriche-Hongrie, qui a créé, assez tardivement d'ailleurs, en 1898, la « Cour Consulaire Supérieure Impé-

riale et Royale Autrichienne et Royale Hongroise » qui siégeait à Constantinople et remplissait les fonctions de Juridiction d'Appel.

SECTION II

Tribunaux Mixtes Ottomans

Ces tribunaux connaissaient de certaines contestations entre Ottomans et étrangers, contrairement aux tribunaux consulaires qui connaissaient des rapports entre étrangers de même ou de différente nationalité.

L'organisation de ces tribunaux n'a eu lieu qu'en 1839 par le Hatt-Chérif de Gulhané. Avant cette date, seul le tribunal indigène devait être saisi des contestations entre étrangers et indigènes, en présence, il est vrai du Consul ou de son drogman (1). Nous étudions dans la suite l'évolution de cette organisation en distinguant :

A. — Les affaires civiles et commerciales.

B. — Les affaires pénales.

A. — *Affaires civiles et commerciales :*

a) Depuis les premières capitulations jusqu'aux premières réformes législatives de Tanzimat (réorganisation) prévues par le Hatt Chérif de Gulhané promulgué par le sultan Abdoul-Magid le 25 Chawal 1255 (3 novembre 1839), ces affaires étaient déferées soit dans le Caza

(1) Voir notamment l'article 26 de la Capitulation de 1740.

(Canton) devant le Cadi Charii, juge religieux musulman jouissant de l'universalité de la compétence, soit devant le Divan Impérial, Cour Suprême siégeant à Constantinople et composée du Grand Vizir, Président, et de plusieurs membres choisis parmi les grands dignitaires de l'Etat, dont le Cheikh-El-Islam, le Rayes effendi, etc...

b) Avec les réformes législatives précitées de 1839, la justice Ottomane s'est laïcisée et, atteinte fut portée à l'universalité de la compétence du Cadi Charii au profit des tribunaux dit nizamiés dont l'organisation est calquée sur celle des Tribunaux français. A cette occasion, le Divan Impérial fut dépossédé de ses attributions juridictionnelles civiles et commerciales qui ont été dévolues à une Commission Mixte de négociants étrangers et ottomans qui se réunissaient sous la présidence du Grand Douanier.

c) En 1848, d'accord avec les Missions, on créa le tribunal Mixte composé de 7 négociants étrangers et de 7 négociants ottomans, sous la présidence du Ministre du Commerce ou son représentant.

d) En 1850, l'Empire Ottoman adopta un Code de Commerce et en 1860 on y procéda à la réorganisation de la justice commerciale. A cette date et en exécution de la promesse faite par le Hatt Hamayon de 1856, pour réorganiser les tribunaux mixtes, on fusionna la commission mixte et la commission ordinaire et l'on imposa la présence d'assesseurs et de drogmans en matière mixte. La Commission des quatorze fut subdivisée en Chambres et Sections et le Tribunal de commerce (Mahkamat Tijarat) mixte comprenait un président et deux juges Ottomans assistés de deux assesseurs étrangers pris parmi les nationaux du plaideur étran-

ger. Toutefois, depuis la note verbale de la Sublime Porte du 15 Octobre 1902, on pouvait admettre dans les procès mixtes des juges assesseurs étrangers de nationalités autres que celle de la partie étrangère en cause, toutes les fois que des co-nationaux de cette dernière n'existeraient pas.

Trois remarques importantes s'imposent ici :

1° Les tribunaux de commerce mixtes étaient en même temps des tribunaux civils pour trancher les litiges mobiliers d'une certaine importance entre ottomans et étrangers. Il n'y avait donc pas dans l'organisation judiciaire ottomane une dualité de tribunaux civils et commerciaux en ce qui concerne les affaires mixtes.

2° Les questions maritimes mixtes étaient, à la Capitale, déferées devant une des Chambres du Mahkamet Tijarat et cette Chambre avait la même composition que le tribunal de commerce mixte.

3° En province, les Tribunaux de commerce fonctionnaient comme tribunaux mixtes dans les mêmes conditions que le Tribunal de commerce de la capitale et dans les localités non pourvues de Tribunal de commerce, c'était le Tribunal civil local qui en remplissait les fonctions et il était toujours d'usage en province d'admettre des assesseurs aux Tribunaux civils fonctionnant comme Tribunaux de commerce.

B. — *Affaires pénales :*

Du passage que nous avons extrait et reproduit plus haut (1) du mémoire communiqué en 1869 aux Missions par la Sublime Porte, il ressort que pour les actes

(1) Voir page 12.

punissables commis entre un étranger et un Ottoman, chaque fois que la victime était ce dernier ou l'Etat, c'est la justice locale qui devait être saisie. C'est d'ailleurs l'interprétation normale de l'article 65 de la capitulation française de 1740 qui exigeait dans ces cas l'assistance de l'Ambassadeur et des Consuls de l'étranger ou leur substitut. En pratique, on appliqua le même système au cas où la victime était un sujet étranger.

Toutefois, au début du dernier siècle, l'usage s'est établi de dérober les procès pénaux mixtes à la justice ottomane ainsi mitigée pour les déférer aux Tribunaux Consulaires.

Mais à partir de 1854, on en revint au système de la Capitulation de 1740 après les démarches effectuées à cette fin par la Sublime Porte devant les différentes légations.

En 1856 enfin, on institua des Tribunaux correctionnels mixtes, qui devaient comprendre des membres ottomans et des membres étrangers. Cependant en fait, ces tribunaux n'ont jamais fonctionné et c'est le système de 1740 qui a toujours prévalu en pratique. Or, étant donné le rôle de véritable magistrat que jouait le Consul ou son substitut dans les affaires pénales comme nous le verrons plus loin, on est autorisé à parler de tribunaux correctionnels mixtes ottomans comme l'on parle de tribunaux mixtes ottomans de commerce.

CHAPITRE II

COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS CONSULAIRES ET TRIBUNAUX MIXTES OTTOMANS

SECTION I

Compétence *ratione materiæ*

L'étendue de cette compétence est bien mise en évidence par l'article premier de l'édit de Juin 1778, qui dit : « Nos Consuls connaîtront en première Instance des contestations de quelque nature qu'elles soient, qui s'élèveront entre nos sujets, négociants, navigateurs et autres, dans l'étendue de leurs consulats ».

Malgré cette expression « de quelque nature qu'elles soient, certains jurisconsultes ont voulu restreindre la compétence *ratione materiæ* des tribunaux consulaires et ont contesté que les questions d'Etat, nullité, donations et testaments fussent de leur ressort. Mais la jurisprudence française en particulier n'a fait aucune réserve sur ces questions et de nombreux arrêts ont maintenu aux tribunaux consulaires français la compétence reconnue en France aux Tribunaux civils et commer-

ciaux (1). Cependant, d'autres pays capitulaires, notamment la Grande-Bretagne, la Grèce et l'Italie ont réservé les questions d'Etat aux tribunaux de la métropole.

Nonobstant toute opposition, la juridiction consulaire a maintenu les règles de compétence que nous résumons ci-après :

1° Les tribunaux Ottomans *nizamiehs* ou de droit commun connaissaient sans l'assistance du drogman :

a) de toutes actions réelles immobilières intéressant un étranger, fût-il demandeur ou défendeur et cela conformément à l'article 2 paragraphe 3 de la loi du 13 Safar 1284 correspondant au 16 Juin 1867 qui a le caractère d'un véritable traité, vu les arrangements qui l'ont précédé dans le Traité de Paris et la corrélation qui existe entre ses dispositions et le protocole du 7 Safar 1285 (9 Juin 1868).

Cependant, le texte turc de l'article en question ayant rendu les étrangers justiciables des tribunaux civils ottomans pour toutes les questions relatives à la propriété foncière et ayant omis les mots « actions réelles », il en résulta un grave conflit de juridiction entre les tribunaux ottomans et consulaires. Les Missions se basant sur le texte français qui leur avait été communiqué et qui avait fait l'objet de leur adhésion considéraient les actions réelles immobilières comme seules assujetties à la compétence des tribunaux ottomans statuant hors la présence du drogman et se déclaraient par contre compétentes pour connaître des actions *personnelles* immobilières entre deux étrangers. En faisant valoir cette prétention, par deux jugements en date du 17 Juil-

(1) Voir Bruneau : « Traditions et Politique de la France au Levant », p. 203.

let et du 7 Août 1891, le tribunal consulaire français de Constantinople s'est déclaré compétent pour connaître d'une action en délivrance d'un immeuble vendu par un Français à un autre Français.

De plus, le texte turc de l'article en question ayant rendu « les tribunaux de l'Empire » compétents pour les affaires immobilières intéressant les étrangers, le Gouvernement Ottoman en a conclu que les Mahkamets Chariehs devaient être saisis s'il s'agissait d'une contestation relative à la possession d'un immeuble wakf et cela lors même que l'une des parties serait étrangère. Mais les Missions ont protesté contre pareille interprétation et quand en 1905 le Mahkamet Charieh a voulu retenir sa compétence sur cette matière (affaire Zacharow), une note verbale a été adressée à la Porte par l'Ambassadeur de Russie en date du 20 Juillet de la même année et qui était conçue en ces termes : « l'Ambassade Impériale de Russie a, à maintes reprises eu l'honneur de déclarer à la Sublime Porte qu'elle ne saurait reconnaître la juridiction des tribunaux du Charii sur ses ressortissants, les articles 2 et 3 de la loi de Safar 1284 les rendant directement justiciables pour toutes les questions relatives à la propriété foncière des tribunaux ottomans civils ».

Toutes les ambassades ont suivi cet exemple et les tribunaux du Charii à caractère religieux sont demeurés toujours incompétents en ce qui concerne les affaires intéressant les étrangers.

b) Les tribunaux ottomans « nizamiehs » connaissaient également sans l'assistance du drogman de toute question de location si le propriétaire est étranger. Par contre, la présence du drogman s'imposait si le locataire est étranger.

c) Enfin, les tribunaux nizamichs connaissaient avec l'assistance du drogman de toutes autres questions civiles entre un étranger et un sujet ottoman, dont l'intérêt en litige ne dépasse pas 1.000 piastres.

2° Les tribunaux ottomans mixtes connaissaient avec l'assistance du drogman et des assesseurs étrangers :

a) de tous différends entre un sujet ottoman et un étranger sur une question commerciale à juger d'après le Code de Commerce ou d'après le Code de Commerce maritime ;

b) de tout procès civil dont l'intérêt en litige dépasse la valeur de 1.000 piastres.

L'appel des jugements rendus en province dans les procès examinés par les Chambres mixtes des tribunaux de commerce devait être porté devant la première Chambre du Tribunal de commerce de Constantinople dont les décisions sont définitives. En effet, les Missions ne reconnaissaient pas l'autorité de la Cour de Cassation qui n'admettait pas d'assesseurs dans son sein.

3° Quant aux tribunaux consulaires, ils étaient compétents pour statuer sur les affaires suivantes :

a) Ils réglaient tous différends commerciaux, civils ou criminels entre deux étrangers de nationalité différente ou de même nationalité.

Toutefois, l'article 52 de la Capitulation française de 1740 et l'article 58 de la Capitulation russe de 1783 permettent aux étrangers de nationalité différente en cause de se mettre d'accord pour porter leur procès par devant les Pachas, Cadis, Officiers ou Douaniers ottomans, créant ainsi une attribution facultative de compétence qui est demeurée, du reste, toute théorique.

En fait, ces sortes de procès étaient toujours déferés aux tribunaux consulaires à l'instar des différends intéressant des étrangers de même nationalité.

Mais les jugements rendus par les tribunaux consulaires n'étaient définitifs en ce qui concerne les tribunaux français que si la demande ne dépassait pas 1.500 francs. Pour l'Allemagne, ce chiffre était de 300 marks, pour l'Italie 1.500 francs, pour la Belgique, 500 francs et pour la Grèce 600 drachmes. Autrement l'appel était possible respectivement pour ces pays à la Cour d'Aix, à la Cour Suprême de l'Empire, à la Cour d'Ancône, à Bruxelles et à Athènes.

b) Les tribunaux consulaires connaissaient également de toute question de statut personnel lorsque le défendeur était étranger ;

c) Ils connaissaient de même de toute succession ainsi que de toute faillite étrangère abstraction faite, le cas échéant, de la présence de créanciers ottomans. Cependant toute action revendicatoire concernant une dette ou une charge sur la propriété du de cujus ou du failli était portée devant le tribunal qui aurait été compétent si l'action avait été intentée contre le de cujus ou le failli personnellement, et toute contestation mixte entre syndics et créanciers était portée par devant le tribunal mixte jugeant avec l'assistance du drogman.

Notons, avant de terminer cette étude sur la compétence *ratione materiæ*, que l'Iradé Impérial du 24 Ramadan 1294 (2 Octobre 1877) relatif à l'état de siège a disposé en son article 4 que « les prévenus de tout délit ou crime portant atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat sont jugés par un Conseil de guerre sans égard à la qualité et à la dignité des prévenus ».

Ce texte, bien que d'une portée générale, n'a pas été

étendu aux étrangers sans tempéraments. En effet, lors de la proclamation de l'état de siège de 1876, la Sublime Porte a décidé que les Cours martiales ne seraient compétentes à l'égard des étrangers qu'à la double condition suivante :

1° que le Consulat intéressé ait reçu notification de la constitution de la Cour ;

2° que le Consul ou son représentant ait assisté à l'audition. Autrement la sanction intervenue devait être considérée comme nulle et non avenue.

SECTION II

Compétence ratione loci et ratione personæ

1° Juridiction en matière pénale :

a) Première hypothèse : l'acte punissable a été commis entre des étrangers de même nationalité : Dans ce cas, l'acte ressortit à leurs tribunaux consulaires communs. Mais lequel de ces tribunaux devait être saisi à l'exclusivité des autres ? On appliquait à ce sujet la règle « *Actor sequitur forum rei* » et la *résidence* habituelle du défendeur constatée par l'immatriculation au Consulat suffisait pour déterminer l'autorité consulaire compétente. Cette résidence remplaçait le domicile légal « car les Français, n'ayant habituellement qu'une résidence à l'étranger et conservant leur domicile légal en France, la juridiction consulaire n'aurait presque jamais été applicable, si la règle du domicile légal devait être rigoureusement appliquée ». (Arrêt de la Cour d'Aix du 28 Juillet 1865.)

Cependant, MM. Dalloz et Caumont soutiennent que les deux parties devaient résider dans le ressort de la circonscription consulaire. Ce qui n'est pas conforme à l'esprit de la loi française qui attribue compétence au tribunal du défendeur.

b) Deuxième hypothèse : l'acte punissable a été commis entre étrangers de nationalités différentes : Les textes des Capitulations sont également vagues sur ce point. Aussi, d'après MM. Pélassié du Raus et Fauchille, la compétence appartenait, en vertu d'un usage international qui s'est prolongé pendant des siècles, à l'autorité consulaire de l'étranger coupable ; ce qui constitue également une application de la règle *actor sequitur forum rei*. Cependant d'autres auteurs dont M. Rey, rendent les tribunaux ottomans eux-mêmes compétents dans les affaires relevant de cette hypothèse, ce qui n'a pas été confirmé par la pratique suivie en la matière.

2° Juridiction en matière civile et commerciale :

La règle « *actor sequitur forum rei* » a été également ici sanctionnée par l'usage et la juridiction consulaire du défendeur était la seule compétente. Cependant, en matière de succession et de faillite, c'est devant le Consul de la nationalité du défunt ou du failli que l'affaire devait être portée.

L'application stricte de la règle « *actor sequitur forum rei* » conduisait à des conséquences fâcheuses :

En effet :

a) au moment où les parties contractaient, elles ne pouvaient pas savoir devant quelles juridictions elles seraient éventuellement appelées à comparaître, ni d'après quelles lois elles seraient jugées.

b) En cas de pluralité de défendeurs, le demandeur devait faire autant de procès que de défendeurs en cause et il en résultait souvent autant de jugements contradictoires, les faits et preuves étant différemment appréciés par les différentes juridictions saisies.

c) S'il s'agissait d'une demande reconventionnelle, le défendeur devenant à son tour demandeur, devait porter son action devant le Consul de son adversaire, et l'on imagine les complications que l'application de cette règle entraînait s'il se rencontrait plusieurs défendeurs de nationalité différente.

Pour remédier à cet état de choses et dans l'intention de rendre la solution des affaires commerciales plus rapide, des « Commissions Judiciaires Mixtes » ont été créées en 1820 à Constantinople, grâce à une convention verbale conclue entre les légations de France, d'Angleterre, de Russie et d'Autriche.

Ces commissions étaient composées de trois juges-commissaires dont deux étaient nommés par la légation du défendeur et le troisième par celle du demandeur. Elles étaient compétentes en premier ressort pour les contestations civiles et commerciales qui surgissaient entre étrangers de différentes nationalités, mais leurs sentences devaient être homologuées par le tribunal de la légation du défendeur qui était chargé de pourvoir à son exécution. Quant à l'appel, il devait être porté devant le tribunal compétent pour connaître en dernier ressort des sentences rendues par les juges consulaires de l'appelant.

Toutefois, ces commissions qui n'ont nullement servi à diminuer les lenteurs de la procédure, ont cessé de fonctionner à la date du 28 novembre 1864, quand leur autorité fut contestée par un arrêt de la Cour d'Aix,

« attendu que leur compétence n'était sanctionnée par aucun texte ».

Quant aux tribunaux compétents *ratione loci* pour trancher les litiges intéressant les succursales ou agences d'une société anonyme étrangère ou en commandite par actions, ce sont d'après l'article 10 de la loi de 1914, les tribunaux des localités où fonctionnaient ces succursales ou agences, localités constituant pour ces sociétés des domiciles légaux.

Le législateur ottoman a ainsi appliqué en droit international la jurisprudence française connue sous le nom de « théorie des gares principales ».

*
**

Et maintenant une question se pose, savoir à quelles personnes la juridiction consulaire étendait ses pouvoirs.

Normalement, seuls les *nationaux*, c'est-à-dire les étrangers quels qu'ils soient — à l'exception, il est vrai, des sujets des Etats Balkaniques constitués après le traité de Berlin — devaient être justiciables de cette juridiction.

Cependant, outre les *nationaux*, la clientèle de cette juridiction comprenait une catégorie de personnes indigènes qui gardaient leur nationalité d'origine, mais qui étaient assimilées aux étrangers et que l'on désignait par *protégés*.

L'extension de l'immunité juridictionnelle aux protégés résulte en ce qui concerne la France, des dispositions de l'article 9 de la Capitulation de 1604 et de celles de l'article 43 de la Capitulation de 1740. Ce dernier

texte est conçu en ces termes : « Les privilèges ou immunités accordées aux français, auront aussi lieu pour les interprètes qui sont au service de leur ambassadeur ».

Seuls donc, les interprètes d'ambassades devaient à l'origine, être considérés comme « protégés », d'après les Capitulations. Mais l'on se ferait une idée erronée de la protection en croyant que la catégorie des protégés s'est limitée à ce nombre insignifiant. L'usage va faire son œuvre au détriment des traités passés avec la Sublime Porte et le nombre des protégés va aller en croissant, grâce à une raison double :

1° Parce que les Puissances étrangères elles-mêmes encourageaient la protection, considérant que le prestige et la sécurité de leurs établissements diplomatiques et consulaires dans l'Empire dépendaient du maintien d'un personnel nombreux qui serait muni de fonctions de préférence très vagues ;

2° Parce que, d'autre part, les avantages qu'on pouvait tirer de la protection, savoir : dispense du paiement de nombreuses taxes qui grevaient les sujets ottomans et immunités de police et surtout de juridiction, décidaient un nombre de plus en plus grand de sujets ottomans à se faire inscrire près les consulats, comme protégés, en se faisant délivrer des certificats de protection dits « bérats » constituant ainsi une classe de commerçants dits « bératlis » ou bérataires. Sous le Sultan Sélim III en particulier, tout un commerce de bérats se développa et les ambassadeurs trafiquaient des certificats que les sujets ottomans achetaient des drogmans et domestiques des Missions et assuraient de cette façon d'énormes revenus aux Ambassades.

La Sublime Porte, inquiète du développement de la

protection dans l'Empire essaya plus d'une fois de le décourager :

a) vers 1799, elle accorda à des sujets ottomans les mêmes privilèges douaniers que ceux des commerçants étrangers.

b) en 1805, profitant de l'absence des ambassadeurs Russe et Anglais, elle abolit les bérats avec l'assentiment de l'Ambassadeur de France.

c) en 1809, elle conclut avec l'Angleterre un traité par lequel elle subordonnait l'octroi de la patente de protection anglaise à « la permission préalable de la Sublime Porte ».

d) Toutes ces mesures s'étant révélées infructueuses et le nombre de protégés étant devenu vers 1860 supérieur à celui des étrangers eux-mêmes domiciliés dans l'Empire, la Sublime Porte informa les Missions par un mémoire en date du 14 septembre 1860 que les protégés devaient désormais quitter l'Empire trois mois après leur admission dans une protection étrangère ou après la promulgation de la mesure en question. Passé ce délai, s'ils demeuraient dans l'Empire, ils seraient considérés comme sujets ottomans.

e) enfin, trois ans après, par une note circulaire communiquée aux Missions le 29 juillet 1863 et promulguée sous forme de règlement le 23 Safar 1280 (9 août 1866), la Sublime Porte, d'accord avec les Missions, limita le nombre des protégés et précisa la nature, l'étendue et la durée de la protection.

Conformément aux dispositions de ce dernier règlement, seuls seront désormais considérés comme protégés :

1° Les indigènes remplissant les fonctions de drog-

mans et de Yassakdjis (Cawas ou suisses) et dont le nombre était de quatre pour chaque catégorie pour les consulats-généraux ou les consulats des chefs-lieux de province, de trois pour les consulats dépendant des consulats généraux et de deux pour les vice-consulats ou agences consulaires. Cependant l'article 1^{er} du règlement susvisé permettait certains abus en disposant que « dans le cas où le nombre fixé ci-dessus pour les employés indigènes des consulats ne serait pas suffisant, les consulats pourront s'adresser à leurs représentants à Constantinople qui en préviendront la Sublime Porte et s'entendront avec elle ». Autrement, les drogmans et Yassakdjis engagés en surcroît ne seront en aucune manière considérés comme privilégiés (art. 2).

2° Seront considérés également comme protégés d'après l'article 6 du Règlement dont s'agit les indigènes qui pourront être nommés — à titre exceptionnel d'ailleurs — vice-Consuls ou agents consulaires. Il est en outre spécifié audit article que les indigènes en question ne pourront pas invoquer la protection de la Puissance au service de laquelle ils se seront trouvés dès le moment où ils n'y seront plus.

3° L'article 9, alinéa 2 du même règlement, accorde également aux Missions ecclésiastiques et monastères étrangers, d'avoir chacun un procureur et un drogman « qui jouiront, au même titre que les employés du consulat, des privilèges de la protection temporaire ».

4° Les intérêts étrangers qui se trouveraient confiés entre les mains des sujets ottomans jouiront, conformément aux dispositions de l'article 8, de la protection étrangère, toujours est-il entendu que ces sujets ottomans conserveront, en dehors des intérêts étrangers dont ils seraient chargés « leur qualité de sujets ottomans

et relèveront de la juridiction ottomane dans leurs affaires privées et dans leurs personnes ».

5° De plus, le règlement crée en son article 12 une forme très atténuée de protection inspirée d'une courtoisie poussée à outrance et cela à l'égard des domestiques indigènes des Consuls : « ...il ne sera procédé à leur sujet, dit le texte, que dans les formes compatibles avec les égards dus au Consul et ils ne pourront être arrêtés qu'après que celui-ci en aura été prévenu en due forme et en temps utile ».

6° Enfin, le règlement dont s'agit n'étant et ne pouvant pas être rétroactif, vu le problème délicat qu'il a voulu résoudre, les situations acquises par les anciens protégés sont demeurées intactes, de sorte que le nombre des protégés est demeuré très grand jusqu'à la fin du régime.

Pour tourner la réforme de 1863, les indigènes se mirent à se faire naturaliser. Le nombre des naturalisés étrangers ayant atteint en 1863 et 1869 un chiffre inquiétant, la Porte promulgua en 1869 une loi aux termes de laquelle « les sujets ottomans ne peuvent se faire naturaliser à l'étranger sans l'autorisation préalable de leur gouvernement ». Le Ministère des Affaires Etrangères de France (Section du Contentieux), a adhéré à cette loi à la date du 27 mai 1869 en déclarant qu'elle « n'a rien de contraire au droit international, en général, et qu'elle ne porte aucune atteinte aux privilèges reconnus par les capitulations et consacrés par l'usage (1).

Quelles sont les immunités de juridiction dont jouissaient les protégés ? C'est l'article 5 du Règlement de

(1) « Le Régime des Capitulations » par un ancien Diplomate. Plon, 1898, page 280.

Safar 1280 lui-même qui s'est chargé de le préciser. Aux termes de ce texte « les protégés temporaires jouiront des mêmes droits que les protégés ordinaires, et, dans les poursuites criminelles, les mêmes formes judiciaires seront employées vis-à-vis des uns comme vis-à-vis des autres, sans que les autorités provinciales puissent s'écarter des règles tutélaires suivies dans la capitale de l'Empire ; de manière enfin à ce que les uns comme les autres puissent pendant tout le cours de l'instruction dirigée contre eux, recevoir, sans restriction, l'assistance qui leur est due par l'autorité dont ils relèvent ».

Cependant cette assimilation entre protégés et étrangers ne doit pas être exagérée. En effet :

1° La protection n'entraînant pas changement de nationalité, il en résulte que le protégé doit conserver son statut personnel d'origine et qu'il reste soumis à ce sujet à sa loi personnelle.

Quoi qu'il en soit, les Etats ayant des protégés dans l'Empire étaient unanimes à s'attribuer une compétence en matière de liquidation et de dévolution successorale concernant leurs protégés, mais ils opéraient cette liquidation et cette dévolution conformément à la loi musulmane qui s'appliquait en la matière et continue à s'appliquer de nos jours aux chrétiens indigènes eux-mêmes.

2° D'autre part, la protection étant devenue individuelle, elle doit cesser en cas de décès ou cessation de fonctions. En effet, contrairement à ce qui se passait antérieurement à la promulgation du règlement sus-visé, les protégés temporaires ne peuvent plus, depuis 1866, étendre à certains membres de leur famille, femme, enfants ou alliés, les privilèges dont ils jouissaient,

ou en jouir eux-mêmes, comme autrefois, lorsque leurs fonctions auraient cessé.

Depuis 1866, la protection a donc perdu son caractère familial et héréditaire.

CHAPITRE III
FONCTIONNEMENT DES JURIDICTIONS
CONSULAIRES
ET TRIBUNAUX MIXTES OTTOMANS

Nous étudierons dans ce chapitre :

I. — La loi que ces Juridictions appliquaient dans les affaires qui leur étaient soumises.

II. — Certaines particularités de procédure qui résultaient nécessairement de leur organisation.

SECTION I

Loi applicable — Règles de conflit des lois

Le principe est que l'étranger jouit de la fiction d'extraterritorialité et qu'il doit emporter les lois de sa patrie partout où il se trouve sur le sol de l'Empire. Or, la personne territoriale doit être jugée d'après les règles de droit positif de son pays afin que la sentence rendue contre lui se prête à exécution.

Cependant cette règle a reçu sous le régime capitulaire des modalités différentes dans son application suivant qu'il s'agissait de l'une des hypothèses suivantes :

1^{re} HYPOTHÈSE : Rapports entre étrangers appartenant à la même nationalité :

Dans cette hypothèse un conflit de lois ne pouvait pas avoir lieu, le Consul commun était compétent et les lois nationales de ces étrangers devaient seules être applicables. En effet l'article 26 de la Capitulation de 1740 dispose que « s'il arrive quelque contestation entre les Français, les ambassadeurs et les consuls en prendront connaissance et en décideront selon leurs us et coutumes, sans que personne puisse s'y opposer ».

Toutefois, deux remarques s'imposent ici :

1° Ce ne sont pas toutes les lois de la Métropole qui s'appliquaient indistinctement à ces étrangers mais plutôt les lois spéciales que leur pays a établies en vue de les appliquer à ceux de ses ressortissants qui résidaient dans l'Empire Ottoman. C'était là une forme originale de *renvoi*.

2° Les Consuls devaient chercher à concilier les lois nationales applicables avec les usages et les mœurs du pays. C'est par application de ce principe que la règle *locus regit actum* autorisait la stipulation conventionnelle du taux d'intérêts autorisé par les lois locales (1) et tenait pour valides certaines conventions sous seing privé au lieu de la forme authentique exigée par la loi nationale.

De cette façon l'étranger, tout en jouissant de l'exterritorialité bénéficiait au besoin d'une quasi-territoria-

(1) La règle « *locus...* » étendait ainsi son champ d'application à certaines questions de fond. Voir dans le même sens, *infra*, p. 245.

lité. En effet, « si la personne extraterritoriale doit, en vertu d'une fiction, se trouver dans sa patrie, elle ne peut, conséquemment, observer la règle *locus regit actum* dont dépend toute relation d'affaires avec le lieu de séjour véritable » (2).

2° HYPOTHÈSE : Rapports entre étrangers de nationalité différente :

1° En matière pénale, le tribunal compétent étant, rappelons-le, le tribunal consulaire de l'auteur de l'infraction, les Missions ont toujours soutenu que la loi applicable était également celle du pays auquel appartenait cette partie défenderesse.

Il en résulte que si un acte était défendu par les lois de l'Empire et permis ou non interdit par celles du pays de l'étranger, celui-ci n'encourait aucune peine puisque *nulla paena sine lege*.

Cette règle particulière de conflit des lois représente, à notre avis, le summum de défiance que les Puissances étrangères pouvaient témoigner à l'égard des lois de l'Empire, puisqu'elle leur permettait de méconnaître le caractère « général » des lois locales de police et de sûreté, et de faire totalement abstraction de la règle internationale *lex loci delictus*.

2° En matière civile, le mariage devait être célébré par l'autorité consulaire dont relève le mari. Néanmoins, il était permis aux consulats allemands de célébrer le mariage d'une allemande avec un étranger et les Consulats anglais pouvaient agir de même en faveur de leurs ressortissants. Or, comme il y a un lien absolu

(2) Heyking : « L'extraterritorialité et ses applications en extrême Orient. Acad. de Dr. Intern. *Recueil des cours*, 1925, Tome II, p. 256.

entre la forme employée et l'officier public auteur de l'acte, le Consul devait procéder à la célébration du mariage suivant la forme en vigueur dans son propre pays et la règle *locus regit actum* ne devait pas recevoir en l'espèce son application.

Cependant la Cour d'Aix faisant bon marché de cette règle doctrinale a confirmé un jugement rendu par le tribunal consulaire français admettant la validité du mariage d'un français contracté par un acte sous seing privé.

Dans les fonctions notariales, il n'a jamais été contesté que les Consuls pouvaient légaliser des actes intéressant des étrangers d'une autre nationalité, comme ils le faisaient normalement pour leurs propres nationaux.

Pour les questions d'état et de capacité la loi applicable est celle de la personne dont l'état et la capacité sont en question. Cette règle fut adoptée même en matière de naturalisation, alors que celle-ci est en général soumise à la *lex fori*. Une circulaire ministérielle du 26 mars 1869 s'était prononcée en particulier pour la détermination de l'âge de la majorité dans les termes suivants : « Comme la loi personnelle de chacun, c'est-à-dire la loi du pays d'origine est celle qui fixe l'époque de sa majorité et que cette loi varie suivant le pays, tout sujet étranger qui demandera la naturalisation ottomane devra prouver qu'il est majeur suivant la loi du pays dont il est originaire ».

En matière successorale, c'est la loi nationale du défunt qui s'appliquait en ce qui concerne les biens meubles. Quant aux immeubles, ils étaient régis par la loi ottomane elle-même par application de la règle établie par la coutume internationale *lex rei sitae*. Or, pour

l'Ecole classique musulmane la différence du pays ou Ikhtilaf el-Dar qui constituait un empêchement dirimant à l'héritage, pouvait-elle avoir pour effet d'empêcher un étranger d'être successible d'un autre étranger de nationalité différente ? Le Conseil d'Etat Ottoman a tranché la difficulté en ces termes dans son arrêt du 13 avril 1885 : « L'exclusion pour différence de nationalité (Ikhtilaf el-dar) ne pourrait pas en pareil cas se justifier vis-à-vis des ambassadeurs en présence de la loi du 7 Safar 1284 et conséquemment un sujet russe doit hériter des biens immeubles laissés par un sujet anglais ».

3^e HYPOTHÈSE : Rapports entre ottomans et étrangers:

La loi applicable était en principe la loi ottomane sauf en matière de statut personnel pour laquelle l'étranger était invariablement régi par sa loi nationale.

1^o En ce qui concerne la succession *ab intestat* :

a) s'agissant de bien meubles d'un sujet étranger ils reviennent à ses parents suivant la loi de son pays, de telle sorte que l'étranger établi en Turquie était censé garder son *domicile* dans son pays et la règle jurisprudentielle française d'après laquelle la succession est régie par la loi du domicile du de cujus reçoit ainsi son application.

b) s'agissant par contre de biens immeubles possédés par un étranger et situés en Turquie ils sont régis par la loi ottomane et reviennent aux héritiers indiqués par la loi ottomane, et à défaut au fisc.

Notons que d'après la loi ottomane un étranger ne peut pas recueillir par succession des biens meubles ou immeuble appartenant à un sujet ottoman, l'article 110 du Code de la propriété foncière dispose en particulier

que « la terre du sujet ottoman ne passe pas à ses enfants, père ou mère, sujets étrangers, le sujet étranger ne pouvant avoir droit au tapou sur les terres d'un sujet ottoman. Par contre un sujet ottoman peut hériter des immeubles situés en Turquie et appartenant à ses parents étrangers.

Toutefois, il suffit que l'ottoman et l'étranger soient de même religion pour que tout obstacle s'évanouisse en matière de successibilité : il a été jugé qu'un sujet russe appartenant à la religion musulmane pouvait hériter d'un musulman sujet ottoman. Ce qui confirme la confusion locale que nous avons déjà eu l'occasion de signaler entre les deux notions de nationalité et de religion.

Mais quand le nombre des étrangers est devenu inquiétant dans l'Empire, l'Ikhtilaf el-Dar a été purement et simplement confondu avec la différence de nationalité proprement dite et le Conseil d'Etat de Constantinople a pu décider le 29 Djémad el-Akhir 1310 (1895) que les sujets persans, bien que musulmans, ne pouvaient pas hériter d'un sujet ottoman.

2° En matière de testament, les testaments des étrangers étaient, quant à la forme, admis par les autorités ottomanes pourvu qu'ils fussent homologués et confirmés par le Consulat dont relève le testateur, et, quant au fond, seules les lois ottomanes sur le transfert des propriétés devaient leur être applicables. Le droit de tester ne s'appliquait donc qu'aux propriétés dont la disposition était permise sous cette forme par la loi ottomane.

3° Quant à la demande en déclaration de faillite formée par un sujet ottoman contre un étranger, elle devait être introduite devant l'autorité consulaire de cet

étranger, la faillite étant considérée comme faisant partie du statut personnel et la loi nationale devant seule en conséquence lui être applicable. Cependant en cas de faillite d'un étranger propriétaire d'immeubles l'article 3 de la loi du 13 Safar 1284 (16 juin 1867) concédant aux étrangers le droit de posséder des immeubles dans l'Empire Ottoman dispose que « les syndics de la faillite se pourvoiront devant l'autorité et les tribunaux civils ottomans pour requérir la vente des immeubles possédés par le failli et qui, par leur nature et suivant la loi, répondent des dettes du propriétaire ».

Et l'article 3 précité ajoute :

« Il en sera de même, lorsqu'un étranger aura obtenu contre un autre étranger propriétaire d'immeubles un jugement de condamnation devant les tribunaux étrangers ».

SECTION II

Particularités de procédure

Il serait bien long de déterminer la procédure qui était suivie par les Juridictions consulaires et les tribunaux mixtes ottomans. Nous nous bornerons donc à mentionner certaines particularités ayant pour point de départ les capitulations elles-mêmes et qui ont été développées par la suite par la coutume et les usages.

§ I. — RÔLE JUDICIAIRE DES AMBASSADEURS ET CONSULS

Ce rôle différerait naturellement suivant qu'il s'agissait d'une Juridiction consulaire ou d'une Juridiction ottomane mixte.

Dans le premier cas les décisions étaient rendues par l'Ambassadeur ou le Consul indépendamment de toute immixtion des autorités locales et comme autorité souveraine du sujet étranger, de sorte que ces décisions recevaient leur plein et entier effet comme si elles étaient rendues par les Juridictions locales elles-mêmes. Dans l'élaboration de ces jugements le Consul appliquait la procédure en vigueur dans son pays et était considéré à ce point de vue comme un véritable magistrat délégué par le Souverain Métropolitain pour dire le droit entre ses sujets.

Dans le second cas, c'est-à-dire lorsque l'étranger était justiciable des tribunaux ottomans, le rôle de l'Ambassadeur ou Consul différait suivant qu'il s'agissait d'une matière civile ou pénale.

1° En matière civile, si la partie citée était sujette étrangère l'exploit d'ajournement pouvait être notifié, d'après l'article 26 du Code de Procédure civile, soit à son Consul soit au drogman.

De même l'article 17 du Code de Procédure commerciale prévoyait que « si la partie assignée est un sujet étranger, la remise du double de l'assignation ne lui sera faite que par l'entremise du Consul ou du drogman de la délégation dont il relève ».

Or, le Code de Procédure commerciale, bien qu'ayant été aboli en 1880 lors de la promulgation du Code de Procédure civile par les autorités ottomanes, est toujours demeuré en vigueur pour les Missions qui n'ont pas adhéré au nouveau Code.

2° En matière pénale tout mandat de comparution, s'il s'agit d'un étranger, devait lui être transmis par l'intermédiaire du Consulat et quand les juges ottomans devaient statuer sur une affaire pénale dans la-

quelle un étranger était prévenu de crime ou délit, ils ne pouvaient procéder, disent les Capitulations, qu'en présence de l'Ambassadeur, Consul ou de leurs substituts. Par contre, les Capitulations n'exigent pas la présence du Consul ou de son substitut dans le jugement d'un sujet ottoman prévenu d'un crime ou délit au préjudice d'un sujet étranger. Néanmoins, les audiences étant publiques, le Consul dont relève la victime était spécialement invité à assister, s'il le désire, au jugement de l'accusé. Mais cette formalité n'était pas exigée sous peine de nullité de la procédure contrairement au cas précédent.

Quant à la visite domiciliaire d'un étranger qui pouvait être commandée par l'Instruction pénale, elle ne pouvait s'effectuer par les autorités locales qu'après en avoir avisé le Consul intéressé et en présence de celui-ci ou de son délégué. L'article 70 de la Capitulation française de 1740 n'exige cette procédure qui a été d'ailleurs confirmée par la suite et notamment dans le protocole du 9 juin 1868, que dans les endroits où l'étranger a son Consul. En dehors de ces endroits la visite domiciliaire de l'étranger était simplement entourée, d'après le Protocole précité, des mêmes garanties dont les autorités usaient à l'égard des indigènes.

Quant au rôle que jouait le Consul à l'audience, nous le déterminerons au paragraphe suivant, car en pratique le Consul déléguait toujours son drogman aux audiences en le munissant des instructions nécessaires.

Il arrivait cependant au Consul de se voir empêcher de jouer un rôle quelconque au procès intéressant un de ses sujets et cela quand il s'agissait d'une contestation n'excédant pas 1.000 piastres ou d'une contravention n'entraînant que la condamnation à une amende

de 500 piastres au maximum et pourvu dans les deux cas que la localité où s'élève le litige soit distante de plus de neuf heures de la résidence de l'agent consulaire. La compétence était en effet dans ces cas dévolue au Conseil des Anciens et au Tribunal du Caza statuant hors la présence de l'autorité consulaire (Protocole du 7 Safar 1285 - 9 juin 1868). Cependant le Consul intervenait dans la procédure de l'appel qui devait alors être formé devant le tribunal du Sandjak.

Notons également qu'il arrivait parfois au Consul de jouer un rôle quelque peu tardif au procès et il en était ainsi au cas de flagrant délit. L'étranger pouvait dans ce cas être arrêté par les autorités locales à la condition seulement que la Chancellerie dont il relève soit avisée dans les vingt-quatre heures au plus tard. Quant à l'arrestation de l'étranger dans les autres cas, elle ne pouvait avoir lieu, en fait, d'après les Missions — et leur thèse prévalut — qu'après l'assentiment préalable et le concours de l'autorité consulaire dont relève le prévenu.

§ 2. — ROLE DES DROGMANS

Le drogman n'était pas sous le régime capitulaire un fonctionnaire chargé uniquement du travail de traduction auprès de l'Ambassadeur ou Consul, mais c'était le collaborateur direct de celui-ci et participait effectivement à ses attributions essentielles de sorte que souvent on trouve dans les Capitulations le nom du drogman lié à celui de son chef. Voilà pourquoi ce collaborateur jouissait des mêmes immunités judiciaires qui étaient reconnues au Consul afin de lui permettre d'exercer dignement sa mission exorbitante. Ainsi, il ne pou-

vait pas être jugé ou puni par l'autorité locale à raison de l'exercice de ses fonctions ou pour tout autre acte ayant rapport à ses devoirs officiels, et, s'il était indigène, il devait être considéré comme « protégé » et jouir en conséquence de toutes les garanties et de tous les privilèges que lui procurait ce titre.

Le drogman recevait les pétitions par lesquelles les sujets étrangers actionnaient les sujets ottomans. Il les traduisait en turc et les remettait sous forme d'un rapport (Takrir) au Président du Tribunal.

Le drogman notifiait également les citations et les jugements aux sujets étrangers. La signification de ces jugements étant faite entre ses mains par le soin des autorités locales, les délais d'opposition, d'appel et d'exécution couraient vingt-quatre heures à partir de la date de cette signification si les parties intéressées résidaient dans la localité du consulat, ou autant de jours après cette signification qu'il y a de journées de marche de six heures entre ladite localité et celle des parties en cause.

Le drogman devait, d'après les Capitulations (1) « être présent » dans l'examen des contestations entre des sujets étrangers et des sujets ottomans, dévolues aux tribunaux locaux : « si le drogman n'est pas présent, disent les Capitulations, on diffèrera l'examen de l'affaire jusqu'à ce qu'il vienne ».

La présence du drogman devait d'ailleurs être constatée sur la feuille d'audience tenue par le greffier du tribunal, conformément aux dispositions de l'article 65 du Code de Procédure civile.

(1) Voir notamment les Capitulations françaises de 1535 (art. 4), de 1673 (art. 36) ; les capitulations anglaises de 1583 (art. 9) et de 1675 (art. 42).

De plus, dans les affaires criminelles et correctionnelles, il assistait à l'interrogatoire et signait le procès-verbal en posant lui-même, s'il le désire, certaines interrogations.

Mais le drogman devait-il assister aux audiences en qualité de simple défenseur de l'étranger ou bien pouvait-il prendre part à l'élaboration du jugement lui-même ?

1° En matière civile et commerciale mixtes, l'article 24 de la capitulation anglaise de 1675 charge les autorités locales de rendre la sentence et n'exige que la « présence » du drogman à ces procès.

2° Par contre, l'article 42 de la Capitulation anglaise de 1675 dit qu'en matière pénale mixte les autorités locales « ouïront et jugeront » la cause « de concert » avec l'Ambassadeur ou le Consul.

Les Capitulations françaises, russes, belges, grecques, etc... contiennent toutes des dispositions similaires à celles de la capitulation anglaise de 1675. Cependant l'usage va faire son œuvre et le drogman va s'imposer tant en matière civile qu'en matière pénale pour jouer dans l'une comme dans l'autre le rôle d'un véritable magistrat et prendre une part active même à la délibération.

Voici, en effet, la teneur d'un ordre ministériel qui date du 29 avril 1875 :

« Il avait été précédemment décidé (il s'agit d'une circulaire du Ministre de la Justice également de 1875) que les drogmans ne pourraient pas assister aux *délibérations* des procès de leurs nationaux qui sont jugés dans les tribunaux *civils et correctionnels*. Cette décision ayant été communiquée aux différentes Ambassades et légations étrangères, celles-ci ont adressé une no-

te collective à la Sublime Porte dans laquelle elles prétendent que cette mesure porte atteinte aux traités existant entre la Sublime Porte et les Puissances.

« Afin d'éviter tout retard dans le jugement des procès qui exigent l'assistance des drogmans, la Sublime Porte a décidé, jusqu'à ce qu'il soit trouvé un moyen qui pourra satisfaire les deux parties, que les drogmans des ambassades et des légations assisteront *provisoirement* aux délibérations des procès de la catégorie susmentionnée » (1).

Cette mesure « provisoire » a duré jusqu'à la fin du régime grâce au prestige des Missions étrangères et leur entente mutuelle, et parce que « les institutions les plus provisoires sont celles qui ont les plus grandes chances de durée et qu'en Orient surtout le provisoire seul risque d'être perpétuel » (2).

Lors des délibérations, le drogman fait valoir tant qu'il peut son opinion et signe avec les juges la décision (Karar) destinée à servir de base au libellé du jugement. Une lettre circulaire de la Porte aux Valis, en date du 13 Djémadi el-Akhir 1280, recommande aux tribunaux « d'entendre avec la plus grande attention, les observations conformes à la loi, à la justice et à l'équité, qui leur seront communiquées par le Consul ou par son délégué ». Aussi, si le drogman constatait qu'une irrégularité a été commise ou une atteinte quelconque a été portée aux privilèges accordés par les traités, il refusait de viser la sentence qui n'était pas dans ce cas considérée comme valable par les autorités étrangères intéressées. Et alors de deux choses l'une : ou il

(1) Young : Corps du Droit Ottoman. Vol. I, page 259.

(2) Péliissié du Rausas : Dernière phrase de son ouvrage sur les capitulations.

s'agissait d'une affaire correctionnelle et elle était alors jugée en appel ou d'une affaire criminelle, partant non susceptible d'appel, et elle devait être portée devant la Cour de cassation. Or les drogmans n'étaient pas admis à cette Cour et il n'y avait d'issue à cette situation que grâce à des négociations diplomatiques parfois très longues. Autrement les Puissances ne reconnaissaient aucun effet aux arrêts rendus par la Cour de cassation à l'égard de leurs nationaux.

Mais le mal serait encore supportable si le drogman ne se retirait que lors des délibérations. En effet il lui arrivait même de se retirer souvent de l'audience quand il sentait que le jugement serait défavorable au sujet étranger. Or, sa présence étant imposée par les Capitulations, en se retirant, il paralysait la procédure et, seule une transaction diplomatique pouvait également mettre fin à cette situation fâcheuse.

La transaction diplomatique était donc l'aboutissement quasi normal de l'action judiciaire et quand l'Etat Ottoman tâchait de s'y dérober par la clause dite clause Calvo d'après laquelle son cocontractant étranger attribuait juridiction aux tribunaux de l'Empire et renonçait à recourir à la protection de son propre gouvernement par la voie diplomatique, la question de la validité de la clause était discutée et l'Etat étranger trouvait moyen de tenir la clause pour nulle et non avenue afin de ne pas se priver du droit de protection qu'il tenait à l'égard de ses ressortissants intéressés.

Dans tous les cas par conséquent le drogman constituait un rouage principal dans le fonctionnement de la justice ottomane quand elle s'exerçait à l'égard d'un étranger et, hors sa présence, cette justice était complètement immobilisée.

CHAPITRE IV

VOIES D'EXÉCUTION A L'ÉGARD DES ÉTRANGERS SOUS LE RÉGIME CAPITULAIRE

Nous nous proposons d'étudier dans ce chapitre quelles étaient sous le régime capitulaire les voies d'exécution possibles à l'égard des étrangers et à cet effet nous distinguerons les jugements rendus en matière pénale et les jugements rendus en matière civile ou commerciale.

1° En matière pénale, les Consuls eux-mêmes, assimilés dans les pays hors chrétienté aux agents diplomatiques, ne pouvaient pas être constitués prisonniers. Cela ressort nettement en ce qui concerne la France des dispositions de l'article 25 de la Capitulation de 1604 conçu en ces termes : « Que les Consuls français qui sont établis par les lieux de notre Empire pour prendre soin et sûreté des trafiquants ne puissent pour quelque cause que ce soit être constitués prisonniers ».

Quant aux autres étrangers, ils purgeaient différemment les peines qui étaient prononcées contre eux. Pour les uns (allemands, russes, hollandais), ils subissaient leurs peines dans leurs prisons consulaires. Pour les

autres (français, italiens, grecs, espagnols, etc...) ils les subissaient dans les prisons ottomanes elles-mêmes. Quant aux autorités autrichiennes, elles ont renoncé par un arrangement intervenu avec la Sublime Porte en 1877 au droit d'emprisonner leurs ressortissants qui subiront désormais leurs peines en Turquie soit dans la prison centrale de la capitale, soit dans les prisons centrales des chefs-lieux des Vilayets.

Notons d'ailleurs que l'édit de 1778, article 82, a donné au Consul le droit d'expulser un étranger du territoire de l'Empire et qu'ainsi il n'y avait pas besoin de procéder à l'extradition (Cassation française 18 décembre 1858).

De même un protégé français pouvait être rayé des registres des protégés par simple ordonnance du Consul. La décision du Ministre des affaires étrangères rejetant la réclamation faite contre pareille mesure a été considérée par le Conseil d'Etat français (Arrêt du 12 Février 1904) comme un « acte de Gouvernement » ne pouvant donner ouverture à aucun recours administratif.

2° En matière civile et commerciale, sous-distinguons suivant qu'il s'agissait d'une exécution sur la personne de l'étranger ou d'une exécution sur ses biens :

a) Et d'abord, les Consuls n'étaient pas assujettis à la contrainte par corps. Quant aux autres étrangers, ils pouvaient ou non en être l'objet suivant que leurs lois nationales admettaient ou non la détention pour dettes. Par exemple, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie et l'Espagne ne permettaient pas la contrainte par corps à l'égard de leurs sujets pour la raison qu'ils ne connaissaient pas dans leur pays cette voie d'exécution.

Quant aux autres Puissances, leurs ressortissants de-

vaient purger leur contrainte par corps « dans les Consulats et non dans les prisons ottomanes, à condition pour le créancier de payer 5 piastres par jour leur entretien » (Avis du Ministère de la Justice ottomane du 26 octobre 1896).

Notons enfin que bien que le failli ottoman déclaré excusable n'était pas assujetti à la contrainte par corps, conformément à l'article 246 du Code de commerce ottoman, le failli étranger « non domicilié » y était soumis, pour plus de garantie.

b) L'exécution sur les biens a subi une grande évolution au cours du siècle dernier. Confiée d'abord à un fonctionnaire militaire, le Tchaouch-Bachi, assisté d'un corps d'huissiers, et en province du Cawas-Bachi, elle passa ensuite aux mains de fonctionnaires civils, prenant ainsi un caractère administratif et ce n'est qu'en 1869 qu'elle revêtit un caractère judiciaire dans la Capitale seule ; en province, l'exécution étant restée une attribution des hauts fonctionnaires administratifs (Moutaçarrefs et Kaïmakams).

En 1879, enfin, l'exécution devint exclusivement judiciaire puisqu'elle fut confiée aux Présidents des Tribunaux de première Instance assistés de fonctionnaires spéciaux.

Toutefois, cette réforme fut sévèrement critiquée par les légations étrangères qui exigeaient le maintien de la règle suivant laquelle l'exécution des jugements rendus contre les étrangers appartient aux Consuls de leurs pays. Elles invoquaient à l'appui de leur thèse l'article 5 du traité de Passarovitz conçu en ces termes : « si quelqu'un a à recevoir d'un sujet de l'Empire, le recouvrement se fera à l'égard du débiteur légalement condamné par l'intermédiaire de leurs officiers ». D'ail-

leurs, l'édit de 1778, article 35, avait posé le principe que l'exécution des jugements doit être confiée aux Consuls « par toutes les voies praticables dans les pays où ils auront été rendus ».

Quoi qu'il en soit, la Sublime Porte n'a pas fait droit à ces prétentions malgré toutes les démarches faites par les ambassades à ce sujet.

Cependant, il était d'usage que toute saisie devait être opérée chez l'étranger avec le concours et en la présence du drogman.

Quant en ce qui concerne la vente d'un immeuble pour la dette d'un étranger condamné par jugement d'un Consulat, les instructions suivantes ont été communiquées aux Ambassades en date du 16 Juillet 1888 :

« 1° Il appartient au Président du Tribunal de première Instance dans la juridiction duquel se trouve le Consulat intéressé d'exécuter la décision de ce dernier.

« 2° Le créancier adresse directement au Président une requête demandant la vente de l'immeuble ; mais, attendu que cette requête ne fait pas preuve si la sentence dont l'exécution est demandée est définitive ou non et, pour prévenir toute erreur, il faut que le Consulat déclare en même temps par « takrir » (rapport) que la sentence en question est exécutoire. La requête et le takrir sont présentés au Président » (1).

Ainsi, dans l'Empire, les règles de l'exécution étaient différentes suivant la qualité de l'étranger intéressé et elles sont restées longtemps distinctes dans la Capitale et dans la province.

(1) Young : Corps de Droit Ottoman. Vol. I, p. 283.

CHAPITRE V

EXTINCTION DU RÉGIME CAPITULAIRE

L'immunité de juridiction consentie par l'Empire ottoman aux étrangers leur permettait de se dérober à une justice qui puise ses règles dans une loi religieuse et qui ne s'harmonise pas avec les croyances et les institutions de leur pays. Mais à côté de cet avantage tout relatif, le régime offrait de nombreux inconvénients qui le destinaient un jour à la suppression. Mentionnons ci-après quelques-uns de ces inconvénients :

1° Le régime capitulaire porte atteinte à l'unité nationale et se trouve en opposition complète avec le droit de souveraineté des Etats.

La désunion nationale s'est renforcée par la création du régime de la protection qui faisait d'un sujet ottoman un véritable ressortissant étranger, sauf en matière de statut personnel. De cette façon, on arrivait au résultat paradoxal suivant, qu'un musulman tout en restant ottoman, était cependant soumis à la juridiction consulaire. Le système de protection créa ainsi une sorte d'*imperium in imperio*.

Quant à la souveraineté de l'Empire Ottoman elle

était fortement atteinte, du moment qu'elle était dénuée d'un de ses attributs essentiels : la territorialité.

Bien plus, l'immunité juridictionnelle était doublée d'immunité législative car les lois ottomanes n'étaient d'après les Capitulations applicables aux étrangers qu'une fois qu'elles ont été au préalable communiquées aux ambassades qui exerçaient à leur égard un droit de *liberum veto*. Cela résulte, en ce qui concerne la France, des dispositions de l'article 5 du Traité du 25 novembre 1838 et de celles de l'article 16 du Traité du 29 avril 1861. Cette communication avait pour but de mettre les ambassades « en mesure, après s'être rendu compte que les lois et règlements dont l'application doit être étendue aux étrangers ne vont pas à l'encontre des immunités octroyées et garanties par les traités, de leur reconnaître force exécutoire, c'est-à-dire un caractère d'applicabilité à l'égard de leurs nationaux (1).

Ce contrôle législatif, ajouté au contrôle juridictionnel mettait l'Empire Ottoman sous la *tutelle* des Puissances étrangères et lui enlevait le caractère d'Etat souverain, car, comme l'a dit M. Esmein, « ce qui constitue en droit une nation, c'est l'existence d'une autorité supérieure aux volontés individuelles. Cette autorité qui naturellement ne reconnaît point de puissance supérieure ou concurrente quant aux rapports qu'elle régit, s'appelle souveraineté ».

2° Le régime capitulaire, en créant des juridictions extraterritoriales, prêtait à une application erronée du droit. En effet, la justice ne pouvait pas être appliquée par de pareilles juridictions avec une parfaite impartialité, car l'élément politique, en se mêlant à la justice,

(1) Note adressée par les Missions à la Sublime Porte le 28 fév. 1895.

en vicié toujours l'intégrité et constitue pour elle une cause de démoralisation.

3° Le régime capitulaire étant un régime de défiance, celle-ci se manifestait d'une façon particulière dans le fonctionnement de la justice et rendait parfois le procès interminable. Nous avons vu, en effet, comment le Consul ou son représentant, le drogman, arrivait à immobiliser la justice en se retirant de l'audience ou des délibérations. Le régime rendait donc extrêmement difficile la continuité de rapports normaux entre les autorités ottomanes et les autorités diplomatiques et consulaires des Puissances bénéficiaires.

Bien plus, chacune des deux juridictions consulaire et locale tâchait d'entraver le cours de la justice chez l'autre et lui causait de la sorte de sérieux inconvénients. En 1898 on a vu le Ministère de la Justice Ottoman décider de ne plus prêter son concours à la comparution par devant les Cours consulaires étrangères, des sujets ottomans qui y étaient appelés pour déposer comme témoins. Ce qui déclencha, comme toujours dans des circonstances semblables, une note de protestation collective qui a été adressée par les Missions à la Sublime Porte, au mois de février 1900.

4° Le régime capitulaire était désavantageux pour l'étranger lui-même, grâce à la multiplicité de juridictions auxquelles il devait s'adresser surtout en cas de pluralité de défendeurs de nationalité différente, aux frais considérables qu'il payait, notamment quand il devait interjeter appel près les Cours de la Métropole, au temps perdu pour arriver à une solution du conflit et aux nombreuses difficultés d'exécution.

Les Tribunaux créés par ce régime ajoutés aux Tribunaux laïcs — Tribunaux de première Instance, Cours

d'Appel et Cour de Cassation — tous copiés sur le modèle français, et aux Tribunaux religieux, demeurés compétents en matière de statut personnel, constituaient la plus grande complication législative et judiciaire que l'on peut imaginer et formaient un obstacle aux progrès du pays : « Tour de Babel au point de vue des lois à appliquer, tour de Babel au point de vue de la compétence juridique, telle était la Turquie jusqu'en 1914 » (1).

5° Il est vrai, enfin, que la coutume, en évolution perpétuelle et plus souple que les traités a pu moderniser les Capitulations, atténuer leur caractère anachronique et ménager quelque peu la dignité étatique de l'Empire Ottoman, mais celui-ci, qui avait lui-même au début octroyé de plein gré les Capitulations pour les besoins d'une époque s'est trouvé par la suite en face d'une institution déjà ancienne et qui menaçait de devenir perpétuelle malgré les progrès que faisait l'Empire dans la voie de la civilisation. Aussi, une haine se développait de plus en plus contre le régime capitulaire, considéré au dernier siècle comme une véritable servitude internationale et l'on guettait une occasion favorable pour s'en débarrasser.

Cette occasion se présenta pour l'Empire lors du Congrès de Paris, le 28 février 1856, quand il fut admis au Concert Européen. Aali Pacha, son représentant au sein du dit Congrès, annonça aux Puissances étrangères qu'une réforme législative avait été préparée par la Sublime Porte, dix jours avant l'ouverture de ce Congrès, réforme en vertu de laquelle on proclamait entre

(1) Loutfi bey : Législation et codification de la République Turque. *Bulletin de la Société de Législation Comparée*, tome LXI, 1931-1932, page 311.

autres l'égalité de tous devant la loi et l'égalité des témoignages en justice. Il s'agissait du Hatt-Hamayon du 18 février 1856 qui renouvela avec éclat et confirma solennellement le Hatt Chérif de 1839. En réponse, les Puissances ont émis le vœu qu'une conférence fût ouverte à ce sujet à Constantinople après la clôture du Congrès, mais ce vœu n'a pas été réalisé, car les Puissances exigeaient préalablement la réforme de la législation civile en vigueur dans l'Empire. Aali Pacha, pour satisfaire les Puissances étrangères a proposé alors au Sultan Abdoul-Aziz d'accepter le Code Civil français et de l'appliquer dans l'Empire, mais Jawdat Pacha détermina le Sultan à passer outre et à se contenter du Madjalleh, Code d'inspiration religieuse.

D'autres tentatives de suppression de la part de l'Empire ont également avorté : les principales sont celles de 1862 et de 1867 quand les lois de l'Empire ont étendu aux étrangers le droit de propriété foncière en Turquie (sauf au Hedjaz) et celle du Congrès de Berlin de 1878, quand l'Empire a annoncé l'égalité de tous les habitants dans l'usage des droits civils et politiques (1).

En 1909, sous le Gouvernement des Jeunes Turcs, le Ministre de la Justice de l'Empire a engagé le Comte Ostrorog, éminent juriste français, en qualité de Conseiller pour la justice. Dans la pensée du ministre, ce geste devait être le premier pas vers l'abrogation des capitulations, le conseiller étant chargé de préparer des textes modernes. La mission du Comte Ostrorog n'a réussi qu'en partie, attendu qu'elle se heurtait à une opposition cléricale musulmane assez sérieuse. En 1910, le Ministre des Affaires étrangères de France, M. Pi-

(1) Voir l'article 62 du Traité de Berlin du 13 juillet 1878.

chon, a accepté le principe d'apporter des modifications aux capitulations et a déclaré qu'il était prêt à expliquer le point de vue de la Sublime Porte sur cette question aux Cabinets des Puissances étrangères. Mais l'attitude ultérieure du Gouvernement Ottoman a communiqué à ces travaux un caractère purement académique pour des raisons demeurées d'ailleurs inconnues.

Enfin, une dernière tentative de suppression des Capitulations eut lieu durant les négociations du Traité de Lausanne du 18 octobre 1912, mettant fin à la guerre italo-turque.

Toutes les tentatives de suppression bilatérale ayant ainsi échoué, la Sublime Porte, profitant en 1914 de la déclaration de la guerre aux principales Puissances capitulaires voulut s'émanciper par sa seule volonté de leur tutelle séculaire. Elle notifia sa volonté aux Ambassades étrangères en date du 9 septembre 1914, décidant que les capitulations seraient abolies à compter du 1^{er} octobre suivant. Mais les Ambassades ont répondu par une note collective de protestation qui ne porta cette fois aucun effet et les étrangers durant la Grande Guerre n'avaient en fait pour leurs personnes et leurs biens que les garanties reconnues par les lois ottomanes aux nationaux eux-mêmes.

Mais du point de vue juridique, l'abolition unilatérale des capitulations par la Turquie, ne devrait pas avoir pour effet d'entraîner ipso facto la perte par les étrangers de leurs privilèges juridictionnels durant la Grande Guerre. En effet, les capitulations ayant revêtu le caractère de véritables contrats synallagmatiques internationaux, elles ne pouvaient être résolues que par le consentement des deux parties contractantes. De plus, l'état de guerre ne saurait avoir pour effet de rompre ou de

suspendre de plein droit tous les traités précédemment conclus entre les Etats belligérants, car si cette rupture a lieu en ce qui concerne les traités ayant un caractère purement politique et commercial, elle ne devrait pas avoir lieu à l'égard des traités qui se rapportent au droit privé ou qui, comme les capitulations « se réfèrent au droit public dans ses rapports avec les intérêts privés » (1).

D'ailleurs, si les Puissances Alliées avaient retiré leurs représentants de Turquie dès l'ouverture des hostilités, elles n'ont pas rendu impossible l'application matérielle des capitulations, du moment qu'elles ont chargé les Consuls des Puissances neutres de la gestion des intérêts de leurs ressortissants. En particulier, c'est le Consul d'Espagne qui était chargé des intérêts français et devait en conséquence tenir lieu de Consul de France, du moins dans les affaires commerciales mixtes dont le jugement était rendu au nom du souverain local.

A la fin de la Grande Guerre, les Traités de Versailles (article 290), de Saint-Germain (article 242) et de Trianon (article 225) ont eu pour effet de rétablir les capitulations au profit de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, qui avaient consenti à les abolir en 1917 pour faire plaisir à leur alliée la Turquie. Quant au Traité de Sèvres du 10 août 1920, conclu par la Turquie avec les Puissances alliées, il disposa expressément que « le régime des capitulations résultant des traités, conventions ou usages, sera rétabli au profit des Puissances Alliées qui en bénéficiaient directement ou indirectement avant le 1^{er} août 1914 ». Bien plus, ce

(1) Bonfils : Droit International Public, n° 1049.

traité appliqua le bénéfice de cette disposition « aux Puissances alliées qui (comme le Japon) n'en jouissaient pas au 1^{er} août 1914 ». Mais le traité de Sèvres n'ayant pas été ratifié, la Turquie soutenait que les capitulations étaient définitivement abolies depuis 1914 et les Puissances Alliées soutenaient par contre que les capitulations n'ont jamais cessé d'exister.

Cet état de choses ne prit fin et les capitulations n'ont été abolies en Turquie proprement dite que par l'article 28 du Traité de Lausanne du 24 juillet 1923.

Certains ont voulu accorder par la suite à ce traité un effet rétroactif pour valider les jugements rendus par les tribunaux ottomans à l'égard des étrangers durant la Grande Guerre. Telle ne fut pas la thèse des Juridictions syriennes mixtes qui ont eu l'occasion de se prononcer plus d'une fois sur cette question en vertu de l'article 14 de l'arrêté du Haut Commissaire n° 2028 du 7 juillet 1923 (1) (Appel mixte Beyrouth, 16 juin 1926 et Tribunal civil mixte Damas, 23 avril 1932) (2) et qui considèrent les jugements rendus pendant la Grande Guerre par les Tribunaux ottomans à l'égard des étrangers comme non seulement entachés de nullité, mais d'inexistence.

Voici en particulier, comment l'arrêt du 16 juin 1926 a été conçu :

La Cour :

Sur le régime capitulaire :

Attendu au fond que G. Z. était sujet hellène et que la Grèce bénéficiait en Turquie du régime capitulaire ;

(1) Cet article dispose que « les jugements non définitifs rendus à ce jour par les Tribunaux Capitulaires supprimés demeurent susceptibles des voies de recours qu'ils comportaient avant la mise en application du présent arrêté. Néanmoins sur accord écrit de toutes les parties en cause, ces décisions peuvent être déferées à la juridiction compétente en vertu des nouvelles dispositions ».

(2) *Gaz. Trib. Libano-Syriens*, avril 1928, p. 1121 et juin 1932, p. 197.

Attendu en conséquence que la composition du Tribunal de commerce de Constantinople qui a rendu le jugement du 11 juin 1918 à l'encontre de Z., était absolument illégale puisqu'elle ne comportait que des magistrats ottomans ;

Attendu en droit que le jugement est en conséquence inexistant pour violation de traités internationaux, cette décision devant au surplus être considérée comme ayant été rendue en violation d'une prescription ou d'une prohibition formelle de la loi comme contraire à l'ordre public, comme manquant d'une condition essentielle à son existence juridique ;

Attendu que c'est en vain que la B. de M. se retranche sur des dispositions législatives intervenues lors de la rédaction du Traité de Lausanne et qui rétroactivement auraient admis l'abrogation des Capitulations ;

Attendu en effet que les lois ne peuvent rétroagir qu'autant qu'elles ne portent pas atteinte aux droits acquis et qu'il n'est pas douteux que le syndic de la faillite avait acquis le droit de considérer cette décision comme inexistante ;

Attendu en second lieu qu'une nullité absolue n'est pas susceptible d'être couverte par une ratification ;

Attendu enfin que le Traité de Lausanne n'a nullement proclamé la rétroactivité dont argue la banque ; que son article 28 est en effet ainsi conçu :

« Les hautes parties contractantes déclarent accepter chacune en ce qui la concerne l'abolition complète des capitulations en Turquie à tous les points de vue. »

Attendu qu'on chercherait en vain dans ce texte le moindre indice qui soit de nature à laisser supposer cette rétroactivité et qu'il est manifeste que si celle-ci avait été voulue, le texte aurait pour une matière aussi grave et de nature à léser tant d'intérêts, été rédigé en des termes très précis ne permettant ni le doute ni l'équivoque ;

Attendu au surplus que lorsque la rédaction du Traité a entendu prendre des mesures rétroactives ; il s'en est expliqué comme dans l'article 69 ;

Omissis.....

Attendu enfin que l'article 28 précité laisse donc intacte la protestation des Puissances alliées à l'encontre de toutes les décisions rendues en contravention du régime capitulaire et notamment à l'encontre du jugement du 11 juin 1918 ;

Attendu qu'un jugement inexistant ne saurait être générateur d'aucun droit et que sans aller plus loin on pourrait conclure à la confirmation du jugement entrepris ;

Omissis.....

Par ces motifs :

Déclare l'appel mal fondé.

La conclusion qui résulte de ce qui précède est donc que durant la Grande Guerre la condition judiciaire de l'étranger en Syrie et au Liban était en droit sinon en fait, régie par le régime capitulaire. La question du sort qui devait être réservé à ce régime n'a été réglée concernant ces pays que par la Charte du Mandat qui porte la date du 24 juillet 1922.

DEUXIÈME PARTIE

LE RÉGIME MANDATAIRE

LES TRIBUNAUX MIXTES OU STATUANT EN MATIÈRES ÉTRANGÈRES (S. E. M. E.)

L'INSTALLATION DU MANDAT FRANÇAIS ET LE PROBLÈME DE L'ÉTRANGER EN JUSTICE

Les principales Puissances intéressées au règlement des affaires du Levant, savoir : la France, l'Angleterre et l'Italie ont, par le Traité de San-Rémo du 25 avril 1920, choisi la France comme Puissance Mandataire pour la Syrie, en conformité avec le quatrième paragraphe de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations.

Dès son installation en Syrie, la Puissance Mandataire s'occupa de la réorganisation de la justice par l'intermédiaire de ses représentants, les Haut-Commissaires et, dans ce pays où l'étranger jouissait jusqu'ici d'une certaine extraterritorialité, il fut normal de s'occuper tout particulièrement de sa condition judiciaire.

Le premier geste du représentant de la France a été à ce sujet l'arrêté (1) N° 819 du 19 avril 1921 qui, considérant que la réforme des Tribunaux Nizamieh ordonnée sous le régime Fayçalien a arrêté le fonctionnement des Tribunaux Mixtes de commerce chargés de connaître des litiges entre ressortissants étrangers et indigènes, a reconstitué à titre provisoire le Tribunal Mixte d'Alep, l'a chargé de connaître de ces litiges con-

(1) On désigne par « arrêtés » les actes émanant du Haut-Commissaire.

formément à la loi ottomane et aux textes capitulaires et lui a donné la composition suivante : un président et deux juges indigènes et deux assesseurs étrangers désignés par leurs consuls.

Quelques mois après, l'arrêté N° 1109 du 16 novembre 1921 vint organiser dans tous les territoires du Levant placés sous mandat français « les Juridictions des causes étrangères ». Or, attendu que les capitulations n'étaient pas encore considérées comme supprimées, ces juridictions devaient fonctionner parallèlement avec les Tribunaux consulaires dont l'arrêté supposait la présence.

Le 24 juillet 1922, le Conseil de la S.D.N. confirma le Mandat de la France sur la Syrie et le Liban et régla lui-même la question des capitulations dans ces pays.

L'article 5 de la Charte du Mandat est conçu en ces termes : « Seront sans application en Syrie et au Liban les privilèges et immunités des étrangers, y compris la juridiction consulaire et la protection, tels qu'ils étaient autrefois pratiqués dans l'Empire ottoman en vertu des capitulations et usages. Toutefois, les Tribunaux consulaires étrangers continueront à fonctionner jusqu'à la mise en application de la nouvelle organisation judiciaire prévue à l'article 6 ».

Or, cet article 6 dispose que « le mandataire instituera en Syrie et au Liban, un système judiciaire assurant, tant aux indigènes qu'aux étrangers, la garantie complète de leurs droits. »

La réforme préconisée par l'article 6 de la Charte du Mandat ne va pas tarder à se réaliser. Par arrêté N° 2226 en date du 13 octobre 1923, le Haut-Commissaire de la République française annonça la « suppression » à partir du 1^{er} novembre 1923 des privilèges et immuni-

tés des étrangers, y compris la juridiction consulaire et la protection tels qu'ils étaient autrefois appliqués dans l'Empire Ottoman en vertu des Capitulations et usages.

C'est à tort que le texte en question parle de « suppression » de la juridiction consulaire durant le régime du Mandat, car il résulte du paragraphe 2 de l'article 5 de la Charte du Mandat — qu'un arrêté du Haut-Commissaire ne saurait contredire — que sous ce régime la dite juridiction doit être considérée comme simplement « suspendue » et non comme définitivement abolie. Voici la teneur de l'article 5 alinéa 2 dont s'agit : « à moins que les Puissances, dont les ressortissants jouissaient au 1^{er} août 1914, des dits privilèges et immunités n'aient préalablement renoncé au rétablissement de ces privilèges et immunités ou à leur application pendant une certaine période, ceux-ci seront, à la fin du Mandat et sans délai, rétablis intégralement ou avec telle modification qui aurait été convenue par les Puissances intéressées ».

De toute façon, l'article 2 de l'arrêté 2226 précité prévoit que « les Tribunaux Consulaires étrangers continueront à fonctionner jusqu'au 1^{er} janvier 1924, date de la mise en application de la nouvelle organisation judiciaire ».

Mais, le souci du représentant de la France de garantir les droits des étrangers l'avait déjà engagé à établir le 7 juillet 1923 les deux textes ci-après :

a) l'arrêté N° 2028 sur la composition de certaines des juridictions des Etats de Syrie.

b) l'arrêté N° 2029 sur la composition de certaines des juridictions du Liban.

Ces deux textes avaient abrogé l'arrêté sus-mentionné N° 1109 du 16 novembre 1921 et donné naissance aux tribunaux statuant en matière étrangère qui devaient fonctionner à partir d'une date « à déterminer ultérieurement ».

Or, bien que l'arrêté N° 2226 susvisé eût fixé cette date au 1^{er} janvier 1924, un nouveau texte, l'arrêté du Haut-Commissaire N° 2344 du 19 décembre 1923 renvoya l'application du nouveau régime au 1^{er} février 1924 et la décision N° 2251 du Haut-Commissaire la renvoya à nouveau au 3 mars 1924.

C'est donc à partir de cette dernière date seulement que la Syrie et le Liban sont effectivement dotés de Juridictions Mixtes, normalement compétentes à l'origine, pour statuer sur les affaires intéressant les étrangers mais dont la compétence va bientôt s'étendre à certaines affaires intéressant restrictivement les nationaux, comme il sera dit plus loin.

De cette façon, le problème de l'étranger devant la justice va être résolu pour toute la durée du Mandat et les Tribunaux mixtes vont remplacer pour les étrangers les juridictions du régime capitulaire et « ménager la transition entre le régime capitulaire ancien et le régime des Tribunaux nationaux ».

L'institution de Tribunaux mixtes en remplacement des Juridictions consulaires a été depuis longtemps désirée dans l'Empire. Voici comment un auteur syrien s'exprimait déjà en 1911 sur la nécessité d'une pareille réforme : « supprimer d'un côté les tribunaux consulaires et les tribunaux mixtes de commerce actuellement en fonction et les remplacer par des Tribunaux ottomans composés de juges étrangers et juges otto-

mans librement choisis par le Gouvernement de la Porte, voilà l'œuvre de demain » (1).

Ce vœu n'a été réalisé qu'en partie sous le régime mandataire durant lequel les tribunaux dont relève l'étranger seront composés de magistrats indigènes et de magistrats français, mais ces derniers ne seront pas *librement* choisis par le Gouvernement local.

Les nouveaux tribunaux qui vont nous occuper sont en principe des tribunaux nationaux. Leur caractère national résulte nettement des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté N° 2028 et de celles de l'article 1^{er} de l'arrêté N° 2029 qui disposent que les tribunaux locaux lorsque l'une des parties en cause, quelle que soit sa situation juridique au procès est de nationalité étrangère, seront présidés par un magistrat français. L'arrêté 1820 du 17 février 1928 qui a remplacé l'arrêté précité N° 2028 pour la Syrie, de même que la loi du 17 février 1928 qui a remplacé l'arrêté N° 2029 au Liban imposent également une simple composition des juridictions qui auraient à statuer sur des litiges intéressant des plaideurs nationaux d'une part et étrangers d'autre part.

D'ailleurs, leur caractère national résulte de ce qu'ils relèvent de la souveraineté locale et appliquent les lois en vigueur dans le pays, contrairement aux Tribunaux mixtes d'Egypte organisés depuis 1875 qui, bien qu'ils rendent leurs décisions au nom du Souverain local, appliquent une loi qui leur est spéciale savoir, les six Codes Mixtes, qui sont l'œuvre d'un seul juriste, M^e Manoury, avocat français ayant exercé le barreau durant plusieurs années à Alexandrie.

(1) Kandalaphte, rapporté par Abou-Khater : La condition des étrangers en Syrie et au Liban, p. 72.

Toutefois, le caractère national des Tribunaux Mixtes est « sui generis ». Ces juridictions diffèrent en effet des autres juridictions nationales par certains détails caractéristiques :

a) Leur présidence est étrangère.

b) Leurs jugements et arrêts sont ordinairement rendus à une majorité étrangère de deux tiers.

c) Leurs magistrats sont soumis à un statut particulier ; ils sont rémunérés d'une façon bien supérieure à leurs collègues des tribunaux locaux et ne siègent pas avec eux dans le même local. De plus, ils ne portent pas, dans l'exercice de leurs fonctions le costume national, à l'égal des magistrats étrangers d'Egypte.

d) La langue pratiquement usitée devant ces tribunaux est la langue française. A cet effet, l'article 11 de l'arrêté 1820 du 17 février 1928 pour la Syrie et l'article 11 de la loi libanaise portant la même date, reprenant sur ce sujet les dispositions des arrêtés 2028 et 2029 prévoient que les actes de procédure doivent être rédigés ou traduits en français, que les ordonnances, jugements et arrêts « doivent » être prononcés dans la même langue, mais que les parties syriennes « peuvent » demander lecture d'une traduction arabe du jugement et que les significations de ces décisions sont traduites en arabe quand elles sont faites à un ressortissant syrien ou libanais.

Sur la base de ces textes, il a été jugé qu'il y a lieu à nullité si les « condamnés » de nationalité syrienne n'ont pas eu connaissance en arabe de la décision rendue contre eux ; que si les parties syriennes n'ont pas demandé la traduction du jugement en arabe, il n'y a pas lieu en matière civile, à ordonner d'office cette tra-

duction (Cour d'Alep, 29 juin 1925). De même, si l'arrêt a été rendu en langue arabe, alors que la Cour était composée en majorité française, il n'y a pas lieu à cassation, parce que le texte prescrivant la prononciation en français de tout arrêt rendu par une juridiction composée en majorité française n'est pas stipulé à peine de nullité (Cass. Lib., 2 déc. 1927).

Quant à la question de savoir si un magistrat ayant pris part à une décision ne connaît pas la langue des parties ou de la décision à laquelle il a collaboré est une question de fait échappant au contrôle de la Cour de Cassation (Cass. Lib., 15 déc. 1927).

En Egypte, quatre langues judiciaires ont été officiellement reconnues pour l'emploi des Tribunaux de la Réforme. Ce sont l'arabe, le français, l'italien et depuis 1905 l'anglais. Mais en pratique, c'est le français qui est utilisé et l'on n'a pu relever jusqu'à nos jours qu'un seul jugement qui a été rendu en anglais.

En Syrie, et bien que l'article 16 de la Charte du Mandat eût déclaré que « l'arabe et le français seront les langues officielles de la Syrie et du Liban », la Constitution Syrienne de 1930 (art. 24) prévoit que la « langue arabe est la langue officielle dans tous les services de l'Etat, sauf dans les cas où d'autres langues lui sont adjointes en cette qualité par la loi ou par un accord international ».

Au Liban, la Constitution de 1926, modifiée en 1927, est plus en harmonie avec l'article 16 de la Charte et reconnaît deux langues officielles : l'arabe et le français.

Il s'ensuit que l'usage du français devant les Tribunaux statuant en matière étrangère est régulier parce que la loi l'admet et que la Constitution l'y autorise,

et, au Liban parce que constitutionnellement la langue française a un caractère officiel.

e) Notons enfin que bien que la loi applicable par les Tribunaux mixtes en Syrie et au Liban soit la loi locale, les magistrats français apportent dans son application leurs méthodes et la combinent à la loi, à la doctrine et à la jurisprudence de leur pays, de sorte que la teinte tricolore s'est toujours manifestée dans leurs décisions.

Nous allons suivre le ressortissant étranger dans le forum mixte que le Mandat lui a établi. Pour cela, nous étudierons l'organisation des juridictions devant lesquelles il doit comparaître (Chapitre I). Nous déterminerons ensuite leur compétence (Chapitre II) et le système de droit international privé qu'elles appliquent (Chapitre III). Nous terminerons enfin cette partie par une étude critique des dites juridictions (Chapitre IV).

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION DES JURIDICTIONS MIXTES EN SYRIE ET AU LIBAN

SECTION I

Les Juridictions Mixtes

Dans l'arrêté 1109 du 16 novembre 1921, la Puissance Mandataire a voulu suivre l'exemple des Tribunaux Mixtes institués en Egypte depuis 1875 sous le règne du Khédive Ismaïl Pacha. Le texte de cet arrêté a été établi par une commission réunie à Paris en 1920 et 1921 et qui était également chargée de préparer des Codes à l'usage des « Juridiction des Causes étrangères ». Mais à peine cet arrêté a-t-il vu le jour qu'il fut remplacé par d'autres textes qui en abrogeaient les dispositions. En effet, il n'était pas viable parce qu'il faisait abstraction totale de la notion du Mandat en subordonnant les magistrats même syriens ou libanais des Tribunaux qu'il instituait, à l'autorité exclusive du Haut-Commissaire et en ordonnant que les jugements qui devaient être prononcés par ces mêmes Tribunaux seraient rendus « au nom de la loi », la formule exécutoire devant être libellée « au nom du Haut-Commissaire ».

Il n'était donc pas étonnant de voir une opposition générale et énergique se déclencher contre ce texte qui établissait en somme une institution extérieure à la souveraineté locale et qui n'apportait pas de solution définitive au problème de l'exterritorialité des Juridictions capitulaires. Avec le système nouveau, un régime étranger unique a tout simplement supplanté un régime étranger complexe qu'était le régime capitulaire et désormais les différents souverains au nom desquels la justice était distribuée aux ressortissants étrangers sous le régime ottoman ont perdu leur autorité au profit du Haut-Commissaire, représentant de la France, Puissance Mandataire.

Voilà pourquoi des échanges de vue entre le Haut-Commissariat et le Quai d'Orsay n'ont pas heureusement tardé à installer le régime de la justice locale, répondant à une saine et logique compréhension du Mandat qui n'est pas un « supergouvernement », mais une « aide » et un « Conseil » qui doivent s'exercer dans un pays dont l'indépendance est pour quelque temps à l'état de potentiel.

Ce nouveau régime a été établi en date du 7 juillet 1923 par les arrêtés 2028 pour la Syrie et 2029 pour le Liban qui réglementent « la composition de certaines des Juridictions de la Syrie et du Liban ». Désormais l'étranger ne va pas comparaître devant des Tribunaux qui constituent une entité indépendante dans le pays mais devant des Tribunaux à composition particulière appliquant la loi locale et rendant leurs jugements au nom du souverain local, tout en gardant en pratique une teinte étrangère, comme il a été signalé plus haut.

Nous étudierons dans les quatre paragraphes qui suivent l'évolution en matière étrangère de l'organisation

de la Justice de paix, des Tribunaux de 1^{re} Instance, des Cours d'Appel et des Cours de Cassation en prenant comme point de départ l'arrêté n° 1109 et comme point final l'établissement des projets de traités franco-syrien et franco-libanais.

§ 1. — LA JUSTICE DE PAIX

Durant le régime capitulaire, du moins en matière civile et commerciale, les juges de paix Ottomans étaient complètement libres et indépendants à l'égard des justiciables étrangers. L'arrêt n° 1109 a semblé suivre cet exemple en n'instituant pas de juges de paix pour connaître des causes étrangères, mais il s'était contenté de créer pour ces causes trois tribunaux de première Instance, une seule Cour d'Appel et une seule Cour de Cassation et cela pour l'ensemble des territoires placés sous Mandat français.

On s'était écarté sur ce point de l'exemple de l'Egypte où en matière pénale, on avait institué des tribunaux de contraventions composés d'un juge unique, véritable juge de paix de nationalité étrangère.

Mais l'imitation du régime capitulaire par l'arrêté 1109 n'est qu'apparente car si cet arrêté n'avait pas institué de justices de paix pour les causes étrangères, il n'a pas entendu soumettre ces causes aux tribunaux locaux, son article 2 et son article 6 ayant formellement soumis aux juridictions qu'il instituait « tout litige » pendant entre ressortissants étrangers lorsque le ou les défenseurs étrangers ne sont pas justiciables d'un tribunal consulaire ainsi que « toutes infractions » commises par tous les étrangers non capitulaires ; celles

commises par les étrangers capitulaires, ainsi que leurs litiges civils et commerciaux devant continuer à être vus par les juridictions consulaires, « à moins que concernant ces derniers litiges, une convention attributive de compétence antérieurement passée entre les parties ou les conclusions signées d'elles ou de leurs mandataires qualifiés et présentées *in limine litis* n'aient déferé ces litiges devant les Juridictions des causes étrangères ».

Ce n'est qu'avec le régime de juillet 1923 que l'on voit franchement apparaître des justices de paix statuant en matière étrangère. L'article 2 des arrêtés 2028 et 2029 précisent que les « Tribunaux de paix d'Alep, Damas et Lattaquieh » ainsi que les Tribunaux de paix de Beyrouth doivent être présidés par un magistrat français lorsqu'ils connaissent d'une affaire dans laquelle l'une des parties en cause, fût-elle demanderesse ou défenderesse, est de nationalité étrangère.

Quelque temps auparavant l'Angleterre avait établi dans les villes palestiniennes par l'ordre en Conseil du 10 août 1922 des justices de paix lesquelles ne possèdent cependant qu'un caractère purement facultatif.

Au Liban, l'arrêté n° 69/S du 9 mars 1925 a opéré une « fusion judiciaire », c'est-à-dire l'unification des Tribunaux statuant en matière étrangère et des Tribunaux libanais proprement dits en francisant ces derniers où désormais un magistrat français devrait concourir au jugement de toutes les affaires civiles, commerciales et pénales. Ce système a été appliqué à Beyrouth à partir du 16 mai 1925 (Arrêté n° 114/S), à Tripoli, Zahleh et Saïda à partir du 8 juin 1925 et au district de Kesrouan à partir du 9 novembre 1925. En établissant le nouveau régime, le législateur ne s'est donc pas contenté de la

justice de paix S.E.M.E. de Beyrouth mais, dévolut également ces fonctions au magistrat français dans le ressort des autres tribunaux libanais de première Instance.

Cet état de choses dura au Liban jusqu'au 17 février 1928, quand l'arrêté n° 1821 rétablit, notamment en ce qui concerne la justice de paix, les dispositions de l'arrêté 2029 du 7 juillet 1923.

Toutefois la loi libanaise sur l'organisation judiciaire du 17 février 1928 a prévu en son article 10, alinéa 2, que les affaires ressortissant à la justice de paix du District de Tripoli seront jugées par le magistrat français qui demeure affecté à ce Tribunal.

Mais le 3 février 1930 le décret-loi libanais n° 6 sur l'organisation judiciaire, abrogea expressément en son article 22 les dispositions précitées de l'article 10, alinéa 2 de la loi du 17 février 1928 en maintenant uniquement le juge de paix de Beyrouth à qui devront être transmises en l'état les instances en cours devant le juge de paix français à Tripoli.

En Syrie, où le système de la fusion n'a pas été connu, l'arrêté 1820 est venu confirmer les dispositions de l'arrêté 2028 en se dispensant cependant de parler de la justice de paix S.E.M.E. de la ville de Lattaquieh, celle-ci étant devenue la capitale d'un territoire érigé en Gouvernement autonome et faisant par conséquent l'objet d'une législation indépendante.

Depuis 1923, des juges de paix français siègent donc à Beyrouth, Damas, Lattaquieh et Alep, le juge de cette dernière ville avec une audience foraine mensuelle à Alexandrette l'hiver et à Antioche l'été, et de 1925 à 1928 des juges de paix ont été institués au Liban dans le ressort des Tribunaux de première Instance et de 1928

à 1930 un magistrat français a été maintenu à Tripoli en qualité de juge de paix.

§ 2. — LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

L'arrêté n° 1109 avait institué un Tribunal de première Instance des causes étrangères dans chacune des villes suivantes : Damas, Beyrouth et Alep.

Ce Tribunal devait comprendre un Président français, deux juges dont un syrien ou libanais et l'autre nécessairement français, un ou plusieurs juges suppléants syriens ou libanais.

Le Ministère public était assuré par un procureur français et un substitut syrien ou libanais et ces magistrats pouvaient être remplacés à l'audience par des magistrats du siège sur la désignation du Président de la Juridiction.

Les fonctions du juge d'instruction étaient exercées soit par un magistrat délégué à cet effet, soit par un juge spécialement nommé et la Chambre des mises en accusation était constituée par trois magistrats du Tribunal de première Instance des Causes étrangères.

Le Tribunal de première Instance était donc sous le régime de l'arrêté 1109 obligatoirement composé d'une majorité française et cela par imitation des Tribunaux Mixtes de première Instance d'Egypte où les Tribunaux civils, les Tribunaux de commerce et en matière pénale les Chambres du Conseil sont essentiellement composés de deux magistrats étrangers et d'un magistrat égyptien.

Mais l'Angleterre ayant rendu en Palestine la majorité étrangère facultative par son Order in Council de

1922 en la subordonnant à la demande d'une des parties en cause, son exemple a été suivi en Syrie et au Liban par la réforme de juillet 1923 qui a maintenu la présidence française des Tribunaux de première Instance S.E.M.E. et a exigé pour la composition de la majorité étrangère que l'une des parties en fît la demande *in limine litis*.

Les arrêtés n° 2028 et 2029 ont en effet disposé que les Tribunaux de première Instance d'Alep, Damas, Lattaquieh et Beyrouth seront présidés par un magistrat français quand ils sont saisis d'un litige intéressant un étranger, que la majorité française peut alors être demandée par l'une des parties *in limine litis* et que le Ministère public près ces juridictions « pourra » — donc facultativement — dans les mêmes affaires être occupé par un magistrat français.

Cependant les arrêtés n° 2501 et 2523/1 des 15 et 25 mars 1924 portant détails d'application des arrêtés 2029 et 2028 vont dénaturer cette faculté quand ils disposent qu'en principe le siège du Ministère public près une juridiction statuant en matière étrangère est occupé à l'audience par les magistrats français ou libanais et syriens, investis des fonctions du Ministère public près cette juridiction, « sans préjudice de la faculté réservée au Procureur Général français d'y siéger personnellement ».

Quant à l'instruction des affaires pénales, elle doit être effectuée, d'après la réforme de 1923, par un juge d'instruction français dont les ordonnances sont renvoyées aux Tribunaux de première Instance susvisée agissant en tant que Chambre des Mises en accusation.

Avec le système libanais de la « fusion judiciaire » de l'arrêté n° 69/S du 16 mars 1925, tous les Tribunaux du Liban devaient comprendre au moins un magistrat

français et l'une des parties en cause, pourvu qu'elle ne fût ni libanaise ni syrienne, pouvait toujours demander la composition du Tribunal saisi à majorité de juges français.

A cet effet, il a été affecté au Tribunal de première Instance de Beyrouth le personnel français suivant : un Président, trois juges, deux juges suppléants (et par arrêté n° 156/S du 22 juin 1925, le nombre de ces juges suppléants a été porté à cinq), un juge d'instruction et un substitut.

Aux Tribunaux libanais de première Instance autres que celui de Beyrouth, il a été affecté un seul juge français, un second juge français pouvant venir siéger dans ces Tribunaux, ce sera celui du Tribunal le plus voisin ou celui d'où il est le plus facile de se transporter conformément à un tableau que le législateur promet de dresser ultérieurement.

Le système de la fusion s'étant révélé peu économique et d'application pratique très difficile, le Haut-Commissaire, considérant qu'il y a intérêt à étudier les observations qui ont pu être faites depuis sa mise en vigueur, a, par arrêté n° 85 du 30 janvier 1926, c'est-à-dire un an après cette mise en vigueur, consenti à lui apporter certaines retouches.

Il a formé, à cet effet, une Commission mixte de réforme composée des plus hauts fonctionnaires judiciaires pour étudier les observations auxquelles a donné lieu le fonctionnement de l'organisation établie par l'arrêté n° 69/S et proposer les observations qui pourraient être apportées à cette organisation.

D'ores et déjà l'arrêté n° 85 a fortement réduit le nombre des Tribunaux de première Instance mixte en

maintenant uniquement ceux de Beyrouth, Tripoli, Saïda et Zahlé et en étendant leur ressort.

Deux ans plus tard, par l'arrêté n° 1821 en date du 17 février 1928, le Haut-Commissaire donna le coup de grâce au système de la fusion au Liban et par arrêté n° 1820 portant la même date il réforma la justice mixte en Syrie.

L'arrêté n° 1820 n'a, au point de vue de l'organisation en Syrie des Tribunaux Mixtes de première Instance, apporté aucune modification nouvelle. Toutefois, il a fixé l'affectation des magistrats français à chacun des Tribunaux de première Instance de Damas et d'Alep ainsi qu'il suit : un Président, un juge titulaire, un juge d'instruction, un juge qui sera délégué à la justice de paix et trois juges suppléants. Quant au siège du Ministère public près ces juridictions, il « pourra » dans les affaires intéressant les étrangers, être occupé par un magistrat français tout comme il a été prévu lors de la réforme de 1923.

Au Liban, l'arrêté 1821 du 17 février 1928 ayant mis fin au système de la fusion judiciaire, une loi votée à la même date par la Chambre Libanaise à laquelle les pouvoirs de législation avaient été délégués par le Haut-Commissaire a réorganisé la justice dans ce pays.

La loi du 17 février 1928 a rétabli le *statu quo ante* en maintenant au Liban le seul Tribunal mixte de première Instance de Beyrouth qui devra avoir de nouveau juridiction sur l'ensemble du territoire de la République Libanaise ; et il est intéressant de noter que cette loi a même supprimé le Tribunal Mixte de première instance de Tripoli, alors qu'elle a maintenu dans cette ville un juge de paix S.E.M.E.

Quant au personnel français qui a été affecté par

cette loi au Tribunal Mixte de première Instance de Beyrouth, il est le même que celui qui a été fixé par l'arrêté 1820 portant la même date aux Tribunaux de première Instance de Damas et d'Alep. Cependant, à côté du juge de paix S.E.M.E. de Tripoli, on a prévu un juge d'instruction pour les affaires du District de Tripoli, qui devront être jugées par les juridictions de Beyrouth.

Deux ans plus tard, le décret-loi n° 6 du 3 février 1930 vint réorganiser la justice libanaise.

Aux termes de l'article 24 de ce décret-loi, cinq tribunaux libanais de première Instance existent sur le territoire de la République Libanaise : ceux de Beyrouth, Tripoli, Saïda, Baabda et Zahlé. Tous ces Tribunaux sont constitués par une seule Chambre, purement libanaise, sauf celui de Beyrouth qui comprenait quatre Chambres. Deux de ces Chambres étaient de nationalité purement libanaise, les deux autres de nationalité mixte et connaissaient, l'une des affaires civiles et commerciales, l'autre des affaires correctionnelles.

Il existait également un Parquet français près les Chambres Mixtes et un magistrat français exerçant les fonctions de juge d'instruction. Les ordonnances rendues par ce dernier juge ne vont plus être susceptibles de recours devant le Tribunal de première Instance organisé en Chambre de mises en accusation, mais devant un Conseiller français unique de la Cour d'Appel et de Cassation qui prend alors le titre de « juge de renvoi pour les Chambres Mixtes ».

Le régime judiciaire du décret-loi du 3 février 1930 a vécu dans son intégralité quatre années, quand un arrêté du Haut-Commissaire n° 178/LR du 10 août 1934 vint modifier encore, une fois le régime judiciaire au

Liban. Les nouveautés susceptibles de quelque intérêt qui ont été apportées par ce texte ainsi que par son additif n° 12/L.R. du 7 septembre 1934, sont les suivantes :

a) Le poste de juge d'instruction français attaché au Tribunal Mixte de Beyrouth a été supprimé, ses fonctions devant être désormais exercées par un magistrat du Tribunal de première Instance ou par un Conseiller de la Cour d'Appel qui sera délégué à cet effet par le premier Président de la Cour de Cassation.

b) Les magistrats français qui sont désormais affectés au Tribunal de première Instance de Beyrouth sont réduits au nombre de trois seulement.

De cette façon, et tandis que l'organisation de la justice mixte de première Instance n'a subi en Syrie aucune modification depuis l'arrêté n° 1820 du 17 février 1928, celle de la loi libanaise de la même date a été l'objet de remaniements apportés par le décret-loi n° 6, par l'arrêté du Haut-Commissaire n° 178/ L.R. et son additif n° 12/L.R.

Comparons cette organisation à son aînée d'Egypte.

En Egypte, les Tribunaux Mixtes de première Instance de la Réforme ont d'abord ceci de particulier qu'ils reçoivent une composition différente suivant qu'il s'agit d'une matière civile et commerciale ou d'une matière pénale.

Il y a en premier lieu les Tribunaux de première Instance dits de justice sommaire, ceux des référés et ceux des adjudications dont chacun est composé d'un juge unique étranger, les référés étant généralement tenus par le Premier Président du Tribunal.

Les Tribunaux civils sont composés de trois juges dont deux sont nécessairement étrangers et le troisième égyptien.

Quant aux Tribunaux de commerce, ils sont également composés de trois juges à majorité étrangère comme les Tribunaux civils, mais en plus — et le système se révèle ici conservateur et rappelle les Tribunaux Mixtes du régime capitulaire — ces tribunaux comprennent deux assesseurs qui sont pris parmi les négociants et dont l'un est étranger et est choisi par le Consulat intéressé et l'autre indigène et est élu par les négociants égyptiens.

En matière pénale, l'instruction des délits et crimes dans lesquels un étranger est intéressé n'est pas comme en Syrie nécessairement menée par un magistrat étranger, car si l'inculpé est égyptien, le juge d'instruction doit être aussi un égyptien, solution également inspirée de l'organisation capitulaire. Toutefois, l'ordonnance établie par ce juge d'instruction doit être soumise à la « Chambre du Conseil » à majorité obligatoirement étrangère, jouant le rôle de Chambre de mises en accusation et composée de deux juges étrangers et d'un juge égyptien.

Les délits intéressant les étrangers sont tranchés par les Tribunaux correctionnels du Caire, d'Alexandrie ou de Mansourah, composés de trois juges dont deux étrangers et un indigène et de quatre assesseurs étrangers dans le cas où l'inculpé est étranger. Autrement et si le prévenu est un égyptien comme d'ailleurs en cas de pluralité de délinquants dont quelques uns sont étrangers et les autres indigènes, deux assesseurs seront pris parmi les étrangers et les deux autres parmi les égyptiens.

Enfin, les crimes sont déférés devant une Cour d'assises, composée de trois Conseillers, dont deux étrangers et un égyptien et de douze jurés, tous étrangers si l'inculpé est étranger, ou dont la moitié seulement est étrangère dans les autres cas.

L'organisation des Tribunaux mixtes égyptiens de la Réforme n'est donc pas uniforme comme celle des Tribunaux Mixtes de première Instance de Syrie et du Liban et elle s'en distingue également par la présence d'assesseurs en matière commerciale et correctionnelle et par celle de jurés en matière criminelle. Enfin, la majorité y est réservée dans tous les cas à l'élément non-égyptien.

§ 3. — LES COURS D'APPEL

L'arrêté n° 1109 avait prévu une seule Cour d'Appel Mixte pour l'ensemble des Territoires placés sous Mandat français.

La Cour devait comprendre : un Président français, deux Conseillers dont un syrien ou libanais et un français et deux avocats généraux dont un syrien ou libanais et un français.

Elle devait siéger normalement à Beyrouth et avoir la faculté de siéger, seulement au criminel, dans une localité quelconque des Etats de Syrie et du Liban.

Avec la réforme de 1923, les Cours de Damas et d'Alep ainsi que celle de Beyrouth sont devenues susceptibles de composition mixte dans les conditions susénoncées pour les Tribunaux de première Instance.

Toutefois, le Procureur général de la Cour d'Appel S.E.M.E. doit être obligatoirement, d'après les arrêtés

2501 et 2523/I portant détails d'application des arrêtés n^{os} 2029 et 2028, de nationalité française sauf délégation de sa part à un magistrat libanais ou syrien pour tenir l'audience.

Avec le système libanais de la fusion judiciaire, il a été affecté à la Cour d'Appel de Beyrouth le personnel français suivant : un Président de Chambre, trois Conseillers, un Procureur général et un avocat général.

Lors de la réforme de 1928, la Cour d'Appel Mixte de Damas a été supprimée et seule la Cour d'Alep a été maintenue avec un Président de Chambre, deux Conseillers, un Procureur général qui sera en même temps Inspecteur général adjoint de la justice et un substitut général, tous de nationalité française. Quant à la Cour d'Appel de Beyrouth, il lui a été affecté un personnel semblable avec cette différence que le poste de Procureur général y a été confié au Conseiller judiciaire et législatif de la République Libanaise.

De plus, la Cour criminelle de Damas a reçu une organisation mixte particulière : elle devra être présidée par un Conseiller de la Cour d'Appel et ses assesseurs seront choisis par le Ministre de la Justice de l'Etat de Syrie parmi les juges ou juges suppléants du Tribunal de cette ville.

La suppression de la Cour d'Appel Mixte de Damas a été motivée par le petit nombre d'affaires qui lui étaient annuellement soumises. On compte pour l'année 1927 une vingtaine d'affaires qui ont coûté au Trésor chacune dix mille francs au moins. Mais par la suite, la compétence des Tribunaux Mixtes ayant suivi un mouvement croissant et le déplacement de Damas à Alep constituant une source de dépenses supplémentaires pour les justiciables, plusieurs litiges sont restés

sans appel de sorte que cette suppression n'a plus sa raison d'être et les justiciables ainsi que les membres du Barreau ne cessent de requérir depuis quelque temps le rétablissement de la Cour de Damas.

Au Liban, le décret-loi n° 6 du 3 février 1930 modifie la loi de 1928 ainsi qu'il suit : La Cour d'Appel et la Cour de Cassation sont fusionnées ensemble sous le nom de « Cour d'Appel et de Cassation », et cela dans un but purement économique. Cette Cour amphibie comprend six Chambres dont quatre libanaises et deux mixtes. Les Chambres libanaises sont : a) la Chambre civile et commerciale ; b) la Chambre criminelle ; c) la Chambre des appels correctionnels ; d) la Chambre du Contentieux administratif. Quant aux Chambres mixtes, elles sont dénommées : a) Chambre civile et commerciale ; b) Chambre criminelle et des appels correctionnels. On a investi la première de ces deux Chambres du pouvoir de statuer également au Contentieux administratif Mixte et sur les pourvois en matière criminelle, seuls autorisés par ledit décret-loi n° 6.

Chacune des Chambres libanaises ou mixtes précitées devait être invariablement composée de trois magistrats, sauf la Chambre libanaise du Contentieux administratif qui devait comprendre contrairement à sa collègue mixte, cinq magistrats libanais quand elle était appelée à statuer sur les recours pour excès de pouvoir dirigés contre les actes du Chef de l'Etat, des Ministres et des sous-secrétaires d'Etat.

Quant au Parquet, il était dirigé près les Chambres par « le Procureur général près la Cour d'Appel et de Cassation » et près les Chambres mixtes par « le Procureur général près les Chambres mixtes de la Cour d'Appel et de Cassation ».

En plus, et outre l'absorption de la Cour de Cassation par la Cour d'Appel, rappelons que le décret-loi n° 6 a apporté à l'organisation judiciaire du Liban une deuxième innovation, celle de la suppression de la Chambre des mises en accusation et son remplacement par un « juge de renvoi », Conseiller de la Cour d'Appel et de Cassation dont il devait exister au moins un pour les Chambres libanaises et un autre pour les Chambres mixtes.

De cette double innovation, l'arrêté du Haut-Commissaire 178/L.R. du 10 août 1934 va conserver la deuxième et donner le coup de grâce à la première. Ce texte rétablit les deux anciennes Cours d'Appel et de Cassation et compose la Cour d'Appel libanaise de trois Chambres, la quatrième, celle du contentieux administratif étant supprimée, et d'une seule Chambre mixte qui statue à la fois en matière civile et commerciale et en matière pénale.

Les magistrats français qui assurent le service de la Chambre mixte sont un Président et deux Conseillers et le Parquet près la Chambre mixte est assuré par un Procureur général et un substitut du Procureur général près la Cour de Cassation délégué à cet effet d'une façon permanente (1).

Cependant, plus tard, un arrêté n° 271/L.R. du 21 novembre 1935 réduit le Parquet mixte à un avocat général, réforme qui devra être mise en exécution à partir du 13 avril 1936, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 285/L.R. du 4 décembre 1935.

Il ressort de ce qui précède que la Cour d'Appel mixte en Syrie dont le siège est à Alep n'a subi depuis 1928

(1) Voir additif n° 12/L. R. du 7 septembre 1934.

aucun changement dans sa composition, alors que la même Cour au Liban a passé par plusieurs transformations qui ont fini par rétablir l'état de choses institué par la réforme de 1928 presque dans son intégralité.

En Palestine, les jugements rendus par les « District Courts » sont susceptibles d'Appel devant la « Supreme Court », Cour d'Appel devant laquelle peuvent également être déférés les jugements rendus par la Cour d'Assises et par les « Land Courts », et qui est également investi du pouvoir d'examiner des questions d'ordre général concernant « l'administration de la Justice » (art. 43 de l'ordre en conseil de 1922).

Toutefois, dans des cas de haute importance, l'appel ne doit être exercé — et cela constitue une survivance fâcheuse du régime Capitulaire — que devant le « Judicial Committee of the Privy Council » à Londres. Ces cas ont été déterminés en 1924 par une loi prise en application de l'article 44 de l'ordre en Conseil de 1922 qui exige notamment cette procédure en matière civile quand l'objet du procès excède L.E. 500.

En Egypte, la Cour d'Appel mixte de la Réforme comprend dix Conseillers étrangers et six membres égyptiens et elle est divisée en trois Chambres composées de cinq Conseillers avec une majorité et une présidence étrangère.

Quant au Ministère public, il était, au début de la Réforme, uniquement occupé par des magistrats étrangers. Cependant, les revendications nationales ont fini par avoir gain de cause et par lui donner une composition exclusivement égyptienne.

Il faut noter que l'activité pénale des Tribunaux mixtes d'Egypte étant fort restreinte, il s'ensuit que celle du Parquet n'est pas considérable et serait toute

théorique si le législateur n'a pas exigé sa mise en œuvre quand la Cour d'Appel mixte siège toutes Chambres réunies, c'est-à-dire quand la Cour est appelée par une de ses Chambres à fixer un « point de droit » ou à motiver un changement de jurisprudence.

La Cour d'Appel égyptienne est enfin établie à Alexandrie et sa juridiction s'étend sur toute l'Égypte et la Péninsule du Sinaï.

§ 4. — LES COURS DE CASSATION

A la tête de toute organisation judiciaire se trouve une Cour devant laquelle le pourvoi n'est ni une voie de rétractation ni une voie de réformation et qui a pour mission de rechercher si la solution fournie par les juges du fond sont oui ou non conformes à la loi, c'est « la Cour de Cassation ».

Cet organe judiciaire suprême est créé il est vrai dans l'intérêt des justiciables, mais encore et surtout dans l'intérêt général de la société, jouant le rôle de régulateur de la jurisprudence, la systématisant et l'unifiant dans l'Etat.

Si telle est donc la mission de cette Cour, celle-ci doit être unique dans un pays constitué donné, autrement et dans le cas où l'on y prévoit plusieurs Cours de ce genre, il faudra certes créer un organisme qui les domine toutes afin de lui permettre de remplir le rôle susindiqué.

Les pays du Levant placés sous Mandat français sont malheureusement dotés de plusieurs Cours de Cassation alors qu'autrefois une seule Cour suffisait pour l'Empire Ottoman tout entier et alors que dans aucun pays du

monde quelles qu'en soient l'étendue et la population on ne rencontre, comme on ne doit rencontrer, plus d'une seule Cour de Cassation.

La multiplicité des Cours de Cassation dans les pays sous Mandat serait encore concevable s'il en existait une au Liban et une autre en Syrie. Or, chacun de ces pays compte en principe à lui seul deux Cours de Cassation dont l'une est saisie des procès qui sont tranchés par les tribunaux nationaux et l'autre de ceux qui relèvent des Tribunaux mixtes et dont la jurisprudence est divergente sur plusieurs points ainsi que nous aurons l'occasion de le dire plus loin.

Le nombre et la composition de ces Cours de Cassation ont subi de grandes modifications et ici comme dans les Tribunaux de première Instance et Cours d'Appel, tous les essais ont été tentés sous le régime du Mandat.

L'arrêté n° 1109 du 16 novembre 1921 avait commencé par instituer une Cour de Cassation mixte pour l'ensemble des Territoires du Levant placés sous Mandat Français, Cour qui devait siéger « dans la ville où sont établis les services du Haut-Commissariat » et qui devait comprendre : un Président français, deux Conseillers, et un Procureur général français, chef du Parquet général.

Avec la réforme de juillet 1923, la Cour de Cassation des Etats de Syrie, ainsi que la Cour de Cassation du Grand Liban reçoivent une composition mixte à la manière des Cours d'Appel. Ce qui nous met pratiquement en présence de quatre Cours de Cassation pour l'ensemble des Territoires placés sous Mandat français.

Cependant, avec l'arrêté n° 69/S du 9 mars 1925 por-

tant fusion des services judiciaires au Liban, les deux Cours de Cassation de ce pays ont été unifiées et il a été affecté à cette Cour un personnel français composé de deux Conseillers, d'un Procureur général, d'un avocat général, auxquels on a ajouté un Président de Chambre français (art. 4 de l'arrêté n° 114/S du 11 mai 1925).

Lors de la réforme de 1928, ce personnel a été réduit pour ne plus comprendre qu'un Procureur général remplissant en même temps les fonctions d'Inspecteur général de la Justice, un Président de Chambre qui sera en même temps Inspecteur général adjoint de la Justice et un seul Conseiller. De plus, il a été prévu qu'en cas d'empêchement du Procureur général les fonctions du Ministère public seront exercées par le Procureur général près la Cour d'Appel et qu'en cas de réunion de toutes les Chambres, la Cour suprême devra être complétée au besoin par des magistrats désignés par décret du Président de la République Libanaise sur un tableau auquel seront portés d'après leur ancienneté le Président de la Cour d'Appel, le Président du Tribunal de première Instance de Beyrouth, les Conseillers à la Cour d'Appel et le juge doyen du Tribunal de première Instance de Beyrouth.

Cet état de choses dura au Liban deux années environ quand le décret-loi n° 6 a tronqué l'organisme judiciaire en faisant absorber la Cour de Cassation par la Cour d'Appel, en supprimant le pourvoi tant en matière civile et commerciale qu'en matière correctionnelle et contraventionnelle et en le maintenant cependant en matière chérié et en matière criminelle, à condition que, dans ce dernier cas, la juridiction saisie après cassation se conforme aux principes de droit émis sur le fond et statue souverainement.

La suppression de la Cour de Cassation au Liban, essai sans précédent, a entraîné les conséquences les plus néfastes car à l'anarchie législative dans laquelle ce pays était plongé s'ajouta l'anarchie judiciaire et les juridictions nationales se mirent d'une part à rendre des décisions définitives contradictoires et ces juridictions se mirent d'autre part à rendre des décisions qui se trouvaient également en contradiction avec celles qui étaient rendues sur le même objet par les Tribunaux mixtes. D'ailleurs, cette anarchie fut alimentée par ce fait que le décret-loi n° 6 faisait des Tribunaux de première Instance des Juridictions d'Appel à l'égard des sentences rendues par les juges de paix.

Pareille tentative audacieuse serait encore compréhensible dans un pays doté d'une législation précise et d'une jurisprudence séculaire bien constante, mais dans un pays où la législation est complexe et rudimentaire et la jurisprudence flottante et pauvre elle ne pouvait qu'engendrer les plus fâcheuses conséquences.

Aussi, l'arrêté du Haut-Commissaire n° 178/L.R. du 10 août 1934 scinda « la Cour d'Appel et de Cassation » en Cour d'Appel et Cour de Cassation et composa cette dernière de deux Chambres, la Chambre civile et commerciale et la Chambre criminelle, en en faisant une Cour bicéphale à deux Premiers Présidents, l'un libanais et l'autre français, et lui affecta sept Conseillers dont quatre libanais et trois français.

Outre cette égalité entre les deux présidences libanaise et française, l'arrêté 178/L.R. en a établi une autre en faisant que tout arrêt soit rendu par trois magistrats alors même qu'il s'agirait d'un recours pour excès de pouvoir devant la Cour purement libanaise.

Mais cette dernière Cour — et c'est là une innovation

qui rappelle le système de la fusion — n'a plus une composition strictement libanaise, car « à la Cour de Cassation et en toutes matières, un magistrat français concourt au jugement des affaires » (art. 16, al. 1^{er} de l'arrêté n° 178/L.R.).

Le système établi par l'arrêté 178/L.R. est des plus incohérents. Par sa création de deux premiers Présidents, il instituait en réalité deux Cours de Cassation distinctes et par l'obligation qu'il faisait à un Conseiller français de contribuer à l'élaboration de tout arrêt, il voulait rapprocher de l'unité la dualité des Cours de Cassation.

Le souci de ménager les susceptibilités nationales, cause de cette incohérence, a poussé le législateur à établir un autre texte d'inspiration plus heureuse puisque conduisant à un système plus franc, celui d'habiller constamment la Cour de Cassation d'un caractère formellement mixte. Nous voudrions parler de l'arrêté n° 271/L.R. du 21 novembre 1935 dont l'article 1^{er} abroge l'article 13 de l'arrêté n° 178/L.R. et le remplace par le texte suivant qui a été retouché par l'arrêté 285/L.R. du 4 décembre 1935 ainsi qu'il suit :

« ART. 13. — La Cour de Cassation instituée par le présent arrêté a son siège à Beyrouth. Sa composition est mixte. Elle comprend :

« Un Premier Président français ou libanais et six Conseillers dont deux français et quatre libanais.

« Le Parquet de la Cour de Cassation comprend un Procureur général français ou libanais, un avocat général et un substitut général tous deux libanais.

« Les fonctions du Premier Président et celles de Procureur général ne pourront être simultanément occupées par deux magistrats libanais ou par deux magistrats français. »

Ainsi donc au Liban, la dualité des Cours de Cassa-

tion sous le régime mandataire a été d'abord expressément stipulée et tantôt réduite à l'unité, tantôt se maintenant sous une forme déguisée, elle a fini par donner lieu à l'unité à caractère mixte qui constitue à notre avis une solution assez heureuse, solution qu'on eût souhaité voir appliquée également en Syrie, si vraiment il n'y avait pas moyen de constituer une seule Cour suprême pour les deux pays à la fois.

En Syrie, l'arrêté n° 1820 du 17 février 1928 a confirmé la réforme de 1923 en donnant une composition mixte à la Cour de Cassation pour voir les litiges dans lesquels l'une des parties est de nationalité étrangère et a admis donc dans la pratique la dualité des Cours de Cassation.

Pour assurer à la Cour de Cassation sa composition mixte, il lui a été alors affecté le personnel suivant :

1° Pour la magistrature debout : un Procureur général qui est en même temps Inspecteur général de la Justice et Conseiller judiciaire de l'Etat de Syrie et un avocat général qui sera, en même temps Conseiller Judiciaire adjoint de l'Etat de Syrie ;

2° Pour la magistrature assise : un Président de Chambre qui sera en même temps Inspecteur général adjoint de la justice et un Conseiller qui sera en même temps Conseiller d'Etat.

Plus tard et par arrêté n° 2650 en date du 3 juillet 1929, c'est l'avocat général qui a été chargé en sus de ses fonctions de celles du Conseiller judiciaire et le poste de Conseiller judiciaire adjoint a été supprimé.

La Cour de Cassation mixte a inévitablement — puisque l'arrêté 1820 ne distingue pas — tant les attributions de la Chambre des Requêtes que celles de la Chambre pénale ou de la Chambre civile.

Toutefois, pour faire office de Chambres réunies, elle ne saurait avoir la même composition, et les solutions suivantes ont tour à tour été envisagées :

a) Sous le régime de l'arrêté 1820 du 17 février 1928, elle devait comprendre cinq membres pris parmi les magistrats de cette Cour et être complétée au besoin par des magistrats qui seront désignés par arrêtés du Chef de l'Etat et pris sur un tableau dressé à cet effet.

b) L'arrêté 2173 du 22 octobre 1928 apporte une innovation en ce qu'il complète au besoin la Cour de Cassation de Syrie toutes Chambres réunies par des magistrats français pris aux Tribunaux du Liban, sauf objection du Gouvernement de ce pays et, cette innovation commande ce corollaire que la désignation de ces magistrats doit avoir lieu par un arrêté du Haut-Commissaire dont l'autorité constitue un lien entre les Gouvernements des deux pays.

c) Les deux textes susvisés ont été modifiés par l'arrêté n° 2532 du 29 avril 1929 qui compose la Cour toutes Chambres réunies de sept membres dont trois Conseillers syriens de cette Cour et quatre magistrats français savoir : le Président de Chambre français et le Conseiller français de la Cour de Cassation ainsi que le Président de Chambre français et le Conseiller français de la Cour de Cassation de Beyrouth.

Ce n'est qu'en cas d'empêchement de l'un de ces magistrats que le Chef de l'Etat de Syrie est autorisé à déléguer pour compléter la Cour un magistrat appartenant à une juridiction inférieure et figurant sur un tableau dressé à cet effet par l'arrêté.

d) Enfin, l'arrêté n° 3063 du 29 mars 1930 respecte la composition susvisée et se contente de donner aux ma-

gistrats libanais les titres qu'ils ont acquis par le jeu du système de la fusion.

En Syrie, la Cour de Cassation a donc toujours conservé une composition double et partant, elle a donné lieu à une dualité de jurisprudence, ce qui constitue une violation flagrante à sa mission primordiale dans l'organisation judiciaire d'un pays.

En Egypte, le système de la Réforme ne comporte pas de pourvoi en Cassation en matière civile et commerciale. Néanmoins, en matière pénale, le pourvoi est demeuré possible dans certains cas déterminés par le Code mixte d'Instruction criminelle et cela pour donner aux justiciables égyptiens de ces tribunaux les plus grandes garanties de protection contre les abus éventuels des justiciers étrangers.

La Cour de Cassation mixte de la Réforme est constituée en Egypte par une Chambre spéciale de la Cour d'Appel mixte et sa composition est calquée sur celle des deux autres Chambres de cette dernière Cour, c'est-à-dire qu'elle comporte cinq Conseillers avec une majorité et une présidence étrangères.

APPENDICE I

L'Organisation Judiciaire Mixte au pays des Alaouites

Par arrêtés n^{os} 319 et 337 des 31 août et 1^{er} septembre 1920 le Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et Cilicie, Commandant en Chef l'Armée du Levant a groupé en une circonscription administrative

autonome certains territoires situés à l'ouest de la Syrie sous le nom de « Territoire des Alaouites » et cela, pour permettre à leurs populations « de poursuivre leur développement au mieux de leurs intérêts politiques et économiques selon les vœux qu'elles ont exprimés ».

La délimitation de la nouvelle circonscription administrative a entraîné tout de suite une réforme judiciaire parallèle indiquant les tribunaux dont devront relever les habitants dudit territoire.

Les Tribunaux des Sandjaks de Tripoli et de Hama ainsi que la Cour de Damas ont été déclarés incompetents à partir du 15 janvier 1921 pour connaître des litiges du Sandjak de Tartous et du Caza d'Oumranieh qui font désormais partie de la nouvelle circonscription et les Tribunaux de Lattaquieh et de Sahyoun ont été déclarés incompetents pour connaître à partir de la même date des affaires du Caza de Jisr-el-Choghour et des nahiés de Kinsiba, Bayer et Bassit, qui furent rattachés au Sandjak d'Alexandrette.

Le 15 juillet 1921 (arrêté n° 954), le Tribunal Supérieur de Beyrouth ayant été érigé en « Cour de Cassation », sa compétence fut étendue au Territoire des Alaouites qui se trouva ainsi judiciairement rattaché, et d'ailleurs d'une façon provisoire, au Grand Liban.

L'arrêté n° 1549 bis du 28 juin 1922 ayant créé une Fédération des Etats de Syrie comprenant l'Etat d'Alep, l'Etat de Damas et le territoire des Alaouites, ce dernier territoire devant être désigné par « Etat des Alaouites » à partir du 12 juillet 1922 (Arrêté n° 1470), la réforme de la justice mixte de 1923 a, par son arrêté n° 2028, réglé indifféremment pour les Etats de Damas, d'Alep et de Lattaquieh la composition des juridictions mixtes et a par le fait même détaché judiciairement

l'Etat des Alaouites du Grand-Liban en étendant la compétence de la Cour de Cassation de Damas à l'ensemble des territoires des Etats fédérés.

L'Etat des Alaouites a été doté d'un Tribunal de Paix et d'un Tribunal de première Instance mixtes, ainsi que d'un juge d'instruction français, le Tribunal de première Instance devant faire fonction de Chambre de mises en accusation.

Quant à l'Appel, il devait être formé devant la Cour d'Appel d'Alep et les affaires criminelles devaient être déférées devant les Cours criminelles d'Alep et de Damas.

Le mariage judiciaire de l'Etat des Alaouites avec l'Etat de Syrie a duré très peu longtemps car l'arrêté n° 2979 du 5 décembre 1924 a prononcé la séparation de corps en reconnaissant l'indépendance de cet Etat, avec Lattaquieh pour capitale, et a décidé que les recours en cassation seront provisoirement reportés à la Cour de Cassation de l'Etat du Grand Liban.

Ce rattachement à la Cour de Cassation de Beyrouth a été suivi (arrêté n° 17/S du 20 janvier 1925) d'un autre rattachement à la Cour d'Appel de cette ville, et, pour parachever l'indépendance judiciaire du nouvel Etat vis-à-vis de l'Etat de Syrie, l'arrêté n° 284/S du 26 octobre 1925 alla jusqu'à décider que lorsque pour la constitution d'une juridiction des causes Etrangères dans l'Etat des Alaouites, il y a lieu à délégation d'un ou plusieurs magistrats français, ces magistrats ne doivent être pris que parmi ceux détachés près des juridictions du Grand Liban.

La réforme de la justice mixte de 1928 en Syrie et au Liban a été tout naturellement accompagnée d'une réforme parallèle dans l'Etat indépendant des Alaouites.

En effet, d'après l'arrêté n° 1823 du 17 février 1928, il existe à Lattaquieh une Chambre mixte du Tribunal de première Instance ainsi qu'une juridiction d'instruction confiée à un magistrat français qui pourra — mesure antijuridique dictée par un désir outré d'économie — siéger dans les affaires qu'il aura instruites.

Les recours en appel et le pourvoi en cassation demeurent possibles devant la Cour d'Appel et la Cour de Cassation du Liban, siégeant à Beyrouth, et le pourvoi tant en matière civile et commerciale qu'en matière correctionnelle et contraventionnelle, qui a été supprimé au Liban par le décret-loi n° 6 du 3 février 1930, ainsi que la procédure des Chambres réunies, ont pourtant été maintenus à l'égard des affaires intéressant le « Gouvernement de Lattaquieh » (1), car aucun texte n'est venu les soumettre aux mêmes restrictions ; ce qui créa un état anormal dans l'organisation judiciaire libanaise, auquel la réforme judiciaire de 1934 a mis fin en scindant la Cour d'Appel et la Cour de Cassation.

En effet, l'arrêté n° 178/L.R. du 10 août 1934 a constitué à Beyrouth une Chambre mixte à la Cour d'Appel pour statuer « à la fois en matière civile, commerciale et pénale » et une Cour de Cassation à composition mixte pour toutes les affaires, et comprenant deux Chambres : la Chambre civile et commerciale et la Chambre criminelle. La première devait être saisie des pourvois en matière civile et commerciale formés contre les décisions émanant des juridictions du Gouvernement de Lattaquieh et la deuxième sur les pourvois formés en

(1) Tel est le nom que prend l'Etat des Alaouites (arrêté du Haut-Commissaire, n° 3113 du 14 mai 1930 promulguant son statut organique).

matière pénale contre les décisions des mêmes juridictions.

APPENDICE II

La majorité étrangère

Les Tribunaux mixtes devant lesquels les étrangers doivent comparaître sous le régime du Mandat se composent tous d'un élément invariable savoir : la présidence de la Juridiction qui est obligatoirement occupée par un magistrat français, et d'un élément variable et qui dépend en principe de la volonté des parties savoir : la nationalité française de l'un des deux autres magistrats dont se compose cette Juridiction.

Plusieurs systèmes ont tour à tour été envisagés par le législateur pour la formation de la majorité française :

1° *Système de l'arrêté n° 1109 du 16 novembre 1921* : sur les trois magistrats dont se composent le Tribunal de première Instance, la Cour d'Appel et la Cour de Cassation, le Président et l'un des deux magistrats sont obligatoirement de nationalité française.

Ce système n'a pas été maintenu par la Puissance mandataire bien qu'elle s'était engagée envers l'Italie, par accord en date du 29 septembre 1923, pour son maintien. L'article 4 dudit accord concernant la situation des Italiens en Syrie stipule que : « le Gouvernement français donne l'assurance au Gouvernement Ita-

lien que, dans l'organisation judiciaire définitive de la Syrie et du Liban, il sera établi que les Tribunaux auxquels sont soumis les étrangers seront composés par une majorité de juges français, exception faite pour les procès de peu d'importance, contre les jugements desquels on pourrait toutefois interjeter appel devant un tribunal composé en majorité de juges français ».

2° *Système des arrêtés 2028 et 2029 du 7 juillet 1923* : la majorité française n'a lieu que si l'une des parties la demande *in limine litis* et cette demande n'entraîne l'obligation de cette majorité qu'à la juridiction de première Instance. Pour que cette majorité existe en Appel ou en Cassation, la demande « doit en être réitérée » dans l'acte d'Appel ou de pourvoi.

D'ailleurs, l'expression *in limine litis* a été précisée par l'arrêté n° 2501 du 15 mars 1924 dont l'article 1^{er} § 4 est conçu en ces termes : « La demande d'une majorité de juges français devra être formulée par le demandeur dans la requête introductive d'instance ou dans la citation devant la juridiction répressive et par le défendeur ou toute autre partie intervenante, lors de son premier acte en justice ».

Le système précité paraissant préjudiciable aux parties, l'arrêté 69/S du 9 mars 1925 a innové au Liban sur deux points : *a)* les parties peuvent désormais « formuler », c'est-à-dire introduire pour la première fois, et non seulement « réitérer » la demande de la majorité française en appel ou en cassation ; *b)* en matière de faillite, la majorité ne peut être demandée que par le ou les créanciers étrangers qui prennent l'initiative de la demande en déclaration de faillite ou par le failli, s'il est étranger. Toutefois, à l'occasion de l'exercice de

toute voie de recours, en matière de faillite (opposition, appel ou pourvoi en cassation), toute partie étrangère peut dans l'acte initial de sa procédure, demander que la juridiction saisie de cette voie de recours soit composée avec majorité française.

Le système jusqu'ici adopté a donc été de permettre aux parties de formuler en tout état de cause la demande de la majorité sans que la demande formulée devant une juridiction entraîne la majorité devant la juridiction supérieure.

3° *Système de la réforme de 1928* : désormais la demande de la majorité française formulée *in limine litis* en première Instance, « comporte *ipso facto* » cette majorité en appel et en cassation. De plus, et en vue d'assurer une jurisprudence stable au sein des Juridictions mixtes, il a été donné au Ministère Public la faculté de requérir la majorité pour la première fois en cassation, bien qu'elle n'ait pas été sollicitée en première Instance ou en appel par les parties.

L'évolution de la majorité étrangère montre clairement le souci du législateur d'en faciliter la formation. Le rôle du juge n'a pas été moins important sur ce sujet. En particulier, il résulte d'un arrêt de la Cour de Cassation Libanaise, dans son audience du 2 décembre 1927, que l'absence de motiver sa constitution avec majorité étrangère ne saurait entacher de nullité un arrêt rendu par la Cour d'Appel Mixte lorsqu'aucune contestation n'a été soulevée à ce sujet.

De plus, les Cours de Cassation de Syrie et du Liban ont toujours rejeté le moyen par lequel pour la première fois on soulève devant elles l'irrégularité de la formation de la majorité étrangère dans la juridiction de

fond. En effet, le tribunal mixte doit avoir une présidence étrangère, mais la majorité étrangère est purement facultative et ne saurait être assimilée à l'une de ces règles précises et intangibles sur la composition des Tribunaux dont la méconnaissance entraîne une nullité qui est susceptible d'être proposée en tout état de cause. Il en résulte que le consentement tacite des parties sur l'absence de la majorité dans la juridiction de fond est suffisant et ne saurait leur permettre d'invoquer l'incompétence de cette juridiction devant la Cour de Cassation (1).

En fait, dans toutes les affaires qui sont venues à la connaissance des Juridictions Mixtes et à part certaines exceptions très peu nombreuses, la majorité française a toujours été demandée, et cela depuis que ces Juridictions ont pu être connues et appréciées.

SECTION II

Le Personnel des Juridictions Mixtes

Les magistrats français qui sont investis du pouvoir de juger les étrangers dans les pays du Levant placés sous Mandat Français ont leur statut fixé par des textes établis par les Représentants de la France et non pas par les autorités locales, ce qui atténue le caractère national des Juridictions mixtes.

Comment sont nommés ces magistrats et leurs auxiliaires et quelle est leur condition ?

(1) Arrêts Cass. Lib. des 24 juillet 1928 et 12 août 1930.

Commençons par étudier ces questions en ce qui concerne l'Egypte. Dans ce pays, les magistrats étrangers affectés aux Juridictions instituées par la Réforme doivent être agréés par leur gouvernement, avoir exercé la magistrature dans leur pays et connaître la langue française : cette dernière condition étant imposée par la pratique qui a fait de cette langue la langue judiciaire par excellence devant lesdites juridictions.

De plus, les magistrats des Tribunaux Mixtes d'Egypte sont doublés de législateurs, ils ressemblent aux Ambassadeurs et Consuls du Régime Ottoman. L'article 12 ancien du Code civil Mixte dispose à cet effet que « les additions et modifications aux lois mixtes seront édictées sur l'avis conforme du corps de la magistrature et, au besoin, sur sa proposition ».

Le « corps de la magistrature » a cédé la place dans un Décret de 1889 à « l'Assemblée générale de la Cour » qui devra se borner à s'assurer :

a) que les lois et règlements proposés sont communs à tous les habitants du territoire égyptien sans exception ; b) qu'ils ne contiennent aucune disposition contraire au texte des traités et conventions ; c) et enfin — et s'agissant de règlements de police — que dans leurs dispositions, ils ne contiennent aucune peine supérieure aux peines de simple police.

Avec la réforme survenue en 1911 de l'article 12 susvisé « l'assemblée générale de la Cour » devra être renforcée par un juge de chacune des nationalités ayant adhéré à la Réforme Judiciaire (1) et qui n'est pas déjà représentée à la Cour par un Conseiller.

(1) Ce sont : L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Angleterre, la Grèce, l'Italie, la Hollande, le Portugal, la Russie, la Suède et la Norvège.

Au cas où l'assemblée ainsi organisée donne son approbation au projet de loi, celui-ci ne peut être promulgué qu'après l'expiration de trois mois, afin de permettre aux Puissances de réclamer dans ce délai une nouvelle délibération de l'assemblée législative.

En Egypte, le système de la Réforme aboutit donc à accorder aux souverains étrangers le droit de demander une nouvelle délibération en matière législative et le système entraîne de cette façon le partage de la souveraineté entre les autorités locales et les Puissances étrangères.

Rien de semblable en Syrie et au Liban où les magistrats français ne remplissent qu'un rôle exclusivement judiciaire.

D'après l'arrêté N° 1109, les magistrats des Juridictions des causes étrangères, ainsi que leurs auxiliaires de Justice relèvent « exclusivement » du Haut-Commissaire de la République Française qui les nomme librement et devant qui ils devraient prêter serment pour la première fois.

Le système de l'arrêté N° 1109 qui a fait du Mandat un *super-gouvernement* a cédé la place en 1923 à celui des arrêtés 2028 et 2029 qui a réduit le nombre des magistrats étrangers et les a juxtaposés à la hiérarchie locale au lieu de les y incorporer. Désormais les magistrats français occuperont donc — en théorie du moins — des postes non supérieurs mais parallèles à ceux de leurs collègues syriens ou libanais.

Avec le système de 1923, les magistrats français seront nommés par les autorités locales avec l'agrément du Haut-Commissaire « aux postes qu'ils doivent occuper ».

Ce système étant d'une application manifestement

impossible puisqu'il exige au fond que les candidats soient proposés par les autorités locales qui les ignorent, il fut précisé par le système plus logique de l'arrêté 2030 en date du 7 juillet 1923 chargeant les autorités locales de procéder à la nomination des candidats sur la « présentation » du Haut-Commissaire et après engagement par contrat individuel de trois années.

De plus, l'arrêté précité N° 2030 accorde un autre privilège aux magistrats français puisqu'il leur confère le droit de résilier unilatéralement leur contrat d'engagement après un préavis de trois mois.

En 1928, les arrêtés N°s 1820, 1821 et 1822, ainsi que la loi libanaise du 17 février de la même année ont maintenu le système de l'arrêté 2030 qu'ils ont modifié pourtant sur deux points de détail savoir que la durée de l'engagement devra être désormais de deux à cinq ans et que le contrat est renouvelable d'un commun accord.

Mais la principale innovation a été relative aux auxiliaires de Justice. Jusqu'en 1928, ceux-ci pouvaient être de nationalité française, alors que désormais ils seront nécessairement des syriens ou libanais connaissant les langues française et arabe. De cette façon, ont cessé d'exister, à partir de 1928, les postes de greffier français attaché à chacune des Juridictions mixtes, celui d'interprète judiciaire français attaché aux Juridictions d'Alep et de Damas et celui d'huissier français adjoint à chacun des Bureaux d'exécution d'Alep, de Damas et de Lattaquieh.

L'arrêté 7/P.A.R.I.C. du 18 décembre 1931, portant règlement de la situation des magistrats du cadre français en service dans les Etats du Levant a repris, en le précisant, le système de 1928. Cependant, désormais,

deux textes doivent intervenir pour le recrutement du magistrat français : le premier doit émaner du Haut-Commissaire et a pour but de mettre le candidat à la disposition du Gouvernement intéressé, et le second est établi par les Chefs des Etats et a pour effet de désigner le poste que le candidat doit occuper. A la base de ces textes, un contrat engage le magistrat pour une durée de quatre ans avec faculté — et c'est là un progrès très sensible par rapport au système de 1923 — « pour les deux parties contractantes » de résilier le contrat après la première année avec préavis de trois mois. Toutefois, le contrat devient ensuite renouvelable pour une plus longue durée et de deux en deux ans par tacite reconduction.

Néanmoins, le système de résiliation unilatérale du côté français n'est pas complètement supprimé car le Haut-Commissaire se réserve le droit de remettre le magistrat à la disposition de son administration d'origine et cette opération emporte ipso facto la résiliation du contrat d'engagement.

Mais, pour que le Haut-Commissaire soit en mesure de mettre des magistrats français à la disposition des autorités locales, il faut que les candidats soient préalablement l'objet d'une mesure de détachement de la part des autorités françaises dont ils relèvent. Aussi, l'arrêté du 31 janvier 1932 du Président du Conseil de France, Ministre des Affaires Etrangères et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, relatif au recrutement et à l'avancement des magistrats du Cadre français détachés dans les Juridictions de Syrie et du Liban, prévoit dans son article premier le détachement préalable des magistrats dont il s'agit de la part de leur administration d'origine.

De cette façon les magistrats français en exercice dans les pays du Levant sont recrutés par les autorités françaises qui les imposent en somme aux autorités locales. Ce mode de recrutement des magistrats ne ressemble-t-il pas plutôt à celui de la désignation des représentants diplomatiques et ne teint-il pas leur condition d'une certaine exterritorialité ?

La ressemblance entre les deux situations s'accroît, si nous abordons certains autres points capitaux du statut de ces magistrats.

Envisageons le point de vue disciplinaire par exemple, nous verrons que ces magistrats ne sont pas soumis au régime de droit commun applicable généralement aux juges, régime auquel sont soumis leurs collègues syriens ou libanais.

En effet, il ressort des dispositions de l'arrêté N° 2030 du 7 juillet 1923 qu'une plainte ne saurait être déposée contre l'un de ces magistrats qu'en tant que l'autorité qui l'a nommé estime qu'elle est fondée. Dans ces conditions, le Haut-Commissaire se réserve le droit d'entendre le magistrat ou auxiliaire incriminé. Il procède au besoin par enquête et provoque l'avis du premier Président de la Cour de Cassation. Il apprécie et peut, sur avis conforme dudit premier Président, prononcer la seule peine de résiliation du contrat d'engagement.

Lors de la réforme de 1928, ce système disciplinaire n'a pas reçu des modifications profondes. Le Haut-Commissaire demeure toujours l'autorité unique qui doit être saisie de la plainte, mais au lieu de provoquer l'avis du premier Président de la Cour de Cassation, il peut provoquer au besoin celui d'une commission composée dudit premier Président et du Procureur général français près la Cour de Cassation, Inspecteur général de la

Justice. De même les sanctions peuvent désormais être soit la résiliation du contrat d'engagement et le magistrat est alors remis à la disposition de son administration d'origine, soit le déplacement d'office du magistrat ou auxiliaire de justice intéressé.

Mais, si les autorités locales ne jouent aucun rôle en ce qui concerne la discipline des magistrats étrangers; si elles regardent faire en cette matière les Représentants de la France délégués auprès d'elles, elles se trouvent réduites, en ce qui concerne l'avancement de ces magistrats, au rôle de spectatrices à l'égard des Autorités de la Métropole elles-mêmes qui agissent dans ce cas directement.

Voici, en effet, comment, d'après l'arrêté interministériel précité du 31 janvier 1932, cet avancement doit s'effectuer :

Le Haut-Commissaire adresse, chaque année avant le 1^{er} juillet, au Ministre des Affaires Etrangères de France, ses « présentations » en vue du tableau d'avancement, en indiquant par ordre de mérite dans chaque fonction et dans chaque classe les magistrats qu'il juge dignes d'obtenir un avancement.

Le tableau d'avancement est alors « dressé et arrêté » par une commission instituée au Ministère des Affaires Etrangères et composée :

1^o De trois Conseillers à la Cour de Cassation dont un en qualité de Président, désignés par arrêté du Garde des Sceaux ;

2^o du Sous-Directeur des Affaires d'Afrique et Levant au Ministère des Affaires Etrangères ou de son représentant ;

3^o du Directeur du Personnel et de la comptabilité au Ministère de la Justice ou de son représentant.

Remplit les fonctions de secrétaire de la commission avec voix consultative le Secrétaire général du Haut-Commissaire ou à défaut son représentant.

Cette procédure nous montre d'une façon nette que les autorités locales qui ne figurent d'aucune manière à la commission d'avancement, ne peuvent que s'incliner devant ses décisions, sans avoir son mot à dire au sujet de l'opportunité de la mesure envisagée.

Nous résumons en disant que les membres de la famille judiciaire française détachés durant la période du Mandat auprès des Juridictions du Liban et de la Syrie jouissent d'un statut qui leur est propre, que ce statut est exorbitant du droit commun puisqu'il les met dans une situation quasi internationale en assurant leur indépendance à l'égard des autorités locales.

CHAPITRE II

COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS MIXTES

Les Juridictions Mixtes instituées par le Mandat en remplacement des Juridictions consulaires et Tribunaux des causes mixtes ottomans ont ceci de particulier qu'elles ne jugent pas tous les étrangers et qu'elles ne jugent pas que les étrangers. De plus, même les étrangers qui sont justiciables devant elles échappent parfois à leur action au profit d'autres juridictions spéciales.

Ce chapitre sera divisé en deux sections :

Section I. Compétence normale des Juridictions mixtes.

Section II. Leur compétence anormale.

Quant aux restrictions apportées à ces compétences, elles seront respectivement indiquées dans l'une et l'autre section.

SECTION I

Compétence normale des Juridictions Mixtes

Distinguons la compétence *ratione personae* et la compétence *ratione materiae*.

§ 1. — COMPÉTENCE RATIONE PERSONAE

Pour que les Juridictions Mixtes puissent se déclarer compétentes, il faut en principe qu'une personne étrangère physique ou morale soit en cause. Il y a donc lieu de déterminer en ce qui concerne ces deux catégories de personnes le critérium qui en fait des étrangers.

A. — *Les Personnes physiques étrangères*

Dans aucun pays du monde la notion de l'étranger n'est demeurée immuable, mais au Levant, elle a subi une plus grande évolution du fait qu'en se laïcisant, elle a passé par un état intermédiaire sous le régime capitulaire. L'étude de cette évolution comprend donc les trois parties suivantes :

- a) Les étrangers en Droit islamique ;
- b) Les étrangers dans le Droit ottoman ;
- c) Les étrangers dans le Droit du Mandat.

a) *Les étrangers en Droit islamique.*

D'après la théorie musulmane, le monde est divisé en deux parties : Dar el Islam et Dar el Harb.

1. Les habitants du Dar el-Islam sont soit des musulmans, soit des non-musulmans. Or, la nationalité étant synonyme de religion, seuls les musulmans étaient citoyens et un étranger qui devenait musulman, changeait ipso facto de nationalité, peu importe la condition du domicile, celle de la résidence seule devait être prise en considération.

Quant aux non-musulmans ils comprenaient, en particulier les « asshab el Kitab » ou « gens du Livre » (monothéistes scripturaires), qui devaient ou se convertir ou payer leur liberté par des impôts particuliers : le Kharage (sorte d'impôt foncier) et la Jiziah (sorte de capitation proportionnelle à la richesse dont on exemptait les membres du clergé ainsi que les femmes, les enfants et les vieillards). De cette façon, ils conservaient leur personne et leurs biens, mais ils n'étaient pas admis au service militaire et ne prenaient pas part, sauf quelques rares exceptions, à l'exercice de la vie politique. C'était la situation commune aux chrétiens et juifs, que l'on désignait également par les « Zimmiïnes ».

2. Le Dar el Harb signifiait soit les pays qui étaient soumis aux non-musulmans soit ceux qui étaient en guerre avec les musulmans (Harb = guerre), leurs habitants sont les ennemis de la religion, on les désignait par « Harbiïnes ». Aucune pitié pour eux, ils n'avaient qu'à se convertir s'ils tenaient à la vie. Toutefois, ils pouvaient être temporairement admis dans les pays de l'Islam ou être autorisés à y demeurer. Pour cela il fallait soit un pacte dit « Amane général » conclu avec le Dar el Harb, soit un permis spécial « Amane spécial » octroyé à l'étranger Harbi qui s'appelait alors « Moustamin » et bénéficiait de la protection du souverain en ce sens qu'il jouissait de la liberté de circulation et de commerce.

Ce sont donc les Zimmiïnes et les Moustaminines qui étaient dans les pays de l'Islam les véritables étrangers. Ils ne pouvaient juger les procès relatifs aux musulmans comme ils ne pouvaient pas être cités comme témoins dans lesdits procès, et les conflits qui surgissaient entre eux devaient être tranchés par leurs propres juges, les

premiers d'après leur « Livre » et les derniers suivant leur loi nationale. Telle devait être leur condition judiciaire, du moins d'après la majorité des jurisconsultes musulmans.

Quant au jugement rendu par la juridiction étrangère, il différerait du jugement rendu par la juridiction islamique sur les points suivants :

1° Il avait un caractère arbitral, c'est-à-dire qu'il répondait à un accord antérieurement conclu entre les parties, accord en l'absence duquel le pouvoir de juger revenait à la Juridiction islamique de droit commun.

2° De plus, ce jugement était dénué de toute puissance publique. Il n'était ni obligatoire ni exécutoire, à moins d'avoir été homologué par le juge musulman. Or celui-ci ne sanctionnait jamais le jugement rendu par un non-musulman dans un conflit où un musulman était intéressé.

De cette façon, le non-musulman, c'est-à-dire l'étranger comparaisait souvent devant le juge musulman, qui était d'ailleurs tenu de le mettre sur un pied d'égalité avec la partie adverse car c'était là pour lui une obligation que lui dicte la loi musulmane relative aux devoirs du juge.

b) *Les étrangers dans le Droit ottoman.*

Dans l'Empire ottoman, seuls en principe étaient considérés comme étrangers les ressortissants des Etats qui avaient conclu une capitulation avec le Sultan. C'étaient d'abord les Francs puis les ressortissants des autres Puissances qui ont suivi à ce sujet l'exemple de la France (1).

(1) *Supra*, p. 11.

D'autre part, les sujets des puissances capitulaires, d'abord considérés comme étrangers à titre purement provisoire, vu le caractère primitivement temporaire des capitulations elles-mêmes, ont fini par être considérés comme étrangers à titre définitif quand les capitulations ont revêtu un caractère permanent.

A ces étrangers proprement dits il faut ajouter deux autres catégories de personnes qui leur sont assimilées :

1° Les protégés sujets ottomans, c'est-à-dire des sujets ottomans qui ont bénéficié des dispositions du Règlement du 23 Safar 1280 (9 août 1866) ou qui jouissaient d'une situation acquise de protection par l'effet de la coutume antérieure ;

2° Les protégés sujets étrangers, c'est-à-dire ceux des étrangers dont les pays n'avaient pas conclu de capitulation avec la Porte et qui obtenaient la protection, à leur choix, d'une des Puissances Capitulaires, alors qu'au début du régime Ottoman seule la France était considérée comme leur protectrice unique et commune. C'est ainsi que la France, l'Italie et l'Allemagne ont fini par être considérées comme exerçant en commun la protection à l'égard des ressortissants Suisses, et les Etats-Unis d'Amérique, l'Espagne et le Portugal à l'égard des originaires de l'Amérique du Sud.

La nationalité étrangère des ressortissants des Puissances étrangères non capitulaires n'a été précisée que par l'effet de la loi du 19 janvier 1869 sur la nationalité, car, tous ceux que cette loi ne considérait pas comme ottomans, devaient dorénavant être considérés comme étrangers.

La loi de 1869 a été promise par le Hatt Hamayon du 18 février 1856 qui a sécularisé en grande partie le droit ottoman. Elle a donné le coup de grâce au critérium de

la foi en matière de nationalité et l'a remplacé en principe par le jus sanguinis et le jus soli. Voici la teneur de ses deux premiers articles qui constituent sans aucun doute, en matière juridictionnelle, une des plus grandes innovations ottomanes du siècle :

« ARTICLE PREMIER. — Tout individu né d'un père ottoman et d'une mère ottomane ou seulement d'un père ottoman, est sujet ottoman.

« ART. 2. — Tout individu né sur le territoire ottoman de parents étrangers, peut, dans les trois années qui suivront sa majorité, revendiquer la qualité de sujet ottoman. »

Ceux qui ne répondaient pas aux conditions mentionnées dans ces textes devaient donc être réputés étrangers. Toutefois, la naturalisation est possible à la condition d'être majeur, de résider durant cinq années consécutives dans l'Empire Ottoman et d'adresser une demande au Ministre des Affaires Etrangères.

Toutes ces conditions sont inspirées par la conception moderne du Droit. Mais le législateur ottoman rétrograde lorsqu'il octroie au Gouvernement Impérial le pouvoir d'accorder extraordinairement la nationalité ottomane à un étranger, qui, sans remplir les conditions précitées de la naturalisation « serait jugé digne de cette faveur exceptionnelle » (1).

Or, cette « faveur exceptionnelle » pouvait être acquise par ceux qui, comme le décidait l'ordre Grand Viziriel du 5 juillet 1894, « se convertissaient à l'Islam ».

Et voilà comment une disposition pareille a battu en brèche le caractère politique de la nationalité en la revêtant de nouveau d'un caractère religieux.

Quoiqu'il en soit la loi précitée de 1869 constitue un

(1) Article 4 de la Loi de 1869.

progrès réel sur l'état de choses antérieur. Elle fut d'ailleurs complétée par un Règlement du 29 juillet de la même année instituant au Ministère des Affaires Etrangères une Commission spéciale, dite Bureau de la nationalité, chargée de constater à la lumière des traités, lois et règlements en vigueur, la nationalité véritable des individus qui, présumés sujets ottomans, prétendraient à une nationalité ou à une protection étrangère. Avant cette date, c'est le Conseil d'Etat Ottoman qui était qualifié pour décider de la nationalité contestée d'un habitant de l'Empire.

En Egypte, les étrangers sont outre les ressortissants des quatorze Puissances qui ont adhéré à la Réforme, tous les non-égyptiens, même s'ils n'avaient pas de consuls en Egypte, et cela en vertu d'une interprétation extensive de l'article 9 du Règlement sur l'organisation judiciaire. Ces étrangers ont fini par relever des Tribunaux Mixtes, après plusieurs controverses avec les Tribunaux indigènes. En particulier les Marocains furent tenus pour étrangers depuis que le Maroc est entré sous le protectorat de la France.

Les étrangers comprennent également en Egypte les sujets ottomans qui sont « protégés » étrangers, ainsi que cela a été décidé par la Cour d'Alexandrie en date du 28 février 1892 (1).

Quid des ressortissants des Etats qui étaient autrefois compris dans l'Empire Ottoman au même titre que l'Egypte et qui sont depuis la fin de la Grande Guerre placés sous Mandat, tels que les palestiniens, syriens et libanais dont la nationalité a été établie par le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923. Sont-ils considérés par

(1) *Bulletin de législation et de Jurisp. Mixte*, 1892, p. 211

les Tribunaux de la Réforme comme étrangers ou indigènes ?

La notion de Mandat international est vague et imprécise et il s'ensuit une jurisprudence hésitante et flottante concernant l'admissibilité de pareils justiciables dans le forum mixte d'Égypte.

Un jugement rendu par le Tribunal de Mansourah en date du 12 mai 1925 avait déclaré les palestiniens comme jouissant d'une nationalité étrangère et comme tels relevant des Juridictions mixtes pour leurs procès civils et commerciaux. Un autre jugement du Tribunal sommaire du Caire en décide de même relativement aux ressortissants turcs et un troisième jugement du Tribunal de Mansourah porte la même appréciation en ce qui concerne les Syriens (1).

Tel n'a cependant pas été l'avis de la Cour d'Appel mixte qui, dans son arrêt du 4 mai 1925 a estimé que les Syriens, « anciens sujets passifs des capitulations ne peuvent pas se poser en sujets actifs de ces capitulations ».

Un *modus vivendi* du 20 mars 1925 qui a été ratifié par la France en date du 12 juillet 1930 pour le compte des pays placés sous son Mandat, est venu enfin régler cette question. Son article premier fixe la situation des Syriens et Libanais de passage en Égypte ou venant s'y établir, en les plaçant « sous la protection de la France », mais sous réserve que cette protection ne confère auxdits citoyens syriens et libanais « aucune immunité ni privilèges juridictionnels ou fiscaux ni, en général, aucune des prérogatives se rattachant au régime capitulaire dont ils ne jouissaient pas auparavant ».

De cette façon, et bien que les catégories des étrangers

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, 1928, p. 952 et 1045.

soient assez nombreuses dans l'Egypte capitulaire — et le régime de la Réforme n'est autre chose qu'un régime capitulaire atténué — elles ne comprennent donc pas les sujets des Etats détachés de l'ancien Empire Ottoman, comme les Irakiens, Palestiniens, Libanais et Syriens.

Notons enfin qu'en Egypte le nombre des étrangers a été réduit par l'effet des Décrets-Lois des 26 mai 1926 et 10 mars 1929, qui sont venus réglementer la nationalité égyptienne après la reconnaissance de l'indépendance de l'Egypte par la Grande-Bretagne en 1922. Ils ont assimilé dans cette nationalité les anciens ressortissants ottomans établis en Egypte ainsi que les personnes rattachées par leur race à la majorité d'un Etat de langue arabe ou de religion musulmane.

c) Les étrangers dans le Droit du Mandat.

La notion d'étranger a subi sous le régime du Mandat une évolution sérieuse.

Considéré sous l'angle des obligations internationales assumées par la Puissance Mandataire, le terme « étrangers » englobe les ressortissants des Etats mandants, c'est-à-dire membres de la S.D.N., ainsi que ceux des Etats-Unis d'Amérique, cette dernière Puissance ayant reconnu le Mandat de la France sur la Syrie et le Liban et obtenu pour ses ressortissants la jouissance et le bénéfice de tous les droits et avantages assurés par les termes du Mandat aux membres de la S.D.N. ainsi qu'à leurs ressortissants, par la Convention Gouraud-Knabenshue en date du 4 avril 1924, dont l'échange de ratifications et par conséquent l'entrée en vigueur, eut lieu le 13 juillet de la même année.

Considéré sous l'angle judiciaire, c'est-à-dire de l'ad-

missibilité devant les Juridictions Mixtes, le terme « étrangers » a subi sous le régime du Mandat des modifications perpétuelles. Toutefois les étrangers déterminés par la loi sont toujours recevables devant ces Juridictions sans aucune condition de domicile ni de résidence. La simple présence de l'étranger en Syrie ou au Liban suffit donc pour déterminer la compétence de ces Juridictions.

L'arrêté N° 1109 du 16 novembre 1921 a commencé par faire dépendre la notion du terme « étranger » de la nature du procès.

a) S'agissait-il d'un procès civil ou commercial, les étrangers non capitulaires étaient en principe seuls admis devant les « Juridictions des Causes Etrangères », alors que les étrangers capitulaires n'étaient admis devant lesdites juridictions que si elles avaient passé avec leurs contractants une convention attributive de compétence.

Toutefois, en matière de faillite ou de liquidation judiciaire, les étrangers, fussent-ils ou non capitulaires, devaient comparaître devant lesdites Juridictions avec la faculté pour les capitulaires de décliner la compétence « à l'ouverture des opérations ».

b) S'agissait-il d'un procès pénal : ou l'infraction commise est prévue par le Code pénal et alors les étrangers sont les non capitulaires ou par un arrêté de l'Administration des territoires et alors les étrangers quels qu'ils soient sont justiciables desdites Juridictions.

Enfin ces Juridictions jouaient le rôle de conseils de guerre à l'égard de « tous individus non militaires ».

Les arrêtés N°s 2028 et 2029 du 7 juillet 1923 ont mis fin à ces diverses distinctions en admettant devant les Juridictions qu'elles instituent les « étrangers » quels

qu'ils soient. Aucun doute désormais sur le sens général et extensif qui doit être prêté au mot « étranger ». La Cour d'Appel de Beyrouth observe à ce sujet dans son arrêt du 17 juin 1924 ce qui suit : « Il convient de retenir dans cet ordre d'idées, que la S.D.N. dont la France est la Mandataire dans ces pays nouvellement libérés, a prescrit qu'il y fût institué un système judiciaire assurant tant aux indigènes qu'aux étrangers la garantie complète de leurs droits, et il paraît impossible devant une formule aussi large de restreindre le sens du mot étranger ».

Et la Cour appuie son opinion sur la volonté expresse du Haut-Commissaire à ce sujet. Elle dit dans l'arrêt susénoncé « qu'à deux reprises le Haut-Commissaire de la République Française a attribué, après avis du Bureau des nationalités, la qualité d'étranger à un Egyptien et à un Tchéco-Slovaque, non ressortissants des anciennes Puissances Capitulaires ».

Désormais donc, étaient compris dans le terme « étrangers » les ressortissants des anciennes Puissances non-capitulaires et même les ressortissants des Etats voisins, ayant appartenu autrefois à l'Empire Ottoman, tels que les Irakiens et Palestiniens.

Cet état de choses va durer jusqu'au 17 février 1928 quand une énumération limitative des étrangers sera donnée par les textes réorganisant la Justice mixte.

Avant de dresser cette liste, le législateur a, à juste titre, jugé indispensable de fixer la nationalité locale et déterminer les conditions de la naturalisation.

A la base de cette œuvre délicate, on rencontre le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 qui a consacré la fin de la domination de la Turquie sur le monde musulman en admettant l'indépendance des Etats suivants :

l'Egypte, la Syrie, la Palestine, le Liban, le Hedjaz, la Transjordanie et l'Irak.

Or, la nationalité des habitants a reçu dans les articles 30 à 36 et 143 de ce Traité une nouvelle base savoir le jus soli. L'article 30 est en particulier conçu en ces termes : « Les ressortissants turcs établis sur les « territoires qui, en vertu du présent traité sont détachés de la Turquie, deviendront de plein droit, et « dans les conditions de la législation, ressortissants « de l'Etat auquel le territoire est transféré ».

Le Traité de Lausanne, qui a été ratifié les 1^{er} avril et 6 août 1924 par la Turquie, l'Empire Britannique, l'Italie et le Japon, n'a été ratifié par la France que le 30 août 1924. Le même jour deux arrêtés du Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban, N^{os} 2825 et 2825 bis ont confirmé de plein droit dans la nationalité libanaise et syrienne les ressortissants turcs établis à la date du 30 août 1924 sur les territoires du Grand Liban et de la Fédération des Etats de Syrie.

Toutefois, ces textes accordent aux personnes âgées de plus de 18 ans et établies à la date précitée sur lesdits territoires un droit d'option dans le délai de deux ans soit pour la nationalité turque, soit pour celle de l'un des Etats nouvellement constitués par le démembrement de l'Empire Ottoman, sous réserve pour l'optant de transporter son domicile dans l'Empire en faveur duquel il aura opté dans le délai de douze mois à compter de la date d'option.

Une disposition analogue est prévue pour les personnes originaires des Etats sous Mandat Français et établies à la date du 30 août 1924 en Turquie pour opter en faveur de la nationalité libanaise ou syrienne.

Quant à la femme mariée, elle devait suivre la condition de son mari, et les enfants mineurs celle de leurs parents.

Le 19 janvier 1925 deux nouveaux arrêtés N^{os} 15 et 16/S ont déterminé et réglementé les nationalités libanaise et syrienne sur la base du Jus sanguinis. Toutefois, le Jus soli continue à jouer quand l'individu né sur le territoire libanais ou syrien ne justifie pas avoir à sa naissance acquis par filiation une nationalité étrangère. En somme, ce sont en principe les dispositions de la loi française qui ont été appliquées mutatis mutandis aux pays du Levant placés sous Mandat. Quant à la naturalisation, elle peut être acquise : soit par une résidence non interrompue de cinq années, soit par le mariage avec une libanaise ou une syrienne, mariage suivi d'une résidence non interrompue d'un an respectivement au Liban ou en Syrie, soit enfin en rendant au pays des « services importants ».

L'effet du mariage sur la nationalité se résume ainsi : la femme étrangère épousant un Libanais ou un Syrien deviendra Libanaise ou Syrienne de plein droit ; mais la femme libanaise ou syrienne qui épouse un étranger garde sa nationalité d'origine, à moins que la loi nationale du mari ne lui confère la nationalité de celui-ci.

Notons enfin que l'arrêté 16/S octroie aux ressortissants de l'Etat de Syrie, du Gouvernement de Lattaquieh et du Djebel Druze, par analogie aux citoyens vivant dans un pays de régime fédéral, une sorte de grande nationalité qui les identifie du point de vue international, c'est la nationalité syrienne, et une petite nationalité qui en fait les *citoyens* de l'un ou de l'autre de ces pays.

Ce texte n'a réglementé que la grande nationalité, la

petite nationalité ne se manifestant en ce qui concerne les ressortissants desdits pays que par leur inscription sur les registres d'état-civil de l'un ou de l'autre de ces pays.

Maintenant que les nationaux sont déterminés, on devrait conclure que ceux qui ne le sont pas doivent être déclarés « étrangers » et par conséquent justiciables des Juridictions Mixtes.

Or, il n'en est rien à partir du 17 février 1928, car à cette date l'arrêté du Haut-Commissaire N° 1820 pour la Syrie, l'arrêté 1823 pour l'Etat des Alaouites, ainsi qu'une loi pour le Liban réorganisent la Justice Mixte et déterminent les étrangers privilégiés qui doivent en bénéficier. Ce sont :

1° Les ressortissants des Etats d'Europe qui, au 1^{er} août 1914 bénéficiaient des capitulations ou de privilèges particuliers de Juridiction, ou dont le territoire actuel a été détaché de ces Etats capitulaires ou privilégiés.

Font donc exception les ressortissants de la Bulgarie, de la Yougoslavie et de l'Albanie.

2° Les ressortissants des pays qui relèvent des Etats capitulaires ou privilégiés, c'est-à-dire les individus originaires de leurs colonies ou des pays placés sous leur protectorat, « à l'exception des pays placés sous leur Mandat ».

3° Les ressortissants des Etats d'Amérique et du Japon, les premiers comme conséquence de l'accord Gouraud-Knabenshue du 4 avril 1924 et les seconds comme conséquence du Traité de Sèvres du 10 août 1920 qui n'a pourtant pas été ratifié.

4° Enfin, les ressortissants des Etats admis par con-

vention spéciale à bénéficier de l'institution des Juridictions mixtes. C'est ainsi que les Iraniens ont été déclarés étrangers en vertu d'une convention spéciale, l'accord franco-iranien du 7 août 1935, devenu exécutoire à partir de cette même date par arrêté du Haut-Commissaire n° 218/L.R. du 19 septembre 1935 et les Turcs seraient rendus justiciables des juridictions mixtes par l'effet de l'accord récent franco-turc d'Ankara du 4 juillet 1938 et son protocole relatif à la nationalité.

Il est vrai que les ressortissants du Royaume arabe séoudien ont pu bénéficier à un certain moment du forum mixte, mais la convention les concernant est venue à expiration en date du 20 décembre 1930 et n'a pas été renouvelée.

Si telles sont les catégories d'étrangers qui sont justiciables des Juridictions mixtes, est-ce à dire que les autres non syriens ou non libanais ne doivent être admis que devant les Juridictions locales. Evidemment non, car pareille mesure aurait soulevé des difficultés internationales insurmontables. Voilà pourquoi le législateur a laissé la possibilité à ces étrangers de s'adresser aux Juridictions mixtes — du moins en matière civile et commerciale — quand préalablement au procès, ils avaient conclu avec les autres parties en cause une convention attributive de compétence « formelle et expresse » en faveur des dites juridictions.

Quid maintenant de la condition judiciaire des anciens protégés des Puissances étrangères ?

Depuis l'arrêté du Haut-Commissaire N° 2226 du 13 octobre 1923 la protection ayant été abolie à partir du 1^{er} novembre 1923, par application de l'article 5 de la Charte du Mandat du 24 juillet 1922, les Juridictions mixtes se sont toujours déclarées incompétentes à l'égard

des affaires intéressant les protégés et ont toujours assimilé ces derniers aux autres ressortissants locaux (1).

Et les Consuls eux-mêmes, sont-ils justiciables des Juridictions mixtes ou locales ? La question semble bizarre au prime abord, leur accès au forum mixte ne semblant pas devoir être douteux. Or, le même article 5 de la Charte du Mandat a suspendu « les privilèges et immunités des étrangers », c'est-à-dire les capitulations, et les Consuls qui tiraient de ces capitulations leurs immunités, ne devraient-ils pas devenir justiciables des Tribunaux locaux ?

La Cour de Cassation mixte de Syrie a rejeté le moyen dans son audience du 30 décembre 1933 (2) pour les motifs suivants :

« Attendu que ce texte (l'article 5 de la Charte du Mandat) ...ne saurait être applicable aux immunités dont jouissaient en Syrie et jouissent encore les agents diplomatiques et les Consuls, puisqu'il est muet en ce qui les concerne ;

« Attendu que l'exercice du Mandat français ne saurait justifier de plano une abrogation des conventions ou usages internationaux tant que ces usages ou conventions ne sont pas contradictoires avec cet exercice, que dans ces conditions, il convient de continuer à appliquer en toutes matières, les lois ottomanes que des textes postérieurs n'ont pas abrogées ;

« Attendu que le statut des Consuls étrangers en Turquie était le suivant : En principe, ces Consuls n'avaient aucun droit de par les capitulations à prétendre aux prérogatives d'exterritorialité, base du principe de l'Immunité dont jouissaient les agents diplomatiques, représentants des Puissances (Young T. I, p. 269, § 3) et ils devaient en matière civile, théoriquement parlant, être soumis aux Juridictions de la Su-

(1) Voir notamment : Trib. Civil Alep et Appel Alep ; *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, juillet 1926, p. 445 et mars 1927, p. 695.

(2) *Gaz. Trib. Libano-Syriens*, nov. 1933, p. 301.

blime Porte (même réf. p. 270) mais qu'en pratique la coutume réformant ou complétant les capitulations, a fait aux Consuls, en Turquie, au point de vue de l'immunité de Juridiction, une situation très nette en les assimilant en matière civile aux Ministères Publics. Que c'est ainsi que les Consuls étrangers étaient exempts de la Juridiction ottomane, dans leurs rapports avec leurs ressortissants, avec les autres étrangers ou avec les sujets ottomans (Young T. I, p. 270) ;

« Attendu qu'il résulte de ces textes que rien n'est venu modifier dans les pays placés sous Mandat français, que les Consuls étrangers sont donc justiciables de leurs Tribunaux nationaux. »

Il faut reconnaître que les motifs invoqués par l'arrêt ne sont pas très solides, car on ne voit pas comment le régime capitulaire peut coexister avec celui du mandat. Il faut dire qu'il s'agit de protéger les Consuls d'une manière ou d'une autre, et sous les apparences d'interpréter les textes en vigueur, les auteurs de l'arrêt n'ont pas hésité pour cela à créer du droit. Bien plus, l'arrêt semble mettre sur le même pied tous les Consuls, et dans la pratique, la question ne s'est pas posée pour un Consul non capitulaire, l'arrêt ci-dessus étant relatif à une affaire intéressant le Consulat d'Autriche, ancien pays capitulaire.

En Egypte, les Consuls n'étaient pas au début justiciables des Tribunaux de la Réforme quand un Décret du 1^{er} mars 1901 est venu distinguer les Consuls « Missi » et les Consuls « Electi », en soumettant en principe ces derniers à la compétence des Juridictions mixtes, les Consuls « Missi » ne devant comparaître devant ces juridictions que par mesure d'exception.

Dans les pays du Levant placés sous Mandat anglais, la Palestine et l'Irak, la notion d'étranger se distingue de celle qui a été adoptée en Syrie et au Liban.

En ce qui concerne la Palestine, les étrangers, au point de vue judiciaire sont, d'après l'article 59 de l'Order in Council de 1922, les « nationaux » et « sujets » des Etats Européens, des Etats Américains et du Japon. Sont exclus les originaires des pays de protectorat ou ceux placés sous le Mandat d'un Etat Européen, ainsi que les sujets ottomans et ceux qui ont perdu la nationalité ottomane sans acquérir une autre nationalité.

Mais c'est surtout pour la naturalisation que le législateur s'est montré très libéral en Palestine. Ce libéralisme lui a d'ailleurs été imposé par l'article 7 de l'Acte du Mandat obligeant le Mandataire à établir une loi sur la nationalité qui devra comporter « des clauses destinées à faciliter aux Juifs qui s'établiront en Palestine d'une façon permanente, l'acquisition de la nationalité palestinienne ».

Aussi, la loi dite « Palestine Citizenship order » qui a été publiée en 1925 en application de l'article précité, n'exige, pour l'acquisition de la nationalité palestinienne, que les conditions ci-après :

- a) Une résidence en Palestine de deux ans au moins,
- b) Une bonne conduite,
- c) Une certaine connaissance de la langue anglaise, arabe ou hébraïque,
- d) Enfin l'intention de s'établir en Palestine au cas où la naturalisation est accordée.

Toutes ces conditions sont aisées à remplir, seule la première pouvant présenter quelque difficulté.

Observons toutefois que quand le Mandat anglais fut étendu à la Transjordanie, l'Angleterre s'est engagée à ne pas étendre à ce territoire les mesures prises en

Palestine et qui sont de nature à faciliter l'immigration et l'assimilation des Juifs.

En Irak, deux accords judiciaires ont remplacé les capitulations abolies. Le premier date du 25 mars 1924, et il a été conclu en exécution du Traité du 10 octobre 1922 et le second est venu le remplacer le 4 mars 1931. Ce dernier n'apporte aucune modification à l'acception du mot « étranger » pris au sens judiciaire. Sont étrangers aux termes des dits accords « les ressortissants de tout Etat d'Europe et d'Amérique qui bénéficiaient précédemment du régime des Capitulations en Turquie et n'y ont pas renoncé... et les ressortissants de tout Etat d'Asie qui est représenté de façon permanente au Conseil de la S.D.N. »

En Irak, on le voit, les étrangers, au point de vue judiciaire sont peu nombreux. D'ailleurs la loi sur la nationalité irakienne du 9 octobre 1922 a assimilé certains étrangers en établissant un *jus soli* conférant à toute personne née de père né en Irak la nationalité du pays.

B. — *Les personnes morales étrangères*

Comme les personnes physiques étrangères, les personnes morales étrangères sont justiciables des Tribunaux mixtes. Mais le souci de protéger cette catégorie de personnes leur a donné au Levant une physionomie juridique particulière qu'on ne leur reconnaît pas dans les autres pays. C'est ainsi que la théorie de la réalité de la personne morale l'emporte ici sur celle de la fiction et que l'on assimile sans hésitation les associations aux sociétés au point de vue de leur statut juridique.

Nous allons envisager tour à tour le cas des Etats Etrangers, des sociétés et des associations étrangères.

a) *Les Etats étrangers :*

La question est discutée en doctrine pour savoir si un Etat étranger peut être rendu justiciable d'une juridiction étrangère. Pour quelques auteurs, un Etat accomplit dans tous ses actes une fonction publique et doit en conséquence jouir d'une immunité absolue de juridiction et « tout fossé qu'on creuserait entre l'Etat titulaire de la souveraineté d'une part, et l'Etat contractant de droit privé d'autre part, semble donc se révéler artificiel et arbitraire » (1).

En France, la Cour de Cassation s'était prononcée dans ce sens par un arrêt déjà ancien (Cassation, 22 janvier 1849, D.P. 49. 1. 9.), où il avait été décidé que les tribunaux nationaux sont absolument incompétents vis-à-vis des Etats étrangers, dans une espèce où deux Français ont actionné en France le Gouvernement Espagnol pour le paiement d'une fourniture pour les troupes.

Cette jurisprudence, qui assimilait les actes de gestion accomplis par un Etat à ses actes de souveraineté proprement dits a été vivement critiquée par certains auteurs et ces critiques sont d'autant plus fondées que les actes de gestion accomplis par les Etats sont devenus de plus en plus nombreux en raison de l'influence des théories socialistes. Aussi, la Jurisprudence française a accepté au cours du siècle dernier les deux tempéraments suivants au principe de l'immunité absolue de Juridiction des Etats étrangers :

(1) Note de M. Savatier, rapportée par M. Camille Eddé : *Gazette des Tribunaux Libano-Syriens*, avril 1930, p. 161.

1. - En cas d'actions réelles portant sur des immeubles situés en France. (Trib. Seine, 16 avril 1847, D.P. 49. 1. 7.)

2. - Au cas où l'Etat étranger a accepté expressément ou tacitement la Juridiction française. (Trib. Seine, 20 avril 1888. Journal Dr. international privé 1888, p. 970 et Paris, 14 déc. 1893, D.P. 94. 2. 421 et la note.)

Cependant, le revirement de la Jurisprudence française n'a été définitivement fixé que depuis une date récente. Il a été préparé par une ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Marseille en date du 12 février 1924, assimilant les Etats étrangers aux étrangers et les rendant justiciables des tribunaux nationaux lorsqu'il s'agit pour eux de l'exercice ou de la défense d'un droit privé. Le 19 février 1929, la Cour Suprême a consacré définitivement cette thèse en rompant définitivement avec l'arrêt précité du 22 janvier 1849 et en posant que les Etats étrangers deviennent justiciables des Tribunaux nationaux chaque fois qu'ils accomplissent des actes de commerce qui n'aient point de relation avec le principe de souveraineté.

Dans les Etats du Levant sous Mandat français, une législation toute récente, pour des raisons de prestige et d'opportunité, interdit aux Tribunaux syriens ou libanais de tous ordres de connaître des demandes introductives d'instance ou incidentes « dirigées contre » l'Etat Français, Puissance Mandataire. (Arrêté N° 53/L. R. du 21 avril 1938.)

Outre cette exception, seule l'ancienne jurisprudence française tempérée a reçu son application, celle du 19 février 1929 n'ayant pas encore eu l'occasion d'y voir le jour.

Dans son audience du 6 mai 1925 (1), dans une action dirigée contre la compagnie du Chemin de fer Damas-Hama et prolongements, où le Haut-Commissaire a été mis en cause pour représenter la République française, le Tribunal civil de Beyrouth a statué ainsi qu'il suit :

« Sur l'appel en garantie de l'Etat français :

« Attendu qu'un Etat souverain ne saurait être contraint de se présenter à la barre d'un autre Etat ;

« Attendu que l'Etat libanais soumis au Mandat de la France n'en constitue pas moins un Etat distinct de cette Puissance, laquelle ne peut, si elle n'y consent, être citée devant un tribunal libanais ;

« Attendu qu'il appartiendra à la société défenderesse de se pourvoir si elle le croit utile, devant les tribunaux français pour faire statuer sur sa demande en garantie :

« omissis.....

« Par ces motifs :

« Rejette l'appel en garantie, le consentement de l'Etat français n'étant point rapporté. »

En réalité, le rejet aurait dû être autrement motivé, car en l'espèce, l'Etat français n'a pris en main l'exploitation des Chemins de fer de Syrie que dans un but purement stratégique, accomplissant par là un acte de souveraineté qui doit en conséquence échapper à la Juridiction d'un tribunal étranger, les Tribunaux mixtes étant en Syrie des Tribunaux nationaux, appliquant la loi nationale.

De même, la Cour de Cassation libanaise a, dans son arrêt du 6 juillet 1926 (2), accepté en qualité de demanderesse la Chefferie du Génie de Beyrouth, parce que agissant au nom de l'Etat français, en vertu d'une auto-

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, janvier 1926, p. 241.

(2) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, juillet 1926, p. 430.

risation à elle donnée par le Général Commandant Supérieur des Troupes du Levant.

« Attendu — en effet — que le principe de l'indépendance réciproque des Etats en vertu duquel un Etat souverain ne peut être traduit devant les Tribunaux d'un autre Etat pour des actes accomplis en vertu de son droit de souveraineté, est une règle du droit des gens et non pas un principe d'ordre public ;

« Que tout Etat souverain est libre de renoncer à s'en prévaloir et peut accepter la Juridiction des Tribunaux étrangers, ainsi que l'énonce clairement l'article 14 du code civil français ;

« etc... etc... »

Et la Cour se déclare compétente parce que l'Etat français représenté par le Génie, a pu légalement user de la faculté qu'il avait de plaider devant une Juridiction libanaise.

Il faut espérer que la nouvelle jurisprudence française de 1929 recevra, dans l'intérêt des particuliers, son application en Syrie, que les Tribunaux mixtes se déclareront, le cas échéant, compétents chaque fois qu'il s'agira d'un acte de gestion accompli par un Etat étranger et dans lequel un Syrien sera intéressé.

Observons que cette jurisprudence a déjà été consacrée par la Justice mixte d'Egypte, notamment dans les arrêts de la Cour d'Alexandrie, en date des 9 mai 1912 et 24 novembre 1920.

b) *Les sociétés étrangères :*

L'attribution à une société d'une nationalité indépendante de celle des associés qui la composent est un pur artifice commandé par la technique juridique et cela afin de pouvoir déterminer le statut de la société ainsi que les droits et incapacités dont jouit ou que subit

la société comme telle et les associés individuellement. En effet, on ne saurait, comme le fait si justement remarquer le grand internationaliste J. P. Niboyet (1), concevoir comment un « lien politique » peut exister entre une personne morale et l'Etat. Partant de ce principe, la question de la nationalité d'une société se ramène plutôt à la double question suivante :

1. - Quels sont les droits des membres qui composent la société.

2. - Quelles sont les incapacités qui doivent frapper ceux de ses membres qui sont chargés d'exercer sur elle le contrôle effectif.

Or, ces deux questions, posées à l'égard des sociétés étrangères établies en Syrie ou au Liban, reçoivent de la part de la législation ainsi que de celle de la Jurisprudence des solutions exorbitantes.

Distinguons les sociétés de personnes et les sociétés par actions.

1° S'agit-il d'une société de personnes, comment reconnaître sa nationalité et devant quels tribunaux doit-elle comparaître ? La législation étant muette sur ce point, faut-il dire que la présence parmi les membres de cette société d'un seul associé de nationalité étrangère suffit par elle-même, et alors que cet étranger n'est pas personnellement mis en cause au litige, à entraîner la compétence de la Juridiction mixte ? Ou bien faut-il tenir compte du critérium du siège social de la société en tant que sa personnalité morale est distincte de celle des associés.

La Cour de Cassation libanaise a, en date du 6 février 1929, adopté le premier critérium, « attendu que,

(1) *Revue de Droit International Privé*, 1927, p. 402 et s.

quelle que soit la nationalité de la société F. et D., il n'est pas douteux qu'il y ait aux termes de l'article 2 de la loi du 17 février 1928 intérêt étranger soumis à la Cour, F. étant de nationalité italienne ».

L'argumentation de la Cour est erronée, car si c'est la société elle-même qui figure dans l'instance, c'est sa nationalité, en tant que personne indépendante de celle des associés qui doit déterminer la compétence. Aussi la Cour de Cassation de Syrie a, dans son arrêt N° 1862, en date du 7 mai 1936, adopté le critérium classique du siège social tout en le modernisant. Pour elle, la nationalité d'une société de personnes se détermine « en tenant compte comme il est aujourd'hui de jurisprudence, non seulement de son siège social, mais encore et surtout de la nationalité prédominante des associés qui la composent et de l'influence à laquelle est soumise sa direction » (1).

Mais il peut arriver qu'une contestation surgisse sur le caractère de la Société pour déterminer si elle constitue une société en nom collectif ou une société par actions. Dans ce cas, on se trouve en présence d'une « question préjudicielle » qu'il y a lieu de renvoyer devant la Justice mixte, seule compétente à l'égard des sociétés par actions, en vertu des lois en vigueur « attendu qu'il échet de relever, dit un arrêt de la Cour mixte de Beyrouth en date du 13 décembre 1934, que la question de soumettre au Tribunal de Commerce mixte n'était pas celle de savoir s'il existe en la cause un intérêt réel étranger, mais seulement de dire si la société partie à l'instance est une société anonyme » (2).

2° S'agit-il d'une société par actions, quel critérium

(1) *J. O. de la Rép. Syr.*, 1936, n° 34, p. 79.

(2) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, mars 1935, p. 85.

adopter pour lui attribuer une nationalité et déterminer par le fait même sa condition judiciaire ?

Ce critérium a évolué dans la législation locale.

Sous le régime ottoman, trois textes ont tour à tour résolu le problème :

1. - La loi du 23 Rébi I, 1305 (9 décembre 1887) reconnaît à la société anonyme la nationalité du lieu où son acte constitutif a été dressé et fait subordonner à l'autorisation préalable du Gouvernement Impérial, l'établissement en Turquie d'une agence ou succursale à cette société.

Or, cette autorisation ayant été jugée par les ambassades comme contraire à la liberté de commerce garantie par les traités, la loi est demeurée inapplicable et fut remplacée par la loi du 25 août 1906.

2. - Cette nouvelle loi a adopté un critérium nouveau et original par la combinaison du lieu de la constitution de la société et du lieu de son siège social. Mais pareil critérium s'est révélé trop complexe pour être viable et ne tarda pas à céder la place en 1914 à une nouvelle législation.

3. - La loi du 13 décembre 1914 inspirée des législations modernes et notamment des résolutions émises par l'Institut du Droit International réuni à Hambourg en 1891 a adopté un critérium que l'on retrouve dans la jurisprudence française la plus récente, savoir : le lieu du centre d'exploitation (1) et les succursales ou agences des sociétés anonymes ou en commandite par actions, sont de la même nationalité que la société elle-même, le lieu de leur centre d'exploitation étant pour elles des domiciles légaux et les tribunaux de ces localités

(1) Cass. Fse. Req., 17 juillet 1930 et 12 mai 1931 (Niboyet, *Rev. critique*, 1931, p. 519).

étant compétents pour juger les conflits de ces sociétés, peu importe la nationalité personnelle des fondés de pouvoirs ou des directeurs des succursales de la société qui doivent être habilités par un acte de procuration pour conclure et signer tout acte relatif aux opérations de la société devant les tribunaux de tous degrés pour tous genres de procès nés des opérations de la société et en toute qualité.

Ces dispositions, inspirées par les conceptions modernes du droit ne pouvaient soulever aucune critique sérieuse de la part des Puissances étrangères. Par contre, les articles 13 et 15 de la loi ont provoqué la protestation des ambassades et ont condamné la loi à l'inapplication. L'article 13 dispose que « les sociétés étrangères anonymes ou en commandite par actions sont soumises à toutes les lois et règlements du Gouvernement ottoman », et l'article 15 ordonne, sous peine d'interdiction, que ces sociétés « qui font en Turquie leurs opérations principales doivent, dans le délai de trois mois, à partir de la mise en vigueur de cette loi, se transformer en sociétés anonymes ottomanes ».

Ces dispositions qui ont alarmé les Puissances étrangères ne constituaient pas moins des mesures de sécurité à l'égard des nationaux. D'autres mesures de ce genre sont édictées par la loi de 1914, notamment en ce qui concerne les sociétés d'assurances. Celles-ci doivent payer un cautionnement de cinq à quinze mille livres or et en cas de non-paiement, leurs agents sont déclarés responsables au même titre qu'en cas d'inaccomplissement de leur part des formalités exigées par la loi. D'ailleurs l'agent doit justifier qu'il n'a pas été déclaré en faillite et n'a jamais été l'objet de condamnations correctionnelles.

Bien que l'économie générale de la loi de 1914 fût très louable, elle n'a pas régi en fait les sociétés étrangères durant le régime turc, sauf les sociétés concessionnaires qui n'ont pas pu par la force des choses y échapper. Aussi, le 24 juillet 1923, un Protocole fut signé à Lausanne par l'Empire Britannique, la France, l'Italie, la Grèce, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène et la Turquie, dont l'article 11 règle le sort des sociétés étrangères devenues théoriquement ottomanes par l'effet de l'article 15 précité de la loi de 1914 en leur donnant la faculté pendant cinq ans « de transférer leurs biens, droits et intérêts à toute autre société constituée en conformité de la loi, soit de l'Etat exerçant l'autorité sur le territoire en question, soit de l'une des Puissances contractantes autres que la Turquie, dont les ressortissants contrôlent la société précédente ». Et le texte ajoute : « La société à qui les biens, droits et intérêts auront été transférés, jouira des mêmes droits et privilèges dont jouissait la société précédente... »

Un de ces privilèges, le privilège judiciaire, qui nous intéresse, a été l'objet d'une mesure interne dans les pays du Levant placés sous Mandat français où l'arrêté du Haut-Commissaire N° 2881 en date du 27 septembre 1924 est venu créer un critérium nouveau de la nationalité des sociétés anonymes en leur reconnaissant à toutes, fussent-elles nationales ou étrangères, un caractère étranger puisqu'elles devront désormais relever sans exception de la juridiction des Tribunaux mixtes.

De plus, l'arrêté 97/S du 14 avril 1925 est venu promulguer l'article 11 susmentionné du Protocole de Lausanne en indiquant aux sociétés constituées conformément à la loi ottomane et fonctionnant en Syrie ou au Liban qui désireraient se rattacher à la *nationalité* de

la Syrie, du Liban ou de l'une des dites Puissances contractantes, qu'elles auront à déclarer, avant le 30 août 1929 au Gouvernement de l'Etat où elles fonctionnent celle de ces nationalités dont elles auront fait choix. C'est ainsi que la Société ottomane des Chemins de fer et du port de Beyrouth a choisi la nationalité française et que les Sociétés concessionnaires des Tramways et Electricité de Damas a choisi la nationalité belge, vu que la majorité de ses actionnaires portent cette dernière nationalité. Ainsi, l'arrêté 97/S, en mettant les sociétés fonctionnant en Syrie et au Liban en mesure d'acquérir la nationalité locale, semble contredire l'esprit de l'arrêté 2881 précité qui les rend justiciables des Tribunaux mixtes.

De même, les textes portant réforme de la justice mixte en 1928 n'ont pas mentionné les sociétés parmi les catégories des étrangers que nous avons déjà énumérées (1) de sorte que l'on pourrait se demander si ces textes n'ont pas eu pour effet d'abroger tacitement l'arrêté N° 2881.

La Jurisprudence n'a pas suivi pareil raisonnement (2) :

« Attendu en effet que cet arrêté 97/S n'a eu qu'un but, celui de donner à toutes les sociétés existantes aux pays du Levant détachées de l'Empire ottoman, une nouvelle nationalité, que ces sociétés soient civiles ou commerciales, et ce en vertu des dispositions du Traité de Lausanne ;

« Omissis.

« Attendu que l'article 4 (de l'arrêté 97/S) dispose que les contestations soulevées par l'application de l'arrêté, seront portées devant le Tribunal compétent,

(1) *Supra*, p. 129.

(2) Cass. Syrie, 2 oct. 1933 : *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, août 1933, p. 228.

selon les règles fixant la compétence des Juridictions de la Syrie et du Liban, ce qui signifie que lorsqu'il s'agira d'une société anonyme, ce seront les Juridictions mixtes qui seront compétentes, l'arrêté 2881 du 27 septembre 1924 étant antérieur à l'arrêté 97 datant du 14 avril 1925 ;

« Attendu en conséquence, que loin d'abroger l'arrêté 2881, l'arrêté 97 en renforce les prescriptions et en confirme l'application. »

D'autre part, en ce qui concerne la combinaison des arrêtés 2881 et 1820 l'arrêt invoqué dit :

« Attendu que l'arrêté 1820 n'a pas modifié l'arrêté 2881, loi spéciale non visée dans ses considérants ; qu'il s'est borné à restreindre la nomenclature des étrangers qui sous le régime de l'arrêté 2028 étaient justiciables des Juridictions mixtes. »

Ainsi, les sociétés anonymes sont déclarées relever judiciairement des Juridictions mixtes, fussent-elles de nationalité étrangère ou syrienne ou libanaise (1).

Cela demeure d'ailleurs vrai, lors même que l'arrêté N° 96 du 30 janvier 1926 complétant et modifiant la loi ottomane de 1914 eût repris le « siège social » comme critérium de la nationalité des sociétés anonymes. En effet l'article 1^{er} dudit arrêté dispose que ces sociétés, ainsi que les sociétés en commandite par actions étrangères doivent, avant de fonder une ou plusieurs succursales dans les Etats sous mandat français, en faire la déclaration à l'office de la propriété commerciale ou industrielle, cette déclaration devant mentionner la raison sociale de la société, le montant de son capital et le lieu de son « siège social ».

Et le texte précité d'ajouter : « les sociétés doivent

(1) Il faut en décider de même pour les sociétés en commandite par actions, car l'arrêté n° 96 les assimile aux sociétés anonymes proprement dites.

également présenter à l'office de la propriété commerciale et industrielle un ou plusieurs agents qui, par le seul fait de cette présentation, auront pouvoir de conclure et de signer tout acte relatif aux opérations de la société prévues par les statuts et de la représenter devant les tribunaux de tous degrés en qualité de demandeur, de défendeur ou en toute autre qualité ».

Comme il est aisé de le constater, c'est la théorie de la réalité de la personne morale qui est adoptée par le législateur de l'arrêté N° 96 qui a repris sur ce point comme sur plusieurs autres, la thèse préconisée par le rédacteur de la loi ottomane de 1914.

Le seul fait de la présentation des agents suffit à lui seul — dit le texte susmentionné — à permettre à ces agents d'ester en justice au nom de la société étrangère peu importe que cette société eût observé les dispositions de l'arrêté 96 qui ne sont pas créées pour la régir, mais pour réglementer uniquement ses agences et succursales.

La Jurisprudence en a d'ailleurs décidé ainsi.

Voici comment la Cour de Cassation de Syrie, dans son audience du 17 octobre 1927 (1) a statué sur le moyen tiré de l'irrecevabilité de la société Franco-Egyptienne à se pourvoir, sous prétexte d'inaccomplissement des formalités prescrites par la loi pour les sociétés anonymes en l'Etat de Syrie :

« Attendu qu'aux termes de l'arrêté 96, en date du 30 janvier 1926 du Haut-Commissariat, les sociétés n'ayant en Syrie ni succursale ni agence et qui n'y sont représentées que par de simples commissionnaires chargés simplement d'écouler leur produit, ne sont soumises en l'Etat de Syrie, à aucune formalité ;

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, oct. 1927, p. 932.

« Attendu que la Cour d'Appel, après avoir déclaré que ladite société n'avait en Syrie aucune succursale ni agence, mais y était seulement représentée par des commissionnaires chargés de vendre ses produits a, en conséquence de cette appréciation souveraine de la situation de fait de la société franco-égyptienne, appliqué simplement les prescriptions de la loi ;

« Qu'elle s'est donc bornée, après avoir apprécié souverainement les faits, à en tirer les conséquences légales. »

C'est dans le même sens que l'arrêt de la Cour de Cassation libanaise en date du 2 mai 1928 (1) a précisé que l'arrêté 96 n'a visé que la création de succursales des sociétés étrangères auxquelles un droit absolu d'ester en justice est reconnu sans subordonner ce droit à l'accomplissement d'une formalité quelconque pour le principal motif qu'on « aboutirait à la rupture de toutes relations commerciales avec l'extérieur ».

Cette appréhension ne joue pas à l'égard des sociétés anonymes nationales et c'est ce qui a fait que le législateur n'a nullement cherché à améliorer leur condition juridique et qu'il ne les déclare, en particulier, recevables à ester en justice que si elles ont été individuellement autorisées, conformément aux dispositions du régime restrictif auquel elles sont soumises.

En Egypte, l'article 47 du Code de Commerce mixte estime que les Sociétés anonymes qui y sont fondées sont considérées de « nationalité égyptienne », que les actionnaires soient égyptiens ou étrangers ou simplement étrangers de même ou de différente nationalité. Mais les Juridictions mixtes, par extension de la théorie de l'intérêt mixte, ont retenu leur compétence dans les affaires intéressant les dites sociétés, la nationalité

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, juin 1928, p. 1151.

« égyptienne » étant distincte de la nationalité « indigène » et attendu que les Tribunaux mixtes sont eux-mêmes de nationalité égyptienne. De plus, la Cour mixte de la Réforme a adopté une Jurisprudence tendant au maintien de sa compétence même si dans les statuts de la société on a inséré une clause attributive de juridiction aux tribunaux nationaux.

Quant aux sociétés en commandite ou en nom collectif fondées en Egypte, qui n'acquièrent pas par leur constitution la nationalité égyptienne, elles relèvent des Juridictions mixtes quand un seul des associés est étranger.

En Palestine, l'Order in Council de 1922 mentionne expressément dans son article 59 que le terme étranger comprend entre autres les « corporations » constituées conformément à la loi d'un Etat étranger, admettant ainsi la théorie de la réalité de la personne morale.

Un texte semblable a été inséré dans l'accord anglo-irakien de 1924, conclu en exécution de l'article 3 du Traité de 1922 et remplacé par l'accord de 1931, ce dernier texte ayant maintenu sur ce sujet la même disposition.

c) Les associations étrangères :

La détermination de la nationalité des associations et de leur droit d'estimer en justice n'est pas, dans les pays du Levant, inférieur en importance à la détermination de la nationalité et de la condition judiciaire des sociétés, car, les associations sont ici multiples et possèdent, notamment les missions religieuses, des intérêts moraux et matériels très sérieux appelant des garanties de tout ordre, spécialement en matière judiciaire.

1. — Sous le régime Ottoman, les lois du 29 Rajab 1327 (3 août 1909) et du 22 Rébi Awal 1331 (16 février 1931) n'ont pas reconnu les associations étrangères et se sont contentées de réglementer les associations ottomanes. Cependant, ces associations étrangères jouissaient d'une reconnaissance de fait qui les faisait soumettre à un statut supra national, leur condition ayant été consacrée par un texte international en ce qui concerne les établissements religieux de bienfaisance et autres. Nous voudrions faire allusion à l'article 62 du Congrès de Berlin de 1878 conçu en ces termes : « Le droit de protection officielle est reconnu aux agents diplomatiques et consulaires des Puissances en Turquie tant à l'égard des personnes susmentionnées (ecclésiastiques, pèlerins, moines de toutes nationalités) que de leurs établissements religieux de bienfaisance et autres dans les Lieux Saints et ailleurs. Les droits acquis à la France sont expressément réservés et il est bien entendu qu'aucune atteinte ne saurait être portée au *statu quo* dans les Lieux Saints ».

Cette dernière phrase, ajoutée d'ailleurs à la demande de Waddington, représentant de la France au sein du Congrès de Berlin, a voulu « consacrer expressément les privilèges séculaires de la France en matière de protection dans les Lieux Saints et dans les autres contrées de l'Empire Turc ».

Cette protection que la France exerçait à l'égard des Missions religieuses catholiques fut d'ailleurs expressément reconnue par le Vatican, car il était consacré par le temps et par le consentement des nations et parce que la France s'en était acquittée avec fidélité (1).

(1) Goyau : Protection des Chrétiens en pays musulmans. Acad. de Dr. Inter. *Recueil des cours*, 1929, I, p. 117.

Toutefois, les autres Puissances ont toujours contesté à la France ce droit de protection et la Russie est demeurée en particulier jusqu'à la fin du Régime Ottoman la protectrice des Missions Orthodoxes au Levant.

De même, l'Italie a pu conclure avec la France en 1905 une Convention d'après laquelle passaient sous le protectorat italien les maisons religieuses du Levant dont le supérieur et la majorité des religieux appartenaient à la nationalité italienne.

Le protectorat d'une Puissance étrangère permettait aux associations d'accomplir tous les actes de la vie civile, en particulier d'ester en justice, mais ne les rendait pas aptes à acquérir des biens immeubles ; elles ne devenaient donc propriétaires fonciers qu'au moyen de prête-noms.

Mais, du fait de leur protection par l'une ou l'autre Puissance, les associations devaient-elles relever judiciairement des représentants de cette Puissance ? Evidemment non, car la protection n'entraînant pas changement de nationalité, le protégé conservait son statut personnel d'origine et restait soumis à ce sujet à sa juridiction nationale et à sa loi personnelle.

Or, quel était le critérium adopté pour la détermination de cette nationalité ? La législation ottomane est demeurée naturellement muette sur ce point puisqu'elle ne reconnaissait pas juridiquement ces associations. Quant à la jurisprudence, elle a appliqué le critérium du siège social, c'est-à-dire en ce qui concerne les congrégations, le lieu de la situation de la maison mère et pour certaines communautés latines dont la maison mère était à Rome et que l'Italie n'absorbait pas dans

sa nationalité, on les distinguait plutôt d'après leur rite que d'après leur nationalité (1).

2. — Sous le régime du Mandat et tant que celui-ci dure, le protectorat ne peut plus naturellement fonctionner à l'égard des associations étrangères. Les droits et obligations de la Puissance Mandataire ont été à ce sujet prévus par l'article 10 de la Charte conçu en ces termes : « Le contrôle exercé par le Mandataire sur les Missions religieuses en Syrie et au Liban se bornera au maintien de l'ordre public et de la bonne administration ; aucune atteinte ne sera portée à la libre activité desdites Missions religieuses. Les membres de ces Missions ne seront l'objet d'aucune mesure restrictive du fait de leur nationalité pourvu que leur activité ne sorte pas du domaine religieux.

« Les missions religieuses pourront également s'occuper d'œuvres d'instruction et d'assistance publique, sous réserve du droit général de réglementation et de contrôle du mandataire ou des gouvernements locaux en matière d'éducation, d'instruction ou d'assistance publique ».

Dans tous les cas où une législation spéciale n'est pas intervenue pour préciser les points prévus à l'article 10, on considère que la situation des institutions françaises scolaires, de bienfaisance ou de culte continue à bénéficier des dispositions de l'accord de Mytilène du 12 novembre 1901, révisé par la Convention du 18 décembre 1913 signée à Constantinople par M. Maurice Bompard et Saïd Salim Pacha (2).

(1) Condition des Etrangers en Syrie et au Liban, Abou Khater, p. 131.

(2) Actes diplomatiques en vigueur au 1^{er} avr. 1935 dans les Etats du Levant sous Mandat Français. Beyrouth, 1935.

De toute façon, les obligations de la Puissance Mandataire à l'égard des Missions religieuses se réduisent à un contrôle limité au maintien de l'ordre public et de la bonne administration sans porter atteinte à leur libre activité ou à leurs membres du fait de leur nationalité.

Cependant, l'article 10 n'emporte qu'une reconnaissance internationale de certaines associations, et, pour déterminer la condition judiciaire des associations étrangères en général, il faut rechercher si la législation locale a tout d'abord reconnu leur personnalité civile.

Cette reconnaissance a eu lieu de deux façons :

a) Implicitement, par la suspension des capitulations qui a eu pour effet de les soumettre au régime de droit commun des associations prévu par la loi du 29 Rajab 1327 (3 août 1909). Or, d'après cette loi, la formation d'une association n'est subordonnée à aucune autorisation préalable mais l'autorité doit en être simplement avisée après coup. Cette formalité, comme on le voit, n'est pas essentielle pour la création d'une association qui du fait de cette création est reconnue de plein droit comme une personnalité juridique, qu'elle soit nationale ou étrangère.

b) De plus, un arrêté du Haut-Commissaire n° 2547 en date du 7 avril 1924 est venu parachever la personnalité juridique des associations étrangères en reconnaissant le droit d'acquérir, de posséder et de disposer des immeubles en Syrie et au Liban, en particulier aux communautés religieuses, congrégations religieuses et établissements de bienfaisance étrangers, ainsi qu'aux associations étrangères, en général, dans les mêmes conditions que les associations syriennes ou libanaises.

De même, l'arrêté n° 60/L.R. du 13 mars 1936 fixant le statut des communautés religieuses a formellement reconnu la personnalité morale aux communautés à statut personnel et dans chacune d'elles aux groupements culturels, d'enseignement ou de bienfaisance auxquels le statut de la communauté reconnaît l'aptitude à être titulaire de droits et obligations distincts de ceux de la communauté, ainsi qu'aux congrégations religieuses (art. 7).

Ainsi donc la reconnaissance de la personnalité juridique des associations étrangères ne fait plus l'objet d'aucun doute sous le régime du Mandat.

Reste à savoir le critérium d'après lequel la nationalité de ces associations doit être déterminée, ainsi que les personnes qui sont habilitées pour les représenter devant la justice.

La question de la nationalité n'a pas été précisée par les textes. Aussi, la coutume du siège social est demeurée en vigueur dans la période post capitulaire. Un arrêt de la Cour de Beyrouth, dans son audience du 7 novembre 1928 (1) n'a pas retenu le moyen contestant la nationalité étrangère d'une congrégation « dont le siège est à Tarbes ». Pareille contestation, dit l'arrêt, « ne peut être retenue comme sérieuse et de manière à motiver le renvoi devant le Bureau des Nationalités ».

Quant aux personnes habilitées pour représenter les associations étrangères devant la justice, ou elles sont désignées par les statuts ou, à défaut d'un mandat spécial, ce sont les personnes désignées par l'article 5 de l'arrêté précité n° 2547 pour accomplir les formalités relatives à l'acquisition, à la possession et à la disposition des immeubles, c'est-à-dire :

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, déc. 1928, p. 135.

a) Pour les communautés, congrégations religieuses et Etablissements de bienfaisance, leurs chefs reconnus par la plus haute autorité religieuse ou Diplomatique dont ils relèvent se trouvant en Syrie ou au Liban ;

b) Et pour les associations, leurs Directeurs ou Présidents conformément à leurs statuts déposés auprès de l'Administration de l'Intérieur de chaque Etat intéressé.

Cette thèse a été adoptée par la Cour de Beyrouth dans l'arrêt précité du 7 novembre 1928 qui dit :

« Attendu que la Sœur de St-E., Supérieure de l'Asile des vieillards au profit duquel la donation doit être effectuée, propriété de la Congrégation de Notre-Dame des Douleurs, doit être considérée comme habilitée par un *mandat tacite et permanent* à représenter en justice cette congrégation dans les affaires concernant l'établissement placé sous sa direction personnelle. »

Et par ce motif, la Cour a rejeté le moyen d'après lequel la Sœur Supérieure de St-E. ne justifie pas de pouvoirs réguliers de sa congrégation pour ester en justice.

Cette jurisprudence a déterminé plus tard le législateur à disposer expressément dans l'article 8 de l'arrêté n° 60/L.R. précité que les « Communautés ou établissements sont représentés par leur Chef dans tous les actes de reconnaissance, achat, vente, échange, transaction ou toutes autres opérations susceptibles d'étendre ou de diminuer leur patrimoine ainsi que dans toutes actions en demande ou en défense devant les juridictions ».

En Egypte, la Réforme n'avait pas introduit dans le forum mixte les affaires intéressant les écoles, hôpitaux et Eglises appartenant aux Puissances Capitulaires.

Voilà pourquoi ces affaires étaient soumises aux tribunaux indigènes considérés comme Tribunaux de droit commun. Cependant, la théorie de l'intérêt mixte a eu pour effet d'engager ces derniers Tribunaux à se déclarer le plus souvent incompétents pour voir des espèces semblables et des Conventions ultérieures ont fini par étendre aux dites affaires le ressort des Tribunaux mixtes.

En Palestine, la Charte du Mandat a prévu en son article 16 la disposition suivante :

« Le Mandataire devra assurer le contrôle des institutions religieuses ou charitables de toutes confessions en Palestine, qui peut être exigé pour le maintien de l'ordre public et la bonne administration. Sous réserve de ce contrôle, on ne pourra prendre en Palestine aucune mesure qui mettrait obstacle à l'œuvre de ces institutions ou qui constituerait une intervention dans cette œuvre et l'on ne pourra faire de distinctions entre les représentants ou les membres de ces institutions du fait de leur religion ou de leur nationalité ».

De plus, l'article 59 de l'Order in council de 1922 a expressément mentionnée parmi les étrangers — et c'est là une précision qui fait défaut dans les textes en vigueur en Syrie et au Liban — « les établissements religieux ou charitables ainsi que les institutions composées en tout ou en majorité par des sujets ou citoyens appartenant à un Etat étranger dans le sens dudit article ».

Observons également qu'en Irak, l'accord judiciaire de 1924 mentionne dans son article I^{er} que le mot « étranger » comprend aussi les institutions et organismes religieux ou charitables, composés exclusivement ou en majorité de ressortissants des Etats d'Europe ou d'Amé-

rique ex-capitulaires et de tout Etat d'Asie qui est représenté de façon permanente au Conseil de la S.D.N.

§ 2. — COMPÉTENCE RATIONE MATERIE

L'étranger comparait devant les Juridictions mixtes pour ses affaires civiles, commerciales, pénales et même administratives. Réservant à la section suivante l'étude de la compétence administrative, nous nous occuperons pour le moment des autres attributions.

Or, toutes les attributions des Juridictions mixtes ne sont mises en œuvre, depuis la réforme judiciaire de 1928, qu'en présence d'un « intérêt étranger réel ».

Il faudra donc étudier :

A) L'étendue de la compétence des Juridictions mixtes ;

B) L'intérêt étranger.

A) *Etendue de la Compétence des Juridictions mixtes*

Les Juridictions mixtes jouissent quant à l'objet du litige de la plénitude de juridiction. L'arrêté n° 1109 — et nous continuons à le mentionner dans un intérêt purement théorique — avait donné compétence aux Juridictions des causes étrangères pour statuer sur « tout litige » pendant entre les justiciables qui relèvent de leur ressort.

Les arrêtés 2028 et 2029 de 1923 ont été plus précis en énumérant la compétence civile, administrative, commerciale et pénale des Juridictions mixtes quand un étranger est intéressé au procès.

Or, bien que ces arrêtés eussent fonctionné à partir du 3 mars 1924, leur étendue dans le temps a été plus vaste et un effet rétroactif leur a été reconnu par la Jurisprudence. La Cour d'Appel mixte d'Alep s'est, en particulier, déclarée compétente dans son audience du 15 juin 1925 (1) pour connaître de l'Appel d'un jugement rendu par trois magistrats syriens à une époque antérieure à la date de mise en vigueur de l'arrêté 2028, motif pris de ce que les lois de procédure et plus encore celles qui apportent des modifications dans la composition des Juridictions ont un effet rétroactif et s'appliquent à toutes les instances en cours, que c'est là une question d'ordre public à laquelle les parties ne peuvent échapper.

Mais, si les Juridictions instituées par les arrêtés 2028 et 2029 ont la plénitude de Juridiction, et si leur compétence a été déclarée comme rétroactive, il ne faut pas exagérer cette compétence jusqu'à lui reconnaître le pouvoir d'apporter une modification quelconque aux règles de la compétence quant à l'objet même du litige, à moins d'une disposition formellement contraire. C'est ainsi que la Cour de Cassation de Syrie a eu l'occasion de déclarer dans son audience du 5 janvier 1927 (2) que les frais judiciaires et honoraires d'avocat réclamés à l'occasion d'un procès, doivent continuer à l'être devant le Tribunal qui a statué sur ce même procès et ce, conformément à l'article 1^{er} de l'appendice au Code de Procédure civile.

Lors de la réforme judiciaire de 1928, la compétence des Juridictions mixtes quant à l'objet a été reprise inté-

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, février 1927, p. 659.

(2) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, avril 1927, p. 719.

grealement, sauf restriction aux étrangers qui ont un « intérêt réel » au litige.

Or, à supposer que cet intérêt existe, est-ce que la Juridiction mixte ne doit statuer que sur les seuls chefs de la demande intéressant l'étranger ou bien sa compétence doit-elle s'étendre à tout le litige dans lequel l'étranger est reconnu intéressé ? En admettant la première thèse, on n'aurait pas protégé complètement l'étranger et on serait conduit à des complications insurmontables dans la procédure. Ce sont probablement pareils motifs qui ont amené la Cour de Cassation de Syrie, dans son arrêt du 18 décembre 1935 (1) à casser un arrêt de la Cour d'Appel ayant adhéré à pareille thèse, et à déclarer que la présence au procès d'une seule partie étrangère doit obligatoirement entraîner « pour la totalité » du litige la compétence exclusive de la Juridiction mixte.

Envisageons tour à tour les différentes sortes de cette compétence normale :

1° *Compétence civile :*

En Egypte, la compétence civile des Tribunaux mixtes de la Réforme est contenue dans l'article 9 du Règlement d'Organisation Judiciaire et l'article 5 du Code Civil mixte qui ont été modifiés par le décret du 26 mars 1900.

Relèvent de ces Tribunaux toutes les contestations en matière civile entre étrangers et indigènes et entre étrangers de nationalité différente, en dehors du statut personnel qui relève des Juridictions consulaires. Sont considérées des questions de statut personnel et pou-

(1) *J. O. de la Rép. Syr.*, 1936, p. 67.

vant en conséquence constituer des questions préjudicielles devant les Tribunaux mixtes, les questions de mariage, succession, testament, tutelle, puissance paternelle, capacité et état des personnes (article 4, Code civil mixte). Mais quand il s'agit d'actions réelles immobilières, ils connaissent même des affaires surgies entre étrangers de même nationalité. Dans ce dernier cas, c'est le sol égyptien qui constitue l'élément mixte. Mais cet élément faisant défaut entre personnes de même nationalité, celles-ci doivent s'adresser à leur juge consulaire commun.

En Syrie et au Liban, ces distinctions et complications n'ont pas lieu et la compétence des Tribunaux mixtes est plus vaste : elle s'étend à tout procès civil dans lequel un étranger se trouve intéressé, peu importe que les parties étrangères en cause soient de même ou de différente nationalité, les juridictions consulaires ne figurant plus dans l'organisation judiciaire du pays.

Cependant, le législateur a apporté certaines restrictions à la compétence civile :

Première restriction : en matière de statut personnel.

— Les arrêtés 2028 et 2029 du 7 juillet 1923 ont énoncé dans leur article 15 que « les dispositions qui précèdent (c'est-à-dire celles qui ont établi la compétence des Juridictions mixtes) ne sont pas applicables en matière de statut personnel entre musulmans ».

Il s'ensuit que les Juridictions mixtes sont compétentes en matière de statut personnel des étrangers non-musulmans lors même que dans leur pays d'origine, ces étrangers ne relèvent pas quant à ce statut des tribunaux de droit commun.

La réforme de la Justice mixte, en 1928, est demeurée

muette sur cette question importante et les textes se sont contentés d'abroger toutes dispositions antérieures contraires. Le maintien de la règle édictée par l'article 15 des arrêtés 2028 et 2029 ne devait donc pas faire l'objet du moindre doute. Pourtant, en pratique, la question fut discutée à savoir s'il ne fallait pas depuis 1928 déclarer les Juridictions Chariés et ecclésiastiques compétentes en matière de statut personnel même dans les affaires intéressant les étrangers. Un arrêt du Tribunal des Conflits en date du 25 février 1931 (1) a tranché la question dans un sens négatif, en déclarant que la compétence des Juridictions mixtes est absolue en la matière, l'article 15 n'ayant été abrogé par aucune loi postérieure.

L'interprétation de l'article 15 par le Tribunal des Conflits ne saurait soulever aucune critique, ce qui ne veut pas dire que l'article 15 lui-même ne doit pas être déclaré exorbitant, vu qu'il soumet l'étranger à comparaître pour les affaires du statut personnel devant les Tribunaux civils, comme si l'ordre public local l'exigeait. Or, cet ordre, bien au contraire, base le statut personnel sur un fond confessionnel et religieux.

Aussi, un arrêté du Haut-Commissaire n° 109/L.R. en date du 14 mai 1935 est venu modifier l'article 15 précité en déclarant que « dans toutes affaires de statut personnel qui concerne un ou plusieurs étrangers dont l'un au moins est national d'un pays dans lequel, d'après la législation en vigueur, le statut personnel relève du droit civil, la juridiction civile sera seule compétente ».

En Syrie, les Tribunaux Chariés ont essayé de tourner la règle édictée par le texte en retenant leur compétence en matière de divorce, attendu que le texte

(1) *Gaz Trib. Lib.-Syr.*, avril 1931, p. 107.

précité ne leur interdit pas de célébrer le mariage des étrangers musulmans et que le divorce doit être prononcé par la même autorité qui a contracté le mariage.

Par contre, les officiers d'état-civil n'ont pas adhéré à cette interprétation et refusèrent d'inscrire les actes de mariage et de divorce émanant des Cadis Chariés à l'égard d'étrangers musulmans, quand d'après la législation du pays de l'un d'eux, le statut personnel relève du droit civil.

Une note interprétative du service législatif du Haut-Commissariat est venue mettre fin à la difficulté en date du 3 février 1936. Elle précise que l'arrêté n° 109/L.R. du 14 mars 1935 n'est relatif qu'à la compétence juridictionnelle des tribunaux, vu l'article 1^{er} où il est dit, *in fine*, que la « Juridiction civile » est seule « compétente ».

Or, la célébration d'un mariage par le Cadi relève de la compétence extrajudiciaire de ce dernier, l'arrêté 109/L.R. ne s'applique donc pas.

C'est par conséquent bien au Cadi qu'il appartient de célébrer un mariage entre deux musulmans étrangers, même dans le cas où le statut personnel de l'un d'eux relève, d'après la loi du pays dont il est national, du droit civil.

Par contre, lorsqu'il prononce un divorce, le Cadi agit en vertu de sa compétence juridictionnelle : il ne peut donc intervenir que dans les limites fixées par l'arrêté 109/L.R. du 14 mai 1935, c'est-à-dire quand les époux sont l'un et l'autre nationaux de pays où le statut personnel relève de la loi religieuse.

2^e Restriction : *Contentieux des nationalités*. — Dans un litige, la situation juridique des parties quant à leur

nationalité, est fixée d'après l'arrêté N° 405 du 17 juillet 1926 au jour de la requête introductive d'instance, la naturalisation ou le changement de nationalité au cours de l'instance n'aura donc pas d'effet sur les règles de la compétence ni sur la marche de la procédure.

Mais si la nationalité étrangère de l'une des parties est contestée par l'autre, le tribunal se trouve en présence d'une question préjudicielle qui ne saurait être tranchée par lui. En effet, aux termes de l'article 8 in fine de l'arrêté 1820 et de la loi libanaise portant la même date du 17 février 1928, toutes les contestations sur la nationalité seront « jugées » par la Commission spéciale, commission qui a été instituée à la même date par l'arrêté N° 1824 et réorganisée par les arrêtés N°s 66 et 145/L.R. des 25 mars et 26 juin 1935.

Cette commission, qui a subi à travers ces textes diverses compositions, comprend actuellement en vertu des dispositions du dernier de ces textes : en qualité de Président, le Conseiller aux affaires politiques du Haut-Commissariat, et en qualité de membres, le Chef du bureau diplomatique, le Conseiller législatif et un magistrat français en service dans l'une des Juridictions dont le siège est à Beyrouth.

Elle peut être saisie par toute autorité administrative ou judiciaire et ne peut délibérer qu'autant que trois de ses membres au moins sont présents.

Ses décisions ne sont exécutoires que par l'approbation du secrétaire général du Haut-Commissariat, et cette justice retenue se conçoit dans une matière relevant en grande partie du domaine politique.

Pour retenir leur compétence, les Juridictions Mixtes doivent soulever d'office la question de la nationalité des parties, dont le consentement formel ou tacite à se

faire juger par ces Juridictions ne suffit pas, hormis il est vrai, le cas de l'existence d'une clause attributive de compétence.

Mais à supposer que la nationalité étrangère déclarée par l'une des parties ne soit pas douteuse pour la Juridiction du fond et qu'elle ne soit pas contestée par son adversaire, celui-ci sera-t-il admis à se pourvoir de l'absence de justification de la nationalité alléguée ? La Cour de Cassation a rejeté le moyen (1) en dispensant l'étranger dans ce cas de faire cette justification et devant le juge de fond et devant elle.

Mais si la nationalité étrangère a été contestée devant le juge de fond, celui-ci doit commencer par peser la valeur de la contestation et ne la retenir que si elle est sérieuse. La Cour de Cassation libanaise a dans son audience du 7 mai 1929 rejeté le moyen tiré d'une prétendue violation de l'article 8 de la loi du 17 février 1928 sur l'organisation judiciaire, « attendu que cet article ne s'applique qu'aux contestations ayant un fondement suffisamment sérieux aux yeux des juges saisis ».

Par contre, si la contestation de la nationalité est jugée sérieuse, aucune interprétation de l'article 8 ne doit être donnée par le juge de fond qui est tenu alors de se dessaisir au profit de la commission des Nationalités. Autrement, il y a lieu à cassation du jugement entrepris pour incompétence. Ainsi, a été cassé le jugement par lequel le juge de paix a décidé que l'article 8 « ne s'appliquait qu'aux nationaux résidant en Syrie, alors que le défendeur avait acquis la nationalité Colombienne étant en Colombie » (2).

(1) Cass. Syr., n° 528 du 31 mai 1930. *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, février 1931.

(2) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, mai 1935, p. 153.

Une fois la Commission des Nationalités saisie du litige, comment va-t-elle le trancher ? L'article 1^{er} de l'arrêté 1824 rappelle l'ancienne loi ottomane sur le « Bureau des Nationalités » en disposant que la Commission doit constater la nationalité « par enquête basée sur les traités, conventions, lois et règlements en vigueur ». Toutefois, l'arrêté N° 66/L.R. n'a pas estimé nécessaire d'indiquer à nouveau ces moyens et s'est contenté de donner à la Commission le pouvoir de trancher « toutes difficultés relatives aux questions de nationalité » sans indiquer le système de preuves à observer.

Quand la décision est prononcée, elle n'est susceptible d'aucune voie de recours et elle s'impose au juge de fond étranger qui doit en conséquence retenir sa compétence ou se dessaisir du procès au profit du tribunal indigène.

Les décisions de la Commission — contrairement à ce qu'en pense certaine doctrine — sont donc de vrais jugements, et, comme tels, elles sont d'ailleurs soumises à la règle de la relativité de la chose jugée. En effet le jugement intervenu sur la nationalité d'un individu ne peut être ni invoqué ni opposé par ses enfants lorsque leur propre nationalité est contestée, car ils ne sont pas ses ayants cause à ce point de vue et n'ont pas été représentés par lui (1).

Si donc l'une des parties au litige a pu obtenir une décision régulière émanant de la Commission des Nationalités et reconnaissant sa nationalité étrangère, elle ne peut s'en prévaloir que pour déterminer la saisine par la Juridiction Mixte du procès l'intéressant personnellement.

(1) Rép. Prat. Dalloz : V° Nationalité, n° 576.

Si enfin l'une des parties cherche à prouver cette nationalité sans recourir à ladite Commission, elle est tenue de produire un certificat de nationalité du Consul qualifié, corroboré par une déclaration de la Délégation Française. Autrement, la production d'un simple passeport n'a pas été jugée suffisante pour établir la nationalité étrangère (1).

3^e Restriction supprimée : Le Contentieux relatif à la délimitation des biens immeubles. — Ce contentieux était soustrait jusqu'en 1932 aux Juridictions de droit commun et était confié conformément aux dispositions de l'article N° 186 du 15 mars 1926 à des Juridictions d'exception dites « Commissions de délimitation » composées d'un Président qui était le juge de paix ou à défaut le Président du Tribunal et de deux assesseurs : un membre élu du Conseil administratif et le fonctionnaire local des services fonciers. A côté de ces Commissions dites « permanentes », le Chef de l'Etat pouvait créer des « Commissions spéciales » composées d'un Président et de deux assesseurs, et dans ce cas la Commission permanente était dessaisie d'office des opérations de recensement et de délimitation au profit des commissions spéciales.

Quand l'une des parties en cause était justiciable des Juridictions Mixtes, ces commissions, pourtant composées de magistrats syriens pouvaient être valablement saisies et étaient compétentes pour trancher le litige, « si leur compétence n'a pas été déclinée par cette partie, *in limine litis* » (art. 30).

Malgré la clarté de ce texte étendant la compétence de la commission aux affaires intéressant les étrangers

(1) Cass. Syrie, *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, novembre 1929, p. 89.

qui ne s'opposent pas à cette compétence *in limine litis*, ces commissions ont d'office décliné leur compétence quand un étranger intervenait dans un procès pendant devant elles, pour des motifs qui nous paraissent d'ailleurs bien inopérants. En effet, les Commissions soutenaient que la réforme judiciaire de 1928, en réglant la procédure au cas d'intervention d'un étranger dans une instance déjà pendante devant les Juridictions composées exclusivement de magistrats nationaux, a virtuellement abrogé l'article 30 de l'arrêté 186. Ce raisonnement se trouve en pure contradiction avec l'adage juridique bien connu : *generalia specialibus non derogant*.

C'est pourtant ce raisonnement qui a dirigé la Cour de Cassation S.E.M.E. de Syrie dans ses arrêts des 14 février 1934 et 6 janvier 1935 dans lesquels la Cour a tourné les termes de l'article 30 précité en donnant le pouvoir au ressortissant étranger de saisir directement les Juridictions Mixtes compétentes, car, en ce faisant il « est censé avoir décliné *in limine litis* la compétence de la Commission ».

Cette tendance de la Jurisprudence à attribuer en la matière compétence aux Juridictions Mixtes, qui s'est déclarée dès la mise en vigueur de l'arrêté 186 a déterminé le législateur à en abroger l'article 30 et à le remplacer par l'article 30 de l'arrêté N° 44/L.R. du 20 avril 1932 conçu en ces termes : « En cas d'opposition et si l'une des parties en cause est justiciable de la Juridiction des causes étrangères, le juge de paix ou juge unique immobilier (qui remplacent d'après le nouvel arrêté les anciennes Commissions, le premier normalement et le second exceptionnellement quand il est substitué au juge de paix par arrêté du Chef de l'Etat) est des-

saisi de plein droit. Le dossier de la procédure est transmis par lui au Juge de paix des causes étrangères, qui juge comme juge unique immobilier, selon la procédure fixée par les dispositions du présent arrêté ».

Actuellement donc, les affaires de délimitation et de recensement des biens immeubles intéressant les étrangers sont soumis au régime de droit commun en matière de justice mixte.

2° Compétence commerciale.

Contrairement à ce qui a lieu en Egypte, il n'existe pas en Syrie et au Liban de Tribunaux Mixtes de Commerce, mais les Tribunaux Mixtes dont nous avons étudié l'organisation jouissent de la plénitude de juridiction et gardent leur composition, que l'affaire qui leur est soumise soit civile ou commerciale.

Aussi, une question s'est posée en pratique savoir si une question de compétence peut se poser entre la Juridiction statuant en matière civile et cette même Juridiction statuant en matière commerciale.

Pour les uns, la question est possible et il y a lieu à renvoi par le Tribunal devant lui-même pour statuer sur la matière dont il était normalement saisi. Autrement on aurait fait abstraction de la question de preuve et on aurait dispensé les parties à indiquer la compétence et à rétablir la vérité juridique.

Pour les autres, il n'y a pas lieu de s'attarder à ces objections purement théoriques mais qu'il y a plutôt lieu à ne pas perdre de vue que la Justice doit être expéditive et qu'elle a pour mission de donner satisfaction au désir des parties d'être jugées et rapidement.

C'est cette dernière thèse qui a prévalu en pratique.

La Cour d'Appel d'Alep a soutenu, dans son audience du 9 décembre 1929, qu'une erreur de la rédaction d'un jugement qui a été rendu en matière civile, alors que le Tribunal de 1^{re} Instance avait été saisi en matière commerciale, ne constitue pas un motif à annulation mais simplement à rectification à opérer, la décision ayant été rendue par une Juridiction civile et commerciale à la fois.

De même, le Tribunal Mixte de Beyrouth, — dans son audience du 23 janvier 1935, s'est déclaré à la majorité il est vrai — compétent, alors que le demandeur a mal qualifié sa requête :

« Attendu que le Tribunal mixte ne saurait (sous prétexte qu'une des parties a mal ou incomplètement qualifié sa requête) laisser ces parties engager le litige devant lui, le poursuivre souvent durant des mois, et, sans avoir examiné le fond, se déclarer incompétemment saisi, niant ainsi et à l'évidence le principe de sa plénitude de Juridiction, et obligeant une partie à formuler une seconde requête ;

« Attendu que si des droits fiscaux ou autres sont différemment dus, suivant que l'action est de nature civile ou commerciale ; ce seul fait ne saurait avoir la moindre influence sur une question touchant la compétence de la Juridiction saisie : qu'en effet, cette question de perception de taxe, impôt ou droit ou toute autre redevance à caractère fiscal, ne peut en aucune façon toucher le fond du droit ; qu'il appartiendra en toutes hypothèses, à l'autorité compétente et lors de l'exécution du jugement de percevoir telle somme due. »

Observons d'ailleurs que pour les mêmes motifs, les Juridictions indigènes ont retenu leur compétence dans des matières semblables sans avoir eu recours au renvoi (1).

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, fév. 1935, p. 50.

3° *Compétence pénale.*

Comme pour les affaires civiles ou commerciales, les Juridictions Mixtes syriennes et libanaises ont une compétence générale en matière pénale en ce qui concerne les affaires intéressant les étrangers. Ces Juridictions ont donc une compétence parfaite : elles tiennent la balance et le glaive.

Par contre, les Juridictions Mixtes égyptiennes de la Réforme sont investies d'une compétence générale en matière de contraventions commises par les étrangers (art. 6, Titre II du R.O.J) et d'une compétence exceptionnelle en matière correctionnelle et criminelle. Elles connaissent, conformément aux articles 7, 8 et 9 du Titre II du R.O.J. :

a) des crimes et délits qui sont commis directement contre les magistrats, les jurés et les officiers de justice dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

b) des crimes et délits qui sont commis directement contre l'exécution des sentences et mandats de justice ;

c) des crimes et délits imputés aux juges, jurés et officiers de justice, quand ils sont accusés de les avoir commis dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'abus de fonctions ;

d) enfin, depuis 1900, des « délits » commis par les banqueroutiers de quelque nationalité qu'ils soient, la banqueroute frauduleuse ayant été correctionnalisée en 1900.

Quant à la constitution de la partie civile devant les Juridictions Mixtes égyptiennes, elle n'est admise que si elle est faite par une personne d'une autre nationalité

que le délinquant ; autrement c'est le tribunal consulaire qui se trouve compétent (1).

Le caractère exceptionnel de la compétence pénale des Juridictions Mixtes constitue en Egypte une cause de complication judiciaire et d'injustice. En effet, les Consuls de certains pays comme l'Allemagne et la Hongrie, qui ont renoncé aux Capitulations après la Grande Guerre, ne se trouvent plus aptes à juger les affaires pénales de leurs ressortissants, et les Tribunaux indigènes se déclarant incompétents à l'égard de ces mêmes affaires par application de la théorie de l'intérêt mixte, certains crimes ont nécessité la convocation d'un Tribunal ad hoc de la métropole pour les juger et certains délits sont demeurés impunis, parce qu'on n'a pas jugé nécessaire de convoquer, pour les juger, un Tribunal spécial.

Le système de la compétence générale des Tribunaux Mixtes en Syrie et au Liban est donc bien supérieur au système restrictif suivi en Egypte. Toutefois, il est lui-même soumis aux restrictions ci-après :

1^{re} Restriction : au profit de la justice militaire — L'arrêté du Haut-Commissaire N° 34 L.R. du 8 février 1936 reprenant dans son article 24 les sanctions de l'arrêté N° 5/S du 10 janvier 1925, dispose que « tous individus » ayant commis des actes portant atteinte à la « sécurité » de l'Armée française ou à ses « intérêts », sont justiciables de la Juridiction Militaire française.

Contrairement à ce qui se passe en France, ce texte rend justiciables de la Juridiction Militaire des personnes n'ayant aucune qualité militaire et peut-être pour

(1) Heyligers : L'org. des Trib. Mixtes d'Egypte. Acad. de Dr. Intern. *Recueil des Cours*, 1927, T. II, p. 73.

des infractions qui ne sont pas *proprement* militaires. Il s'inspire d'une méfiance regrettable de la Puissance occupatrice à l'égard des habitants du pays occupé.

Des exemples de l'intérêt de l'Armée française se trouvent dans certains textes tels que :

a) l'arrêté N° 194/S du 3 août 1925 qui punit d'emprisonnement et d'amende, sans préjudice des dommages-intérêts, toute personne qui, en n'importe quel lieu ou quel temps, par n'importe quel moyen, aura capturé ou détruit, ou tenté de capturer ou de détruire des pigeons voyageurs appartenant à l'Armée française ;

b) l'arrêté N° 736 du 26 janvier 1927 qui punit d'emprisonnement et d'amende tout individu trouvé porteur d'une arme prohibée ou qui soit porteur ou détenteur d'une arme ou de munitions prévues par l'arrêté N° 313 du 25 mai 1926 qui a été pris en application de la Convention signée à Genève le 17 juin 1925 pour le contrôle du commerce international des armes et des munitions et des matériels de guerre. Pour ces infractions, c'est l'officier général ou supérieur, Chef de la Justice Militaire de la région, qui doit décider conformément à la réglementation et aux instructions en vigueur, s'il y a lieu de saisir la Juridiction militaire ou la Juridiction de droit commun.

c) Toute provocation tendant à la désertion ou à la désobéissance des militaires des Troupes d'occupation faite soit par des écrits quelconques ou au cours des réunions, sera également poursuivie et punie devant les Conseils de guerre conformément aux dispositions du Code de Justice Militaire.

En Syrie, un Décret Législatif N° 126 en date du 30 mai 1935 a organisé la justice militaire en ce qui con-

cerne la Gendarmerie syrienne. Cette justice est rendue par un Tribunal Militaire et un Conseil de révision.

Le Tribunal est composé d'un Président et de deux assesseurs, tous pris parmi les officiers et il est aidé par un commissaire du Gouvernement, un juge d'instruction et un greffier.

Le Conseil de révision est constitué par la Cour de Cassation statuant en matière étrangère et peut casser les jugements du Tribunal Militaire pour incompétence, vices de forme ou violation de la loi.

La compétence du Tribunal Militaire s'étend aux infractions de toute nature commises par les militaires de la Gendarmerie syrienne, pendant la durée de leur inscription régulière sur les contrôles des corps, aux infractions de toute nature commises à l'intérieur des casernements, quartiers ou établissements occupés par la Gendarmerie et aux infractions prévues par le Code de Justice Militaire Ottoman.

Le texte ajoute la règle exorbitante suivante rendant les auteurs, co-auteurs ou complices des infractions précitées justiciables du Tribunal Militaire, « même s'ils n'appartiennent pas à la Gendarmerie syrienne ».

Cependant, le Tribunal Militaire n'aura pas qualité pour statuer sur l'action civile, action qui doit être poursuivie devant les Tribunaux civils Mixtes.

Or, ces derniers tribunaux sont-ils liés sur le fond par le jugement rendu par le Tribunal Militaire, ou bien ils sont libres de statuer sur la responsabilité de la partie civile abstraction faite du jugement rendu par le Tribunal Militaire ? Bien qu'il découle du principe général de la relativité des jugements que cette liberté doit être pleine et entière, la décision du Tribunal Militaire est « opposable aux tiers » (arrêté N° 415) et a par nature

un effet erga omnes. L'article 450 du Code de Procédure Libanais, posant le principe de la relativité de la chose jugée, a bien dit d'ailleurs que ce principe comporte des exceptions, entre autres « en matière de décisions rendues par un tribunal répressif », et que « le dispositif d'un jugement pénal ne peut être contredit par une décision civile ou commerciale ».

Ces règles sont édictées par le bon sens et sont de nature à éviter la contrariété des jugements.

Reste une question fondamentale, savoir comment les jugements émanant des Tribunaux Militaires qui sont des tribunaux étrangers et appliquant une loi étrangère, sont susceptibles d'exécution à l'égard des syriens qui comparaissent devant eux ?

En effet, avec les Tribunaux Militaires, nous sommes en présence de Juridictions qui ne sont pas seulement composées de magistrats français mais qui appliquent en plus une loi étrangère. N'est-ce pas là une situation semblable à celle des Juridictions consulaires du régime capitulaire ?

Or, d'une part, les décisions rendues par ces dernières juridictions jouissaient elles-mêmes de l'autorité de la chose jugée et étaient de plein droit exécutoires, et, d'autre part, la situation créée par la Justice Militaire est moins grave en ce sens que le régime du Mandat fait que les décisions rendues par les Tribunaux Militaires demandent leur application en territoire qui ne peut pas être dit complètement indépendant et par conséquent étranger.

D'ailleurs, pour empêcher toute discussion doctrinale, l'arrêté du Haut-Commissaire N° 415 en date du 10 septembre 1920 a, dès le début du Mandat, décidé que « les jugements rendus par les Juridictions Militaires

françaises pendant la période d'occupation militaire ainsi que ceux qui pourront être rendus à l'avenir contre les ressortissants des Etats nouvellement formés du Grand Liban et de Syrie auront force exécutoire et seront exécutés sur toute l'étendue des territoires des nouveaux Etats dans les conditions prévues par la législation locale en ce qui concerne l'exécution des jugements prononcés par les Juridictions de droit commun ».

2° Restriction : au profit des Cours Mixtes de Justice.

— Les événements insurrectionnels qui ont eu lieu en 1925 dans les pays sous Mandat ont déterminé la création de Juridictions exceptionnelles désignées sous le nom de Cours Mixtes de Justice.

Les textes portant création de ces Cours sont :

a) L'arrêté du Président de l'Etat de Syrie N° 364 du 1^{er} septembre 1925 instituant une Cour Mixte de Justice dont le siège habituel est à Damas mais qui peut tenir ses audiences partout et en n'importe quel temps.

b) L'arrêté du Haut-Commissaire N° 144 a, en date du 25 février 1926, institué une Cour Mixte de Justice à Alep dont le ressort s'étend au Vilayet d'Alep et aux Sandjaks d'Alexandrette et de Deir-ezzor.

c) L'arrêté du Haut-Commissaire N° 441 en date du 2 août 1926 a réorganisé la Cour Mixte de Justice de Beyrouth, qui avait été instituée par les arrêtés du Gouvernement du Grand Liban N°s 1905 et 2400 en date des 12 mai 1923 et 27 mars 1924.

Les Cours se composaient de cinq magistrats. Mais tandis que les Cours de Damas (arrêté du Haut-Commissaire N° 28 du 24 décembre 1925 modifiant l'arrêté présidentiel N° 363 précité) et d'Alep comprenaient

deux magistrats français, la Cour de Beyrouth en comprenait trois, les fonctions de Ministère Public et de Juge d'Instruction ayant été, dans toutes les Cours, confiées à des magistrats français.

Tous ces magistrats devaient d'ailleurs être nommés par arrêté du Haut-Commissaire.

Les Cours Mixtes connaissaient :

a) des crimes de meurtre et d'assassinat et pour celle de Beyrouth des crimes de pillage et de vols sur la voie publique commis en réunion ou bande;

b) des infractions prévues par les chapitres I et II du Livre premier du Code Pénal Ottoman (crimes et délits contre la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat).

c) des infractions que chaque Gouvernement en ce qui le concerne, « estimera intéresser la sûreté de l'Etat », lorsqu'ils auront été commis — et c'est là une disposition particulière à la Syrie — postérieurement au 30 avril 1925. Cette compétence est exorbitante du droit commun puisqu'elle fait dépendre la qualification du délit du pouvoir discrétionnaire du Gouvernement et déborde la règle : *Nullum crimen sine lege* ;

d) Des manœuvres concertées dans le but, soit de retarder ou d'empêcher des opérations électorales régulièrement ordonnées par l'autorité compétente, soit de fausser l'expression du scrutin, soit enfin de déterminer les électeurs à s'abstenir (Arrêté du Haut-Commissaire N° 52 du 12 janvier 1926).

Les Cours Mixtes suivaient une procédure sommaire. Elles devaient qualifier les délits conformément aux dispositions du Code Pénal, sauf en ce qui concerne les accusés étrangers — ce terme devant être entendu ici *lato sensu*, c'est-à-dire toute personne n'appartenant pas

à l'un des Etats placés sous Mandat Français — les faits qui sont reprochés à ces derniers ne pouvant en aucun cas être considérés comme ayant un caractère politique, mais devant toujours être qualifiés crimes ou délits de droit commun (arrêté du Haut-Commissaire N° 562 du 11 octobre 1926).

Des règles de circonstances aussi originales sont de plus édictées en ce qui concerne les peines. Il est vrai qu'en principe, les peines applicables sont celles prévues par le Code Pénal. Toutefois, l'auteur, le co-auteur et le complice sont passibles des mêmes peines que l'auteur principal. D'ailleurs une peine accessoire nouvelle est créée : c'est la confiscation par l'Etat des biens mobiliers et immobiliers des contumax pour un des crimes ou délits prévus par les Chapitres I et II du Livre premier du Code Pénal, qui ne se seront pas présentés pour faire opposition à l'arrêté dans un délai de trente jours (arrêté du Haut-Commissaire N° 53 du 12 janvier 1926 complété par arrêté N° 352 du 12 juin 1926 sur la gestion des biens confisqués).

Comme voies de recours, seule l'opposition est retenue, les arrêts des Cours de Justice n'étant susceptibles ni d'appel ni de cassation.

Quant à l'action civile, elle pouvait être intentée en Syrie devant la Cour de Justice, en même temps que l'action publique, tandis qu'au Liban, elle devait être portée devant les Juridictions de droit commun et jugée comme affaire sommaire et urgente. Cependant, le fait pour un individu d'avoir été jugé par la Cour de Justice de Beyrouth ne donne pas compétence au Tribunal de droit commun de cette ville pour connaître de l'action civile introduite par action séparée, cette action pouvant être portée, conformément aux dispositions

de l'article 18 du C.P. Civ. devant le Tribunal du domicile du défendeur ou devant le Tribunal du lieu où il a été détenu ou de celui du lieu où le crime a été commis (Trib. Civ. Beyrouth, 5 mars 1930).

Les Cours Mixtes auraient dû disparaître avec la cessation des troubles, car elles ne faisaient pas partie de l'organisation judiciaire régulière mais constituaient de véritables Juridictions occasionnelles, devant par conséquent s'évanouir avec la cause qui leur a donné naissance.

Pourtant, cette disparition n'a eu lieu qu'en Syrie (arrêté du H. C. N° 1819 en date du 16 février 1928), et dans ce pays elle n'a été qu'imparfaite, le texte n'ayant pas parlé de suppression mais de « suspension » des Cours de Justice. Il y a donc possibilité de les voir renaître un jour avec leur ancienne organisation, si jamais les circonstances politiques l'exigeaient et il est à souhaiter qu'elles ne l'exigeront jamais.

Quant au Liban, il a conservé sa Cour Mixte de Justice et l'expérience n'a pas été à ce sujet très mauvaise, car, en prononçant des condamnations rigoureuses contre des bandes qui troublaient la sécurité du pays, cette juridiction a contribué à rétablir le calme et à constituer une sorte d'épouvantail pour les futurs perturbateurs qui essaieraient de troubler l'ordre public.

Observons que la Cour Mixte Libanaise a été réorganisée par les articles 82 et suivants du Décret-Loi N° 6 du 3 février 1930 sur l'organisation judiciaire. Elle est toujours présidée par un magistrat français et comprend en tout cinq magistrats dont trois français (arrêté N° 145/LR du 26 octobre 1937). Elle est désormais habilitée à se saisir le cas échéant des actions civiles qui

naissent à l'occasion des infractions qui lui sont déférées.

3^e Restriction : au profit des Commissions douanières.

— Ces Commissions, de création récente, ont été instituées par l'arrêté du Haut-Commissaire N° 137/L.R. du 15 juin 1935 qui constitue notre Code des Douanes.

Ce sont de véritables juridictions compétentes pour se prononcer sur les infractions en matière douanière constatées soit par les agents des douanes, soit par les autres fonctionnaires ou agents de la force publique.

Elles sont en outre compétentes pour connaître de tout litige dans lequel les intérêts civils de la douane sont engagés lorsqu'elle est demanderesse, notamment pour la récupération des droits et taxes et la réalisation des engagements contractés envers l'Administration.

Elles se composent de trois membres choisis parmi les chefs ou employés principaux des douanes, selon l'effectif du bureau du siège et assistés d'un greffier.

Sont définitives et sans appel les décisions prononcées par les Commissions douanières, lorsque l'ensemble des pénalités édictées (amende et confiscation des marchandises, des moyens de transport et des objets ayant servi à masquer la fraude) n'excède pas 150 livres syriennes.

Ces condamnations sont susceptibles d'opposition devant le Tribunal Mixte (Chambre civile). Par application du principe « opposition sur opposition ne vaut », le jugement rendu sur le recours ainsi formé est toujours réputé contradictoire, même si l'opposant fait défaut (art. 2 de l'arrêté N° 8/L.R. du 21 janvier 1935). Ce Tribunal prononce également d'une façon définitive les condamnations comprises entre 150 et 300 L. S. Quant aux condamnations supérieures à cette somme qui

sont prononcées par le Tribunal, elles sont susceptibles d'appel devant la Cour d'Appel Mixte.

Enfin toutes les condamnations sont susceptibles de pourvoi devant la Cour de Cassation S.E.M.E. « mais seulement pour violation ou fausse application de la loi » (art. 332 du Code).

B. — *L'intérêt étranger*

Le principe bien connu « pas d'intérêt pas d'action » s'énonce en notre matière « pas d'intérêt étranger pas d'action devant les Juridictions mixtes ». Ce principe qui domine actuellement la compétence de ces Juridictions a été expressément prévu par le législateur dans l'article 3 des textes portant réorganisation en 1928 de la Justice mixte. « La partie étrangère qui n'a qu'un intérêt fictif au litige ou qui n'intervient qu'à titre de prête-nom n'est pas admise » à s'adresser aux tribunaux à composition mixte.

Rien de semblable n'existait dans les textes antérieurs, ce qui permet de croire, la Jurisprudence n'ayant pas eu l'occasion d'en décider, que la simulation devait alors être déclarée admise, étant d'une part parfaitement licite d'après le Code civil ottoman (art. 1591 et suivants) et étant donné d'autre part, la pratique suivie par les Juridictions mixtes égyptiennes de la Réforme qui n'étaient elles-mêmes liées à ce point de vue par aucun texte positif. Plusieurs arrêts de la Cour d'Alexandrie ont porté que « le prête-nom, à la différence du mandataire ordinaire, est revêtu d'un titre apparent qui lui donne, dans ses rapports avec les tiers, tous les droits du propriétaire, tandis qu'il reste, vis-à-vis de son com-

mettant dans les rapports de mandataire à mandant. Le prête-nom étranger, mandataire d'un sujet local, peut donc assigner devant les Tribunaux Mixtes, seuls compétents, le débiteur lui-même sujet local » (1).

Dans une espèce examinée par la Cour de Cassation du Grand Liban le 30 juin 1925, le moyen invoqué sur l'incompétence du juge de fond et provenant de la constitution d'un prête-nom étranger est demeuré sans solution, les autres moyens ayant suffi à motiver l'arrêt ; toutefois, il est intéressant de mentionner que dans cette même espèce le Parquet a admis la validité de la simulation pour des raisons d'ordre théorique et pratique telles que :

1° L'article 1^{er} de l'arrêté 2029 étant conçu dans les termes les plus généreux et les plus impératifs, il y a lieu d'admettre devant les Juridictions mixtes l'étranger, quelle que soit sa situation juridique au procès et quels que soient le caractère et l'importance de l'intérêt étranger en litige.

2° Autrement, et si l'on veut rejeter la simulation, on multiplierait les incidents dilatoires.

3° Il serait d'ailleurs très difficile, sinon impossible, d'établir avec une certitude absolue si une partie agissant en son nom personnel et en vertu de titres justifiant sa qualité à l'égard des tiers, n'est en réalité que le prête-nom d'une autre personne qui ne figure pas au procès.

4° La composition des Juridictions statuant en matière étrangère présentant les garanties nécessaires pour la protection des droits des nationaux, il serait oiseux de leur permettre d'instituer, le cas échéant, un débat sur

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Sgr.*, septembre 1925, p. 31.

le véritable motif de la présence d'un étranger dans l'instance.

Ces considérations et autres semblables n'ont pas porté le législateur à méconnaître la vraie nature des Juridictions mixtes qui sont des juridictions d'exception instituées uniquement en vue de garantir les droits de l'étranger et ne devant donc pas en principe détourner les nationaux de leurs juges naturels. C'est dans ce but que l'article 3 précité de la législation de 1928 a été rédigé, et que la Jurisprudence s'est chargée de préciser la notion de l'intérêt étranger qui constitue un noyau central autour duquel gravite toute la compétence des Juridictions mixtes. Nous étudierons :

- 1° La nature de l'intérêt étranger ;
- 2° Son apparition au litige ;
- 3° Sa durée ;
- 4° La preuve de la fictivité.

1° Nature de l'intérêt étranger :

Pour que l'intérêt étranger puisse déterminer la compétence des Juridictions mixtes, il doit être « réel », c'est-à-dire que la partie étrangère ne doit pas avoir un intérêt simplement fictif ou n'intervenir qu'à titre de prête-nom.

De plus, pour les affaires pénales, l'article 12 de la Réforme de 1928 précise que ne peut être considérée partie en cause que la personne directement lésée par l'infraction même dans le cas où elle ne serait pas portée partie civile pour quelque cause que ce soit.

L'appréciation de la nature de l'intérêt étranger est donc tout entière laissée aux soins de la Jurisprudence, dont l'œuvre à ce sujet a été fort précieuse.

Tout d'abord, qu'est-ce qu'on entend par intérêt réel? C'est au fond une question de fait. Nous pouvons dire que l'étranger a un intérêt réel au litige lorsque la solution apportée à ce litige lui procure un avantage ou lui fait subir une perte résultant directement de l'objet du litige.

La Jurisprudence a dit que l'intérêt réel est celui qui « se manifeste dans sa réalisation au moment même où il est invoqué devant le juge et qui se dégage comme tel, de l'ensemble des circonstances de la cause ainsi que des documents produits ». (Arrêt Cour d'Appel et de Cass. Lib., du 28 mars 1928.)

Cette définition oppose nettement la réalité de l'intérêt à la fictivité prohibée par le législateur. Mais la non-fictivité d'un droit et l'éventualité de ce même droit constituant deux notions juridiques distinctes, un intérêt éventuel suffit-il pour déterminer la compétence des Juridictions mixtes ?

Certainement non, car pour que l'intérêt soit réel, il faut qu'il soit né et actuel. Ainsi, il a été jugé que la nationalité étrangère du subrogé tuteur ne suffit pas pour motiver la compétence des Juridictions mixtes (1).

« Attendu que le subrogé tuteur a reçu la mission dans toutes les législations, de contrôler la gestion du tuteur et de requérir toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts du mineur ;

« Attendu également que la responsabilité du subrogé tuteur est engagée au cas d'inexécution de ses obligations, à peine de dommages-intérêts ;

« Attendu qu'au cas où cette responsabilité viendrait à être engagée, l'action le cas échéant devrait être portée de toute évidence, par le mineur devenu majeur, devant les Juridictions mixtes vu la nationa-

(1) Cass. Syr., 30 décembre 1931.

lité italienne du surveillant de tutelle E. A. puisqu'il s'agira d'une action purement personnelle ;

« Attendu qu'actuellement, le Tribunal a été saisi d'une demande d'E.A. basée sur un intérêt éventuel et non pas sur un intérêt né et actuel, etc...

« Attendu qu'en conséquence, cet intérêt éventuel ne trouvant pas sa source dans un intérêt actuel, ne saurait motiver la compétence prévue par l'arrêt 1820 en vertu de l'adage pas d'intérêt pas d'action. »

De même, il a été jugé qu'un protégé russe chargé de la gestion d'un magasin fondé par une société collective syrienne est un simple salarié qui ne saurait par cette qualité déterminer la compétence des Juridictions mixtes quand la société locataire est poursuivie en évacuation des lieux, sous prétexte que si la fermeture du magasin est ordonnée par la justice, il en résulterait pour lui un préjudice futur (1).

Les Juridictions mixtes se sont déclarées également incompétentes lorsque la partie étrangère est assignée uniquement pour entendre déclarer qu'elle était désintéressée et en prévision d'une contestation possible sur le paiement, c'est-à-dire en vue d'un intérêt futur et éventuel (2).

L'intérêt réel, né et actuel, doit de plus être direct et personnel. Ainsi les Juridictions mixtes se sont déclarées incompétentes pour statuer sur les affaires dans lesquelles l'étranger n'est intéressé qu'en qualité de mandataire. En particulier, le détenteur d'un billet à ordre ne peut ester en justice pour lui-même lorsque l'endossement du billet n'est pas daté et n'exprime pas la valeur fournie (Art. 94, C. Com.), car pareil endossement équivaut à une procuration (3).

(1) Cass. Syr., 25 mai 1935, *J. O.*, p. 70.

(2) Cass. Syr., 29 janv. 1936, *J. O.*, p. 16.

(3) Cass. Syr., 27 fév. 1935, *J. O.*, p. 41.

De même la mise en cause aux débats d'un liquidateur étranger qui n'a pas d'intérêts effectifs, ne saurait davantage attirer le litige à la Juridiction mixte, attendu que le rôle de ce liquidateur consiste à dresser des bilans et d'apurer les comptes et que l'on chercherait en vain la *matérialité* de l'intérêt étranger de ce liquidateur aux débats. (Arrêt déjà cité, Cass. Syr., 19 novembre 1931).

Mais il en serait tout autrement s'il s'agissait d'un acte accompli par le liquidateur étranger lui-même et qui serait préjudiciable aux tiers, car le liquidateur *ès qualité* serait alors incriminé dans un *acte personnel* de ses fonctions.

Si donc l'intérêt du liquidateur et du mandataire est jugé indirect, par contre il faut rechercher l'intérêt du mandant et le prendre en considération. La Cour de Cassation Libanaise a retenu la compétence des Juridictions mixtes pour tous les litiges concernant un Wakf (fondation pieuse) du fait de la nationalité française d'un bénéficiaire de ce Wakf. Le fait que ce bénéficiaire soit représenté par l'administrateur légal du Wakf, sujet libanais, ne fait nullement disparaître son intérêt « personnel » (1).

On pourrait objecter que le Wakf est une personne morale et que cette nationalité aurait dû dessaisir la Juridiction Mixte. Or, il n'en est rien, car la loi sur la possession des biens immeubles par les personnes morales est muette en ce qui concerne la personnalité morale et la nationalité du Wakf. D'ailleurs la personnalité ne pouvant qu'investir les groupements possesseurs et

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, avril 1930, p. 166.

non des lieux mêmes, le Wakf ne peut avoir comme nationalité que celle de ses bénéficiaires (1).

En ce qui concerne en particulier les affaires pénales, le caractère direct de l'intérêt est le seul à avoir été prévu par le législateur. Cet intérêt est donc réel dès lors que la personne étrangère est directement lésée par l'infraction, dit l'article 12 des textes portant Réforme de la Justice Mixte de 1928. La lésion doit donc être personnelle et de nature à permettre à l'étranger la constitution de partie civile ; ce qui ne veut nullement dire que cette constitution doit obligatoirement avoir lieu. Ainsi, un père n'est pas lésé d'une façon directe par les coups portés à son fils majeur, mais il faudra en décider autrement si le fils est mineur.

De toute façon, si l'on admet qu'un intérêt, même indirect, puisse servir de base à une action en réparation devant la Juridiction répressive, il faut en tout état de cause que le dommage dont on poursuit la réparation soit la conséquence du fait poursuivi lui-même en ce qu'il a de délictueux. (Appel Beyrouth, 26 nov. 1928). Ainsi, une Compagnie d'Assurances n'est pas directement lésée quand un incendie a détruit l'immeuble assuré, le rapport de droit existant entre elle et le propriétaire de l'immeuble étant d'ordre purement contractuel. Elle doit par contre être déclarée directement lésée si elle prouve que le feu n'avait été mis que dans l'intention de nuire à ses propres intérêts.

Peu importe d'ailleurs que l'intérêt soit, en matière pénale, matériel ou moral, ce dernier pouvant se déduire d'un délit ou d'atteintes à l'honneur.

En ce qui concerne l'intérêt matériel, il a été en

(1) Cass. Syr., 21 mai 1931.

partie jugé que l'Etat français a un intérêt à intervenir au procès en cas d'accident survenu à un militaire (Paix Damas, 3 janv. 1931.)

« Attendu, dit le jugement, que l'Etat Français a, vis à vis des militaires blessés, l'obligation de leur fournir des soins, de leur payer leur solde et, éventuellement, de leur payer une pension ;

« Que l'accident a pour conséquence de substituer une dette immédiatement exigible à l'obligation simplement conditionnelle existant auparavant à la charge de l'Etat ;

« Qu'il cause ainsi *directement* à l'Etat un dommage actuel dont celui-ci est recevable à demander la réparation (Cass. française, 7 mars 1911, R. O. du Ministère de la Guerre. Vol. 58, p. 88). »

En ce qui concerne l'intérêt moral, la Société anonyme des Chemins de fer D.H.P. a pu prétendre qu'elle est *moralement* lésée par le délit commis envers son employé, intéressé au recouvrement des amendes (art. 20 du Règlement général sur la police des Chemins de Fer) et intervenir au procès comme partie civile.

Tels sont les caractères que l'intérêt étranger doit revêtir, soit en matière civile, soit en matière pénale, pour motiver la compétence des Juridictions mixtes.

Pourrait-on ajouter que l'intérêt doit être sérieux en ce sens qu'il doit être grave, ou doit-on faire abstraction de son poids ? C'est cette dernière thèse qui prévaut en pratique. Ainsi, en matière de faillite, par exemple, si la masse des créanciers comprend un seul créancier, dont la créance est de plus dérisoire, la faillite est portée devant la Juridiction mixte. De même, en matière pénale, en cas de pluralité de délinquants ou de victimes, quand l'un d'eux est étranger, si minime que soit le rôle joué par lui dans l'accomplissement de l'infrac-

tion ou le préjudice subi par lui à titre de victime, l'affaire doit être portée devant les Juridictions mixtes. L'arrêt de la Cour de Cassation de Syrie du 25 juillet 1933 est intéressant ; il retient la compétence de la Juridiction mixte ainsi qu'il suit :

Attendu que l'art. 12 de l'arrêté 1820 est formel, qu'il proclame que doit être considérée comme partie en cause toute personne lésée par l'infraction même dans le cas où elle ne serait pas partie civile ;

Attendu que le sieur B., ayant reçu deux blessures légères à la tête et au nez, a été incontestablement lésé par l'accident ;

Attendu qu'il importe peu que les blessures soient graves ou légères, qu'il suffit que la partie lésée soit un étranger pour motiver la compétence des Juridictions mixtes ;

Omissis.....

Attendu que le Tribunal a donc violé la loi en écartant l'application de l'art. 12 sous le prétexte bien peu juridique que les blessures de B. étaient légères ; que son jugement manque de base légale et doit être cassé de ce chef.

Voilà les caractères avec lesquels l'intérêt étranger apparaît au litige. Il s'agit maintenant d'envisager le moment auquel il fait son apparition afin de pouvoir déterminer les effets de cette apparition sur la marche du procès.

2° *L'apparition de l'intérêt étranger au litige :*

L'intérêt étranger motive la compétence des Juridictions mixtes de deux façons :

— ou l'étranger engage le procès en qualité de partie principale ;

— ou il l'engage en qualité de tierce personne.

De toute façon, l'intérêt doit être né avant l'engage-

ment de l'instance, l'arrêté du H.C. n° 405 du 17 juillet 1926 déjà mentionné, ayant précisé que la situation juridique des parties aux procès est fixée par la date de la requête introductive d'instance et que le changement de nationalité en cours d'instance ne peut rien modifier à la marche de la procédure.

L'intérêt étranger, né après l'introduction de l'instance équivaut à un changement de nationalité et ne saurait justifier une intervention plus que douteuse. Admettre le contraire laisserait la porte ouverte à toutes les combinaisons en permettant aux justiciables de modifier à leur gré les règles de compétence qui sont essentiellement d'ordre public (1).

Si l'étranger agit comme partie principale, il faut et il suffit qu'il ait un intérêt revêtant les caractères que nous lui avons reconnus. Autrement, si son adversaire arrive à prouver le contraire, c'est-à-dire la fictivité de l'intérêt allégué, la Juridiction mixte est dessaisie au profit de la Juridiction purement syrienne.

Mais si l'étranger intervient dans une instance déjà pendante devant les tribunaux nationaux, une double condition est requise :

1° Il faut que l'intervention soit recevable d'après le Code de Procédure civile ;

2° Il faut que l'intérêt de l'intervenant soit réel (art. 4 de la Réforme de 1928).

L'intervention a donc en notre matière des règles spéciales et rigoureuses qui sont méconnues par les autres législations. Cette différence provient du fait que l'intervention de la partie étrangère opère ici un détournement de Juridiction, contrairement à ce qui se produit

(1) Cass. Syr., 1^{er} déc. 1934, *J. O.*, 1935, p. 51.

d'après les règles de droit commun en matière d'intervention.

En France, la doctrine et la Jurisprudence admettent que toute personne a la faculté d'intervenir devant la Juridiction du 1^{er} degré à la seule condition d'y avoir un intérêt légitime, fut-il pécuniaire ou moral, actuel ou éventuel, mais fondé sur l'existence d'un droit à protéger et gardant le caractère d'être personnel à celui qui l'invoque.

Par contre la législation syrienne exige chez l'intervenant un intérêt réel parce que cet intérêt a pour effet de modifier les règles de compétence. Ainsi la caution ou le cessionnaire de créance quand ils sont de nationalité étrangère, n'entraînent par leur intervention la compétence des Juridictions mixtes que si le cautionnement ou la cession sont constatés par un acte ayant date certaine antérieure à l'introduction de l'instance.

Outre la réalité de l'intérêt de l'intervenant étranger, il faut que l'intervention soit conforme aux règles d'exercice prévues par les lois en vigueur.

Or, ces lois ne sont plus les mêmes en Syrie et au Liban depuis le 28 mars 1933, date à laquelle ce dernier pays a adopté un nouveau Code de Procédure civile en remplacement du vieux Code ottoman, toujours en vigueur en Syrie proprement dite.

De toute façon, les deux législations n'édicte pas les mêmes règles de recevabilité pour l'intervention en première Instance ou en Appel. Dans ce dernier cas, ces règles sont plus sévères afin d'empêcher le tiers de retarder la solution d'une instance déjà très avancée.

D'après la législation ottomane, l'intervention en première Instance est admise dès lors qu'on justifie avoir droit et qualité pour intervenir (C.P.C. art. 117), tandis

que l'intervention en appel ne sera reçue que de la part de ceux qui auraient droit, conformément à la loi, de former tierce-opposition au jugement dont est appel (art. 193). Or, la tierce-opposition n'est admise que de la part de celui qui n'a été ni partie ni représenté au procès et si de plus la décision de justice intervenue lui a été préjudiciable (art. 161).

D'après le Code de Procédure Libanais, l'intervention en première Instance est ou volontaire ou forcée. Dans le premier cas, c'est le tiers qui se présente spontanément ou bien il est mis en cause par l'une des parties. Dans le second cas, c'est le tribunal qui, d'ailleurs en tout état de cause, ordonne la mise en cause d'un tiers (C.P.C.L., art. 460-466). Quant à l'intervention en cause d'appel, elle est recevable de la part de toute personne qui aurait qualité pour faire éventuellement tierce opposition à la décision à intervenir (art. 529). Or, pour former tierce opposition, le Code libanais exige les mêmes conditions que l'ancien Code ottoman.

On pourrait se demander que lorsqu'une intervention a eu lieu de la part d'un étranger quelle doit être en premier lieu la tâche du juge. Doit-il commencer par décider de la réalité de l'intérêt ou de la recevabilité de l'intervention d'après le Code de Procédure ? S'il commence par reconnaître la réalité de l'intérêt, aucun résultat pratique n'est obtenu au cas où l'intervention doit être dans la suite rejetée. C'est cette considération qui a inspiré la Cour mixte libanaise à examiner en premier lieu la régularité de l'intervention dans un arrêt du 14 mai 1929 ainsi conçu :

« Attendu que la Cour est dès lors amenée à examiner l'existence d'un intérêt réel au litige appartenant à K. ;

« Attendu que l'existence même de l'intérêt étranger est subordonnée à la recevabilité de son intervention ; que cette intervention est soumise aux termes de l'article 193 du C.P.C. aux conditions mêmes de la tierce-opposition, etc... »

Il reste à dire un mot sur la procédure de l'intervention. Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Réforme de 1928, l'intervention doit avoir lieu devant la juridiction strictement nationale. Elle doit être faite par requête, d'après le Code de Procédure ottoman, et par simples conclusions déposées au greffe ou par mémoire en défense suivant que l'intervention est spontanée ou forcée, d'après le Code Libanais. Est donc recevable l'intervention opérée devant la Juridiction mixte quand celle-ci n'est pas saisie de l'instance principale (1).

Une fois l'intervention introduite, l'une des deux hypothèses suivantes pourra avoir lieu :

— ou la nationalité de l'étranger et son intérêt ne seront l'objet d'aucune contestation, et dans ce cas la Juridiction strictement nationale rendra un jugement de dessaisissement au profit de la Juridiction mixte correspondante et ce jugement se distingue du jugement d'incompétence en ce qu'il n'a pas d'effet rétroactif, les actes de procédure qui lui sont antérieurs demeurant valables.

— ou cette nationalité et cet intérêt seront l'objet d'une contestation et dans ce cas, c'est la Commission des nationalités qui doit trancher le différend relatif à la nationalité et la Chambre mixte correspondante de la Juridiction strictement nationale qui doit trancher

(1) Appel Mixte Beyrouth : *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, fév. 1935, p. 43.

l'incident relatif au caractère réel de l'intérêt de l'intervenant.

L'incident doit être liquidé « d'urgence », ce qui ne veut pas dire que la procédure sommaire doit lui être applicable, les échanges de conclusions pourront, le cas échéant, avoir lieu.

Quant à l'incident, il constitue, par rapport à la Juridiction strictement nationale, une véritable question préjudicielle puisqu'elle l'oblige à surseoir à statuer au fond jusqu'à son vidé complet.

Par contre, l'intervention irrégulièrement introduite devant la Juridiction mixte n'a aucun effet sur la marche du procès qui serait en cours devant la Juridiction purement nationale.

3° *Durée de l'intérêt étranger :*

L'intérêt étranger qui détermine par sa présence la compétence des Juridictions mixtes a-t-il un effet quelconque sur cette compétence si sa nature est affectée ou s'il vient à disparaître au cours du procès ?

On a eu l'occasion de dire que le changement de *nationalité* en cours d'instance ne peut rien modifier à la marche de la procédure, la situation juridique des parties au procès étant fixée par la date de la requête introductive d'instance. Par analogie, on doit admettre que le changement d'*intérêt* en cours d'instance ne peut rien modifier à la marche de la procédure. Admettre le contraire serait d'ailleurs compliquer inutilement le procès et le traîner en longueur. Ainsi, il y a lieu de décider que si l'une des parties décède en cours de l'instance, les héritiers, quelle que soit leur nationalité, doivent être admis à reprendre cette instance devant la

même juridiction qui avait été saisie par le de cujus. La succession, continuant la personnalité du défunt, bénéficie du privilège juridictionnel rattaché à sa nationalité (Civil, Damas, 23 avril 1932).

De même la Cour de Cassation Libanaise (1) a rejeté le moyen d'incompétence basé sur la disparition de l'intérêt étranger du fait du désistement de la partie étrangère dans un procès en faillite, attendu qu'en matière de faillite les créanciers forment une masse qui est représentée par le syndic dès avant la date du jugement déclaratif de faillite et que par conséquent la seule présence dans la liste des créanciers de personnes de nationalité étrangère a permis au Tribunal mixte de se déclarer valablement compétent.

Il a été également décidé que l'intérêt étranger des créanciers dans une action basée sur la liquidation judiciaire, s'il vient à disparaître en cours d'instance par la transformation de la liquidation en concordat, cette disparition ne peut dessaisir le Tribunal compétemment saisi lors de l'introduction de l'instance (2).

En matière pénale, le désistement de la partie civile de nationalité étrangère laisse subsister la qualité de partie lésée et n'a par conséquent aucun effet sur la marche de la procédure. Bien plus, les Juridictions étrangères de degré supérieur peuvent être valablement saisies de l'affaire alors que le désistement a eu lieu en première instance (3).

Quid du désistement du plaignant qui, par son intérêt direct, a motivé la compétence de la Juridiction mixte? Ce désistement laissant subsister la qualité de

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, mai 1932, p. 164.

(2) *Cass. Syr., J. O.*, 1935, p. 8.

(3) *Cass. Syr.*, 1937, *J. O.*, p. 40.

dénonciateur, la Juridiction mixte devra continuer à être saisie du projet. Telle est du moins la solution préconisée par un arrêt de la Cour de Cassation Libanaise du 29 mars 1929, ainsi conçu :

« Attendu qu'un retrait de plainte ne fait pas disparaître *ipso facto* l'existence de l'intérêt direct de la partie qui a déposé cette plainte, parce que ledit retrait ne met pas cette dernière à l'abri d'une action en dénonciation calomnieuse ou en dommages et intérêts que l'inculpé peut toujours lui intenter ; que l'objet de la plainte étant de révéler à la justice les faits que l'on tient à lui dévoiler, il serait impossible d'admettre que les effets de la dénonciation puissent subsister alors que la personne même du dénonciateur serait autorisée à disparaître ; qu'au surplus l'intérêt direct qui appartient au plaignant peut toujours revivre et se manifester de façon inattendue tant au cours de l'information judiciaire qu'au cours des débats d'audience ; qu'en définitive la qualité d'étranger qui a motivé la compétence de la Juridiction mixte et la réalité de l'intérêt direct affirmé par un plaignant au cours d'une procédure doivent continuer à dominer le débat tant que la décision de justice qui interviendra en fin de compte ne les fait pas disparaître soit explicitement soit implicitement. »

L'intérêt étranger qui a motivé la compétence de la Juridiction mixte n'arrive donc plus par son changement ou par sa disparition à la dessaisir du procès. Bien plus, cet intérêt renaît devant le tribunal de renvoi, alors même qu'il y a eu chose jugée au fond à l'égard de l'étranger, « attendu qu'une telle solution est non seulement légale et logique, mais est analogue à celle adoptée par les Cours d'Appel, sur seul appel d'une partie civile déboutée ; qu'en ce cas la Cour peut sans violer l'autorité de la chose jugée déclarer l'existence du délit dénoncé pour en faire la base d'une condam-

nation à des dommages-intérêts, sans que le prévenu acquitté puisse être condamné à une peine » (Cass. Syr. 1^{er} mai 1935).

4^o Preuve de la fictivité de l'intérêt étranger :

L'article 76 du Code civil ottoman est conçu en ces termes :

« La preuve est à la charge du demandeur et le serment à la charge de celui qui nie un fait allégué par son adversaire. »

La bonne foi étant toujours présumée, celui qui allègue la fictivité est donc tenu de fournir la preuve des éléments qui la constituent.

La simple allégation de la fictivité ne suffit pas pour soustraire l'affaire à une Juridiction mixte et la faire renvoyer devant la Juridiction strictement nationale, encore faut-il établir ce caractère de fictivité d'une façon certaine devant la Juridiction mixte, seule compétente.

Il est vrai que la tâche des tribunaux est délicate pour distinguer les cas dans lesquels l'intérêt étranger est fictif. Par exemple, il se peut qu'un étranger ait reçu des coups sans pouvoir l'établir, que néanmoins il a le droit de recourir à ses Tribunaux pour tâcher d'obtenir justice, la gravité de la lésion n'étant pas une condition nécessaire du procès. Les Tribunaux eux-mêmes se trouvent parfois fort embarrassés pour trouver un critérium adéquat, ce qui ne les dispense pas, leur compétence étant restreinte aux seuls intérêts étrangers, de rechercher si l'intérêt figurant au procès justifie leur compétence et cela afin de bâtir cette compétence sur des motifs circonstanciés.

Comment, en pratique, ils sont amenés à découvrir la fictivité ? S'ils acceptent à cet effet toutes sortes de moyens, ils se contentent parfois de scruter les mobiles de l'étranger. C'est ce dernier système de la preuve morale qui a été appliqué par la Cour de Beyrouth dans un arrêt précité et déjà ancien du 7 novembre 1928 : il s'agissait d'une instance en résiliation de vente que la partie demanderesse a voulu transporter devant la Juridiction mixte et qui, à cet effet, a cédé en donation une partie de l'immeuble litigieux à une personne de nationalité étrangère. L'intervention de cette dernière a été déclarée irrecevable par la Cour, attendu que « la donatrice a eu pour mobile évident et d'ailleurs non dissimulé par l'abandon d'une partie de ses droits, d'aboutir à une modification de compétence ». Et la Cour de rechercher les conditions dans lesquelles la donation a été opérée et qui sont de nature à prouver la fictivité de l'intérêt de l'intervenante.

Cet arrêt est critiquable, car si le système de la preuve morale s'applique en matière pénale, il est de principe, en matière civile, que le juge ne peut considérer un fait comme établi qu'autant qu'il est prouvé par l'un des moyens organisés par la loi et dans les formes de procédure légales. Aussi, la jurisprudence s'oriente de plus en plus vers le système de la preuve légale pour relever les faits constitutifs de la mauvaise foi, de la malveillance, de la fraude ou des manœuvres justifiant la fictivité, et le demandeur peut, le cas échéant, déférer même le serment à son adversaire et lui faire subir les peines prévues par le Code pénal pour le faux serment.

On ne saurait objecter que les règles de compétence *ratione materiæ* étant d'ordre public, et, d'autre part,

le serment constituant une transaction, il ne devrait pas être utilisé en notre matière car il n'est pas permis de transiger sur les questions d'ordre public. En effet, il ne s'agit pas ici de transiger sur une matière d'ordre public, mais d'établir la simulation qui est « un fait dont pourrait découler l'incompétence des Tribunaux mixtes » (1).

Ajoutons que l'appréciation des manœuvres et des faits permettant d'établir la fictivité est une pure question de fait, échappant en conséquence au contrôle de la Cour de Cassation. Toutefois, les juges du fond doivent modifier sérieusement la fictivité pour permettre à la Cour suprême d'exercer son contrôle et à cet effet ils doivent recourir à des « motifs circonstanciés, tirés de manœuvres et de faits concordants, établis et concluants ». (Cass. Syr. 5 mai 1937).

SECTION II

Compétence anormale des Juridictions Mixtes

Les Juridictions mixtes, qui constituent les juges naturels des étrangers privilégiés en matière civile, commerciale et pénale, sont compétentes pour juger également ces mêmes étrangers en matière administrative. Voilà une première dérogation aux règles de droit commun.

Une deuxième dérogation provient de ce que ces juridictions sont parfois compétentes quand un texte les a autorisées à statuer dans certaines conditions sur des

(1) Cass. Syr., 1^{er} mai 1935 et 19 fév. 1936, *J. O.*, p. 55 et 30.

affaires n'intéressant point les étrangers ou ne les intéressant pas directement.

§ 1. — COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE
DES JURIDICTIONS MIXTES

L'article 1^{er} des arrêtés 2028 et 2029 du 7 juillet 1923 organisant les Juridictions Mixtes en Syrie et au Liban attribuent indirectement à ces Juridictions une compétence administrative quand l'une des parties au procès est de nationalité étrangère.

Cette disposition, qui fait bon marché du principe de la séparation des pouvoirs, a été dès le début l'objet de vives critiques. En 1924, l'arrêté N° 24 du Président de l'Etat de Syrie et l'arrêté N° 2668 du Gouverneur du Grand Liban ayant organisé dans chacun de ces pays un Conseil d'Etat à caractère purement juridictionnel — le Conseil d'Etat existant jusqu'à cette date ayant été investi de pouvoirs à la fois législatifs et contentieux — la question s'est posée à savoir, si ces arrêtés qui étaient visés et approuvés par le H. C. n'abrogeaient pas tacitement l'article 1^{er} des A. 2028 et 2029. Le Tribunal Mixte de Damas a, en date du 2 février 1927, retenu sa compétence administrative à l'égard des étrangers, motifs pris de ce que l'arrêté N° 24 ne prévoit l'organisation que d'une juridiction purement locale et non d'une juridiction ayant pouvoir de juger les étrangers et qu'un arrêté du Président de l'Etat de Syrie ne saurait modifier les dispositions d'un arrêté du H. C. qu'une fois approuvé par celui-ci, conformément aux articles 12 et 13 de l'arrêté 2980.

Lors de la réforme de la Justice mixte en 1928, la loi du 17 février a supprimé cette compétence au Liban. Plus tard, le Décret-Loi N° 6 du 3 février 1930 confère à la Chambre Mixte civile et commerciale de la Cour d'Appel et de Cassation le pouvoir de statuer également au contentieux administratif et quand en 1934 la justice fut réorganisée au Liban et que ce pays fut doté à nouveau d'une Cour de Cassation indépendante de la Cour d'Appel, c'est à la Chambre civile et commerciale de la Cour suprême à composition toujours Mixte que fut attribué le contentieux administratif.

En Syrie, l'arrêté du Haut-Commissaire N° 1820 du 17 février 1928 a maintenu la compétence administrative des Juridictions Mixtes et le Décret législatif du Gouvernement Syrien N° 10 en date du 2 janvier 1934 portant réorganisation du Conseil d'Etat a réservé expressément l'application des privilèges de Juridictions prévue par l'arrêté N° 1820 (art. 135 et 42 du Décret Législatif).

En Syrie, les procès administratifs intéressant exclusivement les nationaux sont donc soumis à une juridiction administrative spécialisée ayant des attributions largement inspirées de celles du Conseil d'Etat français, alors que les procès administratifs intéressant les étrangers sont tranchés par les tribunaux de l'ordre judiciaire, de sorte que dans ce petit pays les deux systèmes français et anglais trouvent en l'espèce leur application.

On dira peut-être que si des garanties judiciaires sont nécessaires quand un étranger est en litige avec un syrien, il y a lieu à plus forte raison de garantir les droits de cet étranger quand ils sont discutés par l'Etat. Or, pareille considération pourrait justifier la composition

particulière du Conseil d'Etat quand il statue en matière étrangère, mais ne justifie nullement la compétence administrative des tribunaux de l'ordre judiciaire.

Il est vrai qu'en Egypte, ce sont les Tribunaux Mixtes de la Réforme qui s'occupent de la Juridiction administrative quand les étrangers sont en cause, mais ces juridictions n'ont pas le contentieux d'interprétation ni celui d'annulation, ce dernier n'ayant d'ailleurs pas encore revêtu une forme concrète dans ce pays où il se trouve encore à l'état embryonnaire d'un recours purement hiérarchique.

En Syrie, la compétence administrative des Juridictions Mixtes est générale et englobe par conséquent tous les litiges administratifs bien que vraisemblablement les rédacteurs de l'arrêté 1820 en attribuant une compétence administrative aux Juridictions Mixtes n'aient songé qu'à ceux des litiges administratifs qui ressemblent aux litiges du contentieux judiciaire.

On peut sans inconvénient habiliter les Tribunaux Mixtes à connaître de ces actions où les particuliers s'en prennent de partie à partie aux administrations publiques, soit que d'après la prétention du demandeur, l'Administration n'ait pas rempli les obligations mises à sa charge par ses contrats, soit qu'elle refuse de réparer un dommage causé par ses agissements, etc.... Les procès qui relèvent du contentieux de pleine juridiction n'engagent que les finances des personnes administratives et les risques qu'ils font courir aux patrimoines publics sont limités puisque les arrêts rendus dans ces procès n'ont qu'un effet *inter partes*.

Mais que, sur un recours pour excès de pouvoir, un tribunal de l'ordre judiciaire puisse annuler *erga omnes* les décisions administratives, de quelque autorité

qu'elles émanent, cela heurte le principe de la séparation des pouvoirs. Cette compétence est d'ailleurs d'autant plus critiquable qu'elle est exercée par les Tribunaux Mixtes. Les annulations prononcées sur recours pour excès de pouvoir ont un effet absolu : la décision attaquée est, le cas échéant, annulée à l'égard de tous. Si donc de telles annulations sont prononcées par les Tribunaux Mixtes, on verra des Juridictions instituées pour la garantie des seuls intérêts étrangers régler directement les rapports du Gouvernement Syrien avec ses propres ressortissants, ce qui paraît bien anormal. On pourrait même faire cette hypothèse : des citoyens syriens ayant vainement tenté de poursuivre devant le Conseil d'Etat l'annulation d'un acte émanant de l'Administration, rien ne les empêcherait de reprendre l'affaire devant le Tribunal Mixte à la seule condition de trouver un étranger qui se chargera de signer le recours.

Il est d'ailleurs fort étonnant de voir la France installer en Syrie le régime administratif anglais, alors qu'elle est le berceau de la Juridiction administrative et qu'elle a toujours tenu à répandre cette institution dans les pays où règne son influence politique. Son attitude à cet égard a toujours été pour certains dirigeants syriens un exemple à suivre et une opinion hostile au Conseil d'Etat a pris naissance tout récemment en Syrie. Pour la satisfaire, une loi N° 26 en date du 12 avril 1938 a été votée par la Chambre des députés, portant suppression du Conseil d'Etat tel qu'il a été organisé par le Décret précité N° 10 : il donne au Conseil d'Etat la forme d'une Chambre à la Cour de Cassation strictement syrienne mais lui réserve expressément sa compétence contentieuse et la procédure administrative qui avaient été

prévues par le Décret législatif N° 11 du 2 janvier 1934.

Cette solution est vraiment peu heureuse, car d'une part elle n'a réalisé qu'une économie financière illusoire et d'autre part elle a eu pour unique effet de dépouiller le Conseil d'Etat de sa place autonome dans l'organisation étatique. De plus, elle n'est pas en harmonie avec le mouvement d'extension que suit de jour en jour l'existence d'une juridiction administrative. En Angleterre, où, selon l'expression originale de M. Hauriou, « l'Administration est au greffe », et en dépit d'une tradition hostile à cette Juridiction, on s'oriente néanmoins vers sa création, car on remarque depuis quelques années dans ce pays un effort pour soustraire certains litiges administratifs aux tribunaux judiciaires et les déférer à des organismes qui n'ont encore qu'un aspect nébuleux de tribunaux, mais qui, comme la chose s'est produite en France, sont susceptibles de donner naissance aux tribunaux administratifs.

De même en Egypte, un mouvement créateur d'une juridiction administrative spécialisée se dessine actuellement, les recours hiérarchiques y étant déférés à un organisme particulier, le « Comité du Contentieux de l'Etat », dont les attributions, purement consultatives pour le moment, seront peut-être dans un avenir prochain soumises aux règles spéciales du contentieux administratif.

Dans certains pays, comme en Turquie par exemple, après avoir supprimé le Conseil d'Etat, on a été obligé de le rétablir.

La loi syrienne du 12 avril 1938 qui a transféré à la Cour de Cassation locale les affaires administratives, ne s'est nullement occupée des affaires administratives intéressant les étrangers. La question de ces affaires de-

meure donc entière ; elles vont par conséquent continuer à être soumises à tous les degrés des Juridictions Mixtes. Ce régime leur sera applicable, d'autant plus que la Cour de Cassation locale ne comprend que des magistrats syriens, contrairement au Conseil d'Etat supprimé, aux travaux duquel contribuaient bénévolement un magistrat français et un Commissaire général du Gouvernement de nationalité française, le premier occupant cumulativement le poste de Conseiller à la Cour de Cassation Mixte et le second celui de Conseiller Légaliste du Gouvernement Syrien.

Toutefois, les Juridictions Mixtes n'ont pas une compétence absolument générale en matière administrative, mais des restrictions sont apportées à leur compétence :

a) *En matière de presse* (1) : L'étranger peut, dans les pays du Levant placés sous Mandat français, être gérant de journal ou de périodique, pourvu qu'il appartienne à l'un des Etats Membres de la S.D.N., ou aux Etats-Unis d'Amérique. Mais si ses écrits sont estimés par l'autorité administrative de nature à troubler l'ordre public national ou international, son journal ou périodique peut être suspendu par simple décision administrative. La suspension administrative, pratiquée en Syrie comme au Liban, à l'égard des écrits des nationaux comme de ceux des étrangers, bien que des considérations d'ordre local aient paru la tolérer, constitue une mesure de méfiance vis-à-vis de la justice du pays et cause des préjudices graves aux journalistes qui ne cessent, à bon droit, d'en réclamer la suppression.

(1) Arrêtés n^{os} 2630 du 27 mai 1924 pour la Syrie et 2404 du 21 avril 1924 pour le Liban.

b) *En Syrie, en matière de Temettu (impôt sur le revenu)* : Aux termes des articles 21 et suivants de l'arrêté du Chef de l'Etat de Syrie N° 48 en date du 29 janvier 1928, les demandes en décharge ou réduction de la part des contribuables sont examinées en première instance par une commission spéciale dont les décisions sont susceptibles d'Appel devant une autre commission, celle-ci devant être présidée par un représentant français choisi par le Délégué du Haut-Commissaire quand il s'agit de réclamations faites par des ressortissants étrangers (entendre ici ce terme dans son sens large). Les décisions de la commission d'appel peuvent être l'objet d'un recours en cassation devant le Conseil d'Etat (art. 26 de l'arrêté). Or, le texte ne fait pas d'exception quand la décision émane de la commission Mixte. Voilà pourquoi, et bien qu'il soit étrange de voir sous le régime du Mandat une Juridiction syrienne statuer sur une décision rendue par une Commission présidée par un fonctionnaire français, le Conseil d'Etat syrien a retenu sa compétence en la matière, motif pris de ce que le législateur en instituant une Commission d'Appel Mixte pour le Temettu, a par le fait même écarté d'une manière générale la compétence des Tribunaux Mixtes.

§ 2. — LES NATIONAUX DEVANT LES JURIDICTIONS MIXTES

Les Représentants de la Puissance Mandataire ont une plus grande confiance dans les Juridictions Mixtes, qui sont leur œuvre et sur lesquelles ils exercent un contrôle direct, que dans les Juridictions locales sur lesquelles leur contrôle est assez effacé. Voilà pourquoi ils ont

élargi leur compétence chaque fois qu'il s'est agi d'une matière d'une certaine importance dans laquelle l'ordre public ou l'intérêt étranger se trouvent intéressés de près ou de loin, et ont même permis aux nationaux en l'absence de tout intérêt étranger d'attribuer compétence aux dites Juridictions par leur propre volonté et grâce à une clause spéciale attributive de compétence.

A. — *Cas particuliers de compétence :*

a) *Contentieux douanier* : L'arrêté du Haut-Commissaire N° 137/L.R. du 16 juin 1935 dit « Code des Douanes » comprend 374 articles et abroge outre les règlements et instructions douaniers ottomans, plus de deux cents arrêtés et décisions du Haut-Commissaire ayant fait leur apparition durant le Mandat.

L'Administration des Douanes est sous le Mandat un service relevant directement de l'autorité du Haut-Commissariat ; elle constitue un service commun à tous les Etats placés sous-Mandat, sans être lui-même un service français. Quoi qu'il en soit, elle jouit d'après les articles 328 et 329 du Code des Douanes des privilèges judiciaires que voici :

1. Ou il s'agit d'affaires dans lesquelles le « Service des Douanes » est partie en cause ou intervenante, et alors elles doivent être déférées devant les Juridictions Mixtes, quelle que soit la situation juridique du service au procès.

2. Ou il s'agit d'actions pénales ou civiles à caractère répressif ou de réparations, portées par ou contre les préposés des Douanes qui ne seraient pas de par leur nationalité justiciables des Tribunaux Mixtes, et alors

ces derniers tribunaux doivent statuer sur le caractère desdites actions et ne retenir leur compétence que si celles-ci ont pour objet des « faits se rattachant à l'exercice des fonctions » des préposés ou « connexes à des faits de service ». Autrement, s'il s'agit d'une action purement personnelle ou d'une action qui ne présente aucune connexité avec un fait de service, les Juridictions Mixtes doivent se déclarer incompétentes au profit des Juridictions strictement nationales.

Rappelons enfin que les voies de recours contre les décisions des « Commissions douanières » ne sont ouvertes que devant les Juridictions Mixtes.

b) *Contentieux en matière de monopole des tabacs* : Par arrêté du Haut-Commissaire N° 16/L.R. du 30 janvier 1935 un monopole fiscal unique a été institué à partir du 1^{er} mars 1935 dans les Etats du Levant sous Mandat Français pour l'achat, la fabrication et la vente du tabac, de toute origine et sous quelque forme qu'il se présente.

L'exploitation du monopole est assurée en régie co-intéressée conformément aux dispositions d'un cahier de charges.

Le contentieux en matière de monopole des tabacs est soumis aux règles particulières ci-après :

1. Le Haut-Commissaire de la République française décide souverainement après avis de la « Commission permanente des tabacs et tombacs » — Commission composée des chefs du Département des Finances de chacun des Etats, Gouvernements et province dotée de l'autonomie budgétaire et placée sous la présidence du Conseiller du Haut-Commissariat aux affaires financières — des désaccords qui surgissent entre l'Administra-

tion du Monopole d'une part, et d'autre part, l'autorité administrative d'un ou de plusieurs Etats.

2. Le Haut-Commissaire arbitre souverainement aussi, tout dissentiment entre la Commission permanente et le monopole.

3. Il est enfin seul compétent en matière d'interprétation des textes législatifs ou conventionnels concernant le régime du tabac, le vieil adage « ejus est interpretari cujus est condere » trouvant ainsi son application parfaite.

4. Quant à la répression des fraudes, elle relève, conformément aux dispositions de l'article 72 de l'arrêté 16/L.R., des Juridictions « auxquelles ressortissent les causes étrangères », alors même que les délinquants soient des nationaux et qu'aucun intérêt étranger ne soit en présence.

c) *Affaires intéressant la Dotation du Chemin de fer du Hedjaz* : Conformément aux dispositions de l'arrêté N° 53/L.R. du 8 juin 1931, ces affaires, quelle que soit la situation de la Dotation au procès, doivent être jugées par les Juridictions statuant en matière étrangère.

d) *Commerce des armes et munitions* : Par application de la Convention de Genève du 17 juin 1925 relative au contrôle du commerce international des armes, munitions et matériel de guerre, un arrêté du Haut-Commissaire N° 313 du 25 mai 1926 et son additif N° 218 du 30 juillet 1927 ont placé sous le contrôle direct de la Puissance Mandataire la fabrication ou l'importation, la détention, la circulation et la vente des armes de tous calibres et de leurs munitions.

L'arrêté N° 51/L.R. du 3 mai 1932 a rendu les Tribunaux Mixtes seuls compétents pour connaître des infractions prévues par l'arrêté N° 313 et son additif N° 218 dont il s'agit.

e) *Faits se rattachant à l'exercice des fonctions des agents du cadre local de la sûreté Générale*, ainsi que les faits connexes à des faits de service sont exclusivement jugés par les Juridictions Mixtes, conformément aux dispositions de l'arrêté N° 41/L.R. du 27 mai 1931, et cela qu'il s'agisse d'actions pénales ou civiles, à caractère répressif ou de réparations et que ces actions soient portées par ou contre lesdits agents.

Seules ces Juridictions sont également qualifiées pour statuer sur le caractère desdites actions.

f) *Faits se rattachant à l'exercice des fonctions des agents et fonctionnaires de la Police d'Etat en Syrie*, ainsi que les faits connexes à ces faits de service sont de la compétence exclusive des Tribunaux Mixtes et cela en vertu des dispositions de l'arrêté N° 1/H.C. du 20 janvier 1932. Toutefois, en matière pénale, ces Tribunaux ne sont compétents que lorsqu'il y a constitution de partie civile, autrement c'est le Conseil de Discipline qui doit statuer dans la limite de ses pouvoirs. L'avis de ce Conseil est d'ailleurs provoqué par le Juge d'Instruction en cas de constitution de partie civile.

g) *Faits se rattachant à l'exercice des fonctions des gardiens de nuit en Syrie* : C'est l'arrêté N° 6/H.C. du 18 mars 1932, applicable seulement en Syrie, comme l'arrêté précité N° 1 relatif aux agents de la Police d'Etat, qui soumet ces faits ainsi que les faits connexes à l'ap-

préciation et au jugement exclusif des Juridictions Mixtes.

h) *Infractions de nature à troubler la paix et l'ordre publics* : Constituent des « crimes » contre la paix publique d'après l'arrêté N° 276 du 5 mai 1926 complété et modifié par les arrêtés N^{os} 3349 du 20 novembre 1930 et 254/L.R. du 20 novembre 1936 toute association formée et toute entente établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés ou en vue de préconiser la transformation des institutions fondamentales de la Société par des moyens illégaux.

D'après l'article 7 de l'arrêté 3349 ces crimes sont dans tous les cas de la compétence des Juridictions Mixtes. Mais l'arrêté N° 254/L.R. les a soumis au régime judiciaire des infractions suivantes qui sont déclarées de nature à troubler l'ordre public.

Ces infractions sont prévues par l'arrêté N° 4 du 12 février 1932 pour la Syrie, l'arrêté N° 115/L.R. du 12 août 1932 pour le Liban, l'arrêté N° 53/L.R. du 14 avril 1933 pour le territoire du Gouvernement de Lattaquié et l'arrêté N° 197/L.R. du 24 octobre 1933 pour le Djebel Druze.

Aux termes des articles 2 et 3 de ces textes sont qualifiées atteintes à la paix et à l'ordre publics : le fait de prendre part à un rassemblement, attroupement ou cortège non autorisé ; le port d'un insigne, drapeau ou autre emblème prohibés ; les entraves apportées à la circulation sur les voies publiques en vue d'influencer l'action des autorités ou de troubler le fonctionnement des services publics ; les discours, cris et chants séditieux ; la publication de fausses nouvelles de nature à émoi-

voir l'opinion publique, ou le fait de répandre de telles nouvelles ; les dons ou promesses, violences ou voies de fait, injures ou menaces adressées à des individus ou à des collectivités en vue d'entraver l'action des autorités ou le fonctionnement des services publics ; la provocation à la désobéissance aux lois et aux règlements, l'excitation à la haine des autorités, à la haine ou au mépris des citoyens ; la rédaction, la publication, l'impression, la distribution, ou la détention d'écrits ou dessins incitant au désordre ou à l'accomplissement des infractions précitées ; enfin toute atteinte portée par l'un des moyens ci-dessus spécifiés, au libre exercice par les citoyens de leurs droits civiques et politiques, à la liberté d'enseignement, à la liberté du travail, de commerce et de l'industrie.

Toutes ces infractions sont soumises à des peines exorbitantes du droit commun et la tentative est punie comme le crime même.

Le régime judiciaire des infractions tant prévues par l'arrêté 276 qui punit en somme les menées communistes que par le groupe de textes qui prévoient des infractions limitativement énumérées et qui sont de nature à porter atteinte à l'ordre public, sont soumis actuellement au régime judiciaire ci-après :

En principe, elles relèvent du ressort des Tribunaux strictement nationaux. Toutefois, les Tribunaux Mixtes pourront en connaître dans les deux cas suivants :

1. Lorsque le maintien ou le rétablissement de l'ordre est confié à l'autorité militaire et pourvu que les autres textes ne défèrent pas ces infractions devant les Tribunaux militaires eux-mêmes. Dans ce premier cas la compétence des Tribunaux Mixtes est de droit.

2. Lorsque le Haut-Commissaire ou ses représentants

qualifiés attribuent cette compétence aux Tribunaux Mixtes en cas de menace grave ou persistante en ce qui touche le respect de l'ordre public.

Cette attribution de compétence par le Haut-Commissariat constitue un vrai baromètre politique qui fait savoir l'état où en est l'ordre public dans le pays ou dans une de ses régions. Ainsi de temps à autre, on voit apparaître des arrêtés faisant relever ces infractions des Tribunaux Mixtes suivis d'autres arrêtés faisant cesser cette compétence. Cette compétence intermittente des Juridictions Mixtes en la matière, ne constitue-t-elle pas une règle exorbitante du droit commun ? D'ailleurs toute la compétence de ces Juridictions en pareille matière n'est-elle pas une mesure de méfiance à l'égard des Tribunaux strictement nationaux dont la capacité et la loyauté sont ainsi mises en doute. Il y a lieu d'espérer que le régime exceptionnel auquel sont soumises les infractions portant atteinte à l'ordre public et qui a été dicté par des circonstances politiques exceptionnelles prendra bientôt fin et que les Juridictions ordinaires recouvreront à ce sujet leur compétence normale.

B. — *Clause attributive de compétence :*

L'article 9 de la Réforme judiciaire Mixte de 1928 prévoit une prorogation de compétence par suite d'une convention attributive de compétence expresse et formelle, intervenue entre les parties en cause antérieurement à l'introduction de l'instance.

Pareille convention permet aux parties exclusivement nationales ainsi qu'aux parties nationales et étrangères non privilégiées de s'adresser aux Juridictions Mixtes,

comme elle permet aux ressortissants étrangers privilégiés s'ils sont seuls en cause ou quand un litige surgit entre eux et les nationaux ou les autres étrangers non privilégiés, de s'adresser aux tribunaux purement nationaux.

Une seule condition de fond est pour cela exigée : il faut que la matière soit susceptible d'accord entre les parties, c'est-à-dire qu'il s'agisse d'un litige civil ou commercial et non d'un litige administratif ou pénal.

Est-ce à dire que les étrangers résidant dans les pays sous Mandat ne peuvent pas par convention attribuer compétence à d'autres Tribunaux que ceux qui existent dans ces pays ?

Ils le peuvent certainement, et la jurisprudence a déclaré licite et par suite obligatoire pour les parties qui l'ont stipulée la clause attribuant compétence au Tribunal de Commerce de Marseille « considérant, en droit, que les conventions librement consenties font la loi des parties, à la seule condition qu'elles ne soient contraires ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs » (1).

Mais si l'on se trouve en présence d'une clause attribuant compétence aux Juridictions Mixtes — et c'est là le cas le plus fréquent — ou aux Juridictions strictement nationales, quels doivent en être les effets ?

a) Un premier effet est dicté par le législateur : « l'accord des parties, une fois l'instance engagée, ne peut plus dessaisir le tribunal » (art. 9 *in fine*).

b) La clause attributive de compétence n'est pas faite dans l'intérêt exclusif de l'une des parties. Si elle est donc insérée dans un billet à ordre, elle est opposable au porteur qui l'a acceptée en recevant le billet tel qu'il

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, janv. 1927, p. 627 et juillet 1932, p. 230.

est libellé et ce créancier n'est plus libre d'y renoncer pour saisir la juridiction normalement compétente d'après les règles générales de la procédure (Trib. Beyrouth 18 juin 1930).

c) La clause ne profite qu'aux parties contractantes. Elle est inopposable aux tiers, pour lesquels elle est « *res inter alios acta...* ». Ainsi, est inopposable aux premiers bénéficiaires d'un effet de commerce la clause par laquelle le dernier endosseur spécifie dans la formule d'endossement qu'en cas de procès les Tribunaux Mixtes seraient seuls compétents (Cass. Syr. 30 juillet et 11 nov. 1932). La Cour n'a pas admis ces bénéficiaires à plaider devant les Tribunaux Mixtes car il ne s'agit pas d'une question de compétence *ratione personae* ou *ratione loci*, pour pouvoir citer tous les défendeurs dans un même procès devant le tribunal du domicile de l'un d'eux (art. 1, additif au C.P.C.). De même la solidarité des débiteurs ne saurait avoir pour effet la détermination du Tribunal compétent, la poursuite du paiement pouvant se faire successivement aussi bien que collectivement jusqu'à parfaite extinction de la dette.

d) Enfin, la clause attribuant compétence à l'une des deux Juridictions Mixte ou locale rend l'autre Juridiction absolument incompétente pour se saisir du litige. Il s'ensuit qu'en cas de litispendance la Juridiction déclarée compétente par la clause devrait se saisir du procès alors même que le litige aurait déjà été introduit devant l'autre juridiction, que si cette dernière juridiction a statué sur le procès et que sa décision a été cassée par la Cour suprême correspondante, la juridiction normalement compétente d'après la clause devrait a fortiori se saisir du litige sans attendre le jugement retour de Cassation (Cass. Syr. 27 avril 1933).

A supposer maintenant qu'aucune clause attributive de compétence n'ait été prévue par les cocontractants, ceux-ci seront-ils admis par consentement tacite à soumettre leurs litiges à une juridiction exclusivement composée de magistrats qui ne soient pas d'après les lois en vigueur leurs juges naturels. Autrement, si pareille juridiction doit se déclarer incompétente, son incompétence est-elle absolue ou relative ? Les conséquences pratiques qui en découlent sont trop connues pour y insister. Mais, étant en présence d'une des matières sur lesquelles les Juridictions Mixtes ne sont pas d'accord avec les Juridictions purement nationales, nous résumons ci-après les thèses de l'une et l'autre des deux séries de Juridictions :

1° La jurisprudence des Tribunaux Mixtes, longtemps flottante en la matière, s'est fixée dans le sens de l'incompétence absolue. Dans son jugement du 19 août 1925, le Tribunal Mixte de Commerce d'Alep avait autrefois décidé que le Tribunal de commerce indigène et le Tribunal de commerce de l'arrêté 2028 sont une seule et même juridiction, mais de composition différente, qu'il s'agit donc en ce cas d'une simple question de composition de juridiction et non d'un véritable problème de compétence.

La Cour de Cassation Mixte de Syrie s'était tout d'abord prononcée dans le même sens dans son arrêt du 8 novembre 1925 et a rejeté le moyen d'incompétence soulevé devant elle en raisonnant de la manière suivante :

« Attendu que la Justice de Paix, présidée par un magistrat français est qualifiée pour statuer sur toutes matières de la compétence de la juridiction de paix, qu'elle constitue la même juridiction syrienne que celle présidée par un magistrat local ;

« Attendu dès lors qu'il ne s'agit pas d'une compétence d'ordre public, mais d'une compétence d'ordre privé qui aurait dû être soumise au juge du fond et qui ne peut être proposée pour la première fois devant la Cour de Cassation (1). »

Cependant un revirement s'est vite déclaré dans la jurisprudence mixte. Un arrêt du 27 mars 1926 a cassé la décision qui a été rendue par la Cour d'Appel Mixte dans une espèce où la Cour a basé sa compétence sur le consentement des parties à être jugées par elle :

« Attendu que la composition illégale d'un corps judiciaire est d'ordre public, et que le juge est en faute de ne l'avoir pas soulevée d'office, dès qu'il a pu la connaître ;

« Attendu d'autre part, qu'il est de jurisprudence, qu'un tribunal n'existe que lorsqu'il est constitué conformément à la loi et que le consentement des parties à être jugées par un tribunal irrégulier est sans valeur... etc. »

Et la Cour déclare que l'incompétence aurait pu être soulevée pour la première fois en cassation et même d'office devant la juridiction du fond.

Depuis, la jurisprudence des Cours de Cassation Mixtes s'est maintenue dans le sens de l'incompétence absolue lorsque des justiciables d'une catégorie non prévue par la loi s'adressent à la justice Mixte et de nombreux arrêts ont séparé par une cloison étanche les deux juridictions locale et mixte en déclarant qu'elles constituent deux ordres de juridictions bien distincts (2).

Cette jurisprudence est inspirée par des considéra-

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, fév. 1926, p. 256.

(2) Pour le Liban voir notamment les arrêtés des 13, 28 mars et 24 juillet 1928 et pour la Syrie les arrêts des 18 déc. 1926, 21 mai 1931, 7 avril 1932 et 11 déc. 1935.

tions d'ordre international, savoir que la création des Juridictions Mixtes est due à des engagements internationaux, tout comme les Juridictions Mixtes d'Egypte, engagements d'où résulte l'obligation pour les étrangers d'être jugés par des tribunaux à composition spéciale et qui font de cette obligation une matière d'ordre public.

2° La jurisprudence des Cours purement nationales est au contraire dans le sens de l'incompétence relative. On la trouve exposée en détail dans l'arrêt qui a été rendu en date du 6 octobre 1932 par la Cour d'Appel et de Cassation purement libanaise (1) et qui la base sur les raisons suivantes :

a) Les Juridictions Mixtes n'ont pas été établies pour satisfaire à des engagements internationaux, comme c'est le cas en Egypte, mais elles sont le fait d'une loi interne qui n'a pas prévu en notre matière une incompétence absolue. D'ailleurs, la Jurisprudence Mixte d'Egypte n'est ici d'aucun secours, car dans ce dernier pays les Juridictions Mixtes appliquent des lois *spéciales* auxquelles il faut empêcher l'étranger de se soustraire à n'importe quel degré de juridiction.

b) L'article 9 accordant aux parties la faculté de modifier la compétence par leur accord préalable, indique que cette compétence est relative, car la matière d'ordre public échappe par son essence à la forme conventionnelle.

c) Le législateur n'a jamais parlé de deux ordres de juridictions mais d'une seule juridiction à composition différente.

(1) Al-Mouhami (l'Avocat), 7^e année, page 21.

Voir également Cardahi et Arène : La condition des étrangers et le conflit des lois dans les pays du Proche-Orient sous M. F. (p. 15).

d) Le précédent capitulaire peut être invoqué. Or, si l'article 52 de la Capitulation de 1740 faisait de la compétence des Consuls une compétence facultative à l'égard des Français, *a fortiori* il devrait en être de même, maintenant que les Capitulations sont suspendues.

e) La Jurisprudence de la Cour de Cassation de France (Cass. Civ. 6 nov. 1928 ; Gaz. Pal. N° du 27 déc. 1928) intervenue dans une espèce coloniale analogue s'est prononcée dans le sens de l'incompétence relative.

f) L'arrêté N° 186 en date du 15 mars 1926 sur le recensement et la délimitation des bien-fonds, confirme dans son article 30 la théorie de l'incompétence relative (1).

g) La Cour de Cassation Mixte de Syrie avait commencé par adopter cette théorie.

h) Enfin, la théorie de l'incompétence absolue, outre qu'elle est erronée, paraît être dangereuse parce qu'elle peut favoriser l'esprit de chicane et servir d'instrument dilatoire aux plaideurs.

Ce sont des raisons de ce genre qui ont prévalu devant le Tribunal des Conflits qui incidemment tranche la question dans sa décision du 25 avril 1931 en prenant la défense de la thèse de la compétence d'ordre privé (2). D'après ce tribunal, « il apparaît que la compétence des Tribunaux Mixtes n'est pas d'ordre public en matière civile ou commerciale, puisque les parties peuvent, à leur gré, par convention antérieure, la retenir ou s'y soustraire ».

(1) Cet art. a été abrogé par l'art. 30 de l'arrêté 44/L. R., *supra*, p. 111.

(2) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, 1931, p. 107.

Donc l'insertion de l'article 9 dans la loi suffit à elle seule d'après le Tribunal des Conflits pour démontrer que la compétence des Juridictions Mixtes à l'égard des nationaux est une compétence relative.

Néanmoins, les Cours Mixtes ont maintenu leur point de vue et elles interprètent autrement l'insertion de l'article 9 dans la loi. On lit notamment dans un arrêt du 7 avril 1932 de la Cour de Cassation de Syrie (1) après une étude théorique que fait la Cour de la compétence d'attribution et de la compétence territoriale :

« Attendu que de ce qui précède il résulte que la compétence dévolue aux Tribunaux mixtes est bien une compétence *ratione materiae* qui a peut-être un caractère *sui generis* absolument particulier, puisque le législateur l'a assimilée sur un point à la prorogation de compétence territoriale en autorisant les parties à choisir entre elles et les juridictions indigènes par clause attributive de compétence (art. 9, arrêté 1820), mais qu'elle n'en conserve pas moins son caractère exclusif ;

« Attendu que l'insertion de l'article 9 dans l'arrêté démontre au surplus que la compétence des juridictions mixtes est bien d'ordre *ratione materiae*, car s'il s'était agi pour ces juridictions d'une compétence *ratione personae* ou *ratione loci*, il était parfaitement inutile d'insérer un article spécial dans l'arrêté, puisque la clause de prorogation de compétence *ratione personae* ou *loci* est de plus licites ; qu'elle n'avait donc aucun besoin de faire l'objet d'une autorisation du législateur. »

Les raisons invoquées par la Cour méritent d'être retenues. Elles tâchent de concilier les deux thèses en présence en déclarant à juste titre que si la compétence des Juridictions Mixtes à l'égard des étrangers ou celle

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, 1932, p. 124.

des Juridictions locales à l'égard des nationaux est d'ordre public, cette compétence est vraiment « sui generis » puisqu'elle est assimilée sur un point à la compétence d'ordre privé.

CHAPITRE III

ÉTUDE DU SYSTÈME POSITIF DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ADOPTÉ PAR LES JURIDICTIONS MIXTES

Dans les pays du Levant, les conflits de lois et de Juridictions sont extrêmement fréquents du fait que toute l'organisation judiciaire s'y trouve jusqu'ici basée sur un particularisme religieux. Les Codes ottomans sont extrêmement laconiques sur ce terrain, ce qui engagea le législateur Mandataire à poser certaines règles de conflit que l'on trouve dans des textes très disparates et ce qui permit aux Juridictions — naturellement celles qui ont reçu une composition mixte — de faire œuvre créatrice en s'inspirant à la fois des précédents locaux et des règles posées en la matière par la Jurisprudence française.

Les principaux textes que nous avons pu recueillir relativement aux règles de conflit sont les suivants :

1. - L'article 4 de la loi Ottomane du 1^{er} mars 1925 réglant la compétence en matière de statut personnel des non-musulmans, qui a été modifié au Liban par une loi du 7 mars 1929 sur la succession entre les non-

musulmans, où l'on trouve une disposition sur la forme des testaments faits à l'étranger.

2. - L'article 15 des arrêtés 2028 et 2029 du 7 juillet 1923 qui a été modifié par l'arrêté 109/L.R. du 12 mai 1935 fixant les règles de compétence en matière de statut personnel des étrangers.

3. - L'article 12 du Code de Procédure Charié fixant les règles de compétence concernant le statut personnel des Syriens résidant à l'étranger.

4. - Les articles 231 (droit de succession immobilière des étrangers et loi applicable), 232 (donations faites aux étrangers) et 233 (capacité de constituer Wakf et forme de l'acte de constitution), de l'arrêté du Haut-Commissaire N° 3339 du 12 novembre 1930, réglant la propriété foncière et les droits réels immobiliers, dit « Code Foncier ».

5. - L'arrêté syrien N° 1833 du 6 février 1930 (succes-sibilité des étrangers et l'Ikhtilaf el-Dar).

6. - L'article 9 de l'arrêté du Haut-Commissaire N° 141 du 3 octobre 1933 : loi applicable en matière de dévolution successorale.

7. - L'article 10 de l'arrêté du Haut-Commissaire N° 60/L.R. du 13 mars 1936 : loi applicable en matière de statut personnel.

8. - Les articles 23, 24, 25, 46, 53, 57 et 61 *bis* de l'arrêté syrien N° 3633 du 15 octobre 1931 sur les formes du mariage, des actes de l'état civil et du divorce, concernant les Syriens, faits en pays étranger et l'article 29 de l'arrêté libanais N° 2851 du 1^{er} décembre 1924 sur l'état civil.

9. - L'article 70 de l'arrêté du Haut-Commissaire N° 1329 du 20 mars 1922, relatif à la forme des contrats constitutifs d'hypothèque conclus à l'étranger.

10. - Les articles 84-87 du Code de Procédure libanais, fixant les règles de compétence internationale.

11. - L'arrêté du Haut-Commissaire N° 1113 du 19 novembre 1921, modifié par les arrêtés N°s 2025 du 25 avril 1929 et 43 du 30 mai 1931 posant les règles de l'exéquatur, auxquels il faut ajouter les articles 823 et 849 du Code de Procédure libanais sur la validité de la clause compromissoire et les effets des sentences arbitrales rendues à l'étranger.

A part ces textes positifs disparates, l'œuvre jurisprudentielle a été immense. Nous l'indiquerons au fur et à mesure dans les différents paragraphes que comporteront les trois sections suivantes consacrées au conflit des lois, au conflit des Juridictions et à l'exécution des jugements étrangers.

SECTION I

Le Conflit des Lois

Dans les pays du Levant, il y a lieu de distinguer les deux systèmes de conflits suivants :

1° Le système de conflits entre personnes soumises à un statut personnel différent, mais toutes de nationalité syrienne.

2° Le système de conflits applicable quand un étranger est en cause.

C'est de ce dernier système que nous allons nous occuper.

§ 1. — LE STATUT PERSONNEL

Les ressortissants des pays du Levant ne sont pas soumis à un statut personnel unique, mais chaque communauté religieuse a son statut particulier. La diversité des statuts personnels en vigueur dans ces pays a engendré en pratique des difficultés pour le choix du statut personnel qui devrait être déclaré applicable aux ressortissants étrangers. Ces difficultés n'ont pas complètement disparu, bien que l'article 10, § 2 de l'arrêté du Haut-Commissaire N° 60/L.R. du 13 mars 1936, fixant le statut des communautés religieuses, ait précisé que les étrangers « sont régis en matière de statut personnel par les dispositions de leur loi nationale ». En effet, la loi nationale de certains étrangers, tels que les Anglais et Américains renvoie en matière de statut personnel à la loi du domicile. Or, à un Anglais domicilié en Syrie, lequel des statuts reconnus dans ce pays faut-il appliquer ? Certains auteurs opinent que s'agissant d'un pays hors chrétienté, on ne saurait appliquer la loi du domicile, car les étrangers, et le précédent capitulaire est là pour l'attester (*Supra*, p. 41 et s.), ne peuvent avoir qu'une simple résidence dans un tel pays et conservent leur domicile dans leur pays d'origine et que finalement c'est la loi anglaise qui doit être applicable aux Anglais qui habitent la Syrie.

D'autres auteurs pensent que pareils étrangers doivent être assimilés en tous points aux membres syriens et libanais des Communautés à statut personnel reconnues et être comme eux « astreints en matière de statut personnel à se conformer aux dispositions du statut lé-

gal de leur Communauté et sur les points où ce statut est muet, aux dispositions de la loi civile ».

Bien que cette dernière théorie fût, jusqu'à l'apparition de l'arrêté 60/L.R. la seule applicable dans la pratique, elle devra céder la place à la première théorie puisque le législateur a voulu catégoriquement l'écarter en déclarant que « la loi nationale » sera applicable aux étrangers, fussent-ils membres d'une communauté à statut personnel reconnue ».

Mais l'arrêté N° 60/L.R. n'ayant pas encore eu le temps d'être visé dans les solutions jurisprudentielles, on indiquera dans la suite les solutions que les Tribunaux Mixtes avaient adoptées avant sa parution, solutions qui l'ont d'ailleurs préparé et dont il émane directement.

A. — *L'état et la capacité*

Si les lois sur l'état et la capacité des individus sont essentiellement « permanentes » d'après leur « but social », il y a lieu d'appliquer en cette matière soit la loi nationale de l'étranger, soit celle de son domicile. Or, bien que la doctrine moderne s'oriente de plus en plus vers le choix de la loi du domicile, c'est la loi nationale qu'il faut lui préférer dans les pays du Levant, du fait que ces pays, par leurs divisions politiques fréquentes en plusieurs Etats à législations indépendantes, permettent aux étrangers de changer facilement de domicile pour se soumettre à une loi de leur choix.

Aussi, dans la pratique, c'est la loi nationale qui a toujours été appliquée en la matière.

Par jugement en date du 7 février 1930, le Tribunal Mixte de Beyrouth a décidé qu'une Française exerçant

une profession indépendante de son mari, lui-même français, peut librement ester en justice pour les faits de sa profession, par application de l'article 6 de la loi française du 13 juillet 1907, sur le libre salaire de la femme mariée. De même, le dit tribunal a appliqué en date du 28 février 1931 la loi nationale en déclarant irrecevable en son intervention dans une instance en cours, une femme mariée, de nationalité française, pour n'avoir pas été régulièrement autorisée conformément à la loi française par son mari ou par décision de justice, alors que pareille décision n'est pas exigée pour la femme syrienne.

Dans les cas de demi-capacité ou d'incapacité et si les diverses parties ne possèdent pas la même nationalité, la loi nationale de quelle partie devra recevoir son application ? La question s'est posée en pratique pour la tutelle et c'est la loi nationale du mineur qui a été retenue :

« Attendu qu'au cas de conflit entre la nationalité du tuteur et celle du mineur la doctrine, du moins, admet que la préférence doit être donnée à la loi de l'incapable ;

« Attendu que c'est la loi nationale du pupille qui régit le caractère de la tutelle, les personnes chargées de la protection du mineur, la durée de leurs fonctions, la question de l'emploi des fonds, la question de savoir si le tuteur peut exercer les actions mobilières ou immobilières du mineur sans qu'il y ait lieu de s'occuper de la situation des biens, etc... (1). »

Quant à l'institution du *Wilayat* qui équivaut à la puissance paternelle, elle se rapproche d'après la loi musulmane de la *patria potestas* romaine en ce sens qu'elle est créée dans l'intérêt collectif de la famille plutôt

(1) Cass. Syr., *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, janvier 1932, p. 11.

que dans l'intérêt individuel de l'incapable. Voilà pourquoi les tribunaux ne devront pas, le cas échéant hésiter à appliquer la loi du père, la question ne s'étant pas posée dans la pratique.

B. — *Le mariage*

a) Les conditions de validité du mariage étant ordinairement appréciées d'après l'un des trois systèmes suivants, à savoir : adoption de la loi du mari, adoption de la loi du domicile, adoption à chacun des époux de sa propre loi, c'est ce dernier système qui a eu la préférence de la Justice Mixte.

D'ailleurs, la législation civile, tant libanaise que syrienne étant muette sur les conditions de formation du mariage, c'est la loi religieuse qui est la seule à prendre en considération en la matière, toute compétence ayant été réservée à cet égard aux juridictions religieuses. C'est ainsi que le mariage d'une femme musulmane avec un chrétien, indigène ou étranger, est déclaré nul par les Tribunaux parce que le statut personnel de l'épouse ne reconnaît pas la validité d'un tel mariage.

b) Les conditions de forme sont en principe de la compétence de la « *lex loci actus* ». Mais cette loi ne joue plus dès lors qu'elle heurte l'ordre public local.

L'arrêté libanais N° 2851 du 1^{er} décembre 1924 relatif à l'état civil ne mentionne pas quelle est la loi à suivre dans la célébration du mariage des libanais à l'étranger. Son article 29 dispose uniquement que le mariage contracté par un Libanais à l'étranger doit être notifié par les soins du mari au plus proche consulat fran-

çais. L'acte de mariage « qui doit être dressé selon les formes édictées par la loi libanaise » sera adressé au Gouvernement libanais avec copie des actes d'état civil des conjoints par les soins du Consul, toutes ces pièces devant être légalisées par ce dernier.

Quant au mariage des Syriens à l'étranger, il peut être célébré soit selon la « loi du pays », soit au Consulat de France, conformément à la « loi française » (article 53 de l'arrêté syrien N° 3633 du 15 octobre 1931 sur l'état civil).

De même le mariage des étrangers en Syrie peut être célébré soit devant les Consuls qualifiés d'après la forme arrêtée par la loi nationale des époux, soit d'après la forme locale qui est demeurée confessionnelle et qui est indiquée par les articles 37 et 40 de la loi du 8 Mouhar-ram 1330 (25 octobre 1917) sur le droit de famille.

Cependant il est interdit sous peine d'amende et en cas de récidive d'emprisonnement à tout officier public, à tout magistrat religieux, à tout ministre du culte, de célébrer le mariage d'un militaire en activité de service ou de prêter son ministère en vue de la célébration ou de la constatation du mariage si ce militaire n'a pas été préalablement autorisé, par l'autorité militaire, à contracter mariage (arrêté N° 261/L.R. du 15 novembre 1935).

De même, la loi syrienne prescrivait certaines règles de forme qui semblaient s'imposer aux autorités consulaires elles-mêmes quand elles étaient appelées à célébrer — les cas sont rares et le Consulat Britannique à Damas n'a célébré que six mariages entre 1921 et 1933 — des mariages mixtes ou entre parties exclusivement étrangères. L'article 46 de l'arrêté N° 3633 est conçu en ces termes :

« Aucune preuve d'un mariage contracté dans l'Etat de Syrie ne sera reçue devant les Tribunaux syriens, s'il n'a été au préalable, régulièrement inscrit sur les registres de l'état-civil du domicile du mari. »

Une deuxième obligation est prévue par l'article 47 qui ne permet aux « autorités qualifiées » de célébrer le mariage qu'après avoir exigé la présentation d'un certificat médical délivré par un médecin du choix des intéressés.

Une fois le mariage célébré, « les autorités » célébrantes dressent un acte spécial dont elles doivent adresser copie dans un délai de 10 à 30 jours à l'officier de l'état civil du lieu sous peine d'amende et d'emprisonnement.

Ces dispositions, qui s'appliquaient incidemment aux autorités consulaires que le législateur ne visait certainement pas lors de leur rédaction, ont engendré en pratique des difficultés très grandes. Constituant une atteinte à l'indépendance absolue reconnue aux Consuls vis-à-vis des autorités locales en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions, elles ne pouvaient pas leur être applicables dans toute leur rigidité.

Qu'il s'agisse en effet de mariages entre leurs ressortissants ou de mariages mixtes, les consuls ne peuvent que se conformer à leur loi nationale pour célébrer ces unions. Il ne peut donc être question de les soumettre à l'obligation d'exiger le certificat médical prévu, ni à celle d'adresser aux autorités locales un double des actes qu'ils établissent à l'occasion des mariages célébrés à leur consulat. Au reste, les dispositions édictées par le Haut-Commissariat au sujet des immunités consulaires s'opposent formellement à ce que les pénalités prévues par l'article 47 leur soient appliquées.

Voilà pourquoi un Décret législatif N° 6 en date du 6 décembre 1933 a ajouté à l'arrêté N° 3633 un article 61 *bis* ainsi conçu :

« Les dispositions du présent chapitre (chapitre V de l'arrêté n° 3633) relative aux mariages ne s'appliquent pas à ceux qui sont célébrés par les Consuls étrangers, établis en Syrie conformément à leur loi nationale.

« Toutefois, lorsque la femme de nationalité syrienne n'aura pas acquis la nationalité de son mari par un mariage célébré devant un Consul étranger, ce mariage ne fera foi en Syrie que si l'acte a été transcrit à la diligence de l'épouse sur les registres de l'état-civil de son domicile. Si cette transcription n'a pas été opérée dans les délais prévus par l'article 48, elle ne pourra être faite que par un jugement dans les conditions de l'article 50. »

Observons également qu'une autre difficulté s'est posée en pratique, concernant la portée de l'article 46 précité. Il s'agissait de savoir si la Juridiction religieuse ou Charîé qui a célébré un mariage est tenue de ne reconnaître la validité de ce mariage qu'autant que ce dernier est inscrit à l'état civil du domicile du mari, ou si ces Juridictions peuvent être exemptées de cette obligation sous prétexte qu'elles constituent l'autorité même qui a célébré le mariage.

Pareille exemption serait irrégulière car ces « autorités » n'ont pas célébré le mariage en tant que Juridiction et de plus les membres d'une juridiction de ce genre devant laquelle l'instance est introduite peuvent n'avoir pas personnellement participé à la procédure de la célébration du mariage invoqué et, par suite, la juridiction saisie pourrait être conduite à fonder son jugement sur un état civil autre que celui des deux parties.

c) Reste à déterminer la loi reconnue applicable aux

effets du mariage sur la personne et sur le régime matrimonial des époux. C'est la loi nationale commune, et, au cas où les conjoints ne possèdent pas la même nationalité, le principe de l'homogénéité de la famille conduira sans aucune doute — la question ne s'étant pas posée en pratique — à l'application de la loi nationale du mari. D'ailleurs, dans les pays du Levant, le régime matrimonial ne se rattache pas à l'*autonomie de la volonté*, mais au *statut personnel*. Il doit donc être soumis à la loi reconnue applicable au mariage lui-même, car *accessorium sequitur principale*.

C. — *La dissolution et le relâchement des liens
du mariage*

La loi compétente est la loi nationale des époux et en cas de nationalités différentes la loi nationale du mari, toujours sous réserve de l'ordre public interne.

Cet ordre public n'est pas uniforme pour toutes les communautés : le Coran des communautés musulmanes admet la répudiation de la femme par son mari, le droit byzantin des communautés orthodoxes le divorce tel qu'il est à peu près accepté par la législation française moderne et le droit canonique romain des communautés catholiques n'admet que la séparation de corps et l'annulation du mariage.

Or, quand les Juridictions Mixtes sont saisies d'une demande tendant à la dissolution d'un mariage contracté entre époux dont l'un est national et l'autre étranger, elles ne peuvent statuer qu'en se substituant au juge du statut personnel dont la compétence est indiquée par la loi et leurs pouvoirs sont limités par l'ordre

public interne qui peut être défini : « le respect de la loi religieuse de l'autorité confessionnelle devant laquelle le mariage a été contracté ».

Il en résulte que les Juridictions Mixtes prononcent ou non le divorce, suivant que l'autorité confessionnelle admet ou non cette institution. Voici comment la Cour d'Appel et de Cassation libanaise a motivé le refus que le juge du fond aurait dû prononcer à l'égard d'une demande en divorce dirigée par un époux français contre sa femme libanaise (1) :

« Attendu qu'entre époux étrangers de même nationalité ou de nationalités différentes, l'application des lois étrangères ne peut heurter l'ordre public libanais, mais qu'entre époux dont l'un est étranger et l'autre libanais, ce même ordre public reprend son empire pour ne reconnaître d'effets qu'à la célébration religieuse du mariage et ne permettre qu'à l'autorité religieuse devant laquelle il a été contracté de décider de ses conditions de formation ou de dissolution ;

« Attendu que la *lex fori*, lorsqu'elle se trouve être en même temps la loi du domicile des époux dont l'un est de nationalité libanaise, est la seule loi compatible avec l'ordre public libanais ; que les Juridictions mixtes ne peuvent dès lors statuer qu'en se substituant au juge du statut personnel dont la compétence est indiquée par la loi ;

« Attendu qu'il appert d'un certificat produit par la dame P. et daté du 26 décembre 1930 que le mariage a été célébré devant l'autorité religieuse latine ; que cette autorité n'admettant point le divorce, il suit de là que la demande en divorce formée par le sieur P. contre la dame P. ne saurait être accueillie. »

De cette façon, la loi nationale du mari se trouve battue en brèche. C'est une solution similaire que l'on trouve dans les jugements des Cadis Charieh's, qui étaient

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, juillet 1932, p. 218.

compétents avant la parution de l'arrêté 109/L.R. du 14 mai 1935 pour statuer sur les affaires intéressant le statut personnel des ressortissants turcs et qui, depuis, ont dû céder cette compétence aux Juridictions civiles purement nationales et bientôt, d'après l'accord franco-turc d'Ankara du 4 juillet 1938, aux Juridictions Mixtes.

En effet, on trouve dans une demande en divorce enregistrée par le Cadi Charié d'Alep, en date du 9 juillet 1934 entre deux conjoints turcs que c'est la loi coranique et non le Code civil turc qui a reçu son application.

Quant aux formes de procédure, comme elles sont en matière de divorce intimement liées au fond, les Juridictions devront leur appliquer les dispositions de la loi nationale en tenant compte de certaines règles d'ordre public édictées par le législateur.

Toutefois, le législateur syrien oubliant que les Juridictions Mixtes sont des Juridictions nationales et qu'elles doivent appliquer les mêmes lois qui s'imposent aux Juridictions locales les a seules dispensées de l'application des dispositions relatives à la preuve du divorce contenues dans le Chapitre V de l'arrêté N° 3633 (art. 61 bis in fine : Décret législatif N° 6 du 26 décembre 1933).

De cette façon, l'ordre public n'est plus le même pour les deux ordres de Juridictions mixtes et locales et l'unité législative se trouve brisée dans le pays.

D. — *La filiation*

a) S'agit-il de la filiation légitime, si les parents et l'enfant ont la même nationalité, l'application de la loi

nationale se fera aisément. Mais s'ils n'ont pas la même nationalité, parmi les solutions proposées par la Doctrine qui adopte soit la loi de l'enfant soit celle du père et de l'enfant, soit celle du père, c'est à cette dernière que se rallie la Jurisprudence Mixte, reflétant de la sorte l'esprit de la législation locale, tendant à sauvegarder l'unité de la famille et l'autorité de son chef.

b) S'agit-il de la filiation naturelle, les mêmes règles sont adoptées du moins en matière de reconnaissance volontaire (jugement du 4 avril 1929, affaire C..., Tribunal de Beyrouth) (1).

Quant aux actions en recherche de filiation naturelle, la loi locale les ignore et, le cas échéant, elles seront vraisemblablement écartées comme heurtant l'ordre public national.

c) S'agit-il enfin de la filiation adoptive, le conflit des lois n'est pas possible, la législation ottomane ne connaissant pas l'adoption. Toutefois la Communauté Orthodoxe est autorisée par son statut personnel byzantin à pratiquer l'adoption, et ce statut (Titre VIII, Chap. I et II) exige la forme authentique et l'emploi d'une procédure particulièrement solennelle.

E. — *Les successions*

Sur la question de savoir si la matière de la succession relève ou non du statut personnel, la jurisprudence des Tribunaux Mixtes a pris une position nette en faveur de la thèse affirmative, invoquant pour cela la doctrine enseignée par Pélissié du Rausas, d'après laquelle « en ce qui concerne l'étranger, le statut per-

(1) Cardahi : Le Mandat de la France en Syrie et au Liban, p. 79.

sonnel comprend aussi les règles relatives à la vocation héréditaire, à la liquidation et à la dévolution des successions » et attendu que « l'application de la loi étrangère était pour le sujet Ottoman le seul moyen d'arriver à la succession laissée par un étranger » (1), c'est-à-dire le seul moyen qui permettait de tourner la règle de l'Ikhtilaf el-Dar.

Si donc la succession fait partie du statut personnel, c'est la loi nationale du de cujus qui doit être en principe déclarée applicable. C'est ce que les Juridictions Mixtes avaient admis dès le début, en précisant d'ailleurs que ce principe n'est applicable dans toute sa rigueur qu'en matière de succession mobilière et « qu'il pouvait ne pas être applicable en matière de succession immobilière » (Trib. Damas, 16 déc. 1924).

Ces solutions, conformes au droit positif français distinguant en cette matière la succession des immeubles et la soumettant (art. 3, al. 2 du Code civil) à la *lex rei sitae* et la succession des meubles qui est soumise à la règle coutumière *Mobilia sequuntur personam*, ou loi du domicile de droit, n'ont pas été maintenues par le législateur, qui, rompant avec une règle sur laquelle règne l'accord le plus complet entre les statutaires, a déclaré que « la succession immobilière ab intestat ou testamentaire de l'étranger est réglée selon les dispositions de sa loi nationale » (Art. 231, al. 2 de l'arrêté du Haut-Commissaire N° 3329 du 12 novembre 1930).

Cette règle a été confirmée par l'article 9, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Haut-Commissaire N° 141/L.R. du 3 octobre 1933 qui dispose d'une façon générale que « la dévolution de la succession sera réglée par la loi nationale

(1) Trib. d'Alep : *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, avril 1927, p. 730.

du défunt » et par l'article 10, al. 2 de l'arrêté 60/L.R. qui déclare que « les étrangers, fussent-ils membres d'une communauté à statut personnel reconnue, sont régis en matière de statut personnel par les dispositions de leur loi nationale ».

Toutes ces règles, applicables d'ailleurs à l'ensemble des pays placés sous Mandat, sont critiquables en ce qu'elles soumettent la succession des immeubles à la loi nationale.

En effet : a) Le régime foncier applicable dans le pays n'est plus uniforme et il en résulte un retard dans les transactions commerciales en matière foncière, du fait que l'acquéreur ne peut plus arriver à savoir quels sont les vrais propriétaires de l'immeuble quand plusieurs vendeurs l'ont reçu en héritage.

b) L'application de la loi nationale en matière d'immeubles pourrait avoir pour conséquence de rendre propriétaires dans le pays des personnes que l'ordre public national s'oppose pourtant à leur reconnaître la qualité de successibles, tels que par exemple les enfants naturels.

c) Enfin, l'application de cette loi pourrait rendre les Etats étrangers propriétaires aux lieu et place des Etats locaux des immeubles tombés en déshérence appartenant à leurs nationaux qui résident dans le pays.

Il est vrai que l'application de la loi nationale en matière de succession immobilière pouvait se concevoir quand il était interdit à l'étranger de succéder à un ottoman ou à un syrien ancien sujet ottoman, mais il n'en est plus ainsi depuis que l'arrêté syrien N° 1833 du 6 février 1930 est venu déclarer que « la différence de nationalité n'est pas un obstacle au droit de succession », ajoutant que « l'étranger est habile à recueillir

la succession mobilière et immobilière d'un syrien, si la loi de cet étranger reconnaît ce droit au syrien... »

De cette façon, l'Ikhtilaf el-Dar ne constitue plus un obstacle à la succession, « attendu — dit audacieusement et à bon droit l'arrêté N° 1833 — que dans l'intérêt général et dans celui des liens de parenté, il y a lieu de ne pas rompre les liens de descendance entre parents pour des motifs qui n'ont plus de valeur à notre époque » (1).

D'ailleurs, l'article 231, al. 1^{er} de l'arrêté N° 3339 a formellement accordé à l'étranger le droit de succession immobilière, ab intestat ou testamentaire, sous réserve de réciprocité. Or, en particulier, la loi française reconnaît la capacité successorale aux étrangers sous réserve de prélèvement au profit des cohéritiers français (art. 1 et 2 de la loi du 14 juillet 1819 relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction). De même, la loi turque accorde aux ressortissants syriens le droit de recueillir en Turquie la succession mobilière et immobilière d'un ressortissant turc du fait que la règle de l'Ikhtilaf el-Dar a été abrogée par les dispositions du nouveau Code civil turc. Enfin en Egypte un arrêté du 22 juin 1936 du grand Mahkama du Caire a décidé que la règle de l'« Ikhtilaf el-Dar » d'après laquelle tout étranger non musulman est inhabile à hériter d'un musulman égyptien, ne doit recevoir son application qu'à l'égard des étrangers dont le pays est en guerre avec l'Egypte.

En conséquence, un Français, un Turc ou un Egyptien sont en particulier habiles à recueillir en succession des

(1) Sur l'application antérieure de la règle d'Ikhtilaf el-Dar par la Jurisprudence Mixte voir *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, janv. 1930, p. 119 ; mars 1931, p. 87 ; mars 1932, p. 92 ; juillet 1932, p. 206.

immeubles laissés par un ressortissant syrien ou libanais.

Observons également que le législateur a prévu d'autres garanties en cas d'ouverture d'une succession étrangère ou d'une succession à laquelle les étrangers sont appelés. Elles sont contenues dans l'arrêté précité N° 141/L.R. qui a été modifié par les arrêtés 298/L.R. du 26 décembre 1934 et 139/L.R. du 2 juillet 1936. Ces textes confèrent aux Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des pouvoirs spéciaux :

a) Ils sont aussitôt avisés par l'Administration locale du décès de l'un de leurs ressortissants.

b) Quand les ayants-droit à la succession ou certains d'entre eux seront inconnus, absents (c'est-à-dire non physiquement présents sur le territoire de la Syrie ou du Liban, d'après l'arrêté 139/L.R.), mineurs ou incapables et non représentés, et à la condition que tous les ayants-droit connus soient ressortissants du Consul, celui-ci aura qualité pour apposer et lever les scellés, procéder à l'inventaire, ordonner la vente aux enchères publiques des effets mobiliers qui pourraient se détériorer ainsi que des récoltes et effets pour l'aliénation desquels il se présentera des circonstances favorables, déposer les effets et valeurs inventoriés et le montant des créances réalisées dans la maison consulaire ou dans une banque de confiance, convoquer les créanciers de la succession, administrer et liquider la succession.

c) Dans les autres cas, c'est l'autorité locale qui est investie de ces mesures conservatoires et de liquidation auxquelles elle procédera en présence de l'autorité consulaire.

d) Les testaments faits par les étrangers privilégiés doivent être homologués par le juge de paix S.E.M.E.

pourvu que cette homologation soit exigée par la loi nationale du testateur applicable en l'espèce en vertu de l'article 231 de l'arrêté 3339, contrairement aux donations entre vifs auxquelles s'applique la loi locale, conformément aux dispositions de l'article 232 du même arrêté.

e) Enfin la dévolution successorale étant réglée par la loi nationale du défunt, l'autorité chargée de statuer sur les difficultés soulevées par ce règlement pourra s'adresser directement au Consul pour obtenir tous éclaircissements touchant la teneur et l'application de la loi compétente et même entendre le Consul, s'il accepte de comparaître, en qualité d'expert légiste (art. 9 de l'arrêté 141/L.R.).

§ 2. — LES BIENS

A. — *Les Biens « ut singuli »*

Qu'ils soient meubles ou immeubles, ces biens sont soumis en Syrie et au Liban à la *lex rei sitae*.

Pour les immeubles, cette solution est en particulier commandée par une disposition spéciale de la loi ottomane du 13 Séfer 1284 (16 juin 1867), disposition qui est toujours en vigueur puisque d'après l'article 11 du Code de la Propriété (l'arrêté 3339) la propriété immobilière est le droit d'user, de jouir et de disposer d'un immeuble « *mulk* » (les immeubles amiriés n'étant susceptibles d'après l'article 14 dudit Code que du droit de Tessarouf) dans la limite des lois, arrêtés et règlements. Or, d'une part, les dispositions de ces lois, arrêtés et règlements n'ont été abrogées par l'arrêté 3339 que

si elles sont contraires à ses propres dispositions et, d'autre part, cet arrêté n'a pas envisagé le régime de la propriété des étrangers.

Or, l'article 2 de la loi ottomane de 1284 assimile les étrangers propriétaires d'immeubles urbains et ruraux aux sujets ottomans en tout ce qui concerne leurs biens immeubles et les oblige en particulier « à se conformer à toutes les lois et à tous les règlements de police ou municipaux qui régissent dans le présent et pourront régir dans l'avenir la jouissance, la transmission, l'aliénation et l'hypothèque des propriétés foncières ».

Toutefois, la compétence de la loi de situation n'est pas illimitée : elle souffre les exceptions suivantes :

a) La capacité des individus qui contractent à propos d'un immeuble est une matière rentrant dans le statut personnel et soumise par conséquent à sa loi nationale (art. 10 de l'arrêté 60/L.R.).

b) La forme extrinsèque des actes concernant les immeubles est soumise à la loi du lieu de passation (art. 70 de l'arrêté N° 1329 du Haut-Commissaire sur les hypothèques).

B. — *Les Biens Wakfs.*

Le *Wakf* est l'action de lier, de contraindre à l'immobilité. C'est une sorte de *fondation* propre aux pays musulmans et qui se définit juridiquement d'après la doctrine hanéfitte : « l'action d'enchaîner la faculté de disposer d'une chose qui doit rester la propriété mulk du fondateur, afin que l'usufruit en soit consacré à des aumônes » (1).

L'institution est purement religieuse et par conséquent

(1) Moultaqa el-Abhor, I, p. 367. Padel et steeg : De la législation foncière ottomane, p. 229.

seule la loi religieuse régit les questions concernant le mode d'institution des Wakfs et les conditions de leur validité.

Elle est de plus essentiellement formaliste et un mot, un accent dans l'acte de constitution suffit pour en affecter la nature.

Aussi, dans cette matière sacrée, le législateur s'est borné en Syrie à s'occuper des questions d'administration, à la différence du législateur égyptien qui a réglementé cette matière dans son ensemble.

Du reste, la Constitution syrienne elle-même, en conformité avec l'article 6 de la Charte du Mandat, ne confère au législateur dans ce domaine que le pouvoir de prendre des mesures d'administration. Son article 114 est conçu en ces termes : « les Wakfs musulmans en général appartiennent exclusivement à la communauté musulmane. Ils sont administrés par des conseils élus par les musulmans. Le mode d'élection de ces conseils et leurs attributions feront l'objet d'une loi spéciale ».

Dès lors, et étant donné le caractère religieux de l'institution, il y a lieu, avant de déterminer la loi qui lui est applicable en cas de conflit, de savoir si l'étranger demeurant en Syrie ou au Liban peut être admis d'après la loi sacrée à constituer un Wakf ou à en bénéficier.

La réponse affirmative ne saurait faire l'objet d'un doute, car les étrangers sont des non-musulmans et les « Zimmis » (Chrétiens et Israélites) sont habilités eux-mêmes à constituer des Wakfs. La différence de religion ne saurait en effet former en cette matière un empêchement à la validité de l'acte, car « le but du Wakf est le bien de toute l'humanité » (1).

(1) Omar Hilmi : *Ahkam el-Awkaf*, n° 60.

Dans ces conditions, quelle loi faut-il déclarer applicable à l'étranger qui constitue un Wakf en Syrie ou au Liban. L'institution tient du testament en ce que le *Wakéfe* (fondateur) dispose pour l'avenir et de la donation puisqu'elle comporte une libéralité entre vifs. Cependant le législateur n'a pas pu prendre en considération les ressemblances qu'elle a avec le testament pour lui appliquer la loi nationale du fondateur : pareille solution pourrait en effet porter atteinte à l'ordre public religieux. Voilà pourquoi, seules les ressemblances de l'institution avec la donation ont été retenues et le Code Foncier a déclaré dans ses articles 232 et 233 que le droit local est seul applicable aux donations comme aux Wakfs :

« Art. 232 : Les dispositions du droit local relatives aux donations sont applicables aux étrangers.

« Art. 233 : La capacité de constituer wakf et la forme de l'acte de constitution sont réglées par les dispositions de la loi locale. »

De cette façon, l'institution du wakf échappe et quant au fond et quant à la forme à l'empire des disciplines juridiques occidentales.

§ 3. — LES OBLIGATIONS

A. — *La forme des actes.*

La règle posée par la coutume internationale : « *Locus regit actum* » a reçu de nombreuses applications dans les textes législatifs en vigueur :

1° Actes des syriens et libanais à l'étranger. On peut mentionner :

a) L'art. 23 de l'arrêté syrien N° 3633 disposant que

tout acte de l'état-civil concernant des syriens fait en pays étrangers dans les formes y usitées, fera foi, s'il a été transcrit sur ses registres par le Consul de France... »

b) L'article 24 du même arrêté permet d'assujettir lesdits actes à une autre forme en disposant que « tout acte concernant des syriens en pays étranger fera foi jusqu'à inscription de faux s'il a été reçu conformément à la loi française par les agents diplomatiques ou consulaires chargés des intérêts des syriens en pays étranger... »

c) L'article 53 du même arrêté soumet aux mêmes formes les mariages contractés par les syriens à l'étranger. Il dispose : « à l'étranger, les parties auront la faculté, soit de se marier selon la loi du pays, soit de se marier au Consulat de France, conformément à la loi française... »

d) L'article 70 de l'arrêté du Haut-Commissaire N° 1329 du 20 mars 1922 spécifie « que les contrats passés à l'étranger peuvent contenir stipulation valable d'hypothèque sur les immeubles situés sur les territoires de Syrie et du Liban, à la condition d'être conformes aux dispositions légales en vigueur dans lesdits territoires... »

e) L'article 5 in fine de la loi libanaise du 5 mars 1929 sur le testament prévoit que « hors du territoire de la République Libanaise, le testament sera dressé sous la forme établie à cet effet dans la ville dans laquelle le testament a été signé, ou dans la forme dans laquelle sont dressés les actes authentiques dans ladite ville ».

2° Actes des étrangers en Syrie et au Liban : Les dispositions suivantes ont été prévues par le législateur :

a) L'article 25 de l'arrêté syrien sur l'état-civil ouvre

aux étrangers les registres locaux de l'état-civil. Dans les cas où les étrangers ne s'adressent pas à leurs consuls pour leurs actes d'état-civil, ces actes sont reçus par les autorités locales, évidemment dans les formes locales, et seront adressés à leurs gouvernements respectifs par l'intermédiaire du Haut-Commissariat. La « charge de réciprocité » à ce sujet ayant été supprimée par le Décret législatif N° 6 du 26 décembre 1933.

b) L'article 232 du Code foncier soumet aux dispositions du droit local les donations faites par les étrangers. Les conditions de forme prévues par le Medjellé en Syrie et par le Code des Obligations au Liban sont donc applicables à ces donations.

c) L'article 233 du même Code assujettit l'acte de constitution d'un Wakf à la forme requise par la loi locale.

d) L'article 220 § 2 du Code des obligations libanais accorde un caractère territorial aux formes de publicité. Il est conçu en ces termes : « Il arrive que la convention ne devienne opposable aux tiers que par l'accomplissement de certaines mesures de publicité qui sont d'ordre public ».

e) L'article 80 du Code de Procédure Civile ottoman applicable en Syrie soumet à la forme écrite toutes obligations et conventions qu'il est d'usage de stipuler par écrit et les demandes relatives à une association, entreprise ou emprunt lorsque le chiffre dépasse mille piastres or.

De même, l'article 241 du nouveau Code de Procédure libanais est conçu en ces termes plus généraux : « Les conventions ou autres faits juridiques ayant pour but de créer, de transférer, de modifier ou d'éteindre des obligations ou des droits, et excédant la somme de

55 livres libano-syriennes (1) ne peuvent être prouvés par témoins ; il doit en être passé acte devant notaire ou sous seing privé ».

Outre ces applications législatives assez nombreuses que la règle « *locus regit actum* » a reçues, on la trouve souvent à l'honneur dans les décisions rendues par la Justice Mixte.

C'est par application de ce principe que la Cour d'Appel de Beyrouth a, dans un arrêt du 22 septembre 1924, décidé que s'agissant d'un endossement à blanc fait en Angleterre sur un billet à ordre souscrit et payable à Beyrouth, l'endossement doit être apprécié et retenu comme valable d'après la loi anglaise qui admet l'endossement en blanc.

L'arrêt rendu par la Cour de Cassation du Grand Liban en date du 23 mars 1926 est plus intéressant en ce qu'il précise la portée de la règle. Il dit :

« Attendu qu'en ce qui touche la forme des actes, il y a lieu d'appliquer la règle traditionnelle « *locus regit actum* » ce qui veut dire que les opérations distinctes constatées par un effet de commerce, à savoir la création de cet effet, son endossement, l'acceptation du tiré, etc... restent au point de vue de la forme, soumises à la législation de chacun des pays où elles sont respectivement intervenues » (2).

Une autre application de la règle est fournie par un arrêt de la Cour de Cassation de Syrie, qui, dans son audience du 21 mai 1931 a rejeté le moyen tendant à faire annuler une procuration, dont la signature a été légalisée par le maire de Toulouse, pour défaut d'apposition de timbres de l'Etat de Syrie. En effet, le défaut

(1) Somme équivalente avant la dévaluation du franc aux mille piastres or prévues par l'art. 80 du *C. Pr. Civ. Ottoman*.

(2) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, juin 1926, p. 404.

d'apposition de timbres du pays, s'il préjudicie à la fiscalité, n'est pas un élément de nature à faire annuler la procuration, « attendu que suivant les principes généraux du droit, un acte est valable dès qu'il a été passé en la forme locale, et que la doctrine et la jurisprudence sont toujours d'accord pour reconnaître la validité de ces actes en vertu de la règle *locus regit actum* ».

Enfin, il y a lieu de signaler la décision émanant du Tribunal Mixte de Justice de Paix de Damas en date du 3 janvier 1931 qui, abusivement d'ailleurs, fait reposer la responsabilité tirée des délits et quasi-délits civils sur la règle « *locus regit actum* ». De cette façon, le terme « *actum* » ne désigne plus, comme on l'entend ordinairement ici, l'écrit ou « *instrumentum* » ni même l'acte juridique, c'est-à-dire le « *negotium juris* », mais un simple fait juridique. En effet, le tribunal susmentionné a déclaré l'irresponsabilité civile du maître parce que le droit commun en Syrie (art. 89 et 92 du *Med-jelleh*) n'étend pas au maître ou au commettant la responsabilité civile du fait de ses préposés et parce qu'il y a lieu de faire application de la règle *locus regit actum*.

B. — *Les effets de commerce.*

Les effets de commerce sont issus des besoins de commerce international. Ils semblent avoir pris naissance parmi les marchands arabes du Levant au huitième siècle et la pratique en a été transmise ensuite par ces derniers aux marchands italiens qui accompagnaient les croisades (1).

(1) Arthur K. Kuhn : Les effets de commerce en droit international. Acad. de Droit International. *Recueil des Cours*, 1925, III, p. 129.

Pour satisfaire les besoins du commerce international et pour être plus facilement acceptés dans les transactions internationales, les effets doivent être soumis à une législation uniforme, qui seule donnerait de la certitude aux intéressés.

Plusieurs efforts ont été jusqu'ici déployés vers une réglementation internationale des effets de commerce. La Convention de la Haye de 1910 relative aux lettres de change et billets à ordre n'a reçu qu'un accueil réservé par les différents pays. De même, un projet a été élaboré à la conférence de la Haye de 1912 pour l'unification de la législation sur les chèques et en 1920 la S.D.N. a réuni à Bruxelles un groupe d'experts en une conférence économique et financière pour la réglementation internationale des effets de commerce qui n'a pas complètement réussi dans sa mission.

D'autre part, les Conventions de Genève de 1930 sur la loi uniforme en matière de lettres de change et billets à ordre, qui ont été ratifiées par la France en 1936, après avoir déterminé en 1935 une série de décrets-lois ayant modifié en ce sens les lois françaises n'ont pas été déclarées, par la Puissance Mandataire, comme applicables à la Syrie et au Liban.

Voilà pourquoi, dans l'état actuel des choses, et la législation locale étant muette sur le conflit des lois en matière d'effets commerciaux, les Tribunaux Mixtes continuent à s'inspirer des solutions autrefois adoptées à cet égard par la jurisprudence française et que l'on retrouve dans l'arrêt déjà cité de la Cour de Cassation du Grand Liban du 23 mars 1926 appliquant les règles suivantes :

a) S'agit-il des obligations des parties intéressées dans

le même effet de commerce, elles restent déterminées pour chaque partie par la loi du lieu où cette partie a contracté isolément son obligation, c'est-à-dire la *lex loci contractus*. Ainsi, la loi du pays où la traite a pris naissance réglera l'étendue des obligations du tireur et celle du pays dans lequel l'endossement a été effectué sera applicable aux obligations de l'endosseur.

b) S'agit-il de tout ce qui a trait à l'exécution de la traite, il doit être réglé par la loi du pays où cette exécution doit se faire, c'est-à-dire la *lex loci executionis* et cela notamment pour le mode de paiement, l'existence d'un délai de grâce, etc...

c) Enfin, pour savoir quelle est la loi qui régit la prescription, la Cour a pris position pour la théorie qui rend applicable pour chaque débiteur la loi du pays où son obligation a pris naissance, attendu « qu'en appliquant à la prescription la loi de la conclusion du contrat, l'on donne à la prescription son véritable caractère de mode d'extinction des obligations et non pas seulement celui de simple moyen de procédure et l'on évite aux parties contractantes de se voir opposer ultérieurement des événements qu'elles n'auraient pas pu prévoir relativement à la durée de la créance qui a pris naissance entre elles ».

Observons que sur la loi applicable en matière de prescription, la doctrine admise par la Cour est celle de la majorité. D'autres opinions sont émises à ce sujet d'après lesquelles il y a lieu de se référer soit à la loi du pays où l'effet est payable, soit à celle du lieu où l'effet a été souscrit, soit enfin à celle du lieu des poursuites.

C. — *La faillite et la liquidation judiciaire*

Il a été signalé (1) que sous le régime capitulaire, la faillite faisait partie du statut personnel de l'étranger et qu'en conséquence la loi nationale lui était seule applicable.

Quant à l'institution de la liquidation judiciaire, elle était méconnue sous le dit régime et n'a été organisée — encore seulement au Liban — que le 27 septembre 1924 (arrêté N° 2709).

Sous le régime mandataire, la faillite et la liquidation judiciaire ne sont plus comprises dans le statut personnel du fait que les Tribunaux consulaires devant lesquels on voulait les amener n'existent plus. Ces institutions devront donc être soumises aux lois locales qui ont en la matière un caractère territorial parce qu'elles intéressent le crédit public.

Ainsi, le Tribunal Mixte saisi d'une demande en déclaration de faillite ou d'une requête d'admission au bénéfice de la liquidation judiciaire devra appliquer, pour apprécier s'il doit y faire droit, la *lex fori*.

Telle n'a cependant pas été la solution adoptée par la Cour d'Appel et de Cassation libanaise qui, dans son arrêt du 19 novembre 1932, a décidé que la loi compétente pour régir une liquidation judiciaire est la loi du lieu où cette liquidation s'est ouverte et « qu'en conséquence lorsque le débiteur a son principal établissement à l'étranger, c'est la loi étrangère qu'il faut seule prendre en considération, relativement aux conditions d'ouverture et aux solutions de la liquidation, à moins que l'application de cette loi ne puisse se concilier avec

(1) *Supra*, p. 43 et s.

les règles d'ordre public du pays où le jugement étranger est appelé à recevoir exécution ».

Quant aux syndics ou liquidateurs, ils peuvent être de nationalité étrangère et il a été même décidé — à l'exemple de la juridiction française — que les syndics ou liquidateurs étrangers peuvent faire des actes conservatoires et ester en justice au nom de la masse ou du failli avant que le jugement étranger ait été déclaré exécutoire et qu'ils sont en particulier recevables à intervenir dans une instance pendante devant les dits Tribunaux qui intéresse la faillite (Trib. Comm. Alep, 19 août 1925 et Trib. Comm. Damas, 2 février 1927).

D. — *Les preuves*

Le Code de Procédure civile libanais renferme plusieurs dispositions relatives à la loi compétente en matière de preuves, alors que le Code de Procédure Ottoman toujours en vigueur en Syrie est muet sur ce point.

Ces dispositions sont contenues dans les articles 132, 133 et 134 du Code Libanais :

a) S'agit-il de l'admissibilité de la preuve, où l'on est en présence d'un acte juridique et il dépend de la loi du pays qui gouverne les effets de cet acte, ou d'un fait matériel et il dépend de la loi du pays où le procès s'élève.

b) Quant à l'administration de la preuve, elle dépend de la loi du pays où la preuve est recherchée. Toutefois, on ne saurait demander la nullité d'une procédure probatoire à l'étranger pour violation de la loi étrangère, si cette procédure se trouve valable en droit libanais.

c) Enfin, la preuve de la loi libanaise n'a pas à être

fournie tandis que le contenu des dispositions de toute loi étrangère doit être prouvé devant les juridictions libanaises.

Rappelons sur ce dernier point l'article 9 de l'arrêté 141/L.R. qui institue une procédure spéciale pour l'administration de la preuve de la loi nationale applicable à la dévolution successorale, ce texte étant applicable à l'ensemble des territoires placés sous mandat (1).

SECTION II

Le Conflit des Juridictions

Les pays du Levant présentent l'aspect d'un kaléidoscope où l'on voit les éléments religieux les plus divers. Cette diversité a eu pour corollaire l'existence dans ce pays d'une organisation judiciaire complexe basée sur le régime communautaire, où, à côté des juridictions civiles de droit commun, prennent place des juridictions musulmanes dites chariehs et des juridictions ecclésiastiques appartenant aux communautés non musulmanes.

Les juridictions civiles de droit commun se subdivisent à leur tour en juridictions strictement nationales et en Juridictions Mixtes.

Les Tribunaux Chariehs se subdivisent également en cinq sortes de tribunaux appartenant aux cinq rites musulmans à statut personnel : sunnite, chiite ou djaa-farite, alaouite, ismailieh et druze.

(1) *Supra*, p. 237.

Enfin, les juridictions religieuses comprennent les tribunaux appartenant aux communautés non musulmanes dites à statut personnel. Ce sont, d'après l'annexe I à l'arrêté 60/L.R. les Patriarcats Maronite, Grec Orthodoxe, Catholique Melkite, Arménien Orthodoxe, Arménien Catholique, Syrien Orthodoxe, Syrien Catholique, Assyro-Chaldéen, Chaldéen et Eglise latine, auxquels il faut ajouter les communautés israélites : synagogues d'Alep, de Damas et de Beyrouth.

Chacune de ces communautés possède deux degrés de juridiction, sauf les petites d'entre elles qui ne possèdent qu'une seule juridiction compétente pour trancher les affaires en premier et dernier ressort. Le Tribunal religieux de première Instance se trouve au chef-lieu de l'Archevêché et la Cour d'Appel dans la Capitale du Patriarche.

Les Juridictions religieuses connaissent des litiges concernant le statut personnel de leurs adeptes (mariage, dot, dissolution du mariage, pension alimentaire, etc...), y compris sous certaines conditions l'inventaire successoral et le testament.

Leurs jugements sont exécutés par les mêmes agents et au même titre que les décisions rendues par les Juridictions de droit commun.

Quant à la loi qu'elles appliquent, c'est la loi coutumière ou religieuse reconnue comme canonique par la communauté, sauf pour les successions, pour lesquelles on continue à appliquer les dispositions de la loi coranique.

Deux traits caractérisent les conflits de compétence dans les pays du Levant :

a) Ces conflits se rencontrent surtout en matière de statut personnel.

b) Les conflits juridictionnels tiennent les conflits législatifs en l'état, contrairement aux principes énoncés par le Droit International privé. En effet, dans les pays du Levant, le fond du droit dépend de la juridiction saisie du litige, alors qu'il est de principe que la compétence d'un tribunal n'entraîne pas d'office l'application au fond de la loi de ce tribunal.

On peut envisager le conflit juridictionnel sous les trois formes suivantes :

§ 1. — Le conflit purement interne.

§ 2. — Le conflit quasi-international.

§ 3. — Le conflit purement international.

§ 1. — LE CONFLIT PUREMENT INTERNE

Il a normalement lieu quand ni un étranger ni une juridiction étrangère ne sont intéressés au litige. Pareil conflit doit être soumis au Tribunal des Conflits du Haut-Commissariat, institué par l'arrêté N° 2978 du 5 décembre 1924, par application de l'article 1^{er} de cet arrêté qui rend ce tribunal compétent « pour décider si un jugement rendu par une juridiction ecclésiastique autre que le Tribunal Charieh déferé aux fins d'exécution au Bureau exécutif a été rendu compétent et doit être exécuté... »

Peu importe qu'un non-musulman indigène soit intéressé au conflit, celui-ci demeure d'ordre purement interne parce que les chrétiens syriens ne sauraient être assimilés aux étrangers (Cass. Syr., 20 mai 1930).

Ces conflits entre les Tribunaux Chariehs et les Tri-

bunaux ecclésiastiques sont assez fréquents. Ils sont dus en particulier aux deux motifs suivants :

a) En matière de statut matrimonial, si au cours du mariage l'un des conjoints se convertit à l'islamisme, le cadi Chari se déclare compétent pour prononcer le divorce, la pension alimentaire, etc... en vertu des dispositions de la loi religieuse. Il retient sa compétence malgré les dispositions formelles de la loi civile qui prévoit (arrêté n° 261 du 28 avril 1926, art. 4 et 5) :

« En matière de statut matrimonial, le juge du statut personnel compétent sera celui de l'autorité religieuse devant laquelle le mariage aura été contracté ».

« Si le mariage a eu lieu devant deux autorités différentes, le tribunal compétent est celui de l'autorité religieuse devant laquelle le mariage a été célébré en premier lieu ».

Ces dispositions ayant déplu à certains éléments conservateurs, elles ont été suspendues, sauf au pays des alaouites où l'autorité Mandataire exerçait un pouvoir plus direct.

Néanmoins, le législateur syrien a repris cette règle de conflit dans l'arrêté n° 3633 sur l'état-civil, dont l'article 60 oblige l'officier de l'état-civil de vérifier, avant de transcrire le jugement du divorce, si cette sentence émane de l'autorité même qui a célébré le mariage. Dans le cas contraire, il refusera la transcription, à moins que les conjoints ne fassent la preuve qu'ils ont tous les deux changé de religion, un an au moins avant le divorce, ce délai étant nécessaire pour empêcher autant que possible les conversions frauduleuses.

L'article 60 est également l'objet d'une opposition

sérieuse. Il a été jusqu'ici d'application impossible. Il constitue pour les Cadis une véritable hérésie.

b) Un autre motif générateur de conflit purement interne est dû à ce que les Patriarcats ne jouissent pas d'une compétence absolue en matière successorale. Cette compétence ne leur est reconnue que si tous les héritiers sont majeurs, présents et consentants. De même, en matière de testament, pour que les Patriarcats soient compétents, il faut que tous les héritiers appartiennent à la même communauté et que les biens de la succession ne soient grevés d'aucun wakf. A défaut de ces conditions, le Tribunal Charieh redevient compétent.

On le voit, c'est la religion des intéressés qui crée en fin de compte le conflit d'ordre juridictionnel interne.

§ 2. — LE CONFLIT QUASI INTERNATIONAL

Nous appelons ainsi le conflit dans lequel un étranger se trouve en principe intéressé, pourvu qu'il soit domicilié en Syrie ou qu'il ait la qualité de demandeur. Une Juridiction étrangère n'est pas dans ce cas intéressé, la juridiction naturelle de cet étranger étant la Juridiction Mixte. Mais s'il s'agit d'un étranger non privilégié ou qu'en matière de statut personnel l'affaire concerne un ou plusieurs étrangers dont aucun ne relève par son statut personnel du droit civil, d'après la législation en vigueur dans son pays (arrêté 109/L.R.), l'affaire ressortit alors aux tribunaux strictement nationaux et le conflit revêt un caractère purement interne et devient de la compétence du Tribunal des Conflits.

Par contre, dans l'hypothèse ordinaire où un étran-

ger privilégié se trouve intéressé au litige, ce dernier tribunal est incompétent parce que :

a) le conflit d'attribution entre les Juridictions administratives et les Juridictions Mixtes de l'ordre judiciaire est inconcevable, les Tribunaux Mixtes exerçant, à l'égard des étrangers privilégiés, une compétence à la fois judiciaire et administrative.

b) de plus, s'il s'agit d'une matière de statut personnel, ce sont également les Juridictions Mixtes qui doivent, dans notre hypothèse, se déclarer compétentes d'après les dispositions de l'arrêté n° 109/L.R.

Dans l'un et l'autre cas, on aura plutôt recours à la procédure du règlement de juges qui devra se dérouler devant la Cour de Cassation Mixte.

Voilà une première hypothèse de conflit quasi-international, provenant de la nature même des Juridictions Mixtes compétentes (1).

On peut appliquer la même appellation aux conflits qui surgissent surtout depuis quelques temps, entre le Liban et la Syrie. Autrefois, faisant partie de l'Empire ottoman, et soumis à la même législation, ces deux pays se trouvent actuellement dotés de législations très différentes, notamment en matière d'obligations et de procédure, le Liban ayant récemment adopté, en 1932 et 1933, deux Codes modernes en remplacement du Medjelleh et du Code de Procédure ottoman, toujours malheureusement en vigueur en Syrie proprement dite. De cette façon, les conflits de compétence deviennent de plus en plus nombreux, et ils seraient rangés parmi les conflits purement internationaux, si les deux pays n'étaient pas soumis à la haute gestion d'une même Puissance Mandataire.

(1) *Supra*, p. 74.

Voilà pourquoi, le Haut-Commissaire de la République Française a tout récemment établi un arrêté n° 18/L.R. en date du 16 février 1938 portant réglementation des conflits relatifs au paiement des « dettes civiles » telles qu'elles sont définies par l'arrêté et qui sont contractées au Liban et en Syrie, entre parties dont les unes sont domiciliées au Liban et les autres en Syrie.

D'après ce texte, le tribunal compétent sera en principe celui du défendeur, et, s'il y a plusieurs défendeurs, le demandeur pourra les assigner tous devant le Tribunal du domicile de l'un d'eux. Enfin, s'il s'agit d'une action tendant à l'exécution d'un contrat constitutif de droit réel immobilier, elle sera portée devant le Tribunal du lieu de la situation de l'immeuble.

Ces règles de conflits juridictionnels sont doublées de règles tranchant les conflits législatifs ainsi qu'il suit :

a) Pour les modalités du paiement, on appliquera la loi du lieu de paiement fixé par la convention, et à défaut de fixation, la loi du domicile qu'avait le débiteur au moment où l'obligation a été contractée.

b) En cas de pluralité de débiteurs, s'ils sont solidaires et si le lieu du paiement n'a pas été fixé par la convention ou si les débiteurs sont domiciliés les uns en Syrie et les autres au Liban, la loi applicable sera celle du lieu où la convention a été passée. Mais si les débiteurs ne sont pas solidaires, chacun d'eux pourra réclamer pour le règlement de la partie de la dette qui le concerne l'application de la loi qui serait compétente s'il était seul débiteur.

c) Enfin, aux termes de l'article 4 de l'arrêté dont s'agit « si la dette consiste dans le prix d'un immeuble ou dans une soulte d'échange ou de partage immobilier conventionnelle, la loi applicable sera celle du pays

où est situé l'immeuble acheté ou acquis par échange ou partage à charge de payer la soulte, ou affecté à la garantie de la dette ».

Observons que toutes ces règles de conflit adoptées par l'arrêté 18/L.R. ne sont pas applicables, aux termes de l'article 1^{er}, aux dettes nées des baux immobiliers, non plus à celles qui sont nées d'actes à titre gratuit. Par contre, la promesse de payer souscrite par le débiteur sous forme de « billet à ordre » n'enlève pas à une dette son caractère civil au regard dudit arrêté, si elle possède ce caractère d'après la nature de l'acte qui lui a donné naissance et la qualité des parties.

§ 3. — LE CONFLIT PUREMENT INTERNATIONAL

Dans cette dernière hypothèse, une juridiction étrangère va, en principe, se saisir de l'affaire et les règles de la compétence internationale vont se charger de fixer l'Etat qui doit fournir le juge. Certaines de ces règles ont été reproduites par le Code de Procédure libanais, alors que la législation en vigueur en Syrie proprement dite est complètement muette sur ce sujet.

a) Pour les actions réelles, la compétence en matière immobilière appartient d'après l'article 84 du Code de Procédure libanais au Tribunal de la situation de l'immeuble. Toutefois, « les actions relatives à la dévolution successorale ne doivent pas être rattachées au régime de la propriété immobilière, en tant que la succession comprendrait en tout ou partie des immeubles », et cela contrairement à la solution adoptée antérieurement (Trib. Civ. Beyrouth, 19 avril 1932) qui faisait appartenir

la compétence aux juridictions du lieu de situation des biens en matière de succession immobilière et celles du lieu où la succession est ouverte pour connaître de la dévolution successorale mobilière.

L'article 84 ajoute que « la distinction des actions en mobilières et immobilières doit être faite d'après la loi libanaise », règle inspirée du principe communément admis qui consiste à appliquer la *lex fori* en matière de qualification, notamment lorsque celle-ci est nécessaire à la détermination de la compétence judiciaire.

b) Pour les « actions personnelles » et les « actions relatives aux droits de famille », elles doivent en principe être jugées par les tribunaux du domicile du défendeur (art. 85, C. Pr. lib.).

Toutefois, les actions fondées sur un délit ou quasi délit sont jugées par les Tribunaux de l'Etat où s'est produit le fait délictueux ou quasi-délictueux (art. 86).

Cette exception à la règle posée par l'article 85 avait été admise par la Jurisprudence mixte, qui avait fait application en la matière des articles 5 et 21 du Code d'Instruction criminelle français (1). Cette même jurisprudence avait d'ailleurs étendu la compétence du for du délit aux actes de complicité commis dans le pays, « attendu qu'il a été admis par la Cour suprême française, dont il n'y a aucune raison en l'espèce de ne pas adopter la jurisprudence, la juridiction compétente pour juger le fait principal est compétente pour juger le complice quelle que soit sa nationalité, quel que soit le lieu où les actes de complicité se sont accomplis (Cass. 19 avril 1888) ».

c) Enfin, l'article 87 du Code de Procédure libanais

(1) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, oct. 1928, p. 123.

pose cette dernière règle de compétence internationale soumettant à l'appréciation exclusive des tribunaux d'un Etat les actions fondées sur la violation d'un monopole concédé ou reconnu par cet Etat.

SECTION III

Exécution des Jugements étrangers

Contrairement au laconisme existant dans les lois françaises relativement à l'exécution des jugements étrangers, à laquelle les articles 546 du Code de Procédure et 2123, al. final du Code civil font une allusion très insuffisante, la matière est assez minutieusement réglementée en Syrie et au Liban, à la lumière des principes modernes posés par le Droit International Privé.

Le texte fondamental est un arrêté n° 1113 du 19 novembre 1921 établi par le Haut-Commissaire et par conséquent applicable à l'ensemble des territoires placés sous Mandat français. Il a subi deux modifications, la première par l'arrêté n° 2525 du 25 avril 1929 et la deuxième par l'arrêté n° 43/L.R. du 30 mai 1931.

Ces textes sont respectés par le Code de Procédure libanais qui précise en son article 451 qu' « il sera procédé à l'exécution des jugements étrangers conformément aux arrêtés du Haut-Commissaire ».

D'ailleurs ce Code complète lesdites règles par des dispositions spéciales relatives à la clause compromissoire dont la validité dépend de la loi qui gouverne les effets du contrat (art. 823) et aux sentences arbitrales

rendues à l'étranger qui sont quant à l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire, assimilées entièrement aux jugements étrangers (art. 849).

§ 1. — CE QU'IL FAUT ENTENDRE PAR JUGEMENT ÉTRANGER

L'arrêté n° 1113 pose le principe suivant :

« Un jugement étranger ne peut être exécuté en Syrie et au Liban qu'après avoir été revêtu de la formule exécutoire par un tribunal syrien ou libanais. »

Un jugement est dit étranger, aux termes de l'article 1^{er} du même arrêté quand il a été rendu par un tribunal qui ne siège pas en Syrie ou au Liban.

Tous les jugements émanant des juridictions étrangères sont donc soumis à l'exequatur, même ceux rendus en France. Ces derniers ne peuvent être exécutés en Syrie ou au Liban sans exequatur, ainsi que le sont d'ailleurs, en France, les jugements prononcés par les Juridictions des Pays sous-Mandat (1).

Cette solution est imposée par la nature même du Mandat et par le fait que les jugements sont respectivement rendus au nom du peuple syrien ou libanais.

Seuls donc sont dispensés de l'exequatur en Syrie les jugements rendus par les tribunaux libanais et réciproquement bien que la Syrie et le Liban aient été érigés en Etats distincts.

Pareille exception se conçoit pourtant quand on est en présence de deux pays adoptant une législation uniforme et ayant la même conception de l'ordre public.

(1) Sur le caractère étranger de l'Etat français par rapport aux Etats placés sous son Mandat voir le jugement du Trib. de Beyrouth, *supra*, p. 137.

Aussi, depuis que le Liban s'est émancipé du joug de la législation ottomane, depuis qu'il s'est forgé une notion indépendante de l'ordre public dans ses nouveaux Codes des Obligations et de Procédure, des conflits d'exécution entre les deux pays commencent à faire leur apparition.

Un conflit a jusqu'ici surgi en matière d'exécution des jugements prononçant la contrainte par corps.

La contrainte est toujours admise en matière civile en Syrie proprement dite, alors que le Code de Procédure libanais largement inspiré à ce sujet par la loi française de 1867 n'admet cette voie d'exécution contre le défendeur que s'il a été condamné à raison d'une « infraction pénale » commise envers le demandeur ou à raison d'un « délit civil intentionnel ». Le même droit appartient également « au Ministère Public » pour recouvrer les amendes et les frais de justice en matière répressive (art. 809).

Ainsi, un jugement rendu par un Tribunal syrien prononçant la contrainte par corps en matière civile n'a pas été jugé par les Bureaux Exécutifs libanais comme susceptible d'exécution au Liban parce qu'il s'oppose à l'ordre public libanais.

L'hypothèse inverse ne saurait avoir lieu parce que les matières pour lesquelles la contrainte est admise au Liban sont également admises par la loi ottomane applicable en Syrie. Toutefois, cette dernière loi n'habilitant pas le ministère public à contraindre en matière de frais de justice, les Bureaux Exécutifs syriens ont refusé, par mesure de réciprocité, d'exécuter les décisions libanaises de contrainte rendues par le Ministère Public.

A noter que le Sandjak d'Alexandrette qui vient d'être

amputé à la Syrie et doté d'un régime international spécial vient de déclarer, avant même d'être pourvu de la législation spéciale qui lui est promise, que les jugements rendus par les tribunaux syriens ne sont pas exécutoires dans le territoire du sandjak, à moins d'une convention spéciale à intervenir.

§ 2. — LES JUGEMENTS ÉTRANGERS SUBORDONNÉS A L'EXEQUATUR

Tous les jugements étrangers ne sont pas subordonnés à l'exequatur. Cette nécessité est limitée aux jugements contenant des condamnations et réclamant par suite des mesures d'exécution (art. 2 de l'arrêté 1113).

Ainsi les jugements qui ont trait à l'état ou à la capacité des étrangers produisent leurs effets de plein droit sans être soumis à la formalité de l'exequatur, à la condition qu'il s'agisse de leur application ou exécution volontaire. En effet, l'exequatur redevient nécessaire pour ces jugements s'il s'agit de procéder à des mesures d'exécution forcée sur les biens ou même d'user de contrainte pour assurer la pleine efficacité de leurs dispositions, même relatives aux personnes.

D'ailleurs, l'exception d'exequaturer les jugements relatifs à l'état ou à la capacité ne s'applique qu'aux effets de ces jugements qui se rapportent à la personne ; elle ne s'étend nullement aux condamnations pécuniaires que ces jugements peuvent prononcer.

On doit également admettre que la saisie conservatoire ou la saisie-arrêt sont praticables en Syrie et au Liban avec dispense de la formalité d'exequatur et cela con-

formément aux dispositions combinées de l'article 2 de l'arrêté 1113 et de l'article 271 du Code de Procédure civile ottoman, auxquels correspond l'article 592 du Code de Procédure libanais. Le dernier de ces textes est conçu en ces termes : « En principe on ne peut saisir qu'à raison d'une créance constatée par un titre exécutoire », et son deuxième alinéa précise : « Ce principe est écarté en matière de saisie conservatoire et de saisie-arrest ».

§ 3. — PROCÉDURE DE L'EXEQUATUR

Aux termes de l'article 3 de l'arrêté 1112, tel qu'il est modifié par l'arrêté 43/L.R., le tribunal compétent en matière d'exequatur « est le tribunal de première Instance ».

Par cette disposition, le législateur n'a pu viser que le tribunal civil, tribunal de droit commun. En effet, l'instance en exequatur n'étant pas semblable à une instance ordinaire civile ou commerciale, mais ayant par elle-même un objet propre qui est de savoir si l'on peut sans inconvénient et en toute justice permettre l'exécution du jugement étranger, il s'ensuit que « l'appréciation de cette opportunité appartient au Tribunal investi par la loi de la plénitude de juridiction » (1).

Or, il y a lieu de déterminer lequel parmi les tribunaux civils est compétent *ratione materiae* et *ratione personae*.

1° En premier lieu, est-ce que l'exequatur doit toujours être accordé par la juridiction Mixte ? Il semble

(1) Appel et Cass. Lib. Gaz. Trib. Lib.-Syr., mai 1931, p. 130,

que la présence d'un élément étranger, savoir la juridiction étrangère dont émane le jugement, semble justifier la compétence dans tous les cas de cette juridiction. Mais le législateur n'ayant pas imposé cette solution, il y a lieu de se référer à la règle générale de la présence ou de l'absence de l'intérêt étranger pour déférer ou non la demande d'exequatur devant la Juridiction statuant en matière étrangère.

Toutefois, la compétence de cette dernière juridiction est en notre matière obligatoire, même en l'absence d'un intérêt étranger dans un seul cas prévu par le législateur savoir « si le jugement étranger a été rendu par une Juridiction de statut personnel » (art. 4 modifié par l'arrêté 43/L.R.). Cette disposition est certainement inspirée par un souci de simplification tendant à éviter tout conflit de compétence entre le tribunal civil et les tribunaux chariehs ou religieux.

2° Quant au Tribunal compétent *ratione personae*, c'est celui du domicile ou de la résidence du défendeur, et, à défaut, celui de la situation des biens sur lesquels le jugement doit être exécuté. Mais si le défendeur n'a en Syrie et au Liban ni domicile, ni résidence, ni biens, le demandeur à fin d'exequatur pourra saisir tout tribunal syrien ou libanais de première instance.

La demande d'exequatur est introduite par requête suivant la procédure ordinaire, conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de l'appendice au Code de procédure civile ottoman auxquels correspondent les articles 334 et suivants du Code de Procédure libanais. Le demandeur doit produire devant le Tribunal une copie complète et authentique du jugement dont l'exécution est demandée, l'authenticité devant naturellement être reconnue par le Consul de France du

lieu où le jugement a été rendu. De plus, le jugement doit être accompagné de copies en langue française ou arabe dressées par un interprète assermenté pour être dûment versées au dossier, ces deux langues étant officielles en matière judiciaire (1).

Enfin, la décision rendue sur la demande d'exequatur constitue un véritable jugement susceptible de toutes les voies de recours admises par la loi locale.

§ 4. — CONDITIONS D'OBTENTION DE L'EXEQUATUR

Il résulte de l'article 6 de l'arrêté 1113, tel qu'il est modifié par l'arrêté 2525 du 25 avril 1929 que certains jugements étrangers sont susceptibles de révision et que d'autres ne le sont pas.

1° La révision est possible à défaut de réciprocité relativement à l'examen du fond par la loi du pays où le jugement a été rendu et alors « le tribunal examinera le jugement en la forme et au fond et pourra le réviser en tout ou en partie ».

L'absence d'un traité de réciprocité est donc indifférente quant à la recevabilité de la demande d'exequatur, mais permet seulement au tribunal syrien ou libanais saisi de la demande, de réviser le jugement étranger.

D'ailleurs une simple *attitude* de réciprocité suffit. Il a été en particulier apprécié qu'en matière d'exequatur d'un jugement rendu par un tribunal italien, le fond ne peut être évoqué par le tribunal libanais en raison de l'attitude de réciprocité observée par les juridictions italiennes (2).

(1) *Supra*, p. 74.

(2) Appel et Cass. Lib., mai 1931, p. 133.

Cette attitude de réciprocité vient d'être prise par le Tribunal civil Mixte d'Alexandrie qui a admis que les décisions syriennes pouvaient être exécutées en Egypte, alors que la Palestine a dû passer un traité spécial avec l'Egypte pour voir les sentences de ses Tribunaux rendues exécutoires sur le territoire égyptien (1).

Il faut reconnaître que l'attitude de réciprocité, pure question de fait, est extrêmement difficile à déterminer.

2° Quand la révision n'est pas possible, le juge doit se borner d'examiner :

a) si les individus contre lesquels l'exécution est requise ont bien eu connaissance de la procédure qui a abouti au prononcé du jugement ;

b) si ce jugement émane de juges compétents au regard de la loi du pays dans lequel il a été rendu ;

c) si dans ce pays, il a déjà l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire ;

d) s'il ne contient rien de contraire à l'ordre public ;

e) s'il n'a pas été obtenu par fraude ou dol ;

f) s'il a prononcé en matière civile ou commerciale, ou dans les cas où il aurait statué en matière pénale, si la somme allouée l'a été à titre de réparation civile.

Parmi ces conditions, l'autorité de la chose jugée et la conformité à l'ordre public ont en particulier occupé nos tribunaux.

En matière de *chose jugée* la Cour d'Appel et de Cassation libanaise a eu l'occasion d'énoncer les deux principes suivants (2) :

1. — Pour qu'une demande reconventionnelle puisse

(1) *Le Jour*, quotidien français paraissant à Beyrouth, n° du 16/5/1937.

(2) *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, janvier 1931, p. 7 et mai 1931, p. 131.

être produite dans l'action en exequatur, il est nécessaire qu'elle ait été soulevée déjà au cours de l'instance étrangère, auquel cas seulement elle doit être examinée avec la demande principale et suivant la même procédure prévue par les arrêtés du Haut-Commissariat en matière d'exequatur.

2. — Les nullités de procédure sont couvertes par l'autorité de la chose jugée par le tribunal étranger, à condition qu'elles ne portent pas atteinte au droit de défense.

Quant à l'*ordre public* interne, il a été défini en matière de statut personnel comme étant le respect de la loi religieuse (1). De plus les Tribunaux Mixtes ont adopté en d'autres matières les faits suivants comme ne s'opposant pas à l'*ordre public* interne :

1. — Le fait par un tribunal local d'accorder l'exequatur à un jugement étranger déclaratif de faillite qui consacre le système de l'unité et de l'universalité de la faillite est aujourd'hui acquise (Trib. Com. Beyrouth, 30 août 1929) ;

2. — Le fait par un Tribunal libanais d'accorder l'exequatur à un jugement français reconnaissant le bénéfice de la liquidation judiciaire, alors que le bénéficiaire n'avait pas satisfait à certaines dispositions de la loi locale exigeant en particulier du commerçant qui veut obtenir cette faveur d'avoir, depuis deux ans au moins, ses livres cotés et paraphés selon la loi commerciale. En effet, d'une part, lorsque le débiteur a son principal établissement à l'étranger, c'est la loi étrangère qu'il faut seule prendre en considération relativement aux con-

(1) *Supra*, p. 230.

ditions d'ouverture et aux solutions de la liquidation judiciaire et, d'autre part, il se trouve en l'espèce que la loi française se concilie avec les règles de l'ordre public libanais et que le débiteur n'a violé que des règles accessoires qui constituent une mesure de procédure interne de la liquidation (Appel et Cass. libanaise, 19 novembre 1932).

3. — Enfin, l'ordre public interne ne subit aucune atteinte du fait de l'exécution d'un jugement étranger uniquement basé sur le défaut du défendeur si la *lex fori* admet la condamnation sur simple défaut à titre de peine judiciaire et si le défaillant a eu toute liberté par le jeu de la procédure étrangère de présenter ses moyens de défense dans les délais raisonnables (Appel et Cass. lib., 14 juin 1930).

§ 5. — EFFETS DE L'EXEQUATUR

Aux termes de l'article 7 de l'arrêté n° 1113 « le jugement étranger pour lequel l'exequatur a été accordé dans les conditions qui viennent d'être citées produira en Syrie et au Liban les mêmes effets qu'un jugement rendu par un tribunal syrien ou libanais ».

Si le législateur entend dire que le jugement étranger devient au point de vue de sa force exécutoire semblable en tous points à un jugement local, cela ne saurait jamais être contesté. Mais on ne pourrait jamais interpréter le texte — contrairement à un principe sur lequel la doctrine et la jurisprudence sont parfaitement d'accord — de façon à faire produire au jugement étranger exequaturé sous réserve de l'ordre public, des effets

autres que ceux qui lui sont déterminés par la loi étrangère, ou des effets plus étendus que ceux qu'il est capable de produire dans le pays dont il émane.

La Cour d'Appel et de Cassation libanaise, dans son audience du 14 juin 1930, a ainsi interprété l'article 7 dont il s'agit en reconnaissant que l'exequatur s'étend aux conséquences explicites ou implicites du jugement et qu'en particulier si la loi étrangère prévoit des intérêts pour tout jugement rendu en vertu de cette loi, le jugement d'exequatur doit allouer ces mêmes intérêts prévus.

CHAPITRE IV

ETUDE CRITIQUE DES JURIDICTIONS MIXTES DE LA PÉRIODE MANDATAIRE

L'institution des Juridictions Mixtes telle qu'elle a été conçue par le Mandat compte des admirateurs ainsi que des dénigreurs. Voici les avantages et les inconvénients qu'elle présente, notamment par rapport aux institutions capitulaires.

SECTION I

Avantages de l'Institution Mandataire des Juridictions Mixtes L'apport jurisprudentiel de ces juridictions

Le principal avantage de principe est dû à ce que ces Juridictions ont mis fin à l'anarchie judiciaire qui régnait auparavant dans le pays grâce au système capitulaire des Juridictions Consulaires. Appliquant la même loi aux justiciables qui en dépendent, elles sauvegardent le principe de l'égalité de tous devant la loi quelle que soit leur nationalité. De cette façon, la justice n'est plus un vain mot, elle devient une réalité et fait naître la confiance dans les relations entre individus en garantissant la sûreté des transactions com-

merciales et industrielles. Les étrangers voyant en particulier leurs droits garantis, n'hésitent pas à apporter leurs capitaux sans lesquels il ne faut jamais compter sur un développement économique sérieux dans les pays du Levant.

De plus, ces Juridictions semblent par la science et l'impartialité de leurs magistrats ainsi que par la célérité et la promptitude que ceux-ci mettent dans l'expédition des affaires, avoir pleinement justifié l'espoir qui avait causé leur création. Le nombre des affaires qui sont confiées à leur connaissance n'a fait que croître d'année en année et, si dans certaines années, il y a eu dans le mouvement des affaires qui leur ont été soumises une certaine diminution par rapport aux autres années, celle-ci est fort minime et elle n'a pour motif que le fléchissement général des affaires dû à la crise mondiale. Mais, à part ces années là, le mouvement des affaires n'a fait que croître depuis la création de ces Juridictions. Au surplus, l'augmentation des affaires dans lesquelles des étrangers sont en cause prouve que des relations d'affaires de plus en plus nombreuses se sont établies entre eux et les sujets syriens.

Voici quelques statistiques qui donnent le nombre d'affaires résolues par les Juridictions Mixtes de Syrie depuis 1929, année à partir de laquelle s'est fait sentir la Réforme de la Justice Mixte de 1928, jusqu'au début de l'année en cours 1938 :

Années	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937
Cour de Cassation.	302	310	377	261	330	338	325	346	219
Cour d'appel	154	150	168	198	165	155	170	199	220
Trib. de 1 ^{re} Ins. ..	698	796	751	955	864	889	1030	1450	1210
Trib. de Justice de Paix	2621	3965	4116	6874	6981	8226	8057	8662	7683

L'examen de ce tableau conduit aux deux constatations suivantes qui s'appliquent également à l'activité des Juridictions Mixtes libanaises :

a) En neuf années, les affaires soumises aux Tribunaux Mixtes de première Instance ont presque doublé et celles qui ont été soumises aux Justices de paix ont presque triplé.

b) Pendant cette même période, les affaires soumises à la Cour d'Appel et à la Cour de Cassation sont loin d'avoir subi une augmentation parallèle.

La première de ces constatations prouve que les transactions entre étrangers et syriens ont été de plus en plus nombreuses et la deuxième prouve la satisfaction que ressentent les justiciables à l'égard des Jugements rendus au premier degré, satisfaction provenant de leur confiance dans l'impartialité des magistrats qui ont rendu lesdits jugements.

Le mouvement des affaires entre sujets étrangers et sujets syriens n'indique pas *a priori* que les Juridictions Mixtes jouissent d'une considération spéciale ; les sujets étrangers peuvent bien, il est vrai, s'ils sont d'accord avec leurs adversaires confier leurs différends aux Juridictions locales, mais, en fait, ils réservent leur préférence à des Juridictions où siègent des Magistrats étrangers et où ils pourront mieux s'expliquer. Il n'en est pas de même pour les litiges où des syriens sont seuls en cause et où les deux adversaires, par une clause attributive de compétence volontairement consentie par eux, renoncent à leur droit de se faire juger par leurs Tribunaux ordinaires et déclarent soumettre leurs différends à ceux des causes étrangères. Or, le nombre de ces affaires n'a fait qu'augmenter chaque année dans de sérieuses proportions et tandis qu'il s'élevait en 1932

à 1357 sur 7029 affaires civiles et commerciales tranchées par l'ensemble des Tribunaux mixtes de première Instance et de Justice de Paix de Damas et d'Alep, il croît sensiblement toutes les années jusqu'à atteindre 2000 pour l'année 1936 sur 7251 affaires soumises aux mêmes juridictions dans les mêmes matières. De la sorte, en 1932 le rapport était inférieur au cinquième tandis qu'en 1936, il devient supérieur au quart.

D'ailleurs, les affaires qui viennent d'une façon facultative devant les Tribunaux S.E.M.E. auraient été beaucoup plus nombreuses si les parties syriennes pouvaient au moment où commence leur affaire choisir leur Jurisdiction. Mais cette faculté ne leur a pas été donnée ; il faut — comme on l'a dit — que la clause attributive de compétence soit antérieure à l'introduction de l'affaire et il est rare qu'au moment où l'on traite une affaire, on ait l'idée de prévoir un litige et en conséquence, de faire d'ores et déjà choix d'un juge pour le solutionner. Les Tribunaux statuant en matières étrangères auraient donc eu un nombre plus considérable d'affaires si le législateur s'était contenté de demander un accord formel ou même tacite des parties en cause au moment de l'introduction de l'affaire.

Ils auraient eu également un plus grand nombre d'affaires si le législateur s'était contenté à la manière de ce qui se passait en Egypte de la Réforme de l'existence au procès d'un prête-nom étranger et si la jurisprudence ne s'était pas montrée si sévère sur la recherche de la réalité de l'intérêt étranger : extrêmement nombreux sont les procès qui ont été écartés par les Tribunaux Mixtes en raison de la fictivité de cet intérêt.

Une autre preuve du succès des Juridictions Mixtes est due à ce que les parties ont toujours requis, *in limine*

litis, que la Juridiction soit composée d'une majorité française, mesure pourtant toute facultative d'après les articles 1 et 2 de la réforme de la Justice Mixte de 1928.

Enfin les Juridictions Mixtes ont été créées dans le but d'amener par leur exemple les Juridictions purement locales à adopter les principes de Droit et les usages généralement admis dans les pays d'Europe. Cette adaptation doit naturellement demander un certain temps et elle ne peut être que progressive. Une légère tendance dans ce sens semble cependant se révéler depuis quelque temps ; elle est due aux magistrats syriens qui passent d'un ordre de juridiction à l'autre et aux avocats qui plaident devant les deux séries de Juridictions, les uns et les autres étant des agents de liaison précieux pour assurer une communauté d'efforts et éviter autant que possible des divergences dans la jurisprudence.

Toutefois, au sujet de quelques matières, les Tribunaux Mixtes et les Tribunaux strictement nationaux ne se trouvent pas d'accord. Elles montrent d'une façon particulière le souci des Tribunaux Mixtes à concilier les principes de la législation en vigueur avec les théories juridiques étrangères et à préparer ainsi l'évolution législative du pays. En voici quelques exemples :

1° En matière civile, nous relevons l'application de la théorie de l'abus du droit et celle du calcul du délai de la prescription.

a) La théorie de *l'abus du droit* n'est pas méconnue en Droit Musulman. C'est là un « phénomène tout naturel et même inévitable, puisque ce Droit est dans un contact étroit avec la morale et la religion, puisqu'il est en somme, la religion et la morale dans la mesure où leur observation est obligatoire ; le concept de l'abus, lui-

même essentiellement moralisateur, devait trouver, dans cette organisation juridique, un milieu de culture extrêmement favorable » (1).

Lors de la rédaction du Medjelleh (1^{er} avril 1866), le concept de l'abus était encore peu connu par la jurisprudence occidentale. Cependant, plusieurs articles de ce Code contiennent des allusions à ce concept. Ce sont les articles 1, 2, 19, 20, 28, 31, 33 et 58.

Tous ces articles qui ont trait de près ou de loin à l'abus semblent détruits par l'article 91 dont le texte français dit : « Nul n'est tenu du préjudice qu'il a causé à autrui dans l'exercice de son droit ». Or, il n'en est rien, car cet article est mal traduit, le texte arabe disposant que « l'autorisation (ou la dispense) légale est inconciliable avec la responsabilité », ce qui ne fait point de doute. Toutefois, il s'agit de savoir si la loi autorise d'exercer un droit d'une manière contraire à la finalité naturelle qui lui a été assignée.

Devant le silence du Medjelleh sur ce point, notamment en matière de contrat de travail et en ce qui concerne le droit de propriété, la Jurisprudence, en particulier celle des Juridictions Mixtes, a accompli un travail utile en s'inspirant de la Jurisprudence française de façon à préparer la législation future sur ce sujet en Syrie et ayant effectivement contribué à sa modification au Liban.

Dans son arrêt du 8 novembre 1925, la Cour de Cassation Mixte de Syrie a déclaré que le droit de résiliation unilatérale peut donner lieu à des dommages-intérêts s'il revêt un caractère abusif :

« Attendu qu'il n'est pas douteux que le licencie-

(1) M. Josserand, cité par M. Lapuyade : *Bulletin de législation et de jurisprudence de Syrie et du Liban*, n° du 15 janvier 1936, p. 27.

ment du docteur S. sans aucun motif, alors qu'il était depuis un certain temps au Service de la Croix-Rouge arménienne, a causé à ce praticien un préjudice dont il lui est dû réparation. »

De même la Cour de Cassation Mixte libanaise s'était prononcée dans le même sens bien avant la promulgation du nouveau Code des Obligations :

« Attendu qu'en déduisant des faits de la cause que la C^{ie} des Eaux minérales a commis un abus de droit, le juge a attribué à ces faits les conséquences légales qu'ils comportent ; attendu en effet que le contrat de représentation sans détermination de durée peut sans doute cesser par la seule volonté de l'un des contractants, mais que sa rupture peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle constitue de la part de celui qui l'impose un abus préjudiciable à celui qui se trouve obligé de la subir » (arrêt 23 mai 1929) (1).

D'ailleurs, non seulement l'intention de nuire constitue un abus de droit, mais bien encore l'absence ou l'insuffisance de motifs légitimes :

« Attendu qu'il n'est pas douteux que le licenciement du docteur S. sans aucun motif... » (Cassation mixte Syrie, 8 novembre 1925).

« Attendu qu'il faut rechercher si N. a été congédié sans motif sérieux ; ...que N. paraît avoir été congédié avec quelque légèreté et qu'il a droit par ce fait, à des dommages-intérêts... » (Trib. Com. mixte Beyrouth, 15 mars 1926).

Quant au fondement légal de cette responsabilité, les Juridictions Mixtes l'ont trouvé soit dans « l'équité et le droit naturel » (Com. M. Beyrouth, 15 mars 1926), soit par « analogie avec les règles du Mandat (Cass. M. Syr., 23 avril 1927), soit en s'inspirant de « l'usage des lieux »

(1) Voir également arrêts Appel Mixte d'Alep, 25 juillet 1932 et 8 avril 1935.

(Com. M. Beyrouth, 15 mars 1926), soit en ayant recours à la « notion de faute » (T. M. d'Alep, 22 janvier 1926), « faute contractuelle » (Cass. M. Lib., 23 mai 1929), ou le plus souvent « faute délictuelle ou quasi délictuelle telle qu'elle résulte du Droit Sacré et des principes généraux du Medjelleh » (Cass. M. Syr., 8 novembre 1925 ; Appel M. Alep, 8 avril 1935 ; T. M. d'Alep, 16 décembre 1931 et 22 janvier 1936).

Finalement donc la Jurisprudence Mixte base la théorie de l'abus du Droit sur cette « mer immense » qu'est le Droit Sacré (1).

Au Liban, le nouveau code des Obligations a pu aisément sanctionner cette théorie dans l'article 124 dont la teneur suit :

« ART. 124. — Doit également réparation, celui qui a causé un dommage à autrui en excédant, dans l'exercice de son droit, les limites fixées par la bonne foi ou par le but en vue duquel ce droit lui a été conféré. »

Voilà le principe posé et on lui trouve dans le même Code les deux applications suivantes :

— En matière de résiliation des contrats : « l'auteur de la résiliation s'expose à des dommages-intérêts en faisant de la faculté de désistement un usage abusif, c'est-à-dire en l'exerçant contrairement à l'esprit de la loi ou du contrat » (art. 248).

— En particulier, en matière de rupture d'un contrat de travail : « lorsque l'une des parties rompt le contrat, dans des conditions abusives, c'est-à-dire sans motif légitime, elle devient passible envers l'autre de dommages-intérêts (art. 656).

b) Pour le calcul du délai de la *prescription*, il a été

(1) Lapuyade, *op. cit.*, juin 1936, p. 241.

décidé que l'année hégirienne (année lunaire) ne saurait être invoquée dans le décompte d'un délai de prescription excipée à l'encontre d'un étranger non musulman ; que si l'année hégirienne est restée l'année officielle en territoire ottoman musulman, le législateur turc avait prévu en outre l'application de l'année dite financière hégirienne comportant les mois de l'année grégorienne et leur durée ; qu'en conséquence, il y a lieu de décompter le délai de la prescription à raison de 365 jours l'année à l'égard d'un étranger non-musulman (1).

2° En matière de procédure civile, nous relevons la question concernant le caractère d'incompétence des Juridictions Mixtes, celle concernant les amendes de procédure, et enfin, celle de la recevabilité des pourvois en cassation formés contre les sentences des Juges de Paix.

a) *Le caractère d'incompétence* des Juridictions Mixtes à été déjà étudié supra page 214 et S : on a eu l'occasion d'exposer à ce propos les thèses divergentes des Tribunaux Mixtes et des Tribunaux purement nationaux.

b) En matière d'*amendes de procédure* une différence d'interprétation existe entre la Cour de Cassation locale syrienne et la Cour de Cassation Mixte correspondante. Un arrêt rendu par cette dernière le 28 mars 1936 comporte une décision de principe relativement à la question :

« Attendu — dit la Cour — en ce qui concerne l'amende prévue par l'arrêté 166 du 3 mars 1926, art. 7, que le fait par le pourvoyant d'avoir été dispensé de sa consignation par un certificat d'indigence, ne saurait l'exonérer du paiement de cette amende ;

(1) Trib. M. Damas. *Gaz. Trib. Lib.-Syr.*, septembre 1927, p. 912.

« Attendu en effet que comme déjà décidé par la Cour de Céans, dans son arrêt n° 1844 du 28 mars 1936, ladite amende n'est pas une mesure fiscale, mais bien un moyen de répression contre la témérité des pourvois et la sanction du respect dû aux décisions du pourvoi en cassation qui ne doit jamais perdre son caractère de remède extraordinaire, et ensuite de forcer les parties à réfléchir plus sérieusement aux chances qu'elles peuvent avoir de réussir dans leur demande, et à s'abstenir de former un pourvoi dénué de fondement.

« Que d'ailleurs la dispense de la consignation de l'amende n'implique nullement que celui qui en a bénéficié, doit être exempt de la condamnation s'il succombe dans son pourvoi.

« Que décider différemment serait donner aux dirigeants plus de droits qu'aux autres justiciables, et leur permettre, à la différence de ces derniers, des moyens dilatoires en les exonérant de toute sanction en cas de pourvois abusifs, exercés de mauvaise foi et dans un seul but d'atermoiement ; qu'il y a lieu au contraire d'établir en la matière une règle uniforme.

Par ces motifs :

.....
 « Condamne à l'amende de 12 1/2 livres syriennes prévue par les dispositions combinées des arrêtés 166 (art. 7), etc... »

Cette décision paraît entièrement conforme à l'esprit de l'arrêté 166 du 3 mars 1926 ainsi conçu (dans la partie du texte visant la question) :

.....
 « Considérant, d'autre part, que toutes les législations portant établissement ou réglementation des frais de justice, prévoient des amendes contre les demandeurs téméraires, en appel et en cassation ;

« Considérant, qu'il importe, pour la bonne administration de la justice, d'éloigner des Juridictions, les plaideurs qui n'utilisent les voies de recours que dans un but frustratoire et d'atermoiement ;

.....

Arrête :

.....
 « ART. 7. — « En matière civile, le demandeur au pourvoi devra consigner au greffe de la Cour de Cassation, sauf le cas d'indigence dûment constatée, une somme de 10 livres syriennes au cas où la décision attaquée serait une sentence d'un tribunal de paix et 40 livres au cas où elle serait un arrêt de Cour d'Appel ou un jugement susceptible d'appel, sans que le droit d'appel ait été exercé.

Ladite somme sera restituée au demandeur au cas où la décision attaquée serait cassée ou annulée, elle sera confisquée au profit du Trésor en cas de rejet du pourvoi.

« ART. 8. — « Tout arrêt devra prononcer dans son dispositif et suivant les cas, soit la restitution, soit la confiscation de l'amende consignée ».

L'intention du législateur est bien claire mais le texte lui-même l'est moins, et voilà pourquoi une différence d'interprétation surgit.

Selon la Cour de Cassation locale, dès lors qu'il est question de « confiscation » ou de « restitution » mais non de « condamnation », les décisions de rejet ne peuvent condamner le plaideur à l'amende.

Ce sens donné au texte rend pratiquement inopérant l'arrêté 166 pour les raisons exposées dans l'arrêt de la Cour de Cassation Mixte reproduit ci-dessus, et frustre le Trésor de sommes importantes surtout si l'on considère la facilité avec laquelle ont été jusqu'ici délivrés les certificats d'indigence, facilité absolument abusive qu'une législation toute récente vient d'y remédier, c'est la loi syrienne n° 34 du 21 mai 1938 sur l'assistance Judiciaire.

Toutefois, cette dernière loi ne dispense l'assisté que de « l'avance » des frais du procès ainsi que de la « consignation » des amendes de procédure, de sorte

que la difficulté provenant de la *condamnation* de l'assisté à l'amende demeure entière.

De même, en matière criminelle, pour le recours en cassation, les dispositions de l'article 327 du C.P.P. sont suffisamment claires : l'amende est encourue par la partie qui succombe ; les indigents sont seulement dispensés de la « consignation ». Néanmoins la même divergence d'interprétation existe entre la Cour de Cassation Mixte et la Cour de Cassation locale, celle-ci ne condamnant pas à l'amende en cas d'indigence dûment constatée, « motif pris du silence des textes et parce que *nulla paena sine lege* ».

Observons que la question est résolue en France dans le sens des décisions de la Cour de Cassation statuant en matière étrangère [(Rép. Prat. Dalloz, V°, Cassation n° 418 (matière civile), n° 561 et 721 (matière criminelle))].

c) Une divergence existe également entre la Cour de Cassation Mixte et la Cour de Cassation syrienne sur l'interprétation des articles 42 et 43 de la loi sur les Justices de Paix fixant les conditions de recevabilité du *pourvoi* en cassation contre les *sentences des Juges de Paix*.

Selon la thèse mixte, le requérant doit, dans la huitaine, introduire le *pourvoi* et obligatoirement dire ses motifs dans le même délai.

Selon la thèse locale, il suffit que le requérant manifeste dans le délai légal son désir même verbal — un acte n'étant pas exigé par la loi précitée sur les Justices de Paix — de former le *pourvoi* en se réservant le droit d'avancer les moyens plus tard.

La thèse mixte est inspirée par la règle de l'unité de procédure, alors que celle de la Cour de Cassation locale

est basée sur le caractère exceptionnel des Tribunaux de Paix, sur la qualité de conciliateurs des Juges de Paix et sur le principe que les règles générales contenues dans le Code de Procédure ne sauraient avoir aucun effet sur la loi relative aux Justices de Paix, loi spéciale.

3° En matière de Droit Pénal, nous relevons les questions concernant l'application du tarif de la peine et celle de la « diah ».

a) Le Code Pénal ottoman, toujours en vigueur dans les pays sous Mandat, a toujours pris soin, à l'exemple du Code Français dont il s'inspire très largement, d'établir le *tarif de la peine* en déterminant un maximum et un minimum entre lesquels le juge a toute latitude de se mouvoir pour tenir compte des circonstances personnelles et réelles de l'infraction.

Cette latitude est cependant méconnue par la Cour de Cassation purement syrienne qui demande au juge de fond d'appliquer toujours le minimum de la peine sous peine de cassation du jugement pour absence ou insuffisance de motifs, considérant que l'application d'une peine supérieure à la peine minima ne peut se justifier qu'en présence de « circonstances aggravantes ». Or, étant donné que la législation en vigueur n'admet pas l'institution du Jury, on ne devrait pas, dit la Cour, reconnaître au Juge le pouvoir d'appliquer une peine qu'il appréciera arbitrairement sans le motiver par l'existence de circonstances susceptibles d'aggraver la peine minima.

Ce raisonnement de la Cour suprême locale conduit les Juridictions qui lui sont rattachées à prononcer des condamnations telles que celle-ci qui a été prise en

application de l'article 115 du Code Pénal : « l'accusé est condamné à un an d'emprisonnement étant donné que la résistance qu'il a opposée à l'agent de Police constitue une circonstance aggravante ». Or, l'article 115 dont s'agit est conçu en ces termes : « si les voies de fait exercées contre les fonctionnaires quels qu'ils soient, dépositaires de la force publique ou employés d'administration dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice, ont été la cause de blessures ou de maladie, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans ».

En réalité, et telle que l'interprétation aurait été donnée par une Juridiction française ou une juridiction mixte locale, le juge avait à prononcer un emprisonnement de six mois ou de trois ans, ou d'une durée comprise entre ces deux limites eu égard aux éléments constitutifs de l'infraction, sans avoir besoin de motiver sa décision — car cela constituerait, comme en l'espèce, une pure tautologie — et sans avoir recours à la notion des circonstances aggravantes, qui ne devrait être invoquée par le juge que s'il est conduit à prononcer une peine supérieure à la peine maximum.

De cette façon, la Jurisprudence de la Cour de Cassation locale est basée sur une confusion entre les éléments constitutifs de l'infraction et les éléments qui peuvent l'aggraver sans en faire partie intégrante. Elle a pour effet d'accroître son pouvoir de contrôle à l'égard de la motivation des jugements et arrêts et la conduit indirectement à outrepasser ses attributions en examinant la conviction du juge du fond quant à l'appréciation du délit et la peine qui lui est applicable.

b) En matière pénale, la Jurisprudence de la Cour de Cassation Mixte et celle de la Cour de Cassation

locale sont également divergentes, quoique se rapprochant de plus en plus, sur la question de la *Diah*.

La *diah* ou prix du sang est une composition légale d'origine coranique. Le Livre distingue le meurtre intentionnel pour lequel il préconise à titre de recommandation le recours à la composition, « c'est un adoucissement de la part de votre Seigneur et une faveur de sa miséricorde » (II, 173) et le meurtre involontaire pour lequel le recours à la composition est de rigueur « celui qui tuera un croyant involontairement, dit le Coran, sera tenu de payer à la famille du mort le prix du sang » (IV, 94).

Plus tard, les docteurs fixent la *diah* à 100 chameaux, 200 bœufs, 1000 moutons, 200 vêtements ou 1000 dinars quand la victime est un croyant et à la moitié de ces montants aux cas de meurtres d'une femme ou d'un infidèle, l'esclave étant tarifé au cours du marché.

Quant à la composition dit *arch* afférente à une lésion corporelle, elle était équivalente à la totalité de la *diah* en cas de perte d'un organe ou d'une faculté unique et, en cas de perte de tout autre organe et pour les blessures en général, elle était fixée au montant de la dévaluation qu'aurait subie un esclave s'il était atteint d'une lésion identique (1).

Le Code Pénal ottoman, qui date de 1858 et qui est très largement inspiré du Code français, a maintenu la composition pour se conformer aux dispositions coraniques en cas d'homicide involontaire. Ses articles 182 et 183 sont conçus en ces termes :

« ART. 182. — Quiconque, par accident, aura commis un homicide ou en aura involontairement été la

(1) Fouad Ammoun : « La Syrie criminelle », p. 110 et s.

cause, sera condamné par jugement aux réparations civiles, dues aux héritiers de la victime, d'après le chéri, et si le fait a eu lieu par inattention, ou inobservation des règlements, le coupable sera en même temps puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans.

« ART. 183. — Quiconque par accident, aura fait des blessures ou porté des coups ou aura involontairement occasionné des blessures ou contusions, sera condamné à payer les frais de traitements, dans le cas où ces blessures ou coups auront occasionné l'amputation ou la perte de l'usage d'un membre, l'auteur sera également condamné à payer le prix du sang prescrit par le Chéri. Il sera en outre puni d'une semaine à deux mois d'emprisonnement, si ces blessures ou coups ont été le résultat de l'inattention ou de l'inobservation des règlements. »

Comment ces diverses dispositions vont être interprétées par la Justice sous le Mandat ?

1. — En ce qui concerne le taux de la diah, la Cour de Constantinople avait déjà fait tomber en désuétude la condamnation aux bêtes et denrées et n'admettait que la diah évaluée en argent liquide. Les Cours suprêmes instituées par le Mandat ont naturellement suivi cet exemple et les dévaluations du cours de l'argent ont amené le Gouvernement syrien en 1925 à provoquer un Fatwa pour la fixation du taux de la diah. Le Grand Moufti de Damas a déclaré que ce taux doit s'élever à 1250 medjidieh. D'ailleurs le Fatwa a ajouté que cette somme sera invariablement due, abstraction faite de la qualité de la victime.

2. — Sur le point de savoir quelle est la nature juridique de la Diah, la Jurisprudence Mixte (arrêts de la Cour de Cassation de Syrie des 27 avril 1933 et 24 janvier 1934) a admis qu'à l'origine la diah constituait une peine et qu'en se modernisant elle est plutôt deve-

nue une sorte de réparation civile. D'où il faut lui reconnaître un caractère mixte et dire qu'elle est inséparable de l'existence d'une infraction à la loi pénale ou d'un fait illicite portant préjudice à autrui, de même qu'il faut reconnaître aux tribunaux le pouvoir d'attribuer suivant les circonstances des dommages-intérêts supérieurs au montant de la diah.

La Cour de Cassation purement syrienne, désirant se conformer à l'esprit du siècle et contribuer à l'évolution juridique actuelle, a confirmé tout dernièrement plusieurs arrêts prononçant des réparations civiles supérieures au montant de la Diah.

D'ailleurs, pareille jurisprudence n'est nullement en contradiction avec le droit musulman qui a toujours considéré la diah comme une réparation civile, la preuve en est qu'il a calculé sa quotité suivant la condition de la victime et qu'il l'a désignée sous le nom de « prix du sang ».

3. — Quant à savoir quelle est la juridiction compétente pour prononcer la Diah, ce sont, d'après la Jurisprudence Mixte, les Tribunaux Chariehs (Cass. Mixte lib. des 13 mars et 12 juin 1928).

Toutefois, la Cour de Cassation purement libanaise avait commencé par affirmer que cette compétence appartenait aux tribunaux de droit commun et elle a par la suite audacieusement déclaré dans deux arrêts de principe en date du 26 avril 1929 que l'institution de la Diah était purement et simplement abolie.

La Cour de Cassation Mixte de Syrie est plus prudente et se contente actuellement de déclarer « que la thèse surannée de la Diah appartient à une doctrine d'un autre âge, que faisant partie de notre législation,

il ne saurait être question d'en éluder les prescriptions, mais qu'il convient d'en cantonner l'application et de l'endiguer, dans les espèces où on ne saurait en éviter l'application sans violer la loi ». En conséquence cette Cour a cassé un jugement ayant prononcé la Diah au cas de « responsabilité partagée », comme elle insinue sa disposition à prendre la même mesure à l'égard de jugements qui prononceraient cette composition en cas de « responsabilité limitée » (arrêt précité du 24 janvier 1934).

4° En matière de procédure pénale, des divergences ont jusqu'ici paru entre les Jurisprudences locale et mixte relativement à l'effet du pourvoi en cas de *pluralité de délinquants* et à l'effet de l'*opposition* aux jugements rendus par défaut.

a) S'inspirant de la Jurisprudence française (Pandectes Fses., Cass. Civ. N° 1863-1901 et 1902), la Jurisprudence Mixte décide qu'une cassation totale doit bénéficier à toutes les parties, lorsqu'un lien de connexité, d'indivisibilité ou de solidarité les unit, alors même qu'une seule partie ait figuré au pourvoi. (Cass. Mixte Syr. 13 mars 1935), tandis que la Jurisprudence locale a toujours admis que le pourvoi ne profite qu'à son auteur, la loi ayant donné la faculté à tout intéressé de se pourvoir.

Cette dernière Jurisprudence est basée sur l'interprétation restrictive de la loi, tandis que la Jurisprudence Mixte est inspirée, ainsi que le précise à bon droit l'arrêt précité, « par l'intérêt supérieur de la Justice qui exige qu'il en soit ainsi pour éviter les contrariétés de jugements et éventuellement une injustice irréparable ».

b) Enfin, une divergence existe entre les deux Juris-

prudences Mixte et locale relativement à l'interprétation de l'article 171 du Code de Procédure Pénale.

D'après ce texte, la condamnation par défaut sera considérée « comme non avenue » au cas où le prévenu forme opposition au jugement en bonne et due forme.

La Cour de Cassation Mixte se prononçant cette fois en faveur de l'interprétation restrictive dit que le jugement rendu sur opposition doit être considéré comme un jugement nouveau, pouvant en particulier prononcer une peine plus sévère que celle qui avait été prononcée par défaut.

Par contre, la Cour de Cassation locale, raisonnant par analogie, soutient que le nouveau jugement doit nécessairement porter une peine équivalente ou inférieure, parce que tel est d'après la loi l'effet de l'appel et attendu qu'en somme l'opposition n'est qu'un cas particulier d'appel. Quant à l'expression « sera considéré comme non avenue », elle doit, d'après la Cour locale, être interprétée dans l'intérêt du prévenu.

*
**

Voilà quelques exemples de désaccord entre les Jurisprudences Mixte et locale.

Il y a lieu de noter à ce propos que ce désaccord existe surtout, comme on a dû le constater, en Syrie proprement dite. Au Liban, il a presque disparu parce que dans l'organisation judiciaire de ce pays, il ne figure plus depuis 1934 qu'une seule Cour de Cassation à composition toujours mixte. De plus, la nouvelle législation libanaise en matières d'obligation et de procédure contribue naturellement par son caractère moderne, à atté-

nuer les occasions de désaccord entre les deux séries de Tribunaux.

Il est vrai que ce désaccord a l'avantage de permettre aux Juridictions Mixtes de transplanter en Syrie les théories françaises qui l'achemineront vers la modernisation de la législation, mais la médaille a malheureusement son revers, car on est en présence de Cours de Cassation qui divisent la Jurisprudence au lieu de l'unifier, et l'on touche ainsi aux inconvénients que présente le système des Juridictions Mixtes tel qu'il a été institué par le Mandat.

SECTION II

Inconvénients de l'Institution Mandataire des Juridictions Mixtes

Dès leur création, les Juridictions Mixtes ont rencontré une opposition assez sérieuse surtout dans certains milieux politiques et professionnels et ont provoqué une grève dans les barreaux qui se réitéra depuis cette date sous forme de grève de trois jours et ce n'est que ces trois dernières années que cette coutume est devenue démodée.

Comparée tour à tour aux Juridictions Capitulaires et aux Juridictions locales, l'institution s'est révélée entachée de certains désavantages.

Au point de vue de leur organisation, les Juridictions Mixtes comportent des magistrats étrangers qui sont à la charge des Trésors locaux, alors que les Juridictions

capitulaires ne coûtaient absolument rien aux finances de l'Etat Ottoman.

D'ailleurs, aucun magistrat étranger n'entrait, sous le régime capitulaire, dans la composition des « Juridictions des causes Mixtes » ; seul un drogman siégeait. Quant aux Justices de paix, elles étaient purement ottomanes et même le drogman n'y avait pas accès.

Enfin, toujours dans l'ordre de l'organisation, la Cour de Cassation ottomane ne comprenait aucun élément étranger.

Si l'on envisage maintenant la compétence, on trouve en particulier que seuls étaient justiciables des Juridictions consulaires les ressortissants des Puissances capitulaires, alors que peuvent être appelés devant les Juridictions Mixtes du Mandat les ressortissants des pays arabes.

D'ailleurs, certaines questions de statut personnel, telles que les contestations relatives aux successions immobilières étaient autrefois soumises à la Juridiction du Cadi, alors que maintenant elles relèvent des Juridictions Mixtes quand l'une des parties n'appartient pas à la religion musulmane.

Enfin, les affaires pénales ressortissaient en très large partie de la compétence locale et leur instruction était exclusivement confiée aux juges ottomans etc... contrairement à l'état actuel des choses d'après lequel les Juridictions Mixtes sont investies de la plénitude de Juridiction.

Comparée aux Juridictions purement locales, l'institution des Juridictions Mixtes apparaît comme étant la confiscation d'une partie importante de la souveraineté nationale. Cela est d'autant plus vrai que le législateur ne s'est pas borné à faire de ces Juridictions une me-

sure de garantie pour les droits des étrangers, ainsi que cela lui est édicté par la Charte du Mandat, mais il leur a en outre confié une série d'affaires qui débordent leur compétence normale, affaires que nous avons groupées sous le titre : compétence anormale des Juridictions Mixtes, *supra*, p. 197 et s.

Parmi ces affaires, celles qui sont soumises à ces Juridictions grâce à une clause attributive de compétence, ont toujours donné lieu à des objections sérieuses, car permettre aux justiciables nationaux de se détourner de leurs juges naturels constitue une mesure de défiance à l'égard de ces derniers juges.

De plus, les magistrats français ignorent, au début de leur carrière, le droit musulman et le droit ottoman qui ne sont pas enseignés dans leurs Facultés, comme ils ont en général une méconnaissance complète de la langue du pays.

Enfin, l'existence de deux séries de Juridiction est la source de conflits de compétence et entraîne des longueurs injustifiées aux solutions à apporter aux procès, créant un vrai désordre dans l'administration de la Justice. Pour éviter l'injustice, on tombe donc dans l'anarchie judiciaire et l'on s'écarte d'un mal pour tomber dans un plus grand. Goethe a dit : « Je préfère l'injustice au désordre ».

Ce dualisme judiciaire entraîne un autre désordre car, aboutissant à un dualisme jurisprudentiel qui est de nature à entraîner, s'il dure un certain temps, un dualisme législatif, il aboutit aux mêmes résultats que le système judiciaire du régime capitulaire.

Ce sont des raisons de ce genre qui ont probablement prévalu en faveur de la nécessité d'une réforme nouvelle des Juridictions Mixtes quand il fut donné à la Syrie et

au Liban de demander leur émancipation à la Puissance Mandataire. C'est dans les projets de traités franco-syrien et franco-libanais que nous devons donc rechercher maintenant les dispositions convenues ou promises pour permettre la garantie des droits judiciaires des étrangers tout en évitant les désavantages ci-dessus énumérés du système mandataire.

TROISIÈME PARTIE

LE RÉGIME CONTRACTUEL

(LA JUSTICE MIXTE SELON LES TRAITÉS
ET SON SORT DANS L'AVENIR)

CHAPITRE I

LA JUSTICE MIXTE SELON LES TRAITÉS

La formule du Mandat de Droit International, bien que créée depuis une vingtaine d'années, ne constitue pas moins jusqu'ici une idéologie dont le sens et la portée sont demeurés un mystère quand on essaie de l'analyser du point de vue purement juridique.

De cette formule imprécise et ambiguë donnant lieu en droit et en fait à des conflits de souveraineté entre la Puissance Mandataire et l'Autorité locale, on a précieusement retenu le caractère provisoire de l'Institution résultant des termes de l'article 22 du Pacte de la S.D.N. qui laisse entendre qu'une fois leur éducation étatique terminée, les populations orientales doivent être à même de revendiquer leur indépendance.

D'autre part, la France et l'Angleterre elles-mêmes ont toujours préféré de leur côté au régime unilatéral du Mandat un régime contractuel à caractère nettement bilatéral parce qu'il serait plus en harmonie avec le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, principe cher aux pays démocratiques.

En effet, depuis le 16 décembre 1919, un projet de traité dit Fayçal-Clémenceau avait réglé les droits et

obligations de la France en Syrie. Cependant les événements politiques n'ont pas permis sa ratification, de même d'ailleurs que le projet de 1925 qui a été proposé par le Gouvernement syrien à M. de Jouvenel, alors Haut-Commissaire de la République Française.

Ces essais, qui n'ont jamais abouti à un résultat positif, n'ont pas découragé les deux parties intéressées et M. Ponsot, qui a succédé à M. de Jouvenel, a toujours travaillé directement dans le sens d'un traité à conclure dans un avenir prochain avec la Syrie. Le 14 juillet 1927, il déclarait : « Le Mandat ne cherche ni à se perpétuer ni à se survivre ».

Néanmoins, ce n'est qu'au mois de novembre 1933 qu'un projet de traité en bonne et due forme fut proposé à la ratification des représentants de la nation syrienne. Vite rejeté, ce projet a été remplacé en 1936 par un autre texte à l'élaboration duquel des délégués syriens ont pris part avec les représentants du Quai d'Orsay, texte qui est jusqu'ici (octobre 1938) à moitié ratifié, du fait qu'en France il n'a pas encore été l'objet d'une discussion parlementaire.

De son côté, la République Libanaise, à l'exemple de sa sœur la République Syrienne, a négocié un projet de Traité avec la France au cours de la même année 1936.

Quel sort fut réservé à la Justice Mixte par ces accords ? C'est ce qu'il y a lieu de rechercher dans ce chapitre.

Toutefois, les accords franco-syrien et franco-libanais n'ayant pas encore complètement abouti et, d'autre part, ayant eu comme précédents immédiats les Traités anglo-irakien de 1930 et anglo-égyptien de 1936 qui, eux, ont réglé par conventions supplémentaires la question de la Justice Mixte en Irak et en Egypte, conven-

tions qui seront d'un grand secours dans les négociations à venir entre la France et les pays placés sous son Mandat pour la liquidation de cette question, c'est par l'étude de ces précédents que l'on doit débiter.

SECTION I

Le précédent anglo-irakien :

la Convention judiciaire du 4 Mars 1931

L'Irak est le premier pays arabe qui a pu s'émanciper du système du Mandat international. Son indépendance fut reconnue par l'Angleterre par Traité en date du 30 juin 1930 et son admission comme membre de la S.D.N. eut lieu le 30 octobre 1932.

A cette occasion, le Conseil de la S.D.N. a adopté, à la date du 4 septembre 1931 les principes posés en juin 1931 par la Commission permanente des Mandats relativement aux conditions requises afin qu'un pays quelconque sous Mandat puisse se soustraire à l'Administration mandataire (1). Il faut :

1° Que l'Etat soit doté d'un gouvernement constitué et d'une administration propre à assurer le fonctionnement régulier des services essentiels de l'Etat ;

2° Qu'il soit capable de maintenir son intégrité territoriale et son indépendance politique ;

3° Qu'il soit en mesure d'assurer la tranquillité publique sur toute l'étendue du territoire ;

(1) Voir Procès-Verbaux de la 20^e session, p. 228.

4° Qu'il soit assuré de disposer de ressources financières qui puissent régulièrement pourvoir aux besoins de l'Etat ;

5° Qu'il possède une législation et une organisation judiciaire qui assurent une justice régulière à tous les justiciables.

Outre ces conditions, la Commission des Mandats a suggéré que les engagements du nouvel Etat assurent et garantissent :

a) la protection effective des minorités de races, de langues et de religions ;

b) les privilèges et immunités des étrangers (dans les territoires du Proche-Orient), y compris la Juridiction consulaire et la protection tels qu'ils étaient autrefois pratiqués dans l'Empire Ottoman en vertu des Capitulations et des usages, à moins que, sur ce point, quelque autre arrangement ne soit préalablement approuvé par le Conseil de la S.D.N., de concert avec les Puissances intéressées ;

c) les intérêts des étrangers en matière judiciaire, civile et pénale en tant que ces intérêts ne sont plus garantis par les Capitulations ;

d) la liberté de conscience, le libre exercice des cultes et des activités religieuses, scolaires, et, en matière d'assistance médicale, des missions religieuses de toutes les confessions, sous réserve des mesures indispensables au maintien de l'ordre public, des bonnes mœurs et d'une bonne administration ;

e) les obligations financières régulièrement assumées par l'ancienne Puissance Mandataire ;

f) les droits de toute nature légalement acquis au cours du régime mandataire ;

g) le maintien en vigueur des conventions internationales tant générales que particulières, auxquelles, au cours du Mandat, la Puissance Mandataire a adhéré au nom du territoire sous Mandat.

Et comme auréole à toutes ces conditions, il faut que le Conseil de la S.D.N. décide que le territoire sous-Mandat a atteint le degré de maturité qui le rende apte à se gouverner librement.

C'est à la lumière de tous ces principes que le Traité anglo-irakien de 1930 a été rédigé et qu'une convention judiciaire et une déclaration du Gouvernement irakien ont été établies en 1932 pour satisfaire aux conditions judiciaires et autres ci-dessus et permettre à l'Irak l'accès à la S.D.N. Ce sont également ces conditions qui ont dirigé les travaux d'élaboration des Traités franco-syrien et franco-libanais et qui s'imposeront lors de l'établissement des conventions judiciaires prévues par ces textes.

Quelle est donc la situation juridique des étrangers en Irak ?

Dès le 11 mars 1917, les autorités anglaises ont reconnu *de facto* la suppression des capitulations, et établi les Juridictions à composition mixte, anglaise et locale. Ils ont réformé le droit pénal en promulguant en 1918 le « Baghdad criminal Procedure Regulation » et le « Baghdad Penal Code » qui sont basés sur le Code de Procédure criminelle du Soudan et le Code Pénal égyptien.

A. — Conformément à l'article 3 du Traité anglo-irakien du 10 octobre 1922 par lequel l'Angleterre établit son mandat en Irak, une convention judiciaire fut signée à la date du 25 mars 1924 pour régler la situation judiciaire des étrangers dans ce pays, aux lieu et place

des anciennes capitulations abolies. On peut en résumer ainsi les principales dispositions :

1° Le Gouvernement irakien s'engage à employer un certain nombre de magistrats britanniques dont la nomination doit être agréée par le Haut-Commissaire.

2° Les étrangers bénéficiant d'un privilège de juridiction sont les ressortissants des anciennes Puissances capitulaires et des Puissances ayant un siège permanent à la S.D.N. L'Allemagne et la Russie sont exclues de ce bénéfice comme ayant renoncé aux capitulations d'accord avec la Turquie, la première en 1917 et la seconde en 1921.

3° Tout étranger peut, en matière criminelle et en matière civile (au delà de la compétence du juge de paix), demander à être jugé par un Tribunal comprenant un ou plusieurs juges anglais. Si le Tribunal est à juge unique, celui-ci doit être anglais. S'il est à trois juges, il doit y avoir au moins le Président anglais ; s'il est à cinq ou six juges (Cour de Cassation en séance plénière), il doit y avoir au moins deux ou trois magistrats anglais dont l'un comme Président.

L'instruction est faite par un magistrat anglais, en audience publique, comme en Angleterre.

4° Un étranger a le droit à la traduction en anglais de toute la procédure.

5° Les questions de statut personnel sont jugées selon la loi nationale de l'intéressé par les Tribunaux civils, sauf pour les personnes à statut personnel religieux. Pour connaître le statut on s'adresse au Consul.

6° Enfin, toute loi intéressant l'organisation judiciaire doit être soumise au Haut-Commissaire britannique si elle touche aux intérêts étrangers.

B. — Cette organisation, qui présente beaucoup d'analogie avec celle qui est jusqu'ici en vigueur en Syrie et au Liban a été supprimée par la nouvelle convention judiciaire du 4 mars 1931 qui institue le système dit de *fusion judiciaire*, uniforme tant pour les nationaux que pour les étrangers (1).

Le nouveau système doit durer dix ans à partir du 30 octobre 1932, date à laquelle l'Irak fut admis à la S.D.N. et cela conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention et de l'article 12 de la Déclaration déposée par le Gouvernement Irakien au Secrétariat de la S.D.N. en date du 7 mai 1932.

Examinons donc ce système qui est actuellement en vigueur.

Tout d'abord, un principe qui le domine est que les étrangers (ce terme ayant le sens qui lui avait été attribué par l'accord de 1924) sont entièrement soumis au droit commun ; aucun texte ne prévoit de dispositions particulières les concernant. Les Gouvernements anglais et irakien ont estimé que la présence de magistrats anglais dans certaines juridictions constitue une garantie suffisante, sans pourtant que cette présence découle d'autre chose que d'une obligation diplomatique. En d'autres termes, il y a des magistrats anglais dans les tribunaux irakiens en vertu de l'accord judiciaire anglo-irakien mais aucun texte ne permet au justiciable étranger d'exiger pour une affaire déterminée, la présence de ce magistrat.

C'est ainsi que, dans la pratique, au cas où le magistrat anglais est en congé, il est remplacé par un magistrat irakien. De même dans les tribunaux à plusieurs

(1) Voir le texte de cette convention, Annexe I, p. 355.

chambres, le président anglais présidant une Chambre et le Vice-président irakien une autre Chambre (dont la composition est par suite purement irakienne), les affaires concernant les étrangers viennent indifféremment à l'une ou l'autre de ces Chambres.

Le principe posé, examinons les détails de cette organisation :

1° Les Tribunaux civils sont au nombre de 14 à raison d'un Tribunal par Liwa. Leur composition n'est pas uniforme, 6 Liwas ont un Tribunal à trois juges (1 Président anglais et 2 juges irakiens), ce sont ceux de Baghdad, Bassorah, Mossoul, Kirkuk, Bacouba, Hilla, et 8 Liwas ont un Tribunal à juge unique.

Il existe un Juge de paix par Caza (plusieurs à Baghdad et Mossoul).

Les recours sont portés devant la Cour de Cassation soit en appel soit en cassation selon que le jugement a été rendu en premier ou en dernier ressort : on a à choisir entre ces deux voies de recours qui ne peuvent pas se cumuler du fait que les juges sont les mêmes. D'ailleurs la Cour de Cassation siégeant comme telle, a un droit d'évocation quant au fond.

2° Les Tribunaux criminels comprennent des Tribunaux à juge unique et des Cours d'Assises (*Courts of sessions*).

a) Les Tribunaux à juge unique sont répartis en trois classes déterminées par le taux de la compétence : les « *Courts of Magistrates of the third class* » (jusqu'à 3 mois de prison et 10 dinars d'amende), les « *Courts of Magistrates of the second class* » (jusqu'à six mois et 15 dinars) et les « *Courts of Magistrates of the first class* » (jusqu'à 2 ans et 150 dinars).

Ces Tribunaux jugent les contraventions et les délits, mais le magistrat de première classe juge aussi les crimes pour lesquels le maximum de la peine ne dépasse pas 7 ans d'emprisonnement, à condition qu'il ne prononce pas une peine supérieure à deux ans. S'il estime que la peine doit être supérieure à ce chiffre, il renvoie l'affaire devant la Cour d'Assises qui reste saisie définitivement.

b) Les Cours d'Assises sont composées de trois magistrats. Elles jugent les crimes (sous la réserve indiquée ci-dessus) et statuent aussi en appel pour les délits et en cassation pour les contraventions.

Les Courts of session sont constituées par les Tribunaux civils de Baghdad, Bassorah, Mossoul, Kirkouk, Bacouba et Hilla. Le territoire se trouve ainsi entièrement divisé en six ressorts criminels.

D'ailleurs ces Cours sont ambulantes, elles peuvent tenir des audiences ailleurs qu'au chef-lieu de leur ressort.

3° La Cour de Cassation « Supreme Court », est unique et sa compétence s'étend à tout le territoire. Elle est composée de neuf membres, le Président étant seul de nationalité anglaise. Ses attributions ont été indiquées ci-dessus.

4° Les Juridictions religieuses existent toujours en Irak, mais leurs attributions ont été restreintes :

La compétence des Cadis (Chiites ou sunnites d'après l'élément prédominant dans la localité du siège du Tribunal) est limitée aux questions de statut personnel et de Wakfs, mais pour ces derniers, l'affaire peut être portée devant les tribunaux de droit commun sur la demande de l'une des parties.

Quant aux juridictions religieuses chrétiennes et israélites, elles sont uniquement compétentes en matière de mariage, divorce, dot, pension alimentaire et seulement pour les nationaux irakiens. Les justiciables non irakiens, chrétiens ou israélites doivent toujours s'adresser aux tribunaux de droit commun pour les questions de statut personnel comme pour les autres et en Irak on ne trouve pas à ce sujet des restrictions semblables à celles qui ont été établies en Syrie et au Liban par l'arrêté N° 109/L.R. du 14 mai 1935 (1).

5° Enfin, une Juridiction administrative existe en Irak, bien que l'organisation judiciaire s'inspire dans son ensemble du système anglais. C'est le « *Diwan Khass* » (Tribunal Privé), sorte de Conseil d'Etat, chargé d'une part de donner son avis sur les projets de loi et d'autre part statuant en matière de contentieux administratif, sauf pour les contrats, qui restent de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire.

Il est curieux de relever que dans ce pays soumis à l'influence anglaise, c'est le principe du système français en matière de contentieux administratif qui reçoit son application, alors que c'est le système anglais qui est actuellement suivi dans les pays placés sous Mandat français (2).

Telle est dans son ensemble l'organisation judiciaire uniforme établie en Irak par application des dispositions de la Convention de 1931. On le voit, les étrangers n'ont aucun privilège et, à la différence du régime qui avait été institué par l'accord de 1924, la présence d'un magistrat étranger n'est point obligatoire et elle ne peut pas être requise par celui-ci. Si le tribunal se trouve

(1) *Supra*, p. 160 et s.

(2) *Supra*, p. 198 et s.

composé uniquement de juges irakiens au moment de l'audience, l'étranger ne peut pas exiger la modification de cette composition. En outre dans les Liwas à juge unique, celui-ci étant toujours irakien, l'étranger ne peut évidemment pas être jugé par un magistrat anglais.

De même l'instruction est faite par un magistrat irakien et les juges de paix sont toujours irakiens.

Seuls neuf magistrats anglais doivent faire partie de la famille judiciaire irakienne par application des dispositions de l'article 2 de la Convention : actuellement huit postes sont pourvus, ce sont ceux du Conseiller Judiciaire (qui peut siéger comme Président de la Cour de Cassation), du Président de la Cour de Cassation et des Présidents affectés aux Tribunaux de Baghdad, Basorah, Mossoul, Kirkuk, Bacouba et Hilla.

Ces magistrats sont engagés par contrats pour la durée de la réforme (art. 2 de la Convention). Ils doivent connaître la langue arabe, seule langue officielle. Il n'y a lieu à traduction de la procédure en langue étrangère (langue maternelle et, en cas d'impossibilité, langue anglaise ou française) que si la personne, partie à l'instance, qui est présente à une enquête, une instruction ou un jugement, n'a pas une connaissance suffisante de la langue arabe pour pouvoir comprendre la procédure (art. 3, § b, de la Convention).

SECTION II

**Le précédent anglo-égyptien :
les actes de Montreux du 8 Mai 1937**

L'Égypte, comme les autres pays qui faisaient partie de l'Empire Ottoman, avait appliqué le principe capitulaire de l'exterritorialité. Les étrangers y étaient, durant près de quatre siècles, justiciables tant en matière civile et commerciale qu'en matière pénale, des Juridictions consulaires qui appliquaient leur propre loi nationale.

Ce régime qui entraînait une diversité de Juridictions nuisait aux transactions et arrêta le progrès du pays. Aussi des négociations diplomatiques eurent lieu à partir de 1869 pour son abolition dans ce pays et elles ont abouti à la Réforme de 1875 instituant les Tribunaux Mixtes dont on a eu l'occasion de décrire l'organisation et de déterminer la compétence comparativement aux Juridictions Mixtes syriennes et libanaises.

La Réforme de 1875 a apporté les deux modifications essentielles suivantes :

a) Elle a seulement enlevé aux Consuls leur compétence civile et commerciale entre nationaux et étrangers pour la donner aux Tribunaux Mixtes.

b) Elle a investi l'assemblée générale de la Cour d'approuver la législation applicable aux étrangers. Ce qui permet de dire que quatorze Puissances légiféraient dans la Vallée du Nil.

Cet état de choses fut maintenu quand l'Angleterre a occupé en 1882 le pays et quand en 1915 elle étendit sur lui son protectorat *de Jure*.

Cependant, depuis bien longtemps, le régime des Tribunaux Mixtes qui dérive directement du principe capitulaire était condamné comme s'opposant aux aspirations nationales de pleine indépendance. En septembre 1914, quand le Sultan Hussein Kamel accéda au trône de l'Égypte, il reçut une communication du Gouvernement britannique ainsi conçue : « Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a déjà eu l'occasion de déclarer à plusieurs reprises que les traités internationaux connus sous le nom de Capitulations étrangères, ces traités liant les Gouvernements de Votre Hautesse ne sont plus conformes au progrès du pays. Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est d'avis de remettre la modification de ces traités jusqu'après la guerre ».

Or, après la guerre, l'Égypte a bien réclamé son indépendance, mais on a dû attendre jusqu'au 28 février 1922, pour assister à la suppression du protectorat anglais et à la reconnaissance unilatérale par le Gouvernement de Sa Majesté de l'indépendance à caractère mitigé de l'Égypte.

A cette occasion, aucune décision n'a été envisagée concernant les Tribunaux Mixtes qui ont normalement continué à fonctionner jusqu'au jour où l'Égypte réussit à les ébranler, quand des pourparlers furent engagés entre le Front commun égyptien et le Foreign Office, pourparlers qui aboutirent au Traité d'Alliance du 27 août 1936 faisant cesser l'occupation militaire de l'Égypte par les forces de Sa Majesté le Roi et Empereur.

Une clause spéciale (l'article 13 et son additif) fut prévue par ce Traité relativement à l'abolition des Capitulations dont le maintien ne serait nullement compatible avec « l'esprit du temps et l'état actuel de l'Égypte ».

Toutefois, pour ménager la transition entre le régime

des Tribunaux Mixtes et l'abolition complète des Capitulations, il a été prévu que l'Égypte entrera le plus tôt possible en contact avec les Puissances Capitulaires en vue de la détermination d'une période transitoire durant laquelle les Tribunaux Mixtes demeureront et exerceront en plus de leur juridiction actuelle, la Juridiction qui était assignée aux Tribunaux Consulaires.

Dès le 16 janvier 1937, le Ministre des Affaires Etrangères égyptien lança une convocation aux douze Puissances actuellement capitulaires (1), pour une conférence à tenir à Montreux le 12 avril 1937, et par Circulaire en date du 3 février 1937 il porta à leur connaissance les principes essentiels qui devraient être à la base du régime transitoire.

Toutes les Puissances intéressées ont délégué à la Conférence des représentants dûment accrédités, dont les négociations avec ceux de l'Égypte ont duré du 12 avril au 8 mai 1937 et ont abouti à la rédaction d'une série de documents dits « Actes de Montreux pour l'abolition des Capitulations ». Les plus importants de ces actes sont : « la Convention » et « le Règlement d'organisation judiciaire » (2).

Ces actes ont pris officiellement effet à partir du 15 octobre 1937 et pratiquement à l'égard des signataires à partir de la date du dépôt de leurs instruments de ratification respectifs (Art. 15 Convention). De toute façon, la Période transitoire doit expirer le 14 octobre 1949 (Art. 3 Convention).

Ce n'est que le 17 juin 1938 que la Chambre Française a voté — à une majorité écrasante de 541 voix contre

(1) Ce sont celles que l'on trouve énumérées, *supra*, p. 109 excepté l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie.

(2) Voir le texte de la convention et du Règlement, Annexe II, p. 358.

48 — le projet de loi ratifiant les accords de Montreux. Entre temps, les sujets français étaient dans une situation judiciaire vraiment curieuse. En effet, les Tribunaux consulaires français ayant cessé, conformément aux nouveaux actes, d'être compétents pour juger les Français qui se rendent coupables de crimes ou de délits depuis le 15 octobre, et les Tribunaux Mixtes n'ayant pas encore acquis cette compétence à leur égard, tous les procès où des Français étaient impliqués dans une affaire pénale restaient en suspens. Finalement la Chambre du Conseil des Tribunaux Mixtes a décidé que ces Tribunaux étaient compétents pour instruire ces procès et mettre en état d'arrestation les Français qui y sont inculpés, étant dit que ceux-ci ne pourront être jugés par eux que lorsque la France aura ratifié les accords de Montreux.

Quelle est désormais la condition judiciaire des étrangers en Egypte jusqu'au 14 octobre 1949 ?

Voici, en résumé, les principales dispositions des Actes de Montreux :

1° Les Capitulations sont complètement abolies en Egypte à tous les points de vue.

2° Sont supprimées toutes les restrictions concernant l'application de la législation égyptienne, y compris la législation fiscale, aux étrangers. Désormais, la loi égyptienne s'étend à tous les habitants et le pouvoir législatif des Tribunaux Mixtes est aboli. Ceux-ci, dans l'exercice de leurs pouvoirs judiciaires n'auront plus à statuer sur la validité de l'application des lois ou décrets égyptiens aux étrangers.

De cette façon l'Egypte a parfait sa souveraineté législative, mais en échange elle s'est engagée pour toute la période transitoire à ce que la législation qu'elle ap-

pliquera aux étrangers ne sera pas incompatible « avec les principes généralement adoptés dans les législations modernes », et ne comportera pas, spécialement en matière fiscale, de discriminations au détriment des étrangers ou au détriment des sociétés constituées conformément à la loi égyptienne dans lesquelles les étrangers ont des intérêts sérieux.

3° Sur ces deux points, le régime de la période transitoire ressemble à celui qui a été institué pendant le Mandat en Syrie et au Liban. Mais la différence essentielle qui existe entre le régime égyptien transitoire et le régime syrien mandataire provient de ce qu'en Egypte la Juridiction consulaire continue en principe à figurer dans l'organisation judiciaire du pays, alors qu'elle a été, dès l'installation du Mandat, supprimée en Syrie et au Liban.

A) En ce qui concerne l'organisation, la Cour d'Appel Mixte d'Alexandrie et les trois Tribunaux Mixtes de première Instance du Caire, d'Alexandrie et de Mansourah sont maintenus jusqu'au 14 octobre 1949, la Cour devant compter onze Conseillers étrangers sur dix-huit et l'ensemble des trois Tribunaux, quarante magistrats étrangers sur soixante et un.

La famille judiciaire étrangère s'est élargie parce que la compétence des Tribunaux Mixtes s'est accrue aux dépens des Tribunaux consulaires.

Le Président de la Cour d'Appel sera de nationalité étrangère et le vice-président, de nationalité égyptienne.

Il ne sera fait aucune distinction basée sur la nationalité des magistrats, tant pour la composition des Chambres que pour la désignation des différents postes d'organisation judiciaire y compris la présidence des

Tribunaux et des Chambres. Il sera donc possible que les Tribunaux et les Chambres soient présidés par des Juges égyptiens. Cependant dans le cas où le président d'un tribunal serait étranger, le vice-président sera égyptien et réciproquement.

Les Juges égyptiens remplaceront les juges étrangers dans les Tribunaux de Première Instance au fur et à mesure des vacances qui se produiront par la retraite, le décès, les démissions ou les promotions, à condition que le nombre des magistrats étrangers dans les Tribunaux de Première Instance ne soit pas inférieur au tiers du nombre des magistrats composant ces Tribunaux.

Le procureur général auprès des Tribunaux Mixtes est de nationalité étrangère. Il sera assisté par un premier avocat général de nationalité égyptienne et un deuxième avocat général de nationalité étrangère. Il sera remplacé, en cas d'empêchement, par l'avocat général égyptien en matière civile et administrative et par l'avocat général étranger en matière pénale.

B) En ce qui concerne la compétence, distinguons la compétence *ratione personæ* et la compétence *ratione materiæ*.

1. — Les personnes physiques étrangères justiciables des Tribunaux Mixtes sont les ressortissants des puissances ayant participé à la Convention de Montreux ainsi que les ressortissants de tout autre Etat qui pourrait être visé par décret. Ce sont actuellement, outre les ressortissants des douze Puissances capitulaires, ceux des pays suivants : Allemagne, Autriche, Hongrie (anciens Etats capitulaires), Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie (Etats dont le territoire ou portion

de territoire faisait partie d'un Etat anciennement capitulaire).

De plus, aucun ressortissant égyptien ne pourra se prévaloir de la protection d'une Puissance étrangère.

Quant aux ressortissants de la Syrie et du Liban, ainsi que ceux de la Palestine et de la Transjordanie, ils seront justiciables de la Juridiction nationale, tant en matière civile qu'en matière pénale.

La compétence des Tribunaux Mixtes à l'égard des personnes morales étrangères se résume ainsi d'après le Règlement d'Organisation Judiciaire :

— vis à vis des Etats, les Tribunaux Mixtes ne peuvent connaître directement ou indirectement des actes de souveraineté (art. 43, R.O.J.).

— vis-à-vis des sociétés de nationalité égyptienne déjà constituées, les Tribunaux Mixtes ne sont compétents que si dans les contestations avec des justiciables des Tribunaux nationaux entrent « des intérêts étrangers sérieux », ou, comme dit le texte anglais « substantial interest » (art. 34 R.O.J.). Quant aux sociétés égyptiennes à constituer à l'avenir, elles seront toutes soumises à la juridiction des Tribunaux nationaux, quelle que soit l'importance des intérêts étrangers qui y sont investis.

2. — En ce qui concerne la compétence *ratione materiæ*, les Actes de Montreux ont apporté cette modification sérieuse concernant la compétence pénale des Tribunaux Mixtes. Désormais, ces Tribunaux connaissent de toute poursuite contre un étranger pour un fait punissable par la loi, alors qu'autrefois cette compétence était très restreinte au profit des Tribunaux Consulaires (1). En cela, l'institution de la période transitoire

(1) *Supra*, p. 169 et s.

égyptienne se rapproche de celle qu'ont connu la Syrie et le Liban durant la période Mandataire.

Mais c'est surtout dans le domaine de la compétence civile et commerciale que les modifications ont été sérieuses.

— Sur les points suivants, le caractère national des Tribunaux Mixtes de la période transitoire est plus accentué que celui des Juridictions S.E.M.E. syriennes et libanaises de la période mandataire :

a) La théorie de l'intérêt mixte est en principe abolie en Egypte, la compétence des Tribunaux Mixtes devant désormais être uniquement déterminée par la nationalité des justiciables, sauf pour les affaires concernant les sociétés, la faillite, l'hypothèque et certaines actions accessoires pour lesquelles cette théorie continuera à jouer.

b) La compétence des Tribunaux Mixtes égyptiens ne devra pas survivre à l'étranger. Ainsi, lorsque le plaideur étranger ne se trouve plus être partie à l'instance, ces Tribunaux cesseront d'avoir la compétence dans l'affaire sur exception soulevée par une des parties et l'affaire sera transférée aux tribunaux nationaux (1).

c) En matière civile et commerciale, les tribunaux nationaux sont compétents pour trancher les contestations entre étrangers et entre étrangers justiciables des Tribunaux nationaux grâce à une clause attributive de compétence ou même par consentement tacite (art. 25 et 26 R.O.J.)

L'hypothèse inverse tendant à attribuer facultativement compétence aux Tribunaux Mixtes, qui est jus-

(1) Voir Jurisp. en sens contraire des Juridic. M. Syr. et Lib. *supra*, p. 192 et s.

qu'ici régulière et très fréquente en Syrie et au Liban, n'a pas été prévue par les actes de Montreux.

— Sur plusieurs points tels que les suivants, le caractère national des Tribunaux Mixtes de la période transitoire a la même intensité que celui des Juridictions S.E.M.E. syriennes et libanaises de la période mandataire :

a) A l'exemple de ce qui se passe en Syrie et au Liban, les tribunaux sont compétents en matière de faillite d'un justiciable des tribunaux nationaux, si l'un des créanciers partie à la procédure est étranger.

b) Le seul fait de la constitution d'une hypothèque en faveur d'un étranger sur les biens immeubles, quels que soient le possesseur et le propriétaire, rend les Tribunaux Mixtes compétents pour statuer sur la validité de l'hypothèque et sur toutes les conséquences, jusques et y compris la vente forcée de l'immeuble, ainsi que la distribution des prix.

c) La présence fictive ou frauduleuse de l'étranger ne devra pas déterminer la compétence des Tribunaux Mixtes. Ainsi, la cession d'un droit à l'étranger, la mise en cause d'un étranger ou la constitution d'un prête-nom étranger ne peut plus donner la compétence aux Tribunaux Mixtes égyptiens lorsqu'ils auront pour but de distraire les tribunaux nationaux de la connaissance de ces litiges.

— Enfin, sur certains points, le caractère national des Tribunaux Mixtes de la période transitoire est rétrograde par rapport à celui des Juridictions Mixtes syriennes et libanaises de la période mandataire et se trouve directement dérivé du système capitulaire qu'il maintient en son principe :

a) L'article 9 de la Convention donne la faculté aux Puissances ayant pris part à la Conférence de Montreux de conserver leurs tribunaux consulaires à l'effet d'exercer la Juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est leur loi nationale.

b) Tout étranger en état de détention préventive a le droit d'aviser de sa détention son consul et son avocat par l'intermédiaire du parquet et le Consul et l'avocat du détenu peuvent lui rendre visite dans la prison (art. 49, R.O.J.).

c) Les quatre langues : l'arabe, l'anglais, le français et l'italien continuent à être reconnues comme langues officielles dans les plaidoiries et la rédaction des actes et sentences. Cependant le dispositif des sentences sera prononcé en langue étrangère et obligatoirement en langue arabe et après le prononcé les sentences devront être conservées en deux langues dont l'une est l'arabe ; en cas de divergence entre le texte original et la traduction, le premier fait foi (art. 12 R.O.J.).

Voilà exposé dans ses principaux traits le régime des Tribunaux Mixtes durant la période de transition qui devra expirer le 14 octobre 1949, date à laquelle les Tribunaux Mixtes seront supprimés ainsi que les Tribunaux consulaires.

Toutes les règles du nouveau régime ont été prévues « pour permettre aux étrangers de passer sans heurts de l'ancien régime à celui de la pleine souveraineté judiciaire » ou, comme a déclaré le président de la Délégation égyptienne à la Conférence de Montreux, pour permettre à l'Égypte de « rétablir l'égalité de ses natio-

naux, par rapport aux étrangers résidant sur son territoire. » (1).

SECTION III

Les Traités franco-syrien et franco-libanais de 1936 et le problème des étrangers devant la Justice

Le Traité anglo-irakien du 30 juin 1930 a été le vrai prélude de la « politique des Traités ». La Syrie qui n'a jamais été favorable au mandat ne devait pas tarder à être promue au régime contractuel. Dès l'arrivée à Beyrouth, en date du 12 octobre 1933, de M. le Comte De Martel, nouveau Haut-Commissaire de la République française, tout le monde pressentait qu'il était muni de documents modifiant le régime international de la Syrie. Un mois après, le 12 novembre, il conféra en effet avec les autorités syriennes au sujet d'un projet de Traité qui devait remplacer le mandat. Quatre jours après, le gouvernement local fit sien le projet dont il s'agit qui fut publié par la presse le 20 et soumis à la Chambre syrienne le lendemain matin. A la même séance, il fut lu et rejeté à la majorité écrasante, grâce à l'intervention des 17 députés nationalistes qui faisaient partie de la Chambre et qui ont réussi à influencer leurs collègues modérés.

Devant ce rejet, le représentant de la France retira le projet et suspendit la Chambre à laquelle il reprocha d'avoir affirmé « son inaptitude à pratiquer les institu-

(1) Aghion et Feldman : *Les Actes de Montreux*, Paris, Pedone, 1937, p. 9.

tions constitutionnelles en établissant un débat sur un projet autre que le projet de budget dont elle était saisie, avant que ce projet ait été envoyé à une commission et même que cette commission ait été constituée ».

Les négociations d'un Traité reconnaissant l'indépendance de la Syrie ne devaient reprendre que le 1^{er} mars 1936 au lendemain des protestations et manifestations qui, pendant dix semaines, s'étaient généralisées dans les différents centres de la Syrie. Un accord fut signé à cette date par le Haut-Commissaire et certains dirigeants nationalistes. Il portait sur les divers points suivants :

a) Amnistie générale pour tous ceux qui furent impliqués dans les récents événements.

b) Retour à la vie parlementaire et constitutionnelle.

c) Conclusion d'un traité franco-syrien semblable au traité anglo-irakien de 1931.

d) Unité syrienne.

L'amnistie fut accordée sans délai; le principe du retour à la vie parlementaire également, mais on attendit pour sa réalisation que le texte du Traité eût été arrêté.

Quant au Traité, une délégation composée de divers membres du Bloc nationaliste syrien et des membres du Gouvernement se rendit à Paris aux fins de sa négociation avec les représentants attitrés du Quai d'Orsay.

Les pourparlers durèrent cinq mois et, le 9 septembre 1936, le texte comprenant une Convention militaire, cinq protocoles et onze échanges de lettres, fut paraphé à Paris par les deux délégations, française et syrienne.

Où en est actuellement le Traité projeté ? Du côté syrien, il a été ratifié par la Chambre à l'unanimité par

loi en date du 22 décembre 1936, date à laquelle il a été pourtant signé par le Gouvernement.

Du côté français, on ne trouve pas la même diligence car des nécessités, dont l'étude n'a pas sa place ici, auraient paru exiger certaines précisions à apporter au projet et qui sont actuellement (octobre 1938) étudiées et négociées par les autorités compétentes.

Quant au Liban, il ne s'est agi pour la France de contracter avec lui que du jour où le dernier texte du projet franco-syrien fut arrêté. C'est alors qu'un projet semblable en plusieurs points à celui du Traité franco-syrien fut paraphé à Beyrouth par le Haut-Commissaire et le Président de la République Libanaise.

A l'heure actuelle le Traité franco-libanais n'a pas également été ratifié.

Quoi qu'il en soit, il y a lieu de rechercher le sort que ces textes internationaux réservent au problème de la Justice Mixte.

Les trois clauses suivantes nous intéressent à ce sujet :

1° L'échange de lettres N° 2 qui est le même dans les deux projets franco-syrien et franco-libanais (1) et qui fait connaître les intentions des gouvernements locaux de recruter *en France* les magistrats... « dont ils jugeront utile la présence dans le pays ».

Ce recrutement est donc laissé à la discrétion de ces Gouvernements, contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'ancien projet de 1933 d'après lesquelles le Gouvernement français devait « mettre à la disposition » du Gouvernement syrien les magistrats « dont la présence sera jugée utile par les deux Parties Contrac-

(1) Voir le texte de l'échange de lettres, Annexe III, p. 372.

tantes », et contrairement au contenu de la correspondance N° III annexée au Traité anglo-irakien du 30 juin 1930 d'après lequel le choix des fonctionnaires *étrangers* (normalement mais pas nécessairement anglais) doit être effectué « après consultation entre les deux Gouvernements anglais et irakien ».

2° Le Protocole N° 4 tant au Traité franco-syrien qu'au Traité franco-libanais (1) annonce pour après la ratification des dits traités et dans le délai fixé pour l'admission de la Syrie à la S.D.N. l'entrée en négociation de la France et de la Syrie d'une part et du Liban d'autre part, pour définir un régime judiciaire propre à concilier le souci de protection des intérêts étrangers avec les progrès accomplis par chacun des Gouvernements locaux dans l'organisation de la Justice.

En outre, le Gouvernement français s'engage à prêter son plein appui aux Gouvernements syrien et libanais pour assurer dans le susdit délai la mise en application du régime nouveau.

Ce régime ne devra pas être obligatoirement identique dans les deux pays, car le Traité franco-syrien, contrairement au Traité franco-libanais, en a déjà énoncé le principe. Il porte que le régime judiciaire nouveau devra « s'inspirer » de l'accord du 1^{er} mars 1936, c'est-à-dire du régime judiciaire qui a été établi en Irak à la suite du Traité anglo-irakien.

De plus, le Traité franco-syrien se distingue en ce qu'il préconise, dès la ratification du Traité, et en attendant la conclusion de cette négociation, la mise en œuvre d'un programme de réforme comprenant :

a) Application du principe de l'unité de Juridiction par le groupement des Juridictions.

(1) Voir le texte du Protocole, Annexe III, p. 314.

b) Réduction dans le cadre des magistrats français.

c) Définition de l'intérêt étranger, de manière à remédier à certains abus, tels que la fictivité et le détournement de juridiction par la création d'un intérêt étranger en fraude de la loi.

d) Suppression de la clause attributive de compétence entre ressortissants syriens.

La Réforme a donc pour but d'établir un système d'organisation judiciaire uniforme tant pour les étrangers que pour les nationaux en fusionnant ensemble les deux séries de Juridictions Mixtes et purement nationales. C'est précisément le système qui a été institué en Irak par la Convention judiciaire de 1931 et dont le principe a été pratiqué un certain temps au Liban, d'ailleurs sans aucun succès.

Or, si les mêmes juridictions comprenant des magistrats français et syriens vont être chargées de toutes les affaires, on ne voit plus la raison d'être des autres chefs de réformes préconisés par le protocole 4.

En effet, par la force des choses, le nombre des magistrats français sera réduit, surtout quand on pense que la majorité sera réservée aux juges syriens, la théorie de l'intérêt étranger disparaîtra automatiquement et une clause attributive de compétence deviendra un non-sens juridique.

A l'heure actuelle, aucune de ces réformes n'a été opérée pour la bonne raison que la ratification du Traité qui doit les mettre en œuvre n'a pas eu lieu au Parlement français. Toutefois, « le Gouvernement syrien a présenté au Représentant de la France un projet d'accord sur les Juridictions, tel qu'il a été stipulé par le protocole 4 qui tend à la suppression des Tribunaux S. E.M.E. et l'organisation d'une nouvelle juridiction basée

sur l'accord du 1^{er} mars, pareil au précédent irakien. Cette nouvelle organisation se contente de six ou sept juges choisis par le Gouvernement syrien parmi les hommes juridiques français. Ces juges français présideront dans les villes où existent des intérêts étrangers, aux côtés des juges syriens à qui demeurerait la majorité » (1).

Telle est la réforme projetée qui paraît être exactement calquée sur la convention anglo-irakienne de 1931. Nous examinerons au Chapitre suivant si elle est viable en Syrie et au prix de quelles conditions.

3° Contrairement au projet de traité franco-syrien de 1933 qui avait uniquement disposé que les recours à la Cour de Cassation par les habitants des Gouvernements de Lattaquieh et du Djebel Druze, devront être désormais introduits devant la Cour suprême de la République syrienne (échange de lettres du 16 novembre 1933), le projet de 1936 opère l'incorporation politique de ces Gouvernements dans la souveraineté syrienne en leur réservant « un régime spécial administratif et financier conformément aux principes définis par la S.D.N. » (Echange de lettres N° 6).

Les textes suivants sont venus immédiatement opérer cette incorporation du point de vue politique et judiciaire :

1. — En ce qui concerne le Gouvernement de Lattaquieh :

a) l'arrêté N° 274/L.R. en date du 5 décembre 1936 et le règlement organique y annexé, rattachant ce gouvernement à la République syrienne.

(1) Extrait du discours prononcé par le Président de la Chambre au Jardin Municipal de Damas, le 20 juillet 1938.

b) l'arrêté N° 32/L.R. du 12 février 1937 rattachant au Ministère de la Justice de la République syrienne l'organisation judiciaire de ce Gouvernement (appels devant la Cour d'Alep et pourvois devant la Cour de Cassation de Damas).

c) l'arrêté N° 184/L.R. du 13 décembre 1937, abrogeant l'arrêté N° 77/L.R. du 1^{er} juin 1937 relatif au poste de magistrat français à Lattaquieh.

2. — En ce qui concerne le Gouvernement du Djébel Druze :

a) l'arrêté N° 265/L.R. du 2 décembre 1936 et le règlement organique y annexé, rattachant le Djébel Druze à la République syrienne.

b) l'arrêté N° 31/L.R. du 12 février 1937 rattachant au Ministère de la Justice de la République Syrienne l'organisation judiciaire du Djébel.

c) la loi syrienne N° 18 du 5 avril 1938, abrogeant l'organisation, les arrêtés et la procédure judiciaires en vigueur dans les territoires du Djébel et les remplaçant par ceux qui sont en vigueur dans la République syrienne.

Conformément aux dispositions prévues par ces textes, la Justice Mixte aux Mohafazats (départements) de Lattaquieh et du Djébel Druze revêt actuellement l'organisation suivante :

Un seul magistrat français est maintenu à Lattaquieh; il occupe le poste de juge de paix de 2^e classe et son ressort s'étend à tout le Mohafazat. Le Tribunal de première Instance Mixte est supprimé et ses attributions sont dévolues à celui d'Alep, qui sera également compétent pour se saisir des affaires administratives intéressant les étrangers dans les conditions prévues à l'article

2 de l'arrêté 1820 du 17 février 1928 portant réorganisation de la Justice Mixte en Syrie.

Quant au Djébel Druze qui jusqu'ici était doté de Tribunaux Mixtes intermittents dans lesquels venaient prendre place des magistrats français en service dans la République libanaise, il se voit supprimer ces juridictions et désormais seuls des magistrats syriens doivent figurer dans l'organisation du Djébel Druze. Les étrangers résidant dans ce Mohafazat sont actuellement justiciables des Juridictions Mixtes de Damas.



Avant de terminer ce chapitre sur l'étude de la Justice Mixte selon les Traités, nous devons signaler un événement très fâcheux qui surgit à l'aurore de l'indépendance de la jeune République syrienne. Il s'agit du détachement d'une des parties les plus riches de ses territoires, le Sandjak d'Alexandrette, qui faisait jusqu'ici partie de la Syrie avec, il est vrai, un statut organique spécial promulgué par arrêté du Haut-Commissaire N° 3112 en date du 14 mai 1930, lui réservant un régime de large autonomie administrative et financière.

Pour satisfaire aux desiderata des minorités turques à tendances séparatistes habitant le Sandjak et sur l'intervention de la Turquie, la S.D.N. a doté ce territoire d'un Statut et d'une Loi Fondamentale dont elle a fixé l'entrée en vigueur à partir du 29 novembre 1937.

A partir de cette date, le Sandjak constitue une « entité distincte » jouissant d'une pleine indépendance dans ses affaires intérieures et n'étant géré par la Syrie que relativement à ses affaires extérieures et ayant avec

cet Etat une communauté de gestion douanière et monétaire.

D'après l'article 5 du statut, le Conseil de la S.D.N. nommera un délégué de nationalité française résidant dans le Sandjak en vue de contrôler le respect du statut et de la loi fondamentale. Le délégué du Conseil aura le droit de suspendre pour un délai maximum de 4 mois tout acte législatif ou gouvernemental contraire aux dispositions du statut ou de la loi fondamentale. Il sera tenu, dans ce cas, d'en référer aussitôt au Conseil de la S.D.N. qui prendra à ce sujet la décision définitive.

D'après les dispositions de la loi fondamentale, le pouvoir législatif est exercé au nom du peuple du Sandjak par une Assemblée, corps unique de quarante membres élus, une Convention franco-turque ayant réservé la majorité aux Turcs au sein de l'Assemblée.

Le pouvoir exécutif est exercé par le Président du Sandjak élu par l'assemblée pour une période de cinq ans et par un Conseil exécutif responsable devant l'Assemblée.

Quant à l'organisation judiciaire, il ne reste non plus aucun lien en ce qui la concerne entre l'Etat de Syrie et son ancien Sandjak. Le Chapitre III de la loi fondamentale précitée est venu en effet proclamer l'indépendance du Sandjak en disposant que le pouvoir judiciaire est exercé au nom du peuple du Sandjak et en instituant une Cour suprême en même temps juridiction d'appel et de révision à l'égard des décisions de tous les tribunaux du Sandjak, ainsi que les autres attributions que lui confère la loi.

En attendant l'organisation des pouvoirs publics dans le Sandjak, le Haut-Commissaire de la République Française, représentant de la Puissance encore Mandataire,

y a organisé la Justice par arrêté n° 159/L.R. du 27 novembre 1937, modifié à titre provisoire par arrêté n° 10/L.R. du 27 janvier 1938.

Le premier de ces textes dote le Sandjak d'une Cour suprême, de deux Tribunaux de première Instance et de trois justices de paix. La Cour comprend dans sa composition, le personnel français suivant : un Président chef du service judiciaire et Conseiller Judiciaire et un procureur du Sandjak Conseiller Judiciaire adjoint. De même le Tribunal de première Instance d'Alexandrette (arrêté 10/L.R.) est présidé par un magistrat français quand il s'agit d'affaires civiles, commerciales ou pénales intéressant un étranger aux termes de l'article 10 de l'arrêté 159/L.R.. Le Président français du Tribunal d'Alexandrette remplit également les fonctions de juge de Paix et peut, ainsi d'ailleurs que la Cour suprême et le Tribunal Mixte d'Alexandrette, se déplacer à Antioche suivant les nécessités du service.

De plus, l'arrêté 159/L.R. modifie les règles de compétence et de procédure sur plusieurs points et promet l'établissement d'une législation propre au Sandjak.

En particulier, il fait de la Cour suprême une Juridiction d'Appel et lui confie le contentieux administratif et les conflits de Juridictions.

En matière Charié, il attribue compétence aux juges de paix et rend leurs sentences susceptibles d'un pourvoi devant le Cadi Chari qui appartient au Cadre de la Cour de Cassation et qui statuera souverainement.

Trois langues sont reconnues officielles, le français, l'arabe et le turc, etc... etc...

De cette façon, le Sandjak qui ne compte que quelque 177.000 habitants se trouve doté de tous les pouvoirs publics et en particulier d'un appareil judiciaire com-

pliqué, à l'égal d'un grand Etat. Sa nouvelle condition politique est actuellement repoussée par les autorités syriennes, qui ont maintes fois déclaré leurs intentions de ne pas la reconnaître « parce que dérivant d'un accord à l'élaboration duquel elles n'ont pas pris partie ».

CHAPITRE II

L'AVENIR DE LA JUSTICE MIXTE EN SYRIE ET AU LIBAN

LE SYSTÈME DE LA FUSION JUDICIAIRE

Les négociateurs des Traités franco-syrien et franco-libanais ont prévu, à l'exemple de ceux des Traités anglo-irakien et anglo-égyptien, des accords judiciaires à intervenir entre la France d'une part et la Syrie et le Liban, chacun pour son compte d'autre part, accords qui auront à concilier le souci de protection des intérêts étrangers avec les progrès accomplis par les pays placés sous-Mandat dans l'organisation de la Justice.

L'orientation de ces accords futurs est nettement définie dans le Traité franco-syrien qui parle de l'exemple de l'Irak et du groupement des Juridictions. C'est le système de la fusion que l'on voudra installer, système d'après lequel des Juges français siègeront aux côtés des Juges nationaux pour statuer sur tous litiges, intéressant tant les étrangers que les nationaux.

On se le rappelle, l'expérience en avait déjà été faite entre 1925 et 1928 au Liban. Toutefois, le système ne pourra être cette fois repris que dans son principe, sans

être revêtu des caractères qu'il possédait alors et qui ne seront pas en harmonie avec le régime de l'indépendance :

a) Dans le système de 1925, un magistrat français concourait à l'origine au jugement de toutes les affaires « dans toutes les Juridictions » ; dans le système envisagé les magistrats français ne devraient siéger que dans les villes où existent des intérêts étrangers sérieux.

b) Dans le système de 1925, la partie étrangère en cause pouvait demander la majorité française ; dans le système futur, cette majorité serait incompatible avec la notion de l'indépendance exigeant la majorité pour les Juges syriens.

c) Dans le système de 1925, le Juge de paix devait être de nationalité française ; dans le système futur, ce juge unique, à l'exemple de l'Irak, ne pourrait être que national.

d) Dans le système de 1925, les affaires pénales concernant les étrangers étaient instruites par un magistrat français ; dans le système futur, l'instruction devrait être faite par des magistrats nationaux.

e) Enfin, dans le système de 1925, la langue usitée devant les Tribunaux pouvait être aussi bien l'arabe que le français, tandis que le régime de l'indépendance ne saurait reconnaître que l'arabe comme langue officielle.

A la lumière de ces caractères, nous allons procéder à une étude critique du système de la fusion et rechercher les conditions de son succès.

SECTION I

Etude critique du système de la fusion judiciaire

Si, au point de vue théorique, le système ne présente que des avantages, son application se heurte en pratique à des difficultés nombreuses et assez sérieuses.

§ 1. — AVANTAGES DU SYSTÈME

1° Théoriquement, le système de la fusion judiciaire qui crée dans le pays une organisation uniforme tant pour les nationaux que pour les étrangers, est le seul qui soit compatible avec le régime de l'indépendance. En effet, quand on reconnaît qu'un pays est devenu digne de se gouverner lui-même, on ne sent plus le besoin de prendre des mesures spéciales et exorbitantes pour sauvegarder les intérêts des étrangers qui y résident.

D'ailleurs, le système envisagé aurait pu être régulièrement adopté sous le régime antérieur, car jamais la Charte du Mandat n'avait exigé l'institution de deux systèmes judiciaires l'un pour les étrangers et l'autre pour les nationaux, mais elle s'était contentée d'imposer l'institution d'un système assurant tant aux uns qu'aux autres la garantie complète de leurs droits.

Or, la garantie est complète si des Juges français siègent aux côtés de leurs collègues syriens. C'est ce qui a été conçu par le Mandat et c'est ce qui définit le système de la fusion qui ne diffère point dans son essence,

mais uniquement dans ses modalités, du système de la période mandataire.

De plus, le groupement des Juridictions conduit à l'unité de la jurisprudence et de la législation et cette unité est la condition essentielle de celle de l'Etat et de la notion de souveraineté qui en constitue le principal élément.

Théoriquement donc, le système de la fusion ne présente que des avantages.

2° Pratiquement, le système présente également certains avantages :

a) Il est capable de produire une économie par la suppression de certains postes de magistrats étrangers, car, à l'exemple de l'Irak, la Syrie compte engager « six ou sept Juges choisis par le Gouvernement syrien parmi les hommes juridiques français » (1) alors que les postes existant actuellement dans ce seul pays sont au nombre de quinze, dont quatorze sont pourvus d'un titulaire.

b) Il évite les conflits de compétence qui existaient jusqu'ici entre les deux séries de Juridictions de l'ordre judiciaire et qui étaient de nature à retarder la solution des litiges.

c) Il fait disparaître la compétence anormale qui était réservée à la Juridiction des Tribunaux Mixtes et qui constituait une mesure de défiance à l'égard des Juges syriens.

d) Il ménage enfin une plus grande collaboration entre les magistrats français et syriens, faisant obligation aux premiers de respecter davantage l'esprit de la législation locale et aux derniers de moderniser leur

(1) Discours du Président de la Chambre prononcé au Jardin Municipal le 20 juillet 1938.

jurisprudence, de façon à aboutir à des décisions judiciaires parfaites à tous points de vue.

Mais l'on touche déjà aux inconvénients du système, car cette obligation peut être perdue de vue, et alors ou les décisions feront l'objet de longues négociations entre magistrats et tarderont à paraître, ou les magistrats se feront certaines concessions, ce qui donnera lieu à une jurisprudence incohérente.

§ 2. — INCONVÉNIENTS DU SYSTÈME

Envisagé sous l'angle purement pratique, le système de la fusion se heurte dans son application à des difficultés insurmontables :

1° Quant au choix de la langue : celle-ci pouvait être sous le régime mandataire indifféremment le français ou l'arabe, mais désormais la langue arabe devra être seule retenue, le régime de l'indépendance ne pouvant pas se concilier avec l'emploi officiel d'une langue étrangère. C'est ce qui a eu lieu dans l'Irak indépendant et c'est ce qui aura lieu en Syrie (1).

Cependant en Irak, la difficulté paraît être moins sérieuse, parce que les magistrats anglais qui étaient en service lors de la conclusion de la Convention Judiciaire et qui furent engagés pour toute sa durée ne proviennent pas de la magistrature métropolitaine britannique ; ce sont des magistrats anglais du Soudan ou des sujets britanniques ayant l'expérience du droit résidant en Irak depuis longtemps et possédant suffisamment la langue arabe.

(1) Discours, *op. cit.* du Président de la Chambre.

Si l'on pense trouver un remède en faisant remplacer les magistrats actuels par leurs collègues des Juridictions Mixtes du Maroc ou de Tunisie par exemple qui pourraient connaître l'arabe, on se heurterait à une difficulté plus sérieuse, savoir la méconnaissance complète par ces magistrats de la législation locale qui diffère totalement de celle qu'ils ont pris l'habitude d'appliquer.

De toute façon, l'emploi exclusif de l'arabe devant les Tribunaux du système projeté paraît s'opposer à son entrée immédiate en vigueur.

2° Quant à la direction des débats : à l'exemple de l'Irak, la présidence de certaines juridictions sera confiée à des magistrats français. Mais alors, comment ceux-ci seront-ils à même de pouvoir diriger les débats qui se dérouleront en langue arabe. Le système condamnera dans bien des cas en cours d'audience le président à une sorte d'immobilité sacrée en le forçant à s'en remettre pour la direction des débats aux autres juges qui connaissent la langue employée.

C'est ce qu'on constate dans les Juridictions actuelles de l'Irak dans lesquelles la direction des débats se présente sous une forme incohérente qui répugne à un esprit habitué aux principes formalistes du droit écrit.

3° Quant à l'obligation de recourir à des interprètes : c'est là un autre corollaire de l'emploi obligatoire de la langue arabe. Or, les interprètes, outre l'encombrement qu'ils causeront par leur présence dans les audiences et les délibérations, sont sujets à l'erreur et ce serait leur donner un rôle exorbitant et fort dangereux en en faisant les inspirateurs indirects de la sentence à rendre.

D'ailleurs, la présence de ces traducteurs imposera à la justice des lenteurs nouvelles, car ils devront disposer du temps nécessaire pour traduire les procès-verbaux, les conclusions, les plaidoiries, etc... et leur travail permettra de multiplier les incidents d'audience.

4° Quant à l'entente des Juges entre eux : le système de la fusion comporte une collaboration effective et constante de magistrats français et nationaux. Cette collaboration — il est fâcheux de devoir le dire — ne se conçoit qu'entre juges qui se comprennent ou tout au moins ne se méprennent pas. Or, la justice ne pourra que souffrir de la réunion dans un même tribunal d'esprits disparates dont la formation et surtout les méthodes sont susceptibles de les rendre parfois imperméables les uns aux autres.

Si l'on objecte qu'en Irak la conciliation existe entre les magistrats anglais et nationaux, nous répondrons qu'elle est due à ce que la procédure dans ce pays est d'inspiration britannique et que depuis 1918 les magistrats irakiens se sont pliés aux principes du droit coutumier qui sont plus conciliateurs que les principes du droit écrit.



Voilà les principaux inconvénients du système. Doivent-ils le condamner pour lui faire préférer le système actuellement en vigueur ? Tant que le Mandat est maintenu, le système actuel se légitime encore dans son principe. Mais quand l'indépendance du pays sera achevée, il sera impossible de ne pas recourir au système de la fusion, le système actuel n'étant pas conciliable avec la notion de souveraineté judiciaire.

S'il en est ainsi du système syrien actuel, il doit en être *a fortiori* dit de même du système actuel des Juridictions Mixtes d'Égypte qu'on ne saurait alors imiter, car, comme il a été signalé, ce système continue à caresser le vieux principe capitulaire, celui de la juridiction consulaire, en aménageant une cloison étanche entre la justice étrangère et la justice nationale.

Il s'agit donc de rechercher les moyens qui permettraient de pratiquer, l'heure venue, le système de la fusion en Syrie et au Liban, tout en dissipant, sinon en totalité, du moins en large partie, les inconvénients dont il est entaché.

SECTION II

Conditions de succès du système de la fusion

Le système projeté doit être préparé par une période transitoire et par la réforme de la législation en vigueur.

§ 1. — PRÉVISION D'UNE PÉRIODE TRANSITOIRE

Une période transitoire est indispensable pour passer du système actuel des Juridictions S.E.M.E. à celui de la fusion judiciaire afin de permettre aux futurs magistrats français qui seront engagés par les pays du Levant d'apprendre convenablement la langue arabe et aux magistrats nationaux de se faire aux méthodes françaises de travail.

Durant cette période, le système actuellement en

vigueur pourrait continuer à fonctionner sous réserve des retouches suivantes à y apporter sans délai :

a) Les Cours de Cassation Mixte et locale de Syrie devraient être groupées de manière à former une seule Cour à composition toujours mixte. Il serait bon pendant la première moitié de la période transitoire, de réserver la majorité aux magistrats français et pendant la seconde moitié, aux magistrats syriens.

De cette façon, on aura mis fin aux divergences jurisprudentielles dont on a eu l'occasion de citer quelques exemples (1).

b) On devrait également procéder à l'assainissement des Cadres de la Justice en les rajeunissant plus qu'on ne l'a jusqu'ici fait. Les jeunes diplômés en droit qui se destinent à la magistrature devraient être admis à faire un stage à la Cour de Cassation. Ils pourraient y jouer le rôle des auditeurs et maîtres des requêtes du Conseil d'Etat français et préparer le jugement des affaires sous le contrôle des magistrats anciens, prudents et expérimentés. Ils apporteraient en revanche à cet organe judiciaire suprême leur jeunesse d'esprit et leur activité.

D'ailleurs, pour mieux préparer l'entente entre les futurs magistrats français et nationaux des Juridictions de la fusion, on pourrait envoyer des stagiaires en mission pendant un certain délai près les Juridictions de France afin d'y accomplir une certaine assiduité et se mettre au courant des méthodes modernes de travail judiciaire.

c) On devrait s'efforcer de définir l'intérêt étranger bien que son caractère de réalité constitue au fond une

(1) *Supra*, p. 274 et s.

question de fait. A cet effet, les décisions judiciaires qui ont jusqu'ici paru et dont on a eu l'occasion de citer un certain nombre dans ce modeste travail seraient d'un grand secours. Voici quelques suggestions qui paraissent devoir être prises en considération par le législateur afin de remédier aux abus de la fictivité et du détournement de Juridiction dûs à la création d'un intérêt étranger en fraude de la loi :

— Il y aurait en particulier lieu d'habiliter les juges à déférer le serment, soit d'office, soit à la requête d'une des parties à celle qui invoquera l'intérêt étranger sur la réalité de celui-ci et prévoir des amendes à l'encontre de celle des parties qui sera reconnue n'avoir qu'un intérêt fictif ou n'avoir agi qu'à titre de prête-nom.

— La nationalité des parties au jour de la requête introductive d'instance devrait fixer leur situation juridique au procès, même au cas où celui-ci viendrait à être repris par les héritiers de l'une d'elle et cela quelle que soit la nationalité de ces derniers.

— Pour entraîner la compétence des Juridictions Mixtes, les opérations juridiques tels que louage, cession de créance, transport de dette, prêt, donation et autres obligations intéressant les étrangers devraient être constatées par acte ayant date certaine antérieure à l'introduction de l'instance.

— Un taux minima de l'intérêt étranger devrait être fixé quand il est matériel, notamment en matière de faillite ou de liquidation judiciaire. Il faudrait pour déterminer la compétence des Juridictions Mixtes en cette matière que la moitié du passif par exemple soit au moins représentée par un ou plusieurs créanciers étrangers.

— Pour les personnes morales, le législateur devrait prendre les mesures suivantes :

Les Etats étrangers seraient justiciables des Juridictions Mixtes pour leurs actes de gestion intéressant les syriens.

Les sociétés étrangères, si elles sont anonymes ou en commandite par actions continueraient à être justiciables des Juridictions Mixtes. — Si elles sont en commandite simple, on devrait prévoir que seule la nationalité des commandités serait prise en considération. — Enfin s'il s'agit d'une société en nom collectif, on devrait retenir la nationalité prédominante des associés qui la composent et l'influence à laquelle est soumise sa direction.

Quant aux associations, on devrait prévoir qu'elles seraient justiciables des Juridictions Mixtes chaque fois que leur siège social serait établi dans un pays étranger.

d) Enfin la période transitoire devrait comporter la suppression graduelle des chefs de compétence qui ont été irrégulièrement dévolus jusqu'ici aux Juridictions Mixtes : compétence administrative ; contentieux douanier ; affaires intéressant le monopole des tabacs, la dotation du chemin de fer du Hedjaz, le commerce des armes et munitions, l'exercice des fonctions des agents du cadre local de la sûreté générale ou de la Police d'Etat ou des gardiens de nuit, ainsi que la compétence relative aux infractions jugées de nature à troubler l'ordre public ou due à une clause permettant aux parties d'attribuer compétence aux Juridictions Mixtes.

Sur ce dernier point, il n'y aurait aucune bonne raison de s'écarter des termes qui ont été adoptés par le nouveau Règlement d'organisation Judiciaire égyptien

dont les articles 25 et 26 permettent aux étrangers d'attribuer en matière civile et commerciale compétence par une clause spéciale aux Tribunaux nationaux et ne tolèrent pas cette pratique de la part des nationaux en faveur des Juridictions Mixtes destinées un jour à disparaître.

Toutes ces réformes et autres à envisager durant la période transitoire seront complètement insuffisantes à préparer le nouveau système projeté si elles ne sont pas accompagnées d'une réforme plus fondamentale, celle de la législation en vigueur dont le caractère suranné a légitimé durant le Mandat la création d'une organisation judiciaire spéciale en faveur des étrangers, organisation qui s'est chargée d'interpréter cette législation à la lumière des principes modernes.

§ 2. — RÉFORME DE LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

Avant de fournir certaines suggestions concernant cette réforme nous devons dresser l'inventaire, d'une manière fort succincte, des ressources actuelles de la Syrie et du Liban au point de vue juridique.

A) *Les ressources juridiques actuelles :*

Sans s'arrêter aux influences juridiques qui, trop anciennes ou trop éphémères n'ont pas laissé de traces visibles dans l'organisation juridique de ces pays, on peut assigner au droit positif actuel les trois grandes sources historiques fondamentales :

a) Le Droit Coranique : la plus importante partie du droit, celle qui atteint le tréfond de la vie sociale est d'origine religieuse, c'est ce qu'on appelle le statut personnel et le Droit des Wakfs, à l'égard desquels les communautés religieuses non musulmanes ont gardé dans une certaine mesure leurs propres lois.

b) Le Droit Ottoman : ses conceptions fondamentales se rattachent à deux origines nettement distinctes :

— une partie des textes ottomans s'inspire plus ou moins directement du droit coranique : ce sont le Medjelleh et la loi de 1917 sur le droit de famille.

— Une autre partie s'inspire au contraire des législations européennes : Code de commerce, Code de Procédure civile, Code Pénal et Code d'instruction criminelle.

c) Le Droit issu du Mandat : il s'inspire des systèmes juridiques européens et surtout de la législation française. On peut également y distinguer deux catégories :

— La législation édictée par les arrêtés du Haut-Commissaire.

— La législation édictée par les arrêtés, décrets et lois des autorités autochtones agissant sous le contrôle des organes du Mandat.

Ce *complexe législatif*, on le voit, manque totalement d'unité. La conception orientale et la conception occidentale du droit s'y trouvent opposées et les trois parties essentielles dont il se compose ont été conçues à des époques très diverses et chacune d'elles correspond à un état déterminé dans l'évolution du droit et de la civilisation.

On s'en convaincra en passant en revue, très rapidement, les principales institutions juridiques :

1° *Droit Civil* :

a) L'état-civil a fait l'objet sous le Mandat d'un arrêté libanais N° 2851 du 1^{er} décembre 1924 et d'un arrêté syrien N° 3633 du 15 octobre 1931. Ces arrêtés s'inspirent très nettement de la loi française avec les adaptations nécessitées par le statut des communautés religieuses.

b) Le statut familial est constitué par la loi ottomane du 22 octobre 1917 nettement inspirée des préceptes coraniques et applicable seulement aux musulmans. Elle autorise la polygamie et le mariage à partir de l'âge de 12 ans pour les hommes et de 9 ans pour les femmes. Elle exige entre les époux une certaine égalité de fortune et de niveau social et admet la répudiation unilatérale de la femme par le mari.

Cette loi a été abrogée en Turquie dès l'année 1919 de telle sorte que l'on se trouve en présence de cette curiosité juridique : une loi appliquée par un pays étranger alors qu'elle n'a presque pas été mise en vigueur dans son pays d'origine.

c) Le droit successoral n'a pas été codifié et il reste donc soumis à la loi coranique. Cependant il ne s'applique qu'aux biens *Mulk* tandis que les terres *Miri* sont justiciables de la loi Ottomane de 1912.

Rappelons que le statut successoral musulman est applicable à toutes les communautés, même non musulmanes, que sous le régime du Mandat l'arrêté syrien N° 1833 du 6 février 1930 a abrogé l'incapacité des étrangers à succéder aux biens des assujettis ottomans et que la loi libanaise du 5 mars 1929 a réglementé les testaments des Libanais non-musulmans.

d) Le régime foncier a tout particulièrement occupé l'autorité Mandataire. Sa réforme a été réalisée par une série de textes : l'arrêté 1329 du 20 mars 1922 sur le régime hypothécaire ; les arrêtés 186, 187, 188 et 189 du 15 mars 1926 prescrivant le recensement et la délimitation des immeubles et l'institution d'un régime foncier établi sur un cadastre précis et analogue au système de l'Act Torrens ; l'arrêté 3339 du 12 novembre 1930 dit Code Forestier réglementant la propriété foncière et les droits réels immobiliers ; enfin les arrêtés 44, 45 et 46/L.R. du 20 avril 1932 opérant une refonte des textes précédents.

Le régime foncier actuel de la Syrie et du Liban n'est pas une codification du Droit Musulman. Il s'inspire cependant des besoins particuliers de ces pays et tient compte des institutions qui résultent de son histoire (terres Mulk ou Miri, institution du Wakf, etc...). Mais il adapte ces institutions traditionnelles aux exigences économiques et aux perfectionnements techniques consacrés par les législateurs modernes.

e) Les obligations et les contrats : sur cette matière, la Syrie et le Liban n'admettent plus la même législation.

En Syrie, le vieux Code ottoman des Obligations et des Contrats ou Medjelleh est toujours en vigueur. C'est le Code qui avait été rédigé en vue de mettre à la portée de tous les règles de la Jurisprudence sacrée qui « ressemble à une mer immense, au fond de laquelle il faut aller chercher, au prix des plus grands efforts, les perles qu'elle recèle » (1). Il contient 1851 articles dont les cent premiers sont consacrés à l'exposé des principes fondamentaux du droit en matière de transactions. Cet

(1) Rapport de la Commission de Rédaction, 1869.

exposé correspond approximativement à la théorie générale des Obligations. Toutefois, ces principes sont énumérés en quelque sorte au hasard et ne sont pas harmonisés entre eux sous la forme d'une théorie d'ensemble. Le reste du Medjelleh traite successivement des contrats ou rapports juridiques extra-contractuels, dans un ordre quelconque.

Outre l'absence d'une théorie générale des Obligations en bonne et due forme, on remarquera également que le Code Ottoman ne contient pas une théorie générale de la responsabilité civile, mais n'en prévoit que des applications particulières sans dégager un principe général analogue à l'article 1382 du Code Civil français.

Toutefois, le formalisme du Code, qui se manifestait principalement par l'énumération limitative d'un certain nombre de rapports juridiques, a été corrigé par la suite sous l'Empire Ottoman sur le conseil de M. le Comte Ostrorog : l'article 64 du Code de Procédure Civile pose en effet le principe de la validité de toute Convention qui n'est contraire ni à la loi, ni aux bonnes mœurs et admet donc le système de l'autonomie de la volonté.

Au Liban, un Code des Obligations et des Contrats a été promulgué en 1932 en remplacement du Medjelleh. Le texte original, œuvre de M. Roppers, magistrat français, a été révisé par le grand juriste M. Josserand et mis en harmonie avec la législation générale du pays et avec les coutumes locales par un organe libanais, le *Comité Consultatif de législation* (1).

(1) Ce Comité, chargé de l'examen des projets de lois et de décrets émanant du Gouvernement lib. ou dus à l'initiative d'un des membres dudit Comité a été organisé par décret lib. n° 6009 du 18 déc. 1929 mod. par Décrets, n°s 36 et 635 des 10 fév. et 24 juin 1936 et par un rectificatif du 7 mars 1938.

Le Code comprend 1107 articles avec un additif de 28 articles relatif au contrat de gage. A l'exemple du Code international (articles 1 à 322), il traite dans ses 371 premiers articles des Obligations en général. La deuxième partie du Code est consacrée aux règles spéciales à certains contrats.

D'une façon générale le Code constitue une œuvre juridique homogène reflétant à la fois les idées les plus récentes de la doctrine et les solutions les plus neuves de la jurisprudence européenne, mais respectant certaines lois et coutumes locales dont le maintien est indispensable, notamment les dispositions du Code Foncier du 12 novembre 1930 dont les conceptions, pour des raisons purement locales, se trouvent parfois diamétralement opposées à celles du droit français.

2° Droit Commercial.

Le Code commercial Ottoman qui est toujours en vigueur en Syrie et au Liban date de 1850. Il a été presque littéralement copié sur le Code de Commerce français, tel qu'il existait à cette époque et n'a fait depuis lors l'objet que de réformes peu nombreuses. On peut citer à ce sujet la série d'arrêtés par lesquels l'Autorité Mandataire a consacré la protection de la propriété industrielle, commerciale, artistique et littéraire, ainsi que l'arrêté libanais N° 2709 du 27 septembre 1924 portant institution de la liquidation judiciaire.

On peut reprocher au Code de Commerce ottoman son caractère de vétusté et son manque de cohésion avec la législation locale.

Sur le premier point nous dirons qu'il ne tient pas compte des progrès réalisés par le Droit commercial mo-

derne, notamment dans la matière si importante des Sociétés de Commerce. Une réglementation ottomane est bien intervenue depuis lors relativement aux sociétés étrangères et aux sociétés par actions. Elle reste cependant fidèle au système archaïque de l'autorisation administrative et en revanche, elle néglige d'imposer aux sociétés la présentation de garanties suffisantes, telles qu'elles sont exigées par les législateurs modernes.

Sur le second point, nous dirons que ce Code n'est pas toujours bien adapté aux institutions juridiques du pays. Il ne tient pas compte notamment du statut familial. C'est ainsi que les articles 263 à 270 qui règlent les droits de la femme sur les biens du mari déclaré en faillite se réfèrent au régime français de la communauté entre époux, alors que le statut personnel musulman n'admet que la séparation des biens.

Aussi, le Liban n'a pas hésité à préparer un nouveau Code de Commerce qui est jusqu'ici à l'état de projet.

Observons enfin que le Commerce maritime relève d'un Code ottoman spécial, promulgué en 1863, et qui s'inspire surtout des législations hollandaise, italienne et française.

3° *Procédure Civile :*

Cette procédure n'est plus la même en Syrie et au Liban. En Syrie, le Code de Procédure Civile qui date de 1880, est toujours en vigueur. Il a été complété par deux lois ottomanes importantes : la loi sur les justices de paix et la loi sur l'exécution des jugements. Il y a lieu de tenir compte en outre de l'arrêté syrien modifié N° 238 du 20 juin 1926 portant organisation judiciaire et de la loi du 21 mai 1938 sur l'assistance judi-

ciaire. La procédure ottomane se caractérise de la manière suivante :

Elle est tout d'abord orale et écrite : l'affaire est instruite sous forme d'échanges de pièces et de conclusions avant d'être évoquée à l'audience et de donner lieu au débat oral.

Elle est en second lieu formaliste : de nombreuses formalités sont prescrites à peine de nullité.

Enfin la direction des débats y est laissée — et le système est intermédiaire entre le système français et le système autrichien — à la fois aux juges et aux parties : le juge est tenu de renseigner les parties et de leur indiquer les différents moyens qu'elles ont de faire valoir leurs droits et en revanche il ne possède pas le moyen d'accélérer le procès et doit déférer à tout désir des parties en vue d'ajourner indéfiniment le jugement.

— Au Liban, un nouveau Code de Procédure a accompagné la mise en vigueur du Code des Obligations et des Contrats. Il a déjà subi plusieurs modifications, notamment par l'arrêté du Haut-Commissaire N° 178/L.R. du 10 août 1934 et la série d'arrêtés qui l'ont modifié. C'est ainsi que le Code avait maintenu la fusion des Cours d'Appel et de Cassation tel que cela avait été prévu par le Décret-loi N° 6 du 3 février 1930, alors que l'arrêté 178 est venu scinder cette Cour amphibie en deux Cours distinctes.

Le nouveau Code contient 859 articles. Il se distingue par la clarté de son exposé, par le souci d'être complet et de porter le maximum de garanties aux justiciables en fortifiant l'indépendance et la conscience du magistrat et en laissant apparaître qu'une bonne procédure ne se confond pas avec la chicane et le mensonge.

4° *Droit Pénal et instruction criminelle :*

Ce sont les Codes ottomans qui sont toujours en vigueur en Syrie et au Liban.

Le Code Pénal ottoman promulgué en 1859 reproduisait à peu près textuellement, dans sa première rédaction, les dispositions du Code Pénal français. Toutefois, il a subi des transformations assez importantes qui ont été empruntées à certains codes étrangers, notamment le Code Italien de 1890.

Ces transformations ont trait principalement aux théories de la complicité et de la tentative, pour lesquelles, rompant avec l'esprit du Code français qui cherche à réprimer l'intention criminelle elle-même plutôt que les actes matériels par lesquels elle se réalise, le législateur ottoman édicte des peines inférieures à celles qui sont applicables, soit à l'auteur principal, soit à l'auteur du crime consommé.

En revanche, le législateur ottoman est resté à l'écart des progrès réalisés par la loi pénale française et notamment du courant législatif qui s'est dessiné autour du grand principe de l'individualisme de la peine. C'est ainsi que l'institution du sursis et celle relative aux délinquants incorrigibles consacrée par la loi française du 27 mai 1885 y font défaut. De même il n'a pas mis l'enfant hors de la sphère du droit répressif pour le faire bénéficier uniquement d'une éducation morale et sociale.

L'Autorité Mandataire s'est chargée de certaines réformes pénales : on peut notamment citer la série d'arrêtés concernant le maintien de l'ordre public, ainsi que l'arrêté supprimant la peine de surveillance de la hau-

te Police et la remplaçant par la peine de l'interdiction de séjour (arrêté 285/L.R. du 10 décembre 1934).

Quant au Code d'Instruction Criminelle, il faut également reconnaître que ses dispositions sont directement empruntées au Code français, exception faite de l'institution du Jury.

Toutefois, une innovation importante a été apportée par l'arrêté du Haut-Commissaire N° 297/L.R. du 26 décembre 1934, instituant la procédure de l'ordonnance pénale en matière d'infractions de police de la circulation et du roulage.

B) *L'avenir du Droit :*

Le tableau que nous venons de dresser des institutions juridiques actuelles montre que la Syrie — encore moins que le Liban — ne possède pas à proprement parler un Droit National. Elle ne possède que des institutions disparates, différentes à la fois par leur origine et par le degré d'évolution juridique.

Or, l'indépendance promise au pays, comme toute situation juridique, comporte des avantages et des charges. Parmi les charges figure sans aucun doute la nécessité de créer une organisation juridique adéquate à ses besoins, conforme à ses aspirations profondes et répondant aux nécessités qui dérivent de la vie internationale.

Depuis le Congrès de Paris de 1856, cette organisation juridique fut mise comme condition pour la libération du pays des entraves des capitulations. Une évolution a eu lieu depuis et elle a entraîné une évolution dans l'attitude des Puissances étrangères concernant la pro-

tection judiciaire de leurs ressortissants. Pour arriver à établir une égalité judiciaire entre les étrangers et les nationaux, la Syrie ne peut pas demeurer à l'écart du mouvement juridique international.

Les législations européennes se modifient de jour en jour. Le temps n'est plus où la France pouvait considérer sa codification comme n'ayant pas son égal dans le monde entier et, s'il lui reste le mérite d'avoir ouvert la voie et d'avoir été l'initiatrice de l'effort législatif des temps modernes, elle a été suivie puis dépassée par bien d'autres Etats. En matière civile, par exemple, des textes importants tels que le Code civil Allemand, puis le célèbre Code Suisse des Obligations ont été promulgués. Le projet du Code Franco-Italien des Obligations et des Contrats a montré comment l'on pouvait songer, en matière de droit privé, à l'unification des diverses législations nationales. Tout récemment apparaissait le Code Polonais des Obligations qui est considéré comme un modèle du genre et qui constitue le dernier état de la science juridique. En droit pénal, il suffit de citer le récent Code pénal Italien ainsi que le projet de Code Pénal français, etc...

Les pays de l'Afrique du Nord constituent pour la Syrie proprement dite un exemple plus utile encore à suivre. Les législations récentes de l'Egypte, de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, permettent d'évaluer ce qu'il est possible de faire, au point de vue juridique, dans un milieu social pénétré d'idées religieuses et profondément fidèles aux principes du Droit Musulman.

La Turquie elle-même n'a pas hésité à faire table rase de toute l'ancienne codification ottomane, qui était pourtant son œuvre, et à mettre en vigueur une législation nouvelle, d'inspiration plus nettement européenne

que la législation précédente : son Code Civil du 6 avril 1926, par exemple, n'est que la traduction presque littérale du Code fédéral suisse de 1907 correspondant. Il adopte même les principes européens quant au droit de mariage et de la famille, rompant ainsi délibérément et peut-être trop brutalement avec les principes du Droit coranique.

De même l'Iran s'est donné une série de réformes judiciaires aboutissant à un nouveau Code civil, à des amendements à sa procédure et à un Code Pénal. Toutes ces réformes, reflétant les doctrines juridiques les plus modernes, ont puissamment contribué au redressement du pays.

Enfin, la Palestine connaît un nouveau Code Pénal qui vient d'être promulgué et la République-sœur, la République libanaise, un Code de Procédure Civile et un Code des Obligations et des Contrats, comptant compléter la réforme de sa législation dans un proche avenir pour arriver à posséder un Droit national parfaitement harmonieux et très moderne.

Il faut bien reconnaître que la solidarité internationale va sans cesse en se développant entre les Etats. Que cette solidarité soit considérée dans un esprit de lutte et de coopération mutuelle, elle n'en a pas moins pour conséquence d'obliger chacun d'entre eux à se tenir au courant des progrès réalisés chez ses voisins plus ou moins immédiats, sous peine de se condamner à une rapide et irrémédiable décadence. Cette obligation devient de jour en jour plus pressante et plus impérieuse.

Si donc une réforme législative s'impose en Syrie, il y a lieu de rechercher comment elle doit être réalisée.

Avant tout, un travail préliminaire s'impose. Un travail silencieux et modeste, qui consistera à regrouper

en quelque sorte toutes les ressources juridiques du pays, législatives, jurisprudentielles ou autres, et à les confronter ensuite avec les institutions juridiques plus développées, plus perfectionnées de l'étranger.

C'est seulement après ce travail préliminaire que s'imposent les principales directions à suivre et que se dégageront les premiers linéaments d'une législation nouvelle.

Cette législation devra revêtir les caractères suivants :

a) Elle devra être moderne, pour permettre à la Syrie de tenir dignement sa place et de remplir les obligations qui lui incombent dans le concert des Nations auquel elle doit être invitée à participer. Cette modernisation est très possible et c'est une erreur grave de croire à l'immobilité du Droit Musulman ; le Medjelleh dit dans son article 39 (texte arabe) : « il est hors de doute que la loi peut varier avec le temps ». Elle est même obligatoire car toute vie signifie changement.

b) Elle devra être originale, notamment par rapport aux législations des pays d'Occident. On sera moins soucieux de copier les lois étrangères que de les examiner à fond pour amener à leur niveau les institutions juridiques du pays. On ne cherche pas comme en Turquie d'abandonner délibérément les lois existantes qui sont entrées dans les mœurs. On cherchera plutôt à leur donner ce qui leur manque et à conserver les principes tout en corrigeant leurs imperfections.

Toutefois, avec les lois en vigueur dans les pays voisins, cette législation devra avoir le maximum de points de contact. Il serait même désirable dans l'intérêt de tous qu'elle soit dans quelques unes de ses parties la même que celle qui a été ou qui sera adoptée par les pays du

Levant qui ont connu ou qui connaissent encore le régime du Mandat, le Liban, la Palestine et l'Irak. Il serait bon d'organiser à cette fin des commissions techniques semblables à la « Commission consultative de législation » du Liban et qui tiendraient à côté de leurs réunions spéciales des conférences générales afin d'arriver à rapprocher leurs points de vue. Cela ne sera guère impossible, les pays qui ont les mêmes conceptions juridiques peuvent facilement avoir une législation commune : la tentative d'unifier le droit pénal entre les nations civilisées et le projet de Code franco-italien des Obligations et des Contrats sont là pour l'attester.

c) Ce sera une législation simple, car la simplicité juridique n'est pas la marque de l'ignorance. Bien au contraire, on reconnaît une bonne législation à ce qu'elle contient peu de lois. De plus, la simplicité résulte de cette idée que le droit est une institution sociale, qu'il s'adresse à tous, qu'il doit être compris par tous, et que le juriste doit faire un effort pour mettre à la portée de chacun les règles qu'il institue, surtout dans un pays où les conditions de vie sont difficiles et les ressources limitées.

d) Ce sera enfin une législation énergique, peu exigeante mais affirmant ses exigences avec force, habituant ceux à qui elle s'adressera à respecter spontanément un idéal social qui, en définitive, ne poursuit d'autre but que d'être utile à tous et d'améliorer la condition individuelle de chacun.



Quand la période transitoire que nous proposons aura expiré et quand la législation locale aura été réfor-

mée, le système de la fusion judiciaire sera prêt à fonctionner pendant une période déterminée dont la durée pourra être fixée à l'exemple des précédents irakien et égyptien.

A l'expiration de cette dernière période, les derniers vestiges des privilèges judiciaires des étrangers devront disparaître. A notre avis, on devra alors procéder à une suppression progressive des postes occupés par les magistrats étrangers en commençant par ceux de Première Instance, pour arriver en fin de compte à ceux qui seront prévus à la Cour de Cassation. Ce procédé inspirerait une plus grande confiance aux étrangers résidant dans le pays et aurait pour avantage de protéger définitivement l'indépendance judiciaire du pays contre toute réaction : on ne devrait jamais perdre de vue que « le temps ne consacre point ce qui a été fait sans lui ».

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcé, au cours de cette étude, de tracer l'évolution de la condition judiciaire des étrangers en Syrie et au Liban en la comparant à celle des étrangers résidant dans les pays voisins.

Avant le Mandat, les étrangers amenaient avec eux dans ces pays et leurs lois et leurs magistrats.

Durant le Mandat, ils se soumettent aux mêmes lois qui s'appliquent aux nationaux mais leurs magistrats sont de nationalité française et interprètent les lois locales à la lumière des principes juridiques admis à l'étranger.

Enfin une ère nouvelle s'ouvre pendant laquelle on envisage de mettre les étrangers sur un pied d'égalité avec les nationaux quant à leur condition judiciaire.

De cette façon, le régime capitulaire aura installé les privilèges judiciaires des étrangers, le régime Mandataire aura ébranlé ces privilèges et le régime contractuel prévoit leur désagrégation quasi complète.

Le sort d'un pareil dénouement est mis entre les mains des autorités autochtones qui doivent y parvenir par étapes et par une évolution lente de peur d'une réaction fâcheuse. Ces Autorités ne devront jamais perdre de vue que la réforme législative est une condition sine qua non

de la pleine souveraineté judiciaire. Un *examen de conscience juridique* révèle que cette réforme s'impose à l'aurore de l'indépendance de ces pays afin de fournir aux Puissances Etrangères le maximum de garanties.

Conscients des charges qui leur incombent au tournant de leur évolution politique, les Etats du Levant ont un ferme espoir dans le concours loyal de la France, hier leur tutrice et désormais leur grande alliée, pour accomplir convenablement ces charges et occuper dignement leur rang au sein de la communauté internationale.

Vu : le Président de Thèse

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE

Vu : le Doyen

RIPERT

Vu et permis d'imprimer .

Le Recteur de l'Académie de Paris,

ROUSSY.

ANNEXE I

CONVENTION JUDICIAIRE ANGLO-IRAKIENNE DU 4 MARS 1931

SA MAJESTE LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE
ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS,
EMPEREUR DES INDES ;

ET SA MAJESTE LE ROI DE L'IRAK ;

Considérant qu'un traité d'Alliance entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi de l'Irak a été signé à Baghdad le 10 octobre 1922 de l'ère chrétienne correspondant au dix-neuvième jour de Safar 1341 de l'Hégire ;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 dudit traité, Sa Majesté le Roi de l'Irak s'est engagé à accepter et à rendre effectives toutes dispositions raisonnables que Sa Majesté Britannique pourrait juger nécessaire de prendre en matière judiciaire, afin de sauvegarder les intérêts des étrangers par suite de la non application des immunités et privilèges dont ils jouissaient en vertu des capitulations ou de l'usage ;

Considérant qu'un accord à cet effet, ci-après dénommé « Accord Judiciaire », a été signé à Baghdad le 25 mars 1924 de l'ère chrétienne correspondant au dix-neuvième jour de Sha'ban 1342 de l'Hégire ;

Considérant qu'il est reconnu que les dispositions dudit accord judiciaire sont incompatibles avec le niveau judiciaire actuel des tribunaux de l'Irak et qu'il n'est plus besoin de mesures spéciales pour sauvegarder les intérêts des étrangers ;

Sont convenus de conclure un nouvel Accord sur le pied d'égalité, et ont désigné comme leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTE LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE

ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES OUTRE-MER, EMPE-
REUR DES INDES,

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

LIEUTENANT-COLONEL SIR FRANCIS HENRY HYMPHRYS
G. C. V. L. K. C. M. G. K. B. E. C. I. E., HAUT-COMMISSAIRE DE
SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN IRAK ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK ;

LE GENERAL NOURY PACHA EL-SAÏD, ORDRES DU NAHDA
ET DE L'ISTIKLAL, C. M. G. D. S. O., PREMIER MINISTRE DU
GOUVERNEMENT IRAKIEN ET MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés
en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le régime judiciaire spécial, établi en
faveur de certains étrangers, en vertu de l'Accord judiciaire,
sera immédiatement aboli, et un système de justice uniforme
sera applicable également à tous les ressortissants de l'Irak et
à tous les étrangers.

ARTICLE 2. — En vue de faciliter l'établissement et le fonc-
tionnement du nouveau système, il y aura lieu de continuer à
employer un nombre limité de jurisconsultes britanniques au
Ministère de la Justice et dans les tribunaux de l'Irak ; ces
jurisconsultes seront choisis par Sa Majesté le Roi de l'Irak,
avec l'assentiment de Sa Majesté Britannique, et ils seront inves-
tis de pouvoirs judiciaires conformément aux lois de l'Irak. En
conséquence, Sa Majesté le Roi de l'Irak s'engage à employer
neuf jurisconsultes britanniques, à des conditions qui ne seront
pas moins favorables que celles stipulées dans l'accord du 25
mars 1924 concernant les fonctionnaires britanniques, et par
contrats pour une période de dix années, à partir de la date
d'entrée en vigueur du présent Accord. Sa Majesté prend égale-
ment l'engagement que les postes ci-après seront normalement
occupés par des fonctionnaires britanniques choisis parmi les
jurisconsultes précités :

1° Un Conseiller judiciaire britannique ;

2° Un Président britannique de la Cour d'Appel et de Cassa-
tion ;

3° Des Présidents britanniques des tribunaux de première
Instance et des Sessions dans les villes suivantes : Bagdad,
Bassora, Mossoul et tels autres lieux dont il pourra être ulté-
rieurement convenu.

ARTICLE 3. — Sa Majesté le Roi de l'Irak s'engage à prescrire :

a) que le représentant consulaire, en Irak, d'un Etat étranger
pourra librement communiquer avec tout ressortissant de cet
Etat, en détention dans l'Irak, et lui rendre visite, à toute heure

raisonnable et sous réserve des règlements ordinaires concernant la police et les prisons ;

b) que toute personne, partie à une action civile ou criminelle, qui est présente à une enquête, une instruction ou un jugement, sans avoir une connaissance suffisante de la langue officielle employée, pour pouvoir comprendre la procédure, sera en droit de demander qu'elle soit traduite, si possible, dans sa langue maternelle et, en cas d'impossibilité, en anglais ou en français ;

c) que la police ne pourra pénétrer dans aucune maison ou autres locaux sans un mandat signé d'un magistrat sauf si elle poursuit un individu qui est pris en flagrant délit ou qu'elle est autorisée à appréhender.

ARTICLE 4. — En matière de statut personnel des étrangers ou dans les autres affaires civiles et commerciales pour lesquelles l'on avait coutume d'appliquer la législation d'un autre pays, cette législation sera appliquée conformément aux principes du droit international privé.

Sans préjudice des dispositions légales relatives à la compétence des tribunaux religieux ni des pouvoirs des consuls concernant l'administration du patrimoine de leurs ressortissants, reconnus en vertu des accords conclus par le Gouvernement de l'Irak, les causes en matière de statut personnel des étrangers seront de la compétence du tribunal civil. En matière de mariage, de divorce, de pension alimentaire, de dot, de tutelle des mineurs et de transmission des biens meubles, le Président du Tribunal saisi de l'affaire, ou en cas d'appel ou de pourvoi, le président de la Cour d'Appel et de Cassation saisi de l'affaire pourra inviter le Consul ou le représentant du Consulat de l'étranger en cause à intervenir en qualité d'expert, en vue de donner son avis sur le statut personnel en question.

ARTICLE 5. — Le présent Accord remplacera l'Accord judiciaire du 25 mars 1924 de l'ère chrétienne correspondant au dix-neuvième jour de Sha'ban 1342 de l'Hégire, qui cessera d'avoir effet à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord. Le présent Accord sera ratifié. Les ratifications seront échangées à Bagdad aussitôt que possible ; le présent Accord entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à l'entrée de l'Irak dans la Société des Nations.

Fait à Bagdad, en double expédition, en langue anglaise et arabe, le texte anglais devant faire foi en cas de divergence, le quatre mars 1931 de l'ère chrétienne correspondant au quatorze Chawal 1349 de l'Hégire.

ANNEXE II

LES ACTES DE MONTREUX DU 8 MAI 1937

1^o Convention concernant l'abolition des Capitulations en Egypte

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter, chacune en ce qui la concerne, l'abolition complète des Capitulations en Egypte, à tous les points de vue.

ARTICLE 2. — Sous réserve des principes du droit international, les étrangers seront soumis à la législation égyptienne en matière pénale, civile, commerciale, administrative, fiscale ou autre.

Il est entendu que la législation à laquelle les étrangers seront soumis ne sera pas incompatible avec les principes généralement adoptés dans les législations modernes, et ne comportera pas, spécialement en matière fiscale, de discriminations au détriment des étrangers ou au détriment des sociétés constituées conformément à la loi égyptienne dans lesquelles les étrangers ont des intérêts sérieux.

La disposition qui précède, en tant qu'elle ne constitue pas une règle reconnue de droit international, ne sera applicable que durant la période transitoire.

ARTICLE 3. — La Cour d'Appel Mixte et les tribunaux mixtes existants sont maintenus jusqu'au 14 octobre 1949.

A partir du 15 octobre 1937, ils seront régis par une loi égyptienne portant règlement d'organisation judiciaire dont le texte est annexé à la présente Convention.

A la date visée à l'alinéa premier, toutes les affaires pendantes devant les tribunaux mixtes seront transférées en l'état et sans frais aux tribunaux nationaux pour y être poursuivies jusqu'à leur solution définitive.

La période allant du 15 octobre 1937, jusqu'au 14 octobre 1949, sera dénommée « période transitoire ».

ARTICLE 4. — Les magistrats, fonctionnaires et employés des tribunaux mixtes et du parquet mixte en service au 14 octobre 1937, sont maintenus en fonctions.

ARTICLE 5. — Les règles applicables par les tribunaux nationaux égyptiens en matière d'actions accessoires seront les mêmes que celles qui sont prévues pour les tribunaux mixtes par l'article 37 du règlement d'organisation judiciaire mixte.

ARTICLE 6. — Les tribunaux nationaux connaîtront des poursuites contre les auteurs et complices, quelle que soit leur nationalité, des crimes et délits visés à l'article 45 du règlement d'organisation judiciaire mixte lorsqu'il s'agit de magistrats et officiers de justice de ces tribunaux, de leurs sentences et mandats, ou lorsqu'il s'agit d'une banqueroute simple ou frauduleuse dans les cas de faillite prononcée par ces tribunaux.

ARTICLE 7. — Le changement de nationalité de l'une des parties survenu en cours d'instance devant les tribunaux nationaux ne pourra modifier la compétence du tribunal saisi.

ARTICLE 8. — Sous réserve des dispositions de l'article 9 ci-après, aucune action civile, commerciale, de statut personnel ou pénale, ne sera reçue à partir du 15 octobre 1937 devant les juridictions consulaires en Egypte.

Les causes commencées devant ces juridictions avant la date précitée, seront continuées par devant les dites juridictions jusqu'à leur solution définitive, à moins qu'elles ne soient transférées aux tribunaux mixtes dans les conditions prévues à l'article 53 du règlement d'organisation judiciaire.

ARTICLE 9. — Chacune des Hautes Parties contractantes qui a des tribunaux consulaires en Egypte, pourra les conserver à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel, dans tous les cas où la loi applicable est la loi nationale de cette Haute Partie contractante.

Toute Haute Partie contractante qui désirerait user de cette faculté devra en donner avis au Gouvernement royal égyptien en même temps qu'elle déposera ses instruments de ratification à la présente Convention.

Au cours de la période transitoire, chaque Haute Partie contractante pourra déclarer qu'elle renonce à sa juridiction consulaire. Cette déclaration sortira ses effets à partir du 15 octobre qui suivra la date à laquelle elle aura été faite. Aucune affaire nouvelle ne pourra être introduite après la date à laquelle la renonciation aura pris effet, mais les procédures en cours pourront être suivies jusqu'à la solution définitive du litige.

Les juridictions consulaires ne seront pas maintenues après

le 14 octobre 1949. A cette date, toutes les affaires pendantes devant ces juridictions seront transférées en l'état aux tribunaux nationaux.

ARTICLE 10. — En matière de statut personnel, la loi applicable déterminera la juridiction compétente.

Le statut personnel comprendra les matières définies à l'article 28 du règlement d'organisation judiciaire mixte.

La loi applicable sera déterminée d'après les règles énoncées aux articles 29 et 30 dudit règlement.

ARTICLE 11. — Les Consuls étrangers seront soumis à la juridiction des tribunaux mixtes, sous les réserves admises par le droit de gens. Ils ne pourront notamment pas être poursuivis à raison d'actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Sous condition de réciprocité, ils exerceront les attributions communément reconnues aux consuls en matière d'actes d'état civil, de contrats de mariage et autres actes notariés, de succession, de représentation en justice de leurs nationaux absents et de navigation maritime et jouiront de l'immunité personnelle.

Jusqu'à la conclusion de conventions consulaires et, éventuellement durant un délai de trois années à partir de la date de la signature de la présente Convention, les consuls continueront à jouir des immunités qui leur sont actuellement reconnues en ce qui concerne les locaux du consulat et en matière d'impôts, droits de douane et autres contributions publiques.

ARTICLE 12. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à conserver en Egypte durant la période transitoire tous les documents judiciaires de leurs tribunaux consulaires.

Les juridictions du pays pourront prendre connaissance de ces documents toutes les fois qu'elles le jugeront nécessaire pour une affaire de leur compétence ; des copies certifiées conformes des dits documents leur seront fournies sur demande.

ARTICLE 13. — Tout différend entre les Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention qu'elles ne seraient pas parvenues à résoudre par les moyens diplomatiques sera soumis, à la demande de l'une des Parties au différend, à la Cour permanente de justice internationale.

Toutefois, s'il existe actuellement entre l'une des Hautes Parties contractantes et Sa Majesté le Roi d'Egypte, un traité d'arbitrage prévoyant un autre tribunal, celui-ci sera, pendant la durée de la Convention, substitué à la Cour permanente de justice internationale aux fins du présent article, même si ledit traité d'arbitrage cesse d'exister à d'autres fins.

ARTICLE 14. — La présente Convention à l'exception de l'annexe visée à l'article 3, est établie en un seul exemplaire en langue française et anglaise. Les deux textes feront également foi pour son interprétation.

ARTICLE 15. — La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés le plus tôt possible au Caire. Le Gouvernement royal égyptien se chargera de faire enregistrer la Convention au Secrétariat de la Société des Nations.

Le Gouvernement royal égyptien informera les Gouvernements des Hautes Parties contractantes et le Secrétaire général de la Société des Nations du dépôt de chaque ratification.

La présente Convention entrera en vigueur le 15 octobre 1937 si trois instruments de ratification ont été déposés. Elle n'entrera néanmoins en vigueur à l'égard des autres signataires qu'à la date du dépôt de leurs instruments de ratification respectifs.

2^o *Règlement d'organisation judiciaire*

I. — ORGANISATION ET COMPOSITION

ARTICLE PREMIER. — Sont maintenus la Cour d'Appel mixte d'Alexandrie et les trois tribunaux mixtes de première instance du Caire, d'Alexandrie et de Mansourah, avec leurs circonscriptions territoriales actuelles.

Ces circonscriptions peuvent être modifiées par décret après avis de la Cour.

ARTICLE 2. — La Cour d'Appel sera composée de 18 conseillers dont 11 étrangers. Le cas échéant, deux conseillers, dont un étranger, pourront être nommés en sus de ce nombre. Il sera pourvu aux vacances qui se produiront parmi les conseillers étrangers de la Cour d'Appel par voie de promotion de juges étrangers des tribunaux de première instance.

ARTICLE 3. — Les tribunaux du Caire, d'Alexandrie et de Mansourah seront composés à la date du 15 octobre 1937, de 61 juges, dont 40 étrangers.

Au fur et à mesure des vacances qui se produiront par voie de mise à la retraite, décès, démission ou promotion parmi les juges étrangers, ces magistrats seront remplacés par des magistrats égyptiens.

Toutefois, le nombre des juges étrangers des tribunaux de première instance ne pourra être inférieur au tiers du nombre des magistrats composant ces tribunaux.

ARTICLE 4. — Il ne sera fait aucune distinction basée sur la nationalité des magistrats tant pour la composition des chambres que pour la désignation aux différents postes de l'organisation judiciaire, y compris la présidence des tribunaux et des chambres.

Le président de la Cour d'Appel sera de nationalité étrangère et le vice-président de nationalité égyptienne.

Dans le cas où le président d'un tribunal serait de nationalité égyptienne, le vice-président sera de nationalité étrangère et réciproquement.

ARTICLE 5. — Les arrêts de la Cour d'Appel sont rendus par cinq conseillers. Toutefois, la loi peut fixer à trois conseillers la composition des chambres statuant sur des affaires qui, en premier ressort, sont de la compétence d'un juge unique.

La Cour de Cassation est composée de cinq magistrats dont trois conseillers à la Cour d'Appel.

Les jugements des tribunaux de première instance, tant en matière civile qu'en matière pénale, sont rendus par trois juges.

En matière commerciale, les trois juges peuvent, en vertu d'une loi, être assistés de deux assesseurs avec voix consultative.

En matière de référés, de justice sommaire et de simple police, les jugements sont rendus par un juge unique.

ARTICLE 6. — Les Magistrats sont nommés par décret.

Ils sont inamovibles.

La limite d'âge pour la mise à la retraite d'office est fixée à 65 ans pour les juges de première instance et à 70 ans pour les conseillers à la Cour d'Appel.

Le passage d'un juge d'un tribunal à un autre ainsi que son avancement ne peuvent avoir lieu que sur avis conforme de l'assemblée générale de la Cour.

ARTICLE 7. — Les présidents et vices-présidents de la Cour d'Appel et des tribunaux sont nommés pour un an, par décret, sur désignation de l'assemblée générale de la Cour à la majorité absolue des voix. Pour les tribunaux de première instance la désignation a lieu sur une liste alphabétique dressée par l'assemblée générale de chaque tribunal et comprenant trois candidats à Alexandrie et au Caire et deux candidats à Mansourah.

Les présidents de chambre de la Cour d'Appel sont désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour.

Les présidents de chambre de chaque tribunal sont désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour sur présentation de l'assemblée générale du tribunal.

ARTICLE 8. — Les traitements des magistrats sont fixés par la loi.

ARTICLE 9. — Les fonctions de magistrat sont incompatibles avec l'exercice du commerce ou avec toute fonction salariée.

ARTICLE 10. — La discipline des magistrats est réservée à la Cour d'Appel. Le règlement général judiciaire détermine les mesures disciplinaires et la procédure à suivre en cette matière.

ARTICLE 11. — Les audiences sont publiques, sauf le cas où le

tribunal ordonne, par décision motivée, le huis-clos dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'ordre public.

La défense est libre.

ARTICLE 12. — Les langues judiciaires employées devant les tribunaux mixtes pour les plaidoiries et la rédaction des actes et sentences sont : l'arabe, l'anglais, le français et l'italien.

Le dispositif des sentences sera prononcé dans deux langues judiciaires dont l'une sera obligatoirement l'arabe. Après le prononcé, les sentences rédigées en langue étrangère seront intégralement traduites en langue arabe et celles rédigées en langue arabe seront intégralement traduites en langue étrangère.

En cas de divergence entre le texte original et la traduction, le premier fera foi.

ARTICLE 13. — Sous réserve des exceptions prévues par les codes, les lois ou les règlements, les parties ne peuvent être représentées en justice que par des personnes admises à exercer comme avocat devant les tribunaux mixtes. Le règlement général judiciaire détermine l'organisation du barreau et les conditions de la discipline des avocats.

ARTICLE 14. — Le personnel auxiliaire de la Cour d'Appel et des tribunaux comprend les greffiers, les commis-greffiers, les interprètes, les huissiers et autres agents.

Le règlement général judiciaire détermine les conditions de discipline du personnel susvisé.

ARTICLE 15. — L'exécution des sentences est effectuée sur l'ordre du tribunal par des huissiers, avec l'assistance des autorités administratives lorsqu'elle est requise.

ARTICLE 16. — Le parquet près les tribunaux mixtes exerce les attributions prévues ci-après ainsi que celles qui lui sont conférées par la loi.

Il est dirigé par un procureur général de nationalité étrangère.

ARTICLE 17. — En cas d'absence ou d'empêchement, le procureur général est remplacé par le premier avocat général en matière civile et au point de vue administratif, et par le deuxième avocat général en matière pénale.

Le procureur général a en outre sous sa direction des substituts en nombre suffisant.

ARTICLE 18. — Les magistrats du parquet sont nommés par décret. Ils sont amovibles et relèvent exclusivement de leurs chefs hiérarchiques et, en dernier lieu, du ministre de la justice.

ARTICLE 19. — Le ministère public, en la personne du procureur général, d'un des avocats généraux ou d'un substitut, peut siéger à toutes les chambres et à toutes les assemblées générales de la Cour et des tribunaux.

ARTICLE 20. — En matière pénale, le parquet exerce l'action

publique. Il dirige la police judiciaire dans toute affaire rentrant dans la juridiction des tribunaux mixtes.

Les fonctionnaires auxquels la loi reconnaît la qualité d'officiers de police judiciaire sont, comme tels, placés sous les ordres du parquet.

ARTICLE 21. — Le Procureur général donne son avis lorsqu'il y a lieu d'appliquer à l'égard d'un étranger, les dispositions du code pénal et du code d'instruction criminelle concernant la remise totale ou partielle ou la commutation d'une peine ainsi que l'exécution de la peine capitale.

ARTICLE 22. — Le procureur général a la surveillance des prisons et des établissements pénitentiaires dans lesquels des étrangers sont détenus. Il a également à tout moment libre accès à tout autre lieu où un étranger serait détenu.

Il signale au ministre de la justice les irrégularités qu'il constate et lui fait toutes autres communications que comporte la surveillance dont il est chargé.

ARTICLE 23. — Le ministère public intervient dans toute affaire ayant trait au statut personnel ou à la nationalité. Il peut aussi intervenir dans les affaires intéressant des mineurs ou des incapables ainsi que dans tous autres cas prévus par le code de procédure civile.

Il lui appartient en outre d'ordonner et de faire exécuter les mesures qu'il juge opportunes pour la sauvegarde des intérêts des mineurs ou des incapables.

ARTICLE 24. — Le parquet a la surveillance du service des fonds judiciaires et de la caisse spéciale des dépôts et consignations.

Il contrôle en outre les services des greffes et des huissiers dont la direction est réservée aux présidents de la cour et des tribunaux.

ARTICLE 25. — Aux fins de la compétence des tribunaux mixtes, le mot « étrangers » comprend les ressortissants des Hautes Parties contractantes à la convention de Montreux concernant l'abolition des Capitulations en Egypte, ainsi que les ressortissants de tout autre Etat qui pourrait être visé par décret.

Aucun ressortissant égyptien ne pourra se prévaloir de la protection d'une Puissance étrangère.

Les ressortissants de la Syrie et du Liban, ainsi que ceux de la Palestine et de la Transjordanie seront justiciables de la juridiction nationale, tant en matière civile, qu'en matière pénale.

Les ressortissants étrangers (citoyens, sujets, et protégés) appartenant à des religions, confessions ou rites pour lesquels il existe des tribunaux égyptiens de statut personnel, continueront, dans les mêmes conditions que dans le passé, à être jugés, en cette matière, par lesdits tribunaux.

Les ressortissants susvisés auront en outre la faculté d'opter en matière civile et commerciale entre la juridiction mixte et la juridiction nationale. Lorsqu'un desdits ressortissants sera cité, dans l'une de ces matières, devant un tribunal national, dans une affaire à propos de laquelle il n'aura pas préalablement accepté la compétence de la juridiction nationale, il devra, s'il désire décliner la compétence du tribunal saisi, le faire par lettre recommandée ou exploit d'huissier, ou, au plus tard, à la première audience faute de quoi le tribunal sera compétent.

II. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

ARTICLE 26. — Les tribunaux mixtes connaissent de toutes contestations en matière civile et commerciale entre étrangers et entre étrangers et justiciables des tribunaux nationaux.

Toutefois, les tribunaux nationaux sont compétents en ces matières à l'égard de tout étranger qui accepte de se soumettre à leur juridiction.

Cette soumission peut résulter d'une clause attributive de compétence ou du fait : 1° que l'étranger a lui-même introduit la procédure devant les tribunaux nationaux ; 2° qu'il n'a pas décliné la compétence de ces tribunaux avant le prononcé d'un jugement dans une procédure où il a comparu comme défendeur ou intervenant.

Le fait de se soumettre à la juridiction d'un tribunal de premier degré entraîne la soumission à la juridiction des tribunaux supérieurs du même ordre.

ARTICLE 27. — Les tribunaux mixtes connaissent également des contestations et des questions relatives au statut personnel dans les cas où la loi applicable aux termes de l'article 29 est une loi étrangère.

ARTICLE 28. — Le statut personnel comprend : les contestations et les questions relatives à l'état et à la capacité des personnes ; au droit de famille, notamment aux fiançailles, au mariage, aux droits et devoirs réciproques des époux, à la dot et au régime des biens entre époux, au divorce, à la répudiation, à la séparation, à la filiation, à la reconnaissance et au désaveu de paternité, aux relations entre ascendants et descendants, à l'obligation alimentaire entre les parents et entre les alliés, à la légitimation, à l'adoption, à la tutelle, à la curatelle, à l'interdiction, à l'émancipation, aux donations, aux successions, aux testaments et autres dispositions à cause de mort, à l'absence et à la présomption de décès.

ARTICLE 29. — L'état et la capacité des personnes sont régis par leurs lois nationales.

Les conditions de fond relatives à la validité du mariage sont régies par la loi nationale de chacun des époux.

Dans les matières relatives aux rapports entre époux, y compris la séparation, le divorce et la répudiation, et à leurs effets quant aux biens, la loi applicable sera la loi nationale du mari au moment de la célébration du mariage.

Les droits et devoirs réciproques entre parents et enfants sont régis par la loi nationale du père.

L'obligation alimentaire est régie par la loi nationale du débiteur.

Les matières relatives à la filiation, à la légitimation, à la reconnaissance et au désaveu de paternité sont régies par la loi nationale du père.

Les questions relatives à la validité de l'adoption sont régies par la loi nationale de l'adoptant aussi bien que par celle de l'adopté. Les effets de l'adoption sont régis par la loi nationale de l'adoptant.

La tutelle, la curatelle et l'émancipation sont régies par la loi nationale de l'incapable.

Les successions et les testaments sont régis par la loi nationale du de cujus ou du testateur.

Les donations sont régies par la loi nationale du donateur au moment de la donation.

Les règles du présent article ne portent pas atteinte aux dispositions relatives au régime de la propriété immobilière en Egypte.

ARTICLE 30. — A défaut de nationalité connue, ou si une personne a simultanément au regard de plusieurs Etats étrangers, la nationalité de chacun d'eux, le juge déterminera la loi applicable.

Si une personne possède simultanément, au regard de l'Egypte, la nationalité égyptienne et aux regards d'un ou plusieurs Etats étrangers, la nationalité de ces Etats, la loi applicable sera la loi égyptienne.

ARTICLE 31. — Par le terme « loi nationale », on doit entendre les dispositions internes de cette loi à l'exclusion de ses dispositions de droit international privé.

ARTICLE 32. — Les règles de procédure prévues par une loi étrangère ne sont pas applicables en tant qu'elles sont incompatibles avec les règles de procédure égyptiennes.

ARTICLE 33. — Sous réserve des dispositions des articles 34, 35, 36 et 37, la compétence des tribunaux mixtes est déterminée uniquement par la nationalité des parties réellement en cause, sans égard aux intérêts mixtes qui pourraient être indirectement engagés.

ARTICLE 34. — Dans leurs contestations avec des justiciables des tribunaux nationaux les sociétés de nationalité égyptienne déjà constituées, dans lesquelles entrent des intérêts étrangers sérieux, sont justiciables des tribunaux mixtes, à moins que leurs statuts ne contiennent une clause attributive de compétence aux tribunaux nationaux ou qu'elles n'aient accepté la juridiction de ces tribunaux conformément à l'article 26.

ARTICLE 35. — Les tribunaux mixtes sont de même compétents en matière de faillite d'un justiciable des tribunaux nationaux, si l'un des créanciers partie à la procédure est étranger.

ARTICLE 36. — Le seul fait de la constitution d'une hypothèque en faveur d'un étranger sur les biens immeubles, quels que soient le possesseur et le propriétaire, rend les tribunaux mixtes compétents pour statuer sur la validité de l'hypothèque et sur toutes les conséquences, jusques et y compris la vente forcée de l'immeuble, ainsi que la distribution du prix.

ARTICLE 37. — Les tribunaux mixtes ne peuvent pas connaître d'une action qui n'est pas en soi de leur compétence, même si elle se présente comme accessoire à une action déjà introduite devant eux. Toutefois, ils connaîtront de ladite action accessoire lorsque la juridiction qui en aura été saisie estimera, dans l'intérêt de la justice, devoir renvoyer les parties se pourvoir devant eux.

Les tribunaux mixtes peuvent, s'ils estiment devoir le faire dans l'intérêt de la justice, renvoyer les parties se pourvoir devant les tribunaux nationaux lorsque l'action introduite devant eux se présente comme une action accessoire à une action principale déjà introduite devant lesdits tribunaux nationaux.

ARTICLE 38. — Ne sont pas soumises aux tribunaux mixtes les demandes des étrangers contre un wakf en revendication de la propriété d'immeubles de ce wakf ; mais ces tribunaux sont compétents pour statuer sur la demande intentée sur la question de possession légale, quel que soit le demandeur ou le défendeur.

Ne sont pas non plus de la compétence des tribunaux mixtes les contestations ayant directement ou indirectement pour objet la constitution d'un wakf, la validité ou la nomination ou l'application de ses clauses ou la nomination ou révocation du nazir.

Les tribunaux mixtes peuvent toutefois déclarer inopposable aux créanciers du constituant la constitution en wakf d'un bien, faite en fraude de leurs droits.

ARTICLE 39. — Lorsque, dans une instance, une exception relative au statut personnel d'une partie justiciable en cette matière d'une autre juridiction est soulevée, les tribunaux mixtes, s'ils reconnaissent la nécessité de faire statuer au préalable sur

l'exception, doivent surseoir au jugement du fond et fixer un délai à la partie contre laquelle la question préjudicielle a été soulevée pour la faire juger définitivement par le juge compétent. Si cette nécessité n'est pas reconnue, il sera passé outre au jugement du fond.

ARTICLE 40. — La cession d'un droit à un étranger, la mise en cause d'un étranger ou la constitution d'un prête-nom ne peut donner compétence aux tribunaux mixtes pour statuer sur des contestations de la compétence des tribunaux nationaux, lorsque la cession, la mise en cause ou la constitution du prête-nom a pour but de distraire des tribunaux nationaux la connaissance de ces litiges.

Est présumée avoir été faite dans ce but, toute cession consentie en cours d'instance. Le tribunal peut toutefois, dans des cas exceptionnels, admettre la preuve du contraire.

Sous réserve de la disposition de l'alinéa précédent, l'exception de prête-nom ne saurait être opposée lorsqu'il s'agit de cessions par voie d'endossement d'effets de commerce.

L'endossement irrégulier ou en recouvrement d'un effet de commerce à un étranger ne donne pas compétence aux tribunaux mixtes pour des contestations de la compétence des tribunaux nationaux.

ARTICLE 41. — Lorsque le plaideur dont le caractère étranger donnait compétence aux tribunaux mixtes, ne se trouve plus, avant la clôture des débats, être partie à l'instance, ces tribunaux, sur l'exception soulevée par l'une des parties, cesseront d'avoir compétence dans l'affaire qui sera transférée en l'état aux tribunaux nationaux.

ARTICLE 42. — Le changement de nationalité de l'une des parties, survenu en cours d'instance, ne pourra modifier la compétence du tribunal régulièrement saisi.

ARTICLE 43. — Les tribunaux mixtes ne peuvent connaître directement ou indirectement des actes de souveraineté. Ils ne peuvent pas statuer sur la validité de l'application aux étrangers des lois ou règlements égyptiens.

Ils ne peuvent pas non plus, statuer sur la propriété du domaine public.

Mais, sans pouvoir interpréter un acte d'administration ou en arrêter l'exécution, ils sont compétents pour connaître : 1) en matière civile ou commerciale, de toutes contestations, mobilières ou immobilières entre les étrangers et l'Etat ; 2) de toute action en responsabilité civile intentée par un étranger contre l'Etat à raison de mesures administratives prises en violation des lois ou règlements.

III. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE PÉNALE

ARTICLE 44. — Les tribunaux mixtes connaissent de toute poursuite contre un étranger pour un fait punissable par la loi.

ARTICLE 45. — Les tribunaux mixtes connaissent en outre des poursuites contre les auteurs ou complices, quelle que soit leur nationalité, des crimes et délits suivants :

1° Crimes et délits commis directement contre les magistrats et officiers de justice des tribunaux mixtes dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

2° Crimes et délits commis directement contre l'exécution des sentences et des mandats de justice des tribunaux mixtes ;

3° Crimes et délits imputés aux juges et officiers de justice, quand ils sont accusés de les avoir commis dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus de ces fonctions ;

4° Crimes et délits de banqueroute simple ou frauduleuse dans les cas de faillites mixtes.

Sont compris sous la désignation d'officiers de justice, dans les paragraphes 1 et 3 ci-dessus, les greffiers, les commis-greffiers assermentés, les interprètes attachés au tribunal et les huissiers titulaires, mais non les personnes chargées accidentellement par délégation du tribunal d'une signification ou d'un acte d'huissier.

ARTICLE 46. — En matière pénale, les tribunaux de simple police jugent les faits qualifiés contraventions par la loi et les délits comportant une peine ne dépassant pas trois mois d'emprisonnement. Les tribunaux correctionnels jugent les faits qualifiés délits par la loi, autres que ceux visés à l'alinéa précédent et les appels contre les jugements rendus par les tribunaux de simple police.

Les cours d'assises jugent les faits qualifiés crimes par la loi.

ARTICLE 47. — Les arrestations d'étrangers et les perquisitions au domicile d'étrangers, sauf dans les cas de flagrant délit ou de demande de secours venant de l'intérieur du domicile, seront effectuées par les soins ou en présence d'un membre du parquet mixte ou d'un officier de la police judiciaire auquel ces fonctions auront été déléguées par le parquet mixte.

ARTICLE 48. — En matière criminelle, si le parquet estime qu'il y a lieu de poursuivre, il doit saisir de l'affaire, le juge d'instruction.

En matière correctionnelle, le parquet saisit également le juge d'instruction, à moins qu'il n'estime que les éléments recueillis dans une information sommaire sont suffisants pour poursuivre l'instruction de l'affaire à l'audience. Dans ce cas, si l'inculpé a été entendu ou si, son absence ou l'impossibilité

de trouver son domicile a été dûment constatée, le parquet peut le citer directement devant le tribunal.

Le tribunal peut toutefois, soit à la demande de l'inculpé, soit d'office, prononcer l'annulation de la citation et ordonner le renvoi de l'affaire devant le juge d'instruction.

ARTICLE 49. — La détention de tout étranger est immédiatement signalée au parquet qui doit, dans les conditions fixées par le code d'instruction criminelle et au plus tard, dans les quatre jours, ordonner la mise en liberté du détenu ou le déférer au juge d'instruction.

Tout étranger en état de détention préventive a le droit d'aviser de sa détention son consul et son avocat par l'intermédiaire du parquet.

Le Consul et l'avocat du détenu peuvent lui rendre visite dans la prison suivant les modalités approuvées par le parquet.

ARTICLE 50. — Sauf en cas d'urgence, si l'inculpé n'a pas de défenseur, il lui en sera désigné un, s'il le demande, au moment de l'interrogatoire, à peine de nullité.

Il sera en outre désigné un défenseur d'office, dans un délai raisonnable, avant l'audience, à tout accusé déféré à la Cour d'assises.

IV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

ARTICLE 51. — Les tribunaux mixtes rendent la justice en Notre Nom.

ARTICLE 52. — En cas de silence, d'insuffisance ou d'obscurité de la loi, le juge se conformera aux principes du droit naturel et aux règles de l'équité.

ARTICLE 53. — Les causes commencées avant le 15 octobre 1937 devant une juridiction consulaire seront continuées devant cette juridiction jusqu'à leur solution définitive.

Il en sera de même des causes commencées avant cette date devant les tribunaux mixtes et qui, en vertu de la présente loi, seraient de la compétence des tribunaux nationaux.

En matière civile, les causes visées aux deux alinéas ci-dessus pourront, à la demande des parties et avec le consentement de tous les intéressés, être déférées aux tribunaux compétents suivant les dispositions des articles précédents pour y être poursuivies et jugées en l'état de la procédure où elle se trouve.

En matière pénale, les juridictions consulaires pourront également déférer aux tribunaux mixtes les affaires commencées avant le 15 octobre 1937.

ARTICLE 54. — Les jugements et ordonnances des tribunaux consulaires garderont l'autorité de la chose jugée, et seront

exécutés, le cas échéant, par l'entremise des tribunaux mixtes.

ARTICLE 55. — Les prescriptions et forclusions qui étaient applicables dans les matières de la compétence des tribunaux consulaires, garderont leur effet devant les tribunaux mixtes.

ARTICLE 56. — Nonobstant les dispositions de l'article 27, les tribunaux mixtes ne seront pas compétents en matière de statut personnel lorsque la loi applicable conformément aux dispositions de l'article 29 est celle d'une Puissance partie à la Convention concernant l'abolition des Capitulations en Egypte qui, conformément à l'article 9 de la dite Convention, a réservé à ses tribunaux consulaires la juridiction en matière de statut personnel et n'a pas retiré cette réserve.

ARTICLE 57. — Les dispositions du règlement général judiciaire actuel, en tant qu'elles n'ont pas été abrogées ou modifiées par les dispositions précédentes, continueront à être en vigueur.

Toute modification au dit règlement proposée par l'assemblée générale de la cour, ne sera rendue exécutoire que si elle est promulguée par un décret sur la proposition du ministre de la justice.

ARTICLE 58. — Sont abrogés le règlement d'organisation judiciaire actuel pour les procès mixtes en Egypte, ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi.

ANNEXE III

1° *Traité d'Amitié et d'Alliance entre la France et la Syrie*

.....
.....
Echange de lettres N° 2

LE PRESIDENT DU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE SYRIENNE

au

HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Comme suite au traité signé en date de ce jour j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en considération de l'amitié et de l'alliance étroite existant entre nos deux pays le Gouvernement Syrien recrutera en France les conseillers techniques, *magistrats* et fonctionnaires étrangers dont il jugera utile la présence en Syrie.

LE HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

au

PRESIDENT DU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE SYRIENNE

Par une lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître les intentions du Gouvernement Syrien relativement à l'emploi de fonctionnaires étrangers en Syrie. J'ai l'honneur de prendre acte de cette obligeante communication.

Protocole N° 4

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à entrer en négociation après ratification du traité, pour définir, dans le délai

fixé pour l'admission de la Syrie à la Société des Nations, un régime judiciaire s'inspirant de l'accord du 1^{er} mars 1936 et propre à concilier le souci de protection des intérêts étrangers avec les progrès accomplis par le Gouvernement syrien dans l'organisation de la justice.

Le Gouvernement français prêtera son plein appui au Gouvernement syrien pour assurer, dans ce même délai, la mise en application de ce régime.

En attendant la conclusion de cette négociation et dès la ratification du traité, sera mis en œuvre un programme de réforme comportant :

1° Application du principe de l'unité de juridiction par le groupement des juridictions ;

2° Réduction dans le cadre des magistrats français ;

3° Définition de l'intérêt étranger, de manière à remédier à certains abus tels que la fictivité et le détournement de juridiction par la création d'un intérêt étranger en fraude de la loi ;

4° Suppression de la clause attributive de compétence entre ressortissants syriens.

2° Traité d'Amitié et d'Alliance entre la France et le Liban

.....

.....

Echange de lettres N° 2

Ces lettres reproduisent les termes de celles du Traité franco-syrien relatives au même objet (voir ci-dessus).

Protocole N° 4

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à entrer en négociation après ratification du traité, pour définir dans le délai fixé pour l'admission du Liban à la Société des Nations, un régime judiciaire propre à concilier le souci de protection des intérêts étrangers avec les progrès accomplis par le Gouvernement libanais dans l'organisation de la justice.

Le Gouvernement français prêtera son plein appui au Gouvernement libanais pour assurer, dans ce même délai, la mise en application de ce régime.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Publications officielles*

Les Procès-verbaux de la Commission permanente des Mandats.
Rapports à la S.D.N. sur la situation de la Syrie et du Liban
présentés par la Puissance Mandataire.

Actes Diplomatiques en vigueur au 1^{er} avril 1935 dans les Etats
sous Mandat Français.

Recueil des Actes Administratifs du Haut-Commissariat de la
République Française auprès des Etats de Syrie et du
Liban.

Journal Officiel de la République Syrienne (Acima) et Journal
Officiel de la République Libanaise.

Traité anglo-irakien de 1930 et Convention judiciaire anglo-
irakienne de 1931.

Traité anglo-égyptien de 1936 et Actes de Montreux de 1937.

Projets de Traité franco-syrien et franco-libanais de 1936.

II. — *Revue de Jurisprudence*

Meftah des arrêts de la Cour de Cassation Ottomane.

Gazette des Tribunaux libano-syriens 1925-1938, Beyrouth.

Bulletin de Législation et de Jurisprudence de Syrie et du
Liban, 1935 et 1936, Damas.

Bulletin de Législation et de Jurisprudence Mixte d'Egypte.
Al-Mouhami (arabe), Beyrouth.

Revue Judiciaire (arabe), 1923-1929, Beyrouth.

III. — *Ouvrages et articles de revues*

ABELOUS. — Evolution de la Turquie dans ses rapports avec
l'étranger, Paris, 1928.

- ABOU-CHAHLA. — L'extinction des Capitulations en Turquie et dans les régions arabes, Paris, 1924.
- ABOU-HAÏF. — (Arabe). Procédure civile et commerciale et organisation judiciaire en Egypte, Le Caire, 1911.
- ABOU-KHATER. — La Condition des étrangers en Syrie et au Liban, Paris, 1933.
- ABOUSSOUAN (B.). — Le problème politique syrien, Paris, 1925.
- AGHION et FELDMAN. — Les actes de Montreux, Paris, 1937.
- AMMOUN. — La Syrie criminelle, Paris, 1929.
- ANONYMOS. — Codes des Tribunaux Mixtes d'Egypte.
- ARISTACHI et NICOLAÏDES. — Législation Ottomane, 7 vol., Constantinople (1873-1888).
- ARMINJON. — L'expérience constitutionnelle et parlementaire de l'Egypte.
- Etrangers et protégés dans l'Empire Ottoman, Paris, 1903.
 - Origine des Capitulations (Journal de Dr. Intern. Privé, XXXII).
 - Le droit international privé interne, principalement dans les pays musulmans (Clunet, 1912 et 1913).
- ARMINJON et AMOS. — Espèces : Problèmes juridiques et questions pratiques de droit civil, de droit commercial et de droit international privé, Le Caire, 1904.
- BAHAA EL-DINE BARAKAT. — Privilèges et Immunités des étrangers en Egypte, Paris, 1912.
- BAUMKOLLER (Ab.). — Le Mandat sur la Palestine, Paris, 1931.
- BELNI. — Capitulations.
- BENOIT (Auguste). — Capitulations entre l'Etat Ottoman et la France, Paris, 1890.
- BRIOT. — Histoire de l'Empire Ottoman.
- BRUNEAU (André). — Traditions et politique de la France au Levant, Paris, 1931.
- CARDAHI (Choucri). — Mandat de la France sur la Syrie et le Liban (Recueil Acad. Dr. Intern., 1933, T. I).
- Condition légale des Sociétés étrangères dans les pays sous Mandat (Recueil, *op. cit.*, 1927, T. II).
 - De l'organisation judiciaire dans les pays du Levant sous Mandat français (Revue de Dr. Intern. Privé, Paris, 1928, N° 3).
 - Problème de l'organisation judiciaire dans les pays sous-Mandat (Rev. Dr. Intern. Privé, 1928, N° 3).

- Le Droit Civil dans les pays sous Mandat français dans ses rapports avec la législation religieuse (Rev. Dr. Intern. Privé, 1933, N° 3).
- CARDAHI et ARÈNE. — La Condition des étrangers et le Conflit des lois dans les pays du proche-Orient sous Mandat français (Rev. Dr. Intern. Privé, 1931, N° 2).
- CLERGÉ. — La Syrie sous le Mandat.
- Comte CRESSATY. — France et Syrie.
- DE FÉRIET (René). — L'application d'un Mandat, la France puissance mandataire en Syrie et au Liban, Beyrouth, 1926.
- DISLER (P.). — Droits et devoirs des Français dans les pays d'Orient et d'Extrême-Orient, Paris, 1893.
- DJÉROUDI CHAFIC. — Application des Mandats internationaux à l'Irak, Toulouse, 1934.
- DU MOIRON. — Juridictions françaises en Orient et Tribunaux internationaux en Egypte, Alger, 1882.
- DYCKMANS. — Le statut contemporain des étrangers en Egypte, Paris, 1933.
- EDDÉ (Camille). — La Justice en Syrie et au Liban, Le Caire, 1922.
- FARAG (Wadie M.). — Le rôle des Tribunaux Mixtes et Indigènes d'Egypte en matière de statut personnel, Paris, 1926.
- FAUCHILLE. — Traité de Droit International Public, T. I, 2^e partie.
- FÉRAUD-GIRAUD. — Justices Mixtes dans les pays hors chrétienté, Paris, 1884.
- FRANCO. — Développements constitutionnels en Turquie, Paris, 1925.
- GATTESCHI. — Droit International Public en Egypte, Paris, 1862.
- GAVILLOT. — Essai sur le droit des Européens en Turquie et en Egypte (Les Capitulations et la Réforme Judiciaire), Paris, 1875.
- GHALEB (P.). — Le protectorat religieux de la France en Orient, Paris, 1913.
- GOUTANT BIRON. — Comment la France s'est installée en Syrie, Paris, 1930.
- GOYAU (G.). — Protection des chrétiens en pays musulmans (Acad. de Dr. International, Rec. des Cours, 1929, T. I).
- GRANDMOULIN. — Traité élémentaire de droit civil égyptien indigène et mixte.
- HAAKMAN. — L'Egypte et les Traités internationaux sur la réforme judiciaire, Paris, 1877.

- HERREROS. — Les Tribunaux Mixtes d'Egypte, Alexandrie, 1914.
- HEYKING. — L'exterritorialité et ses applications en Extrême-Orient (Acad. de Dr. Intern., Recueil des Cours, 1925, T. II).
- HEYLIGERS. — L'organisation des Tribunaux Mixtes d'Egypte (Acad. de Dr. Intern., Recueil des Cours, 1927, T. II).
- HUSSAMI (Abdul-Karim). — Le mariage et le divorce en droit musulman et particulièrement dans son application en Syrie, Lyon, 1931.
- IBIANY (Abou-Zeid). — Statuts personnels, Le Caire, 1920.
- Imprimerie SADER. — Recueil des Lois (arabe), Beyrouth, 1929.
- JOFFRE (Alphonse). — Le Mandat de la France sur la Syrie et le Grand Liban, Lyon, 1924.
- KANDALAFT (G.). — Le sort réservé au régime des Capitulations, Paris, 1911.
- La Réforme Judiciaire en Egypte et les Capitulations (anonyme), (Alexandrie, 1874).
- Le groupe d'études de l'Islam : l'Egypte indépendante, Paris, 1938.
- Les Capitulations entre la France et la Sublime Porte (anonyme).
- Livre d'or du cinquantenaire des Tribunaux Mixtes d'Egypte, Alexandrie, 1926.
- LOUTFI BEY. — Législation et codification dans la République Turque (Bulletin de la Société de Législ. comparée, T. LXI, 1931-1932).
- MANDELSTAM (A.). — La Justice Ottomane dans ses rapports avec les Puissances Etrangères, Paris, 1911.
- MARDAM BEY (H.). — L'organisation Judiciaire : Le principe de l'égalité entre les Justiciables, Paris, 1929.
- MESSINA. — Les Tribunaux Mixtes et les rapports inter-juridictionnels en Egypte (Acad. de Dr. Intern., Recueil des Cours, 1932, III).
- MESSINA. — Traité de Droit civil égyptien Mixte.
- MESTRE. — Les étrangers en Turquie.
- MEYER (G.). — L'Egypte et les Capitulations, Paris, 1930.
- MIDANI (Sami). — Précis de Droit International Privé syrien (arabe), Damas, 1938.
- MORAND. — Le Droit Musulman et le conflit des lois (Mémoires de l'Acad. Intern. de Dr. comparé, 1928, N° 1).
- MOURAD KAMEL BEY. — Etude générale sur la condition des étrangers en Egypte, Paris, 1930.

- Ordre des avocats de Beyrouth. — Rapport sur les Capitulations.
- Comte OSTROROG. — La Réforme de la Justice Ottomane, Paris, 1912.
- PÉLISSIE DU RAUSAS. — Le Régime des Capitulations dans l'Empire Ottoman, Paris, 1905.
- PIC (Paul). — L'Evolution du Mandat français en Syrie et du Mandat anglais en Palestine de 1924 à 1931, Paris, 1931.
- POLITIS. — Les Capitulations et la justice répressive Ottomane (Rev. de Dr. intern. Privé, 1906, N^o 4 et 5).
- RABBATH (Ed.). — L'Evolution politique de la Syrie sous Mandat, Paris, 1928.
- RISTELHUCHER. — Traditions françaises au Liban, Paris, 1925.
- SABA (Jean). — L'Islam et la nationalité, Paris, 1931.
- SAYED (Abdel-Fattah). — Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale en Egypte, Dijon, 1926.
- SFER PACHA (Abdallah). — Mandat Français et traditions françaises en Syrie et au Liban, Paris, 1921.
- SOLUS (Henri). — Traité de la condition des indigènes en droit privé, dans les Colonies, pays de protectorat et pays sous Mandat.
- STAVROS PHOTIRAS. — Capitulations des Communautés chrétiennes dans l'Empire Ottoman (Traduit en arabe par Kandalaft), Damas, 1912.
- Un ancien Diplomate. — Le régime des Capitulations, Paris, 1898.
- VAN STEEN DE JEHAY. — De la situation légale des sujets Ottomans non-musulmans, Bruxelles, 1906.
- YOUNG. — Corps du Droit Ottoman (7 volumes), Oxford, 1906.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE Le Régime Capitulaire Les Juridictions Consulaires et Tribunaux des Causes Mixtes Ottomans	
L'ORIGINE DU RÉGIME CAPITULAIRE	7
CHAPITRE I. — ORGANISATION DES JURIDICTIONS CON- SULAIRES ET TRIBUNAUX MIXTES OTTOMANS.....	15
<i>Section I. — Juridictions Consulaires</i>	15
<i>Section II. — Tribunaux Mixtes Ottomans</i>	19
CHAPITRE II. — COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS CON- SULAIRES ET TRIBUNAUX MIXTES OTTOMANS.....	23
<i>Section I. — Compétence ratione materiæ</i>	23
<i>Section II. — Compétence ratione loci et ratione per- sonæ</i>	28
CHAPITRE III. — FONCTIONNEMENT DES JURIDICTIONS CONSULAIRES ET TRIBUNAUX MIXTES OTTOMANS...	38
<i>Section I. — Loi applicable — Règles de conflits des lois</i>	38
<i>Section II. — Particularités de procédure</i>	44
§ 1. — Rôle judiciaire des Ambassadeurs et Con- suls	44
§ 2. — Rôle des drogmans	47

	Pages
CHAPITRE IV. — VOIES D'EXÉCUTION A L'ÉGARD DES ÉTRANGERS SOUS LE RÉGIME CAPITULAIRE.....	52
CHAPITRE V. — EXTINCTION DU RÉGIME CAPITULAIRE..	56

DEUXIÈME PARTIE

Le Régime Mandataire

Les Tribunaux Mixtes ou statuant en matière étrangère

L'INSTALLATION DU MANDAT FRANÇAIS ET LE PROBLÈME DE L'ÉTRANGER EN JUSTICE	69
CHAPITRE I. — L'ORGANISATION DES JURIDICTIONS MIXTES EN SYRIE ET AU LIBAN.....	77
<i>Section I. — Les Juridictions Mixtes.....</i>	77
§ 1. — La Justice de paix.....	79
§ 2. — Les Tribunaux de 1 ^{re} Instance.....	82
§ 3. — Les Cours d'Appel.....	89
§ 4. — Les Cours de Cassation.....	94
Appendice I. — L'organisation Judiciaire Mixte au pays des Alaouites	101
Appendice II. — La majorité étrangère.....	105
<i>Section II. — Le Personnel des Juridictions Mixtes.</i>	108
CHAPITRE II. — COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS MIXTES	116
<i>Section I. — Compétence normale des Juridictions Mixtes</i>	116
§ 1. — Compétence ratione personæ	117
A) Les Personnes physiques étrangères.....	117
a) Les étrangers en droit islamique.....	117
b) Les étrangers dans le droit Ottoman....	119
c) Les étrangers dans le droit du Mandat..	123
B) Les Personnes Morales étrangères.....	134
a) Les Etats étrangers	135
b) Les sociétés étrangères	138
c) Les associations étrangères	148

§ 2. — Compétence ratione materiæ	156
A) Etendue de la compétence des Juridictions Mixtes	156
1° Compétence civile	158
1 ^{re} restriction : en matière de statut personnel	159
2° restriction : Contentieux des nationalités	162
3° restriction : Contentieux relatif à la délimitation des biens immeubles.....	165
2° Compétence commerciale	167
3° Compétence pénale	169
1 ^{re} restriction : au profit de la Justice militaire	170
2° restriction : au profit des Cours Mixtes de justice	174
3° restriction : au profit des Commissions douanières	178
B) L'intérêt étranger	179
1° Nature de l'intérêt étranger	181
2° Apparition de l'intérêt étranger au litige.	187
3° Durée de l'intérêt étranger	192
4° Preuve de la fictivité de l'intérêt étranger.	195

Section II. — Compétence anormale des Juridictions Mixtes

197

§ 1. — Compétence administrative des Juridictions Mixtes	198
§ 2. — Les nationaux devant les Juridictions Mixtes	204
A) Cas particuliers de compétence.....	205
a) Contentieux douanier	205
b) Contentieux en matière de monopole des Tabacs	206
c) Dotation du Chemin de fer du Hedjaz....	207
d) Commerce des armes et munitions.....	207
e) Agents du cadre local de la Sûreté Générale	208

	Pages
f) Agents et fonctionnaires de la Police d'Etat en Syrie	208
g) Gardiens de nuit en Syrie.....	208
h) Infractions de nature à troubler l'ordre public	209
B) Clause attributive de compétence.....	211
 CHAPITRE III. — ETUDE DU SYSTÈME POSITIF DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ADOPTÉ PAR LES JURIDICTIONS MIXTES	 220
<i>Section I. — Le Conflit des lois</i>	222
§ 1. — Le statut personnel.....	223
A) L'état et la capacité.....	224
B) Le mariage	226
C) La dissolution et le relâchement des liens du mariage	230
D) La filiation	232
E) Les successions	233
§ 2. — Les Biens	238
A) Les biens ut singuli	238
B) Les biens Wakfs	239
§ 3. — Les Obligations	241
A) La forme des actes.....	241
B) Les effets de commerce.....	245
C) La faillite et la liquidation judiciaire.....	248
D) Les preuves	249
 <i>Section II. — Le Conflit des Juridictions</i>	 250
§ 1. — Le Conflit purement interne.....	252
§ 2. — Le Conflit quasi international.....	254
§ 3. — Le Conflit purement international.....	257
 <i>Section III. — Exécution des Jugements étrangers</i> ..	 259
§ 1. — Ce qu'il faut entendre par jugements étrangers	260
§ 2. — Les jugements étrangers subordonnés à l'exequatur	262
§ 3. — Procédure de l'exequatur.....	263

	Pages
§ 4. — Conditions d'obtention de l'exequatur...	265
§ 5. — Effets de l'exequatur.....	268
CHAPITRE IV. — ETUDE CRITIQUE DES JURIDICTIONS MIXTES DE LA PÉRIODE MANDATAIRE.....	270
<i>Section I. — Avantages de l'Institution Mandataire des Juridictions Mixtes ; l'apport jurisprudentiel de ces juridictions</i>	270
<i>Section II. — Inconvénients de l'Institution Mandataire des Juridictions Mixtes</i>	289

TROISIÈME PARTIE

Le Régime Contractuel

La Justice Mixte selon les Traités et son sort dans l'avenir

CHAPITRE I. — LA JUSTICE MIXTE SELON LES TRAITÉS.	295
<i>Section I. — Le précédent anglo-irakien : la Convention judiciaire du 4 Mars 1931</i>	297
<i>Section II. — Le précédent anglo-égyptien : les actes de Montreux du 8 Mai 1937</i>	306
<i>Section III. — Les Traités franco-syrien et franco-libanais de 1936 et le problème des étrangers devant la Justice</i>	316
CHAPITRE II. — L'AVENIR DE LA JUSTICE MIXTE EN SYRIE ET AU LIBAN. LE SYSTÈME DE LA FUSION JUDICIAIRE.	327
<i>Section I. — Etude critique du système de la fusion judiciaire</i>	329
§ 1. — Avantages du système.....	329
§ 2. — Inconvénients du système	331
<i>Section II. — Conditions de succès du système de la fusion</i>	334
§ 1. — Prévision d'une période transitoire.....	334

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais, 96

Palais-Royal PARIS (1^{er})
